1918-1920 LA MEMOIRE DU SIECLE

LA RÉPUBLIQUE D'ARMÉNIE

ANAHIDE TER MINASSIAN





Fonds A.R.A.M

1918-1920 LA MEMOIRE DU SIECLE

LA RÉPUBLIQUE D'ARMÉNIE

ANAHIDE TER MINASSIAN



Fonds A.R.A.M

DU MÊME AUTEUR

Nation et Religion, Venezia, Icom, 1980.

La Question arménienne, Roquevaire, Ed. Parenthèses, 1983.

Nationalism and Socialism in the Armenian Revolutionary movement (1887-1912). Cambridge Massachusetts, The Zoryan Institute, 1984.

En collaboration

Histoire des Arméniens sous la direction de Gérard Dédéyan. Toulouse, Ed. Privat, 1982.

SOMMAIRE

PR	OLÉGOMÈNE	9
Gu	JERRE ET PAIX	5
	La Révolution de Février, 15 — L'Ozakom, 17 — Proje de restructuration administrative, 20 — L'Arménie turque 21 — Le premier Congrès des Arméniens occidentaux, 24 — Le rapatriement des Arméniens occidentaux, 24 — L front caucasien, 25 — La Conférence Régionale des organ sations caucasiennes du POSDR, 28 — Le Congrès de Arméniens orientaux, 30 — La Révolution d'Octobre, 3 — Les élections à l'Assemblée Constituante, 38 — L Conférence de Brest-Litovsk, 41 — Le Décret sur l'Armén turque, 43 — L'Entente et la Transcaucasie, 47 — L'organ sation des forces nationales, 49 — L'offensive ottomans 53 — La paix de Brest-Litovsk, 54 — La Conférence de Trébizonde, 56 — La fin de l'Arménie turque, 57 — Arméniens et Kurdes, 58 — Erzincan, 60 — Erzeroum, 60 — Dâron et Van, 62 — Ourmiah, 63 — Batoum, 65 — L'independance de la Géorgie, 69 — de l'Azerbaidjan, 60 —	e, 22 Le 1i- es 35 La ie 1i- e, de - é-
	— et de l'Arménie, 70 — La situation à Erevan, 72 - Aram Pacha, 73 — Conflits ethniques, 74 — Sursaut arme	é-
	nien, 77 — Sardarabad, 78 — Le traité de Batoum, 81 - Andranik, 83 — Bakou, 87 — Les Azeris, 87 — Les Armo	é-
	niens, 88 — Les bolchéviks, 89 — Les daschnaks, 91 - Le Conseil National Arménien, 91 — L'Armée de l'Islan	
	92 — Les Jours de Mars, 93 — La commune de Bakot	
	94 – Rostom, 96 – L'Armée Rouge, 98 – La chute d	
	Bakou, 98 — Quatre mois à Constantinople, 101 - L'Armistice de Moudros, 105	_

Fonds A.R.A.M

RESURRECTION 109
Premiers pas
Le drapeau, 113 — Arménie année zéro, 117 — Elargisse- ment des frontières, 119 — L'annexion de Kars, 122 — L'éphémère annexion du Nakhitchévan, 127 — Le Haut-Ka- rabagh: un échec, 129 — Etat et partis, 139 — Les élections, 141 — Les forces politiques en présence, 141 — La gauche, 144 — La droite, 149 — Le 9 ^e Congrès de la FRA, 152
Relations internationales
Double Délégation Arménienne à la Conférence de Paix à Paris, 157 — La Délégation de l'Arménie Intégrale, 159 — Le Mémorandum de l'Arménie Intégrale, 160 — Le Congrès National Arménien, 161 — Le Deuxième Congrès des Arméniens occidentaux, 164 — L'Acte du 28 Mai 1919, 165 — Les Réfugiés, 170 — La Cilicie, 172 — Un mandat américain?, 173 — L'aide humanitaire à l'Arménie, 174
L'ŒUVRE DE LA RÉPUBLIQUE
L'agriculture et les ressources naturelles, 178 — L'industrie, 180 — Un système judiciaire nouveau, 181 — Pour une éducation et une culture laïques, 183 — L'armée, 185 — Les finances, 186 — Les tribulations de l'émigration et les horreurs de la guerre, 187
DES GRANDES ESPÉRANCES AUX TEMPS DIFFICILES
L'Arménie est reconnue de facto, 192 — Mustafa Kémal, 196 — La soviétisation de l'Azerbaïdjan, 199 — La Mission Chant, 205 — « Le juillet et l'octobre de la Révolution arménienne », 208 — Le traité de Sèvres, 213 — Créer une patrie « par le fer et par le feu », 215 — Le Congrès des Peuples d'Orient, 218 — La guerre arméno-turque, 220 — Entre le marteau kémaliste et l'enclume soviétique, 226 — L'accord du 2 décembre 1920, 228 — Le traité d'Alexandropol, 229 — « Le peuple était silencieux … », 234 — Le soulèvement

du 18 fevner 1921, 240 — La Republique Armenien la Montagne, 244 — Deuxième soviétisation, 245 — chéviks et kémalistes, 246 — La Conférence de Lor 250 — Moscou, 252 — Kars, 253 — La Cilicie, 254 Traité de Lausanne, 256 — Karabagh et Kavburo, 256 — Epilogue, 262	Bol- ndres, — Le
La quête de l'indépendance?	265
La déchirure, 265 — Question nationale et national 268 — Le Karabagh encore, 274	lisme,
Conclusion	283
CHRONOLOGIE	285
CARTES	297
TOPONYMIE	300
INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES	301
INDEX	309

PROLÉGOMÈNE

Octobre 1988, à Erevan, capitale de l'Arménie soviétique. Sur la place de l'Opéra, baptisée «Place de la Liberté », les jeunes manifestants se succèdent jour et nuit et scandent «Indépendance ». Devant le Madénataran, la bibliothèque qui abrite 14 000 manuscrits arméniens — la forteresse spirituelle de l'Arménie soviétique - est déployée une immense banderole, « rouge, bleu, orange», aux couleurs du drapeau de la République indépendante d'Arménie. En trois étapes — mouvement écologique, mouvement du Karabagh, mouvement pour la « démocratisation » du Parti communiste et des soviets — et en 9 mois, le nationalisme arménien, un nationalisme de frustration refoulé pendant 70 ans a surgi au grand jour à l'heure de la «perestroika» et de la « glasnost ». Depuis février, des manifestations de masse, meetings réunissant certains jours des centaines de milliers et jusqu'à un million de personnes (dans une République qui compte 3 300 000 habitants) pétitions, comités apparus spontanément, votes « d'initiative populaire », grèves, happenings, marches se sont succédé pour obtenir que le Haut-Karabagh, région autonome intégrée à l'Azerbaïdian soviétique et dont la population est à 80 % arménienne, soit rattachée à l'Arménie.

Depuis février 1988, les massacres des Arméniens de Soumgaït par les Azeris, la confrontation avec l'armée soviétique à l'aéroport de Erevan, les réponses dilatoires de Gorbatchev précédant la décision finale du Soviet Suprême, le 18 juillet 1988, de maintenir le statu quo, ont en effet radicalisé le mouvement arménien, malgré quelques concessions non négligeables de Moscou (crédits pour le développement économique et culturel du Haut-Karabagh, destitution des premiers secrétaires « brejnéviens » des Partis communistes d'Arménie et d'Azerbaïdjan) ou des autorités locales (fermeture des usines polluantes).

Le 28 mai 1988, pour le 70^e anniversaire de l'indépendance de la République, les drapeaux tricolores sont apparus pour la première fois dans les rues de Erevan.

En Arménie, comme ailleurs, la géographie a déterminé l'histoire. Situé à l'est de l'Asie Mineure, le Plateau arménien, un ensemble de plateaux étagés, de 900 à 2 000 mètres, épaulés par de hautes chaînes de montagnes, est dominé par le volcan éteint du Mt Ararat (5 172 m), et scié par de profondes vallées qui compartimentent le pays. Sa position stratégique en a fait depuis des siècles un carrefour de routes commerciales et de voies d'invasion. Le peuple arménien, un vieux peuple dont la présence est attestée dès l'Antiquité, a une histoire bi-millénaire où alternent les phases de dépendance et d'indépendance. Le dernier royaume arménien, celui de Cilicie, a disparu au XIV^e siècle.

Depuis l'annexion de l'Arménie orientale par les Russes (1828-1829), l'Arménie est partagée entre les trois Empires ottoman, russe et perse. Les Arméniens sont estimés à 4 000 000 en 1914. Les seules certitudes

démographiques concernent les Arméniens de Russie ou Arméniens orientaux: 1 240 000 en 1897, ils sont plus de 1 700 000 en 1917. Les Arméniens occidentaux, ou Arméniens de Turquie sont évalués à 2 100 000, en 1912, par le Patriarcat arménien de Constantinople. Localisés en Azerbaïdian et à Ispahan, les Arméniens sont moins de 100 000 dans l'Empire perse. Le reste est réparti dans une vingtaine de colonies qui s'étirent des Etats-Unis à Moscou, de Manchester aux Indes. Au début du XX^e siècle les communautés arméniennes de l'« Arménie historique » constituent une mosaïque de collectivités au milieu de peuples musulmans (Kurdes, Turcs, Lazes, Tcherkesses, Tatares, Persans, Arabes) ou chrétiens (Géorgiens, Assuro-Chaldéens, Russes, Grecs). Trait significatif, et lourd de sens pour l'avenir, nulle part les Arméniens ne disposent plus d'un vrai territoire national. Enfin, l'Eglise arménienne, autocéphale et nationale depuis le V^e siècle, qui a donné aux Arméniens leur alphabet et qui a créé les formes élaborées de leur culture — langue littéraire, littérature, arts — reste leur seule institution commune.

La question arménienne est apparue au XIX^e siècle dans les étapes de la Question d'Orient. Elle en reproduit les principaux éléments. Situation d'oppression d'une minorité chrétienne de l'Empire ottoman. Influence de la Révolution Française et des Révolutions de 1830 et de 1848. Renaissance culturelle arménienne. Expansion russe vers l'Orient, rivalités et interventions des puissances impérialistes.

Les premiers partis politiques arméniens, le Parti arménakan, créé à Van (1885), le Parti social-démocrate hintchakian, créé à Genève (1887), la Fédération Révolutionnaire Arménienne (FRA ou parti daschnak) créé à Tiflis (1890) ont d'abord pour objectif l'application des

réformes dans les provinces arméniennes de l'Empire ottoman, promises par les six Grandes Puissances au Congrès de Berlin (1878). De ces trois partis, le premier est un parti libéral, le deuxième se dit marxiste. La FRA dont le socialisme est à la fois inspiré par le populisme russe et par Jaurès, est acceptée dans la II^e Internationale (1907). Tous trois cependant ont été influencés par le modèle des révolutions balkaniques. Les *feda*is, groupes mobiles de 10 à 15 militants armés et entraînés, sont chargés d'organiser « *l'auto-défense* » des paysans arméniens contre leurs oppresseurs — tribus kurdes, fonctionnaires abusifs ottomans, usuriers arméniens ou « traîtres » de toute nature —.

Le mouvement révolutionnaire arménien, mouvement d'une minorité chrétienne en voie de modernisation dans un environnement musulman hostile, se développe, difficilement, au rythme des révolutions qui se succèdent en Orient: Révolution de 1905 en Transcaucasie, Mouvement constitutionnel persan (1906-1912), Révolution jeune-turque (1908). Mais il échoue à réaliser ses objectifs.

Sous le régime d'Abd-ul Hamid II (1876-1909), disettes, famines, fiscalité oppressive et anarchie provinciale rythment les migrations forcées des paysans et des artisans arméniens de l'Empire ottoman vers Bakou, Tiflis, Constantinople et les Etats-Unis. Les massacres de 1894-1896 (300 000 morts?), ceux de 1909 à Adana (30 000 morts?) préfigurent les événements de 1915.

L'entrée en guerre de l'Empire ottoman (novembre 1914) aux côtés de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie contre la Russie, la France et la Grande-Bretagne va partager l'Arménie et les Arméniens entre les deux camps antagonistes. Au début de la guerre, 5 à 6 000

Volontaires arméniens se sont engagés au Caucase aux côtés des forces russes. Le gouvernement jeune-turc y verra une des preuves de la «trahison arménienne». Soupconnant les Arméniens de souhaiter la victoire russe et de fomenter des révoltes, le gouvernement ieune-turc prétexte la sécurité de l'Empire en temps de guerre pour mettre un terme définitif à la question arménienne. Commencés en avril 1915, sur l'ordre du triumvirat au pouvoir — Talaat, Enver, Djemal — les déportations et les massacres entraînent l'anéantissement, dans des conditions atroces, de 50 à 60 % des Arméniens de l'Empire ottoman. C'est le premier génocide du XX^e siècle, conforme en tout point à la définition que l'ONU donnera à ce terme, en 1948. Il est une première étape vers la turquification de l'Asie Mineure, vers la création d'un Etat national turc dont l'accomplissement sera l'œuvre de Mustafa Kémal. Enfin il convient de retenir que depuis la fin de l'année 1915 les succès remportés sur le front caucasien (de la mer Noire au nord de la Perse) par l'armée russe ont fait passer sous son contrôle la presque totalité de l'Arménie turque. A la veille de la Révolution russe ces territoires occupés sont vides d'Arméniens. Ces derniers ont été soit massacrés, soit déportés dans les déserts de Mésopotamie, soit contraints à chercher refuge au Caucase ou en Perse.

La République d'Arménie est née dans le sillage de la Première Guerre Mondiale et de la Révolution russe. L'histoire est fondamentalement un récit et l'histoire est presque toujours événementielle. En Arménie et dans ces années de braise qui vont de 1917 à 1921, elle l'est sans doute plus qu'ailleurs.

GUERRE ET PAIX

La Révolution de Février

La Révolution de Février (23-28 février 1917) fut une révolution spontanée et populaire. En quelques jours elle renversa la monarchie des Romanov et donna naissance, à Pétrograd, à la dualité des Pouvoirs. A côté d'un Gouvernement Provisoire, constitué par les députés libéraux de la Douma, chargé d'implanter les libertés politiques et de convoquer une Assemblée Constituante, le Soviet des ouvriers et des soldats de Pétrograd, et son Comité Exécutif, dominé par les menchéviks, mais avec une représentation des SR et des bolchéviks, se dit gardien de la Révolution et entend contrôler les actes du Gouvernement Provisoire.

Au Caucase la Révolution de Février fit tout basculer. Les peuples du Caucase se livrèrent à une explosion de joie et à une débauche de libertés. La vague révolutionnaire balaye l'administration tsariste. A Tiflis, d'où

le Vice-Roi, le Grand-Duc Nicolas Nicolaïevitch, vient de s'enfuir, un Comité Exécutif Provisoire se constitue. Il comprend N. Jordania, un des menchéviks géorgiens les plus respectés, A. Khatissian, maire de Tiflis et très proche des daschnaks, et D. Popov qui représente l'armée russe. Le double pouvoir s'étend à la Transcaucasie: spontanément une multitude de soviets d'ouvriers, de soldats, de paysans, mais aussi des soviets nationaux, apparaissent un peu partout. Au début de mars, à Tiflis où le prestige des menchéviks est immense, le soviet des ouvriers est présidé par Jordania, mais le soviet des soldats presque totalement russe est dominé par les SR. A Bakou, la plus importante ville ouvrière de la Transcaucasie, où les bolchéviks sont restés influents même pendant les années de réaction, le soviet, créé le 6 mars, élit Stépan Chahoumian, encore en exil à Saratov, président de son Comité Exécutif. Mais dans le Guberniia (gouvernement) de Erevan, plus rural, le mouvement des soviets est moins puissant. Les paysans arméniens restent en retrait, quant au soviet régional des ouvriers il est peuplé en majorité de Russes, employés des chemins de fer. Elus dans les ateliers, les usines, les casernes, les villages, les soviets transcaucasiens réclament la paix sans annexions ni indemnités, une réforme agraire, toutes les libertés, la réunion d'une Assemblée Constituante à qui l'on remet le soin de régler l'explosive question nationale. La Révolution de 1905 avait attisé les rivalités ethniques et religieuses et donné une impulsion décisive au nationalisme des trois principales nationalités caucasiennes, chacune tendant à se ranger sous la bannière d'un parti : le parti menchévik pour les Géorgiens, la FRA ou parti daschnak pour les Arméniens, le Musavat pour les musulmans ou Tatares. A la faveur du mouvement des soviets ces partis renforcent leur ascendance sur chacune des nationalités dont le poids démographique est à peu près équivalent.

Il y a $1\,700\,000$ Arméniens, $1\,741\,000$ Géorgiens, $1\,791\,000$ Tatares. Mais tous les musulmans ensemble dépassent $3\,000\,000$.

L'Ozakom

Le 9 mars, le Gouvernement Provisoire créa une autorité propre à la Transcaucasie, le Comité Spécial de Transcaucasie ou Ozakom, chargé de l'administration civile de la Transcaucasie et des territoires occupés par l'armée russe dans les vilayets orientaux de l'Empire ottoman. Cette mesure qui intervient parmi d'autres mesures prises en faveur de la Finlande, de la Pologne, de l'Ukraine, du Turkestan signifie que l'Empire russe n'est plus la « prison des peuples » et qu'elle ouvre pour les allogènes des perspectives sans précédent. Ses cinq membres arrivent à Tiflis le 16 mars et recoivent un accueil enthousiaste. Sous la présidence du KD russe, V. Kharlamov, on trouve un menchévik géorgien A. Tchkhenkéli, un social fédéraliste géorgien, le prince Abachidzé, un musulman sans parti, M. Djafarov et un KD arménien, M. Papadjanian. Tchkhenkéli, gui est aussi membre du Soviet de Petrograd joue les intermédiaires entre l'Ozakam, les partis socialistes et les soviets de Tiflis. Les Arméniens et surtout la FRA sont mécontents de la « surreprésentation » géorgienne et du choix de M. Papadianian, député KD à la Douma et porteparole d'une mince fraction de la bourgeoisie arménienne. Ils le sont encore plus lorsque ce dernier recoit la direction de la Justice, tandis que Tchkhenkéli a la responsabilité de l'Intérieur et Diafarov celle des guestions agraires. Chargé de garantir l'exercice des libertés, de

réorganiser l'administration, de régler les litiges agraires, l'Ozakom suscita d'abord de grandes espérances. Il décréta le self-government local, la création de zemstvos (assemblées élues), l'élection des juges, le respect des libertés religieuses, mais démuni de moyens et dénué d'autorité, attaqué par les SD et les soviets, il ne put faire passer ses résolutions en actes et ne put empêcher la désagrégation de la Transcaucasie. Sa timidité et son légalisme en matière de question agraire furent conformes à ceux du Gouvernement Provisoire. Il renvoya à l'Assemblée Constituante la solution de la guestion agraire et invita les paysans à respecter la propriété, alors que le partage spontané des terres a commencé en Transcaucasie comme en Russie. Ainsi, l'Eglise arménienne, le seul grand propriétaire terrien arménien, dénonce le «comportement anarchique» des paysans du Lori qui ont occupé ses domaines, tandis que de Bayazid à Chouchi, les paysans arméniens font entendre leurs doléances et commencent à bouger.

Dans cette première phase de la Révolution, les partis et les peuples du Caucase s'efforcèrent de concilier les intérêts de la Russie avec leurs propres aspirations nationales. Les nationaux-démocrates géorgiens réclamaient l'autonomie administrative et politique pour la Géorgie. Dans leur congrès du mois de juin, les sociaux-démocrates qui se présentent comme le parti de la classe ouvrière, se prononcèrent en faveur « d'une politique territoriale autonome » en Géorgie, respectueuse du principe de la « démocratie républicaine ». Mais déjà l'absorption du menchévisme par le nationalisme géorgien était un phénomène observable.

Les Musulmans avaient accueilli favorablement la Révolution de Février et l'avènement du Gouvernement Provisoire dont ils attendaient leur émancipation. Mais

l'autorité du pouvoir central représenté par l'Ozakom était faible. Le pouvoir réel appartenait localement aux soviets où les Musulmans n'étaient pas ou étaient peu représentés, où les révolutionnaires et les ouvriers russes et arméniens étaient prépondérants, en particulier à Bakou.

Lors de la première Conférence des Musulmans du Caucase (avril 1917), l'identité religieuse des différents peuples musulmans et la fraternité entre chiites et sunnites furent exaltées et les thèses du parti Musavat furent adoptées. Autonomiste mais non sécessionniste, le Musavat préconisait l'auto-détermination et le maintien des provinces musulmanes au sein d'une Fédération russe. Mehmed Emin Rasul Zadé, un des fondateurs du Musavat, fit adopter cette conception qui prévalut jusqu'à la Révolution d'Octobre par le premier Congrès Panrusse des Musulmans réuni à Moscou le 1er mai 1917.

Emportés par le puissant courant de la Révolution russe, les Arméniens du Caucase n'envisagèrent d'abord que des réformes générales dans le cadre de l'Empire et ne cherchèrent pas à résoudre la question arménienne comme le montrent les résolutions du Congrès des paysans du gouvernement de Erevan. Ces résolutions - transformer la Transcaucasie en République fédérale démocratique, elle-même fédérée à une République fédérative russe, réviser les frontières administratives provinciales en fonction des réalités géographiques, économigues et culturelles, préparer les élections à l'Assemblée Constituante, établir l'égalité entre les nationalités, utiliser immédiatement les langues locales dans l'administration et la justice, introduire les zemstvos - sont conformes aux vues de la FRA et attestent son influence sur le monde rural arménien. La plate-forme politique de la bourgeoisie libérale arménienne qui se

constitue, au même moment, en Parti populiste arménien, est à peine différente.

Plus dispersés que les Géorgiens et les Tatares, sans véritable territoire si l'on excepte le gouvernement de Erevan où ils ne représentent que 60 % de la population en 1914, les Arméniens montrent, dès le début de la Révolution, deux préoccupations particulières. L'une concernant une nouvelle restructuration administrative de la Transcaucasie, l'autre le sort des Arméniens occidentaux ou Arméniens de Turquie.

Projet de restructuration administrative

Au XIX^e siècle, dans cette marge coloniale de l'Empire russe, de multiples modifications administratives qui traduisent les tâtonnements d'une bureaucratie russe soucieuse de pacifier, d'uniformiser et d'éviter la formation de provinces homogènes sur le plan ethnique, ont abouti à diviser légalement une communauté arménienne déjà dispersée entre les gouvernements de Tiflis, de Erevan et de Elisabetpol (Gandzak). Quand, après la Révolution, on envisagea la création des zemstvos, la FRA fit parvenir à Petrograd un projet de création d'une région où la population arménienne serait majoritaire, faute de quoi l'autonomie administrative resterait un vain mot pour les Arméniens.

Centrée sur Gandzak (divisée en deux secteurs arménien et tatare), sur Erevan, Alexandropol et Kars, la région arménienne comprendrait à l'est les massifs montagneux du gouvernement d'Elisabetpol (dont la totalité

du Zanguézour) et à l'ouest les districts d'Akhalkalak et du Lori. Ce projet arménien fit immédiatement contre lui l'unanimité des Géorgiens et des Tatares. Les premiers considéraient Akhalkalak et le Lori comme des provinces géorgiennes. Les seconds souhaitaient la division de la Transcaucasie en petites unités administratives où la prépondérance musulmane serait maintenue.

L'Arménie turque

La Révolution de Février fut aussi synonyme de liberté et d'espérances pour les Arméniens de Turquie dont les aspirations n'étaient pas directement liées à l'avenir de la Révolution en Russie. Empêchés par les autorités tsaristes de retourner chez eux, leur objectif restait leur rapatriement dans les territoires occupés par l'armée russe. Les Arméniens du Caucase qui depuis 1915 supportaient la charge des réfugiés partageaient en général ce point de vue pour des raisons à la fois politiques et égoïstes.

Les démarches entreprises à Petrograd par le Docteur Zavriev aboutirent rapidement à une décision capitale. Signée par le Prince Lvov, Président du Gouvernement Provisoire, par Milioukov, Ministre des Affaires Etrangères et par V. Nabokov, la « Décision du Gouvernement Provisoire au sujet de l'Arménie turque » (26 avril 1917) fut considérée comme un grand succès pour les Arméniens. L'administration des territoires occupés était soustraite aux autorités civiles et militaires du Caucase pour être directement rattachée au Gouvernement Provisoire. Celui-ci nomma un Gouverneur Général, le général P.

Averianov, un vieux et brave militaire russe, auquel il adjoignit un collaborateur pour les affaires civiles, le Dr Zavriev. Ce dernier était une figure de médecin humaniste idéaliste et populiste. Arménien culturellement russifié il avait de nombreux amis dans les cercles politiques et intellectuels de Moscou et de St Pétersbourg. Médecin chef de l'hôpital de Bakou destiné aux ouvriers du pétrole, il s'est rendu à Mouch (dans le vilayet de Bitlis) en 1905 et en 1908 pour y créer une antenne médicale et étudier les conditions de vie particulières au *Yerkir* (Pays). En 1915, il a été envoyé par la FRA en mission secrète en Occident pour défendre la cause arménienne. Son amitié avec le SR Kerensky, devenu Ministre de la Guerre, après la crise de Mai, dans le deuxième Gouvernement Provisoire, allait se révéler fort utile.

Averianov et Zavriev s'attelèrent immédiatement à la tâche et partagèrent les territoires occupés en quatre provinces: Van, Erzeroum, Bitlis et Trébizonde. Rapidement d'importants crédits furent alloués et des moyens furent mis en œuvre pour que les réfugiés rentrassent chez eux.

Le premier Congrès des Arméniens occidentaux

Profitant de l'extraordinaire liberté qui régnait en Transcaucasie, les Arméniens occidentaux tinrent à Erevan, du 2 au 15 Mai 1917, un Congrès dont les conséquences furent multiples. Sur 80 délégués, 15 viennent des territoires occupés, 27 représentent les Arméniens réfugiés au Caucase, les autres représentent les associa-

tions, les partis, la presse ou sont des personnalités en vue. L'ouverture fut effectuée par Andranik et le discours d'inauguration fut prononcé par Aram, deux hommes dont le nom évoquait les luttes d'autodéfense menées par les Arméniens en Turquie. Convoqué pour examiner la question des réfugiés, le Congrès critiqua sévèrement les actions passées. Une motion adoptée à l'unanimité, établit un programme de « régénération » du peuple arménien « démembré » par la guerre et demanda l'aide des Arméniens de Russie pour « réarméniser » l'Arménie turque, pour « reconstruire » son économie et sa culture.

Le Congrès désigna un « Conseil des Arméniens occidentaux » de 15 membres dont 8 appartiennent à la FRA. On y relève le nom d'écrivains connus — Zabel Essayan, Lévon Chant — et de fédaïs célèbres — Andranik, Sembat, Sébouh. Le Conseil désigna à son tour un Bureau Exécutif de 5 membres, où tous les courants politiques sont représentés, chargé de la direction des affaires concernant les Arméniens occidentaux: Vahan Papazian (FRA), A. Terzibachian (Ramgavar), Garo Sassouni (FRA), Ar. Darbinian (Ramgavar), H. Der Zakarian (neutre), et H. Kalikian (hintchak).

Attestant l'existence d'un malaise déjà ancien entre Arméniens orientaux et Arméniens occidentaux et les vues étriquées du Congrès, Aram Manoukian, le héros de l'auto-défense de Van en 1915, fut écarté du Conseil pour ses origines caucasiennes. Le Bureau Exécutif se mit immédiatement au travail et joua le rôle d'une sorte de « gouvernement extra-territorial » des Arméniens de Turquie. Il créa des sections en Transcaucasie et dans les territoires occupés, suscita l'apparition de nombreux comités d'entraide et seconda efficacement l'action du Commissaire Général.

Le rapatriement des Arméniens occidentaux

En automne 1917, 150 000 réfugiés arméniens avaient été rapatriés et avaient prouvé ainsi leur volonté de continuité. Leur réinstallation dans les villages et les villes de l'Arménie turque, en particulier dans le triangle Van — Mouch — Bassé, se heurtait à d'immenses difficultés matérielles qu'il fallait résoudre avant le retour de l'hiver rigoureux du Plateau arménien. Il fallait relever les habitations ruinées, fournir des semences, du bétail, des instruments aratoires, constituer des stocks de nourriture, de bois de chauffage et de médicaments. La presse arménienne de Tiflis — Horizon, Azadamard, Van-Dosp. Mschak – décrit avec enthousiasme le labeur du paysan arménien devenu un «colon armé», tenant le fusil d'une main, le « mancheron de la charrue » de l'autre. Dans l'enthousiasme de l'été 1917, alors que tout semblait possible, des centaines de militants daschnaks - Kh. Kardjikian, Rouben Ter Minassian, V. Kermoyan, Garo Sassouni, Vahan Papazian, S. Tigranian, Manouk de Sassoun etc... — destinés à jouer bientôt un rôle décisif dans la création de l'Etat arménien, mais aussi des médecins, des pharmaciens, des agronomes, des enseignants, des militaires, des sœurs de charité s'installèrent en pionniers dans les territoires occupés et apportèrent leur concours aux rapatriés. On accorda une attention particulière à la jeunesse et à l'éducation populaire. A côté des orphelinats créés pour accueillir les enfants arméniens «rachetés» en pièces d'or aux tribus kurdes, on s'efforça de multiplier les écoles et les cabinets de lecture.

Si l'on tient compte des circonstances, la réinstallation de la moitié des rescapés arméniens des vilayets orientaux était en soi remarquable. Mais elle soulignait une nouvelle réalité. Les réfugiés arméniens s'étaient dispersés en Transcaucasie, sur les rives de la mer Noire, dans le Piémont caucasien. Les Arméniens étaient devenus totalement minoritaires en Arménie turque. Face à la majorité musulmane sur laquelle les textes arméniens sont particulièrement silencieux, mais dont la sourde hostilité se devine dans la nécessité d'organiser des milices populaires arméniennes d'auto-défense, les rapatriés arméniens ont, pour l'heure, une situation prééminente et s'initient au self-government local.

Si l'espoir et la vie arménienne renaissent sur le plateau Arménien, pour tous les responsables l'avenir dépend de la stabilisation du front caucasien.

Le front caucasien

Malgré de cuisantes défaites militaires subies par les armées turques en Mésopotamie et en Palestine, malgré le fait que l'Empire ottoman avait déjà perdu presque tous ses territoires arabes, malgré la ruine de la 3^e et 2^e Armée turque durant l'hiver 1916-1917 sur le front caucasien, la Révolution de 1917 allait avoir un autre effet: celui de sauver les Turcs de l'étreinte russe.

Le Gouvernement Provisoire qui a annoncé son intention de continuer la guerre aux côtés des Alliés nomma au lendemain de la Révolution un nouveau commandant en chef au Caucase, le général Youdénitch. Celui-ci dut immédiatement consacrer ses efforts à maintenir la discipline dans les troupes russes qui,

malgré leurs victoires, avaient été durement affectées durant l'hiver par le froid, le scorbut, la disette (entraînant la mort ou l'évacuation de 100 000 hommes). Elles avaient été aussi touchées par les effets de la propagande pacifiste des soviets transcaucasiens et ceux du fameux Prikaz nº 1 du Soviet de Petrograd. Toutefois, les distances considérables maintinrent jusqu'à l'été 1917 les troupes du front à peu près indemnes de toute contagion, contrairement aux unités de service et aux unités de réserve gagnées, à l'arrière, par la fièvre révolutionnaire. En juin 1917, Youdénitch, mal soutenu par le gouvernement Kerensky, donna sa démission et fut remplacé par le général Prjéwalsky dont les efforts eurent encore moins de succès. En automne, lorsque l'agitation gagna la Transcaucasie, il fallut replier préventivement un tiers des unités russes qui menacaient de déserter

En face, si les 3e et 2e Armées turques n'ont reçu ni renforts, ni matériel, elles viennent d'être réorganisées par Véhib Pacha et Mustafa Kémal. Ce dernier, après s'être illustré à la bataille des Dardanelles, avait gagné ses galons de général de brigade au cours de l'offensive turque au Caucase, en été 1916, et sa popularité et son allant avaient déjà été notés par l'état-major russe. En mars 1917, profitant du désarroi consécutif à la Révolution de Février, Mustafa Kémal a réoccupé, sans combats, Mouch et Bitlis, avant de repartir pour le front de la Palestine. Bien que le front caucasien soit resté relativement ferme, on espère du côté turc que l'Empire russe, ravagé par les troubles politiques et sociaux, ne tardera pas à s'effondrer.

Les manœuvres de Mustafa Kémal, les désertions des soldats russes n'échappèrent pas aux Arméniens. Alarmés, le Dr Zavriev, Armen Garo Pasdermadjian, les Comités arméniens de Moscou et de Petrograd alertèrent Kérensky qui, depuis le mois de mai, cherche à redonner à l'armée russe en pleine décomposition sa capacité combative, afin de lancer une « offensive révolutionnaire » sur le front occidental, sur la nécessité de renforcer le front caucasien. Ils obtiennent du Gouvernement Provisoire que les soldats arméniens du front occidental. estimés à 80 000 hommes, soient transférés sur le front oriental pour permettre la relève des soldats russes au Caucase. Lorsque la Révolution d'Octobre éclate 35 000 soldats arméniens auraient reçu leur ordre de route, mais quelques milliers seulement auraient pu gagner le front caucasien. Après Octobre, en effet, les Tatares, hostiles au Soviet de Bakou, hostiles aux Arméniens et de plus en plus ouvertement pro-ottomans, coupent la voie ferrée Bakou-Tiflis et refusent le passage aux soldats arméniens qui restent bloqués dans la plaque tournante de Bakou. Enfin, les Arméniens ont obtenu en juillet 1917 que les 6 bataillons de tirailleurs arméniens qui avaient remplacé en 1916 les corps de Volontaires dissous par le commandement russe, soient transformés en régiments arméniens. Les événements aui se précipitent à partir de l'automne 1917, montreront l'importance de ces décisions. Dans la correspondance qu'il entretient avec son ambassadeur à Petrograd, le consul des Etats-Unis à Tiflis, F. Willoughby Smith insiste, dès l'été 1917, sur la nécessité de s'appuyer sur des unités nationales arméniennes et géorgiennes seules susceptibles, selon lui, de contenir l'avance turque prévisible sur le front du Caucase

De juillet à octobre 1917, la Russie s'enfonce dans l'anarchie. Tandis que l'armée se décompose, et que les masses paysannes se soulèvent, le Gouvernement Provisoire incapable de résoudre le problème de la guerre ou de la paix se discrédite et fait l'unanimité des

extrêmes contre lui. Les bolchéviks, mis hors la loi lors des « journées de juillet », refont surface, entreprennent, après l'échec du putsch du général Kornilov, une vaste campagne en faveur du pouvoir des soviets, soviets qu'ils conquièrent les uns après les autres à Petrograd, à Moscou, à Saratov, à Kiev, à Ivanovo-Voszenessensk. Toutefois, la Transcaucasie reste dans l'ensemble fidèle au Gouvernement Provisoire, pourtant discrédité, et à son régime de coalition des partis, même si on y constate le même glissement à gauche que dans le reste du pays.

Ainsi à Tiflis, les menchéviks géorgiens demandent la réorganisation de l'*Ozakom* sur une base strictement socialiste et non plus nationale, contestent le socialisme de la FRA et inquiètent les Arméniens en exigeant le contrôle des territoires occupés. A la veille de la Révolution d'Octobre, deux conférences qui se tiennent presque simultanément à Tiflis vont avoir des conséquences importantes pour les Arméniens.

La Conférence Régionale des organisations caucasiennes du POSDR

La première Conférence Régionale des organisations caucasiennes bolchéviques, se tient du 2 au 7 octobre 1917. Elle est présidée par Stépan Chahoumian qui vient d'être élu membre du Comité Central. Fraîchement arrivé de Moscou, il se dépense sans compter pour ranger la Transcaucasie sous la bannière du bolchévisme. Se conformant aux résolutions du 6^e Congrès du parti bolchévique (juillet 1917) il dénonce les men-

chéviks, les SR, les daschnaks et leur « politique de collaboration avec la bourgeoisie», il approuve le soulèvement paysan et appelle au renforcement des soviets et à l'insurrection armée. Après de vives discussions, la Conférence accepte la participation des bolchéviks aux élections à l'Assemblée Constituante mais, résultat significatif de l'audience des bolchéviks en Transcaucasie. 20 des 36 candidats désignés appartiennent à l'armée russe du Caucase. Chahoumian qui a la réputation d'être un théoricien de la question nationale fourbit ses armes contre les « partis nationalistes » géorgiens et arméniens. Il rappelle que les bolchéviks, loin d'être indifférents à la guestion nationale, l'ont incluse dans leur programme depuis plus de dix ans, et ont préconisé l'auto-détermination nationale. Ce qui est nouveau aujourd'hui, c'est que l'on est arrivé au « seuil de la révolution sociale». Se jetant résolument dans les arcanes du self-government local, de l'autonomie régionale et de la fédération, Chahoumian se réfère à Lénine pour affirmer que les bolchéviks sont partisans de l'autonomie régionale et qu'ils ne doivent pas « craindre la décentralisation ». Pour cela une restructuration de la Transcaucasie serait souhaitable. Les nouvelles divisions administratives qu'il propose - Transcaucasie occidentale (provinces de Batoum, de Koutaïs, une partie de la province de Tiflis), centrale (provinces de Erevan, Kars, une partie des provinces d'Elisabetpol et de Tiflis), orientale (provinces de Bakou, Daghestan, une partie d'Elisabetpol) — ne sont pas très différentes de celles que l'on trouve dans le projet de la FRA. Une résolution est votée concernant l'Arménie turque. Elle déclare prudemment « qu'il revient aux seuls habitants de cette région de décider de leur destin ». Mais au cas où ils décideraient de s'unir à la Russie il faudrait les unir aux Arméniens du Caucase. Quant aux problèmes culturels et scolaires de la Transcaucasie, ils devront à l'avenir être résolus selon le principe de l'autonomie territoriale qu'il s'agisse des écoles nationales ou des écoles mixtes, mais il est précisé que « ce qui importe pour nous [les bolchéviks] ce n'est pas la langue mais le contenu de l'enseignement ». Si l'autonomie régionale est admise dans le domaine économique et culturel, toutes les questions fondamentales (la question ouvrière, la question agraire, la politique extérieure) devront relever des institutions centrales. Ces résolutions prendront tout leur sens lorsque la Transcaucasie sera soviétisée quatre ans après.

Le Congrès des Arméniens orientaux

Le Congrès National Arménien qui s'ouvrit le 28 septembre 1917 dans les locaux du théâtre artistique de Tiflis était dû à une initiative assez ancienne du Bureau National arménien et du Comité Interpartis de Tiflis qui, dès le mois d'avril, avaient appelé les responsables arméniens à « réfléchir » sur la situation créée par la Révolution russe. On avait d'abord envisagé de réunir, à Erevan, au cœur de «la province arménienne» une assemblée élue au suffrage universel au prorata de un député pour 10 000 habitants. Mais le lieu était peu attractif, et on abandonna ce mode de représentation devant l'opposition des adversaires de la FRA qui craignaient, non sans raison, que ce parti raflât l'écrasante majorité des suffrages. Finalement un compromis, combinant l'élection à la nomination des représentants des partis et des corps constitués, fut adopté et Tiflis fut préféré à Erevan. Sur les 204 congressistes, 113 sont daschnaks, 43 populistes, 23 socialistes-révolutionnaires, 9 sociaux démocrates (divisés en menchéviks, spécifistes et hintchaks), 7 se disent sans parti. Quelques délégués représentent les Arméniens occidentaux — Andranik, Vahan Papazian, A. Terzibachian —. Seuls les bolchéviks sont absents. Ils ont justifié leur boycott dans une déclaration où ils critiquent sévèrement le caractère «contre-révolutionnaire» et nationaliste du Congrès. Mais en septembre 1917, les bolchéviks ont si peu d'influence dans la société arménienne que les consciences n'en sont guère troublées.

L'ouverture solennelle a lieu le 29 septembre en présence d'une foule impressionnante. Le premier jour, le président de séance, Stépan Mamikonian, un «sansparti », membre de l'influent Comité de Moscou qui s'est constitué pendant la guerre appelle les Arméniens à l'union et à la coopération nationale, alors que déjà le rôle prééminent de la FRA suscite d'âpres critiques. Le lendemain, au nom de la FRA, Simon Vratsian, un jeune militant (il a 35 ans) qui vient de représenter la Transcaucasie à la Conférence d'Etat de Moscou — sorte d'Etats Généraux convoqués par Kerensky — présente un rapport sur la situation politique en Russie. Il dresse en quatre points un tableau de la crise russe : désintégration de l'Etat et anarchie politique, crise économique et crise d'approvisionnement, désastre financier et effondrement monétaire, rupture du front et mutinerie de l'armée. Pour sauver le pays et la Révolution il faut créer une autorité solide émanant d'une coalition des forces démocratiques appuyée sur les paysans et il faut liquider la guerre, « source de tous nos maux ». Mais S. Vratsian rejette l'idée d'une paix séparée. En l'absence d'accord de tous les belligérants, elle signifierait simplement la continuation de la guerre sur d'autres fronts. C'est pourquoi la Russie doit mener une « querre défensiste» et se maintenir fermement dans les positions acquises. Ce ralliement aux « thèses défensistes » des socialistes modérés russes s'explique par le fait que la FRA au nom de laquelle s'exprime Vratsian est obsédée par l'avenir de l'Arménie turque.

« Il est aisé de comprendre quelle serait notre situation si le front venait à se dégamir. Nous devons faire plus que ne font les autres pour renforcer le front. (...) Défense du front et conclusion de la paix, voilà comment il sera possible de garantir nos conquêtes en Arménie turque ».

Le rapport de S. Vratsian est adopté à une large majorité. Dans les jours qui suivent tous les problèmes politiques, économiques et sociaux concernant la Russie et la Transcaucasie sont discutés et font l'objet de nombreuses motions. Le Congrès renouvelle sa confiance au Gouvernement Provisoire et à la future Assemblée Constituante chargée de jeter les bases d'une République démocratique et parlementaire. Loin de souhaiter le pouvoir exclusif des soviets, les congressistes comme les menchéviks et les SR souhaitent que les fonctions exercées par les soviets à l'échelon central comme à l'échelon local passent à des organes représentatifs (Assemblée Constituante, douma, zemstvo). Le 6 octobre, le Congrès entendit un très long exposé de S. Kamsarakan sur les délimitations administratives futures de la Transcaucasie, ce qui constitue la préoccupation principale des Arméniens. Faits et chiffres à l'appui, le rapporteur démontra les effets pernicieux de la politique tsariste et la nécessité d'un nouveau découpage territorial en fonction de critères nationaux. Il proposa la création d'une vaste province centrée sur Erevan, s'étendant du Karabagh à Kars, et englobant deux des districts du gouvernement de Tiflis. Dans cet espace dont la population est estimée à 2 330 000 habitants, les Arméniens. 1 220 000, seraient majoritaires. Mais la majorité escomptée -60% — montre clairement les obstacles que rencontre toute recherche d'une solution territoriale au problème des nationalités en Transcaucasie.

Des voix s'élevèrent aussi pour déplorer que le désenchantement avait déjà succédé à l'allégresse révolutionnaire. Nikol Aghbalian s'inquiéta de l'impuissance de l'Ozakom,

« Depuis 6 mois nous avons eu des gouvernants, mais pas de gouvernement. »

de l'intensification des rivalités nationales, de la prépondérance prise, sous couvert de socialisme, par les Géorgiens. Il s'interrogea sur les raisons de la «faible participation» arménienne à la vie politique ambiante et l'attribua à «la faiblesse du sentiment national chez nous ». Depuis le XIVe siècle, le peuple arménien n'a plus ni Etat souverain, ni classe dirigeante et vit au milieu de peuples étrangers. Contrairement aux Géorgiens et aux Tatares, les Arméniens ont perdu depuis longtemps l'habitude de gouverner et ont constamment éludé les responsabilités politiques. Depuis la fin du XIX^e siècle, enfin, les forces de l'intelligentsia arménienne ont été entièrement absorbées par l'émancipation des Arméniens de Turquie. L'intelligentsia arménienne n'a pas été capable de produire, contrairement à l'intelligentsia géorgienne, des hommes jouant un rôle de premier plan dans l'Empire. Pourtant la haute tenue des débats au cours des 18 sessions du Congrès, les brillantes joutes oratoires avaient révélé le haut niveau culturel de l'intelligentsia arménienne de Russie dont la psychologie et les présupposés philosophiques sont proches de ceux de l'intelligentsia russe. Avant de se séparer,

le Congrès accepta, sur proposition de la FRA, de désigner une Assemblée Nationale de 35 membres jouant le rôle d'un corps législatif pour les Arméniens de Russie et un Conseil National (Azkayin Khorhourd) de 15 membres ayant les prérogatives d'un Exécutif. Il fallut de nouvelles transactions pour établir la composition du Khorhourd. Renonçant à obtenir la majorité des sièges à laquelle elle pouvait prétendre, la FRA préféra conclure avec les autres partis une sorte de Pacte national. Sur 15 membres, 6 seraient daschnaks, 2 sociaux-démocrates, 2 socialistes-révolutionnaires, 2 populistes, 3 neutres. L'élection des membres du Khorhourd fut le dernier acte du Congrès avant sa séparation le 13 octobre. Sa composition fut la suivante:

Avedis Aharonian qui fut élu Président, Aram Manoukian, Nikol Aghbalian, Rouben Ter Minassian, Khatchadour Kardjikian, Ardachès Babalian représentent la FRA. Samson Haroutounian et Mikaël Papadjanian sont populistes.

Micha Gharabékian et Ghazar Ter Ghazarian sont sociaux-démocrates.

Hayk Ter Ohanian, Anouchavan Stamboltsian sont Socialistes-Révolutionnaires.

Stépan Mamikonian, Tigrane Begzadian, Pétros Zakarian sont sans parti.

Dans les semaines qui suivirent, il y eut quelques changements de personnes mais sans modification de la composition politique. Ainsi les daschnaks A. Gulghandanian et S. Vratsian, le SD Aramaïs Yerzinkian, le SR Lévon Atabékian entrèrent dans le *Khorhourd* dont sortirent A. Manoukian et M. Papadjanian.

A peine constitué le Conseil National lança un appel au peuple arménien pour lui expliquer ses fonctions et ses objectifs: défendre les intérêts du peuple arménien et les concilier avec ceux du peuple russe et des peuples voisins. Ainsi à la veille de la Révolution d'Octobre, les Arméniens du Caucase ont réussi à se doter d'un organisme national représentatif de tous les courants politiques, à l'exclusion des bolchéviks. Face aux périls qui menacent la Transcaucasie de novembre 1917 à mai 1918, son rôle ne va cesser de croître. C'est lui qui proclamera l'indépendance de l'Arménie en mai 1918.

La Révolution d'Octobre

A Petrograd, dans la nuit du 24 au 25 octobre 1917, une poignée de révolutionnaires bolchéviks appuyés sur quelques milliers de matelots et de gardes rouges renversent le Gouvernement Provisoire. En quelques heures tous les points stratégiques de la capitale sont occupés presque sans résistance. Seule la prise du Palais d'Hiver où les membres du Gouvernement se sont réfugiés est l'hypostase d'une insurrection armée.

Le II^e Congrès des Soviets où les bolchéviks ont la majorité ratifie dans l'enthousiasme la prise du pouvoir, adopte quelques décrets qui réalisent le programme bolchévique. Décret sur la paix, décret sur la terre, contrôle ouvrier de la production, droit absolu des nationalités de Russie à disposer d'elles-mêmes, établissement d'une République soviétique sous la direction d'un Conseil des Commissaires du Peuple ou Sovnarkom, jettent les bases de l'Etat socialiste. Signée par Lénine et Staline, le 2 novembre, la « Déclaration des droits des peuples de Russie » proclame l'égalité et la souveraineté des

peuples et leur droit à disposer d'eux-mêmes «jusqu'à la séparation totale et la constitution en Etat indépendant».

Ce décret destiné à gagner les allogènes au pouvoir soviétique est conforme au contenu de plus en plus précis que depuis 1913 Lénine a été amené à donner au droit à l'autodétermination. Contre les graves dangers de sécession et d'éclatement de l'Empire que comporte l'autodétermination, Lénine oppose «l'union volontaire» avec la Russie — une union beaucoup plus solide que celle obtenue par la contrainte - qui doit succéder à la séparation si elle a eu lieu. Dans ce processus d'unification, le rassemblement des ouvriers de toutes les nations dans des organisations prolétariennes unies sur le plan international, c'est-à-dire dans un parti ouvrier unique, doit jouer un rôle déterminant. L'application pratique de la doctrine bolchévique de l'autodétermination fondée sur une méthode de raisonnement dialectique devait engendrer de tragiques malentendus.

Les événements qui se déroulent en Russie de la Révolution d'Octobre à la Paix de Brest-Litovsk jette la Transcaucasie dans la tourmente.

A Tiflis, presque tous les leaders caucasiens — menchéviks, SR, daschnaks — comme la plupart des soviets condamnent le « putsch d'Octobre », refusent de voir dans le Sovnarkom autre chose qu'une dictature bolchévique, et exigent la réunion rapide de l'Assemblée Constituante, pour statuer sur le régime politique et social de la Russie. Dans ce tollé de protestations, une seule exception : le Soviet de Bakou, qui avec son président S. Chahoumian, reconnaît le Sovnarkom et prône « l'unité du front prolétarien ».

Dans les réactions caucasiennes à la Révolution d'Octobre, les antipathies personnelles, les polémiques passées, les rancœurs accumulées tiennent aussi une grande place. Pour les menchéviks géorgiens, les bolchéviks, contre lesquels ils ont mené une longue lutte idéologique, sont d'abord des rivaux politiques qui les ont chassés de Petrograd. Pour les musulmans, ou plutôt pour leurs dirigeants aghas et begs, les bolchéviks sont des ennemis de classe: leur hostilité est une hostilité de caste. Pour les Arméniens, la Révolution d'Octobre est inacceptable en raison de la position prise par les bolchéviks à propos de la défense du front caucasien.

La disparition du Gouvernement Provisoire rendait caduc *l'Ozakom*. Confrontés aux problèmes de la guerre ou de la paix avec la Turquie, au développement de l'anarchie locale, à l'inflation galopante, les dirigeants caucasiens affirmèrent leur fidélité à la «*Russie une et démocratique*» — la démocratie étant opposée à la dictature du prolétariat — mais ils décidèrent de se donner un gouvernement intérimaire.

A l'initiative d'un Comité de Salut Public, près de 400 délégués représentant les autorités civiles et militaires, les soviets locaux et les unions professionnelles, et même l'Entente, se réunirent, le 11 novembre, à Tiflis. Cette tumultueuse « Assemblée transcaucasienne » est dominée par les menchéviks qui ont quitté Petrograd pour refluer au Caucase. Les orateurs géorgiens — Tseretelli, Jordania, Tchkheidzé, Gegechkori — et SR — Donskoï, le Président du soviet régional de l'Armée — réclament la création d'une autorité régionale dans l'attente de la convocation de l'Assemblée Constituante. Il en résulta un « Commissariat transcaucasien » (15 novembre 1917). Présidé par Gegechkori, le Commissariat incarne une difficile coalition entre grands propriétaires

terriens tatares et géorgiens, bourgeoisie arménienne libérale, intelligentsia arménienne et intelligentsia radicale géorgienne. Par sa composition et son orientation il fut surtout géorgien. Les musulmans et les Arméniens jouèrent les seconds rôles face aux menchéviks géorgiens dont l'expérience politique dépassait, il est vrai, le cadre étroit de la Transcaucasie.

Les élections à l'Assemblée Constituante

Prévues avant la Révolution d'Octobre, les élections à l'Assemblée Constituante eurent lieu à la mi-novembre 1917. Malgré les difficultés objectives, ce furent «les élections les plus libres et les plus représentatives de toute l'histoire de la Transcaucasie». Environ 2 000 000 d'électeurs participèrent au vote et, sur la base de un député pour 60 000 électeurs, le parti social-démocrate menchévique obtint 11 députés, le Musavat, 10, la FRA, 9. le parti Social-Révolutionnaire, 2, le parti social-démocrate bolchévique, 1. Les élections confirmèrent l'existence de l'équation « un peuple, un parti » et la faible influence des bolchéviks qui ne recueillirent que 93 581 voix — presque uniquement celles de soldats et d'ouvriers russes - sur le front, dans les casernes et dans quelques fiefs prolétariens. L'unique élu bolchévique élu fut l'Arménien Stépan Chahoumian. Avec 558 440 voix - quelques milliers d'autres voix arméniennes s'étant dispersées entre les populistes, les menchéviks, les SR et les bolchéviks — la FRA affirma son hégémonie chez les Arméniens du Caucase. Parmi les 9 élus daschnaks, il faut relever le nom de Rostom (un des fondateurs de la FRA), de H. Ohandjanian et de H.

Katchaznouni, futurs Premiers Ministres de la République d'Arménie.

Depuis des mois les bolchéviks ne cachaient pas leur hostilité à une Assemblée Constituante dont l'inspiration parlementaire était incompatible avec la dictature du prolétariat. Les élections pour la Constituante, aux dimensions de la Russie, donnèrent aux bolchéviks 25 % des suffrages. Au contraire, confirmant leur popularité auprès des paysans, les SR obtinrent la majorité et leurs dirigeants se prononcèrent contre le coup de force et les décrets révolutionnaires d'Octobre.

La plupart des délégués transcaucasiens étaient encore en route vers Petrograd, lorsque, après une unique séance, l'Assemblée Constituante fut dispersée manu militari par les bolchéviks dans la nuit du 5 au 6 janvier 1918. La dispersion de l'Assemblée Constituante élargit encore le fossé qui séparait la Russie de la Transcaucasie. Elle donna une nouvelle vigueur à l'antibolchévisme des menchéviks et un réel élan aux nationalismes locaux.

Arrivé le 22 janvier 1918 à Tiflis, Stépan Chahoumian, que le Conseil des Commissaires du Peuple vient de nommer « Commissaire temporaire pour les affaires caucasiennes » (16 décembre 1917), a pour mission d'empêcher la sécession de la Transcaucasie et de promouvoir le pouvoir soviétique. Durant un mois, s'appuyant sur le Soviet Régional de l'Armée, il se dépense sans compter, multiplie les articles de presse, les meetings, les discours, mène une propagande révolutionnaire contre les menchéviks, appelle à la grève générale. Les menchéviks réagissent vite et brutalement. Imitant les bolchéviks, ils interdisent leur presse, ils créent une Garde Rouge totalement menchévique qui s'empare de

l'arsenal, chasse la soldatesque russe des rues de Tiflis, s'empare de la direction des soviets et des syndicats. Réprimant sans pitié une manifestation bolchévique, ils contraignent les bolchéviks — géorgiens, arméniens, russes — à abandonner Tiflis pour émigrer à Bakou ou dans le Nord Caucase. Chahoumian lui-même trouve son salut dans la fuite grâce à des complicités daschnakes. Les daschnaks se méfient, en effet, des initiatives géorgiennes.

Au début de février 1918, les députés caucasiens à l'Assemblée Constituante se réunirent à Tiflis. Dans une résolution commune, les menchéviks et les mussavatistes appelèrent à la création d'un Parlement transcaucasien, le Seïm. Au contraire la FRA proposa que l'on reconnaisse la République Fédérative Démocratique de Russie – sans préjuger de sa nature – et que l'on donnât à la Transcaucasie une structure fédérale après un nouveau découpage territorial. La FRA exprimait ainsi les préoccupations des Arméniens au moment où le danger ottoman se précisait en Transcaucasie: la sécurité de l'Arménie et des Arméniens exigeait que l'on ne se coupât point de la Russie. Et c'est un fait gu'il n'existe pas au début de l'année 1918 une volonté d'indépendance arménienne. L'opinion du spécifiste David Ananoun qui écrivait en 1913 que l'indépendance est « impossible et absurde » est partagée par la majorité des dirigeants arméniens, y compris des daschnaks, qui excluent toutefois depuis les événements de 1915 le retour de l'Arménie turque à l'Empire ottoman.

Mais contrairement aux bolchéviks les daschnaks ne boycottent pas le Seim. Celui-ci se réunit le 23 février, accentuant la dérive de la Transcaucasie vers l'indépendance. Chaque parti avait reçu un nombre de représentants proportionnel au nombre de voix obtenues aux élections à l'Assemblée Constituante sur la base de 1 député pour 20 000 voix ce qui permettait la représentation des petits partis mais triplait celle des grands. Le résultat renforçait le poids politique des Géorgiens et des Musulmans face aux Arméniens.

La Conférence de Brest-Litovsk

Le Décret sur la paix (26 octobre 1917), la première déclaration du pouvoir soviétique en matière de politique étrangère, comportait des principes généraux (paix sans indemnités ni annexions, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, diplomatie ouverte) et la proposition concrète d'un armistice de trois mois pour tous les belligérants. Au moment crucial de la prise du pouvoir, alors que l'avenir du régime ne tient qu'à un fil, l'effondrement du front abandonné par des millions de soldats. l'aspiration du peuple russe à la paix interdisent aux bolchéviks de continuer la guerre. Les négociations engagées par Trotski, Commissaire aux Affaires Etrangères, aboutissent à un cessez-le-feu, le 7 décembre. Deux jours après, les pourparlers de paix, entre les Empires centraux et la Russie soviétique, commencent à Brest-Litovsk. A Constantinople on triomphe aussi et l'on se prépare à demander aux Russes l'évacuation de l'Anatolie orientale et des provinces perdues en 1878, Kars, Ardahan et Batoum.

Depuis Octobre, à l'appel des bolchéviks qui prêchent la paix immédiate et le refus d'obéissance au Commissariat transcaucasien, le front caucasien s'effondre à son tour: les soldats russes désertent par milliers. Aussi estce avec soulagement que le Commissariat accepte la proposition d'armistice présentée par Véhib Pacha. L'armistice d'Erzincan, signé le 5 décembre, loin d'arrêter le flot des déserteurs l'accentue. Plus de 200 000 en octobre 1917, les soldats russes ne seront plus que quelques milliers au printemps 1918. Les soldats, suivis de leurs officiers, refluent vers Kars et Tiflis pour prendre d'assaut les trains en partance pour la Russie. En décembre 1917, les territoires occupés de l'Anatolie orientale ont déjà été évacués par les Russes qui, de la mer Noire au lac de Van, ont abandonné un énorme matériel de querre et quelque 100 000 animaux appartenant à l'armée, et ont réveillé ainsi la convoitise des tribus kurdes. La conclusion de l'armistice a entraîné la démission du général Priwalsky. Il a été remplacé par le général Lébédinsky, mais celui-ci ne dispose que d'une autorité toute théorique.

Le retrait inopiné de l'armée caucasienne crée une situation extrêmement grave en Arménie turque. C'est ce que constate S. Chahoumian dans un article embarrassé qu'il publie le 20 décembre 1917 dans *Kavkazkii rabočii*:

« Nous savons déjà que les Arméniens ont eu des centaines de milliers de victimes au cours de cette guerre maudite. Un nombre probablement égal de pacifiques Kurdes et Turcs ont été victimes des opérations militaires, de la famine et du froid. La retraite de l'armée russe va créer un double mouvement: le retour des réfugiés kurdes et turcs qui ont quitté leur pays, le départ des Arméniens. Lorsque l'on connaît la situation dans ce malheureux pays, on peut être sûr qu'un nouvel enfer s'y prépare et que de nouveau le sang des populations innocentes va couler. Notre armée révolutionnaire ne peut rester indifférente au sort de ces populations. »

Aussi, tout en se montrant persuadé que l'armée turque « n'a ni la volonté, ni la capacité de faire la guerre », Chahoumian préconise le maintien du front et une évacuation par étapes des territoires occupés. Mais quelques jours après, à Tiflis, au cours du 2º Congrès du Soviet Régional de l'Armée du Caucase, où les bolchéviks et la SR de gauche acquièrent la majorité, il fait acclamer le Sovnarkom comme seul gouvernement légal de la Russie, conspuer le Commissariat, condamner la « guerre défensiste », et promet aux soldats une démobilisation rapide, mais en faisant appel il est vrai à leur « autodiscipline révolutionnaire ».

Le Décret sur l'Arménie turque

Le sort de l'Arménie turque avait préoccupé les révolutionnaires russes. Il posa aux bolchéviks un problème embarrassant. En avril 1917, Lénine avait dénoncé les projets impérialistes du Gouvernement Provisoire, lorsque Milioukov, Ministre des Affaires Etrangères, avait critiqué dans le Rèc et le New York Times (26 mars / 8 avril 1917) la formule de «la paix sans annexions ni contributions » et soutenant que l'on ne pouvait considérer la libération des nationalités de l'Empire ottoman comme une annexion, avait demandé que tous les Arméniens passent sous la protection des Russes, leurs libérateurs. En juin 1917, au cours du Premier Congrès des Soviets, Lénine avait suggéré que l'armée russe se retirât de la Turquie afin de créer une République arménienne indépendante et avait provoqué les sarcasmes de ses adversaires. Ceux-ci avaient répliqué qu'il n'y aurait plus alors ni Arménie, ni Arméniens!

Au lendemain de la Révolution d'Octobre. Lénine recut à l'Institut Smolny deux bolchéviks arméniens, le jeune poète Vahan Dérian et un militant dynamique, Sarkis Lukachine, venus le solliciter sur la question arménienne. A sa demande V. Dérian prépara un mémorandum à l'intention du Commissariat aux Nationalités dirigé par Staline. Dans le texte qu'il remit à Lénine et à Staline, V. Dérian décrit la situation des Arméniens sous le joug ottoman, les manœuvres et les machinations de la bureaucratie tsariste à leur égard. Il déplore que depuis trois décennies les masses arméniennes aient été subjuguées et conduites au désastre par la FRA. En conclusion il demande que les troupes russes restent en Arménie turque jusqu'à ce que l'ordre et la sécurité nécessaires à l'organisation d'un référendum aient été établis

Emanant du Commissariat aux Nationalités, signé par Lénine et Staline, le « Décret sur l'Arménie turque » est publié dans la Pravda (31 décembre 1917 / 13 janvier 1918). Ce décret reprend les propositions précédentes mais il en modifie la disposition la plus importante, celle concernant les troupes russes. En effet il recommande, simultanément, le retrait des troupes russes de «l'Arménie turque», la création d'une milice arménienne, le retour des réfugiés et des déportés arméniens, l'établissement d'une Administration Provisoire de l'Arménie turque sous la forme d'un soviet des députés du peuple arménien. Stépan Chahoumian en tant que Commissaire temporaire pour les Affaires caucasiennes est chargé de coopérer avec la population de l'Arménie turque pour réaliser l'application du Décret et mettre au point la facon dont se fera le départ des troupes russes.

Fin janvier, le 3^e Congrès des Soviets approuva la politique du Sovnarkom « qui a proclamé l'indépendan-

ce de la Finlande, a commencé à retirer les troupes de Perse et a donné à l'Arménie le droit à l'autodétermination ». Porté aux nues par les historiens d'Arménie soviétique, le Décret n'eut aucune portée pratique. On imagine mal comment aurait pu se faire le retour des réfugiés et des exilés arméniens sans la protection des troupes russes. En l'absence des populations concernées ou en l'absence des garanties d'existence, l'autodétermination était vide de sens et se révélait un leurre. Etaitce naïveté ou cynisme de la part de Lénine et de Staline? En fait l'un et l'autre entérinaient ce qu'ils ne pouvaient empêcher: la démobilisation spontanée de l'armée russe.

Mais le Décret sur l'Arménie avait une utilité. Il servait la propagande bolchévique. Annoncé par Trotski, le retrait des troupes russes de Perse et d'Arménie turque permettait de persuader l'Orient musulman que le pouvoir soviétique ne poursuivait pas des objectifs impérialistes. Par ailleurs, le Décret était conforme aux principes de la « diplomatie nouvelle » prônée par les bolchéviks à Brest-Litovsk: les populations des territoires annexés devraient pouvoir décider de leur sort librement, sans présence de troupes étrangères. Il permettait aussi de faire impression aux Etats-Unis où il existait un fort courant arménophile, où le Président Wilson venait d'adresser un Message au Congrès, le 8 janvier 1918, sur les conditions d'une paix générale.

Appréciant l'attitude des représentants de la Russie qui, à Brest-Litovsk, ont exigé « dans le véritable esprit de la démocratie moderne », une « diplomatie ouverte », Wilson énumère les 14 points qui constituent son programme de paix. Le 12e est applicable à l'Arménie. Tandis que les régions turques de l'Empire ottoman doivent être assurées de leur souveraineté, les autres

nationalités devraient recevoir la garantie de leur sécurité et de leur « développement autonome ». Deux semaines auparavant, l'Inquiry, la Commission chargée de préciser les buts de guerre des Américains, avait conclu qu'il fallait « garantir l'autonomie des Arméniens ».

Dans un article publié dans la *Pravda*, le même jour que le Décret sur l'Arménie, Staline mettait en garde les Arméniens contre le mirage occidental, dénonçait l'intérêt hypocrite des Grandes Puissances pour l'*Arménie turque*, « ce coin de Paradis », et prophétisait que l'avenir du peuple arménien était lié à l'avenir de la Révolution russe.

Sollicités à la fois par l'idéalisme wilsonien et l'utopie révolutionnaire russe, il ne restait plus aux Arméniens décidés à conserver leur patrie en Asie Mineure qu'à la défendre eux-mêmes par les armes.

Le chambardement provoqué par la Révolution bolchévique et la débandade des troupes russes eut pour résultat d'isoler la Transcaucasie, de la couper de la Russie centrale et de la rendre pratiquement indépendante dès la fin de l'année 1917. Devant le vide créé par la démobilisation spontanée de l'armée russe, l'étatmajor du Caucase et le Commissariat transcaucasien, encouragés par les représentants de l'Entente, tombèrent d'accord sur la nécessité d'organiser la relève des troupes russes des territoires occupés par des contingents nationaux.

L'Entente et la Transcaucasie

L'Entente cherche en effet les moyens d'immobiliser les armées turques et de leur interdire l'accès au pétrole de Bakou, arme économique d'une guerre moderne. Depuis l'été 1917, après l'échec de l'offensive Kerensky sur le front occidental russe et l'échec de l'offensive Nivelle en France, l'Entente privilégie une stratégie périphérique. La Mission militaire française dirigée à Tiflis par le lieutenant-colonel Chardigny a été renforcée par une mission sanitaire et une mission de propagande. Chardigny est un officier russophone, expert en affaires caucasiennes, mais il est dénué de moyens d'action. Néanmoins les officiers français présents au Caucase misent désormais sur les minorités nationales — Arméniens, Géorgiens, Assyro-Chaldéens — susceptibles de prendre la place de l'armée russe sur le front caucasien. Chardigny a de bonnes relations avec le Conseil National Arménien, et de moins bonnes avec les Géorgiens qu'il soupconne, non sans raison, de rechercher le protectorat allemand contre les Turcs. En décembre 1917, l'ambassadeur français en Russie, Noulens, et le chef de la Mission Militaire française à Petrograd, le général Niessel, se montrent persuadés que seul le général Nazarbékian avec son corps d'armée arménien peut résister aux Turcs. Noulens a des contacts avec des membres du Conseil National qui espèrent recruter 6 régiments parmi les Arméniens de Russie et de la diaspora. De son côté, à Paris, l'Arménien Boghos Nubar Pacha qui a contribué à la création de la Légion d'Orient (fin 1916) et qui croit tenir ainsi la promesse d'une Arménie autonome centrée sur la Cilicie, donne les mêmes assurances. Chardigny cherche à tirer parti de cette volonté de résistance arménienne sur le front oriental dont l'importance s'accroît aux yeux des Français au cours des négociations de Brest-Litovsk. Mais en même temps, conformément aux directives de Noulens, il cherche à éviter l'éclatement de la Transcaucasie devenue pratiquement autonome en « républiques nationales ».

Le 23 décembre 1917, la France et l'Angleterre signent une Convention sur l'action des Alliés en Russie, divisée en deux zones d'influence. La France reçoit la Bessarabie, l'Ukraine et la Crimée. Les territoires du Caucase — Arménie, Géorgie, Kurdistan, territoire cosaque — deviennent zones d'influence anglaise. L'Angleterre, représentée sur place par le colonel Pike, a ainsi reçu le mandat interallié de réorganiser, moyennant un appui militaire mais surtout financier, la lutte en Transcaucasie et autour de la Caspienne contre les Turcs et contre les bolchéviks. Désormais, malgré les évidentes sympathies arméniennes pour la France, ce sont les Anglais qui, à Tiflis, font figure de protecteurs.

Les raisons de l'intervention anglaise au Caucase sont stratégiques et politiques. Couvrir le flanc droit des conquêtes britanniques en Mésopotamie, mettre la main sur le pétrole de Bakou, empêcher une avance germano-turque vers l'Asie Centrale, créer une zone de sécurité autour des Indes. La nécessité de créer une barrière contre l'extension du mouvement touranien vers l'est amène les Anglais à envisager la création d'Etats arménien et géorgien indépendants ou même d'une Fédération musulmane antiturque au Caucase et dans le Turkestan.

D'un plan primitif grandiose, il ne restera finalement que la décision de l'état-major britannique d'envoyer des missions militaires et des subsides aux populations autochtones de Perse et de Transcaucasie gagnées à la cause de l'Entente. C'est ainsi que fut préparée à Bagdad, en décembre 1917, la mission du général Dunsterville à destination du Caucase.

Avec 112 officiers, 40 automobiles, et un trésor de guerre en pièces d'or destiné à recruter des volontaires, la Mission Dunsterville parcourt 1 000 km par des routes et des pistes presque impraticables en hiver, et parvient à Enzéli, sur la mer Caspienne, le 17 février 1918. Mais devant l'hostilité du soviet bolchévik local, des démocrates persans germanophiles et de Kütchük Khan, préfiguration orientale de Fidel Castro, qui, à la tête de ses Diengalis barbus, rêve de libérer la Perse de l'impérialisme britannique, il doit plier bagages. Retiré à Hamadan où il attend des renforts de l'armée d'Irak, il rentre de nouveau à Enzéli le 9 août 1918, à la tête de 1 200 hommes et 4 sections d'artillerie. Hâtivement, les officiers de la Royal Navy arment quelques navires de commerce russes pour transporter les troupes anglaises à Bakou.

L'organisation des forces nationales

Au début de l'année 1918, le rôle des soviets nationaux s'accroît. Ainsi, l'autorité du *Conseil National* de Tiflis s'affirme chez les Arméniens. En décembre 1917, le nouveau Commandant en chef de l'Armée du Caucase, le général Lebedinski a autorisé la formation d'un Corps arménien, placé sous la direction du général Thomas Nazarbékian, un des meilleurs soldats de l'armée russe. Dans son état-major on trouve une pléiade d'officiers souvent russifiés mais restés arméniens de cœur:

les généraux Beg-Piroumian, Silikian, Aréchian, les colonels Korganian, Pavel Beg-Piroumian, Mélik-Chahnazarian.

Le Conseil National entreprit avec l'aide d'un Comité spécial de lever les recrues du corps arménien. Cette tâche s'avéra difficile. Les jeunes Arméniens du Caucase montrèrent peu d'enthousiasme à s'engager, surtout à Tiflis, et la bourgeoisie arménienne constamment sollicitée depuis le début de la guerre mesura sa contribution financière. Mais les appels patriotiques du Conseil National furent entendus à Erevan, à Bayazid, dans le Zanguézour. Ils furent surtout entendus par les Arméniens occidentaux.

Redoutant une dislocation du front, ceux-ci ont créé à Tiflis, dès décembre 1917, un Conseil de sécurité qui a décidé la « mobilisation générale » des Arméniens occidentaux au sein d'une Division Spéciale, incorporée au Corps arménien. Après bien des hésitations la direction en est confiée à Andranik, promu, pour la circonstance, général-major par le commandement russe. Cet Arménien de Turquie, Andranik Ozanian (1866-1927), né à Chabin Karahissar, est le plus célèbre des fédaïs. D'abord menuisier, il devient à partir de 1896 un révolutionnaire professionnel daschnak dont le champ d'action est l'Arménie turque. Il dirige en 1904 la révolte du Sassoun. L'intrépidité, le courage, l'autorité de cet homme simple alliés à une sorte d'instinct militaire en font un chef de guérilla exceptionnel. Il participe en 1907 au Congrès de Vienne de la FRA, mais après la Révolution Jeune-Turque à laquelle il ne «croit» pas ses relations se tendent avec son parti. En 1912, contre l'avis de la FRA, il lutte à la tête de 250 partisans contre les Turcs, durant la Première Guerre balkanique. En 1914, il a pris la direction d'un des corps de Volontaires arméniens formés au Caucase et s'est couvert de gloire en Perse, à Van.

Depuis l'été 1917, il existe, éparpillées dans les territoires occupés, des petites unités d'Arméniens de Turquie commandées par des *fédais* réputés. Régiment de Van avec T. Baghdassarian et Boulgaratzi Krikor. Régiment de Sassoun avec Manouk et Mouchegh. Le secteur d'Alachkert est tenu par Sembat, celui d'Erzincan par Mourad et celui de Bapert par Sébouh.

Au bout de deux ou trois mois, malgré le froid intense et les difficultés de communication, les soldats arméniens montèrent au front. Un front immense qui s'étire de la Mer Noire à la Perse. Les forces arméniennes sont peu nombreuses — moins de 20 000 hommes — hétérogènes et indisciplinées. Telles quelles, elles constituent, selon les termes du Maréchal soviétique Bagramian, une «armée nationale». C'est elle qui sera le noyau de l'armée de la République d'Arménie.

Confrontés au danger potentiel d'une avance de l'armée ottomane, les peuples transcaucasiens sont loin d'être unanimes. Au contraire, leurs divergences d'intérêts aiguisent leurs rivalités.

Depuis le génocide de 1915, les Arméniens voient dans les Turcs des ennemis héréditaires. Une progression de l'armée ottomane signifie pour eux la perte de l'Arménie turque et une menace mortelle pour les Arméniens du Caucase. Ils décident donc de se battre.

Les Géorgiens, menacés de perdre Batoum optent d'abord pour la résistance et mobilisent environ 10 000 hommes. Mais leurs troupes se montrent peu combatives et les Arméniens sont majoritaires dans les batail-

lons géorgiens d'Akhalkalak et d'Akhaltsikha. Progressivement les Géorgiens s'orienteront vers une politique de neutralité entre Turcs et Arméniens et se rapprocheront de l'Allemagne pour conserver Batoum.

Les Tatares sont turcs et musulmans. Ils attendent de l'armée ottomane qu'elle les délivre du joug russe et chrétien. Le corps d'armée tatare, formé au début de l'année 1918, ne dépassera pas 8 000 hommes. Il ne participera pas à la défense commune de la Transcaucasie contre les Ottomans, mais, travaillé par les agents secrets turcs, il rejoindra l'Armée de l'Islam lorsque les troupes turques marcheront sur Bakou.

En Transcaucasie centrale et orientale, où les souvenirs de la « guerre arméno-tatare » (1905-1906) sont vivaces, les relations entre les communautés arméniennes et musulmanes se tendent dangereusement. Cherchant à empêcher la mobilisation arménienne, des bandes tatares sabotent les lignes de chemins de fer, coupent les fils télégraphiques, dynamitent les ponts, agressent civils et militaires arméniens. Par ailleurs, elles s'efforcent de précipiter le repli des soldats russes et de s'emparer de leurs armes. C'est ainsi qu'a lieu, le 8-10 janvier 1918, la tragédie de la gare de Chamkhor (près de la ville d'Elisabetpol ou Gandzak) où sont stationnés des convois archibondés de soldats russes, de femmes, d'enfants, de chevaux, de canons, de munitions et de butins raflés un peu partout. Pendant la nuit les trains sont attaqués au canon et à la mitrailleuse. Il y aura plus de 1 000 morts et les trains seront totalement pillés. L'enquête établira que l'assaut a été donné par les Abkhazes (des musulmans géorgiens), appuyés par les hommes de la Division Sauvage (un régiment de cavaliers musulmans venu de Russie), et par la population tatare autochtone ameutée par le Conseil Musulman de Gandzak. Dans la polémique qui s'instaura, les bolchéviks accusèrent les menchéviks géorgiens et en particulier Jordania et Ramichvili, d'être responsables du massacre de Chamkhor pour avoir déclaré « qu'il était nécessaire de désarmer l'armée en retraite du colosse tsariste ». De leur côté les musulmans voyaient dans les accusations portées contre eux des provocations arméniennes et à leur tour ils accusaient les réfugiés arméniens de Turquie d'être à l'origine des désordres et des violences dont avaient été victimes de paisibles musulmans à Erevan, à Akhalkalak, à Kars et à Bakou.

L'offensive ottomane

C'est la Turquie qui prend les initiatives qui conduisent à la reprise des hostilités sur le front caucasien et, à terme, à l'indépendance des peuples transcaucasiens.

Profitant de l'armistice d'Erzincan, le Ministre de la Guerre, Enver Pacha a reconstitué la 3^e Armée ottomane réduite à 10 000 hommes en décembre 1917. Il l'a renforcée par une division d'élite venue de Roumanie. Enver Pacha, surnommé par ses soldats «Napoléonik» durant les guerres balkaniques, reprend le plan audacieux inspiré par la géopolitique et l'idéologie panturkiste qu'il avait échafaudé au début de la guerre. Libérer les terres irrédentes (Kars, Ardahan, Batoum), occuper la Transcaucasie, soulever les populations musulmanes, s'ouvrir un chemin vers l'Asie Centrale et le Turkestan russe. Le 1er janvier 1918, Véhib Pacha, le commandant en chef de l'armée turque sur le front du Caucase, fait parvenir à Tiflis un message demandant à quelles condi-

Fonds A.R.A.M

53

tions « le gouvernement de la Transcaucasie indépendante » envisagerait de signer la paix. La réponse du Commissariat transcaucasien se faisant attendre, l'armée turque prétexte des « atrocités » commises par des « bandes de brigands arméniens » dans la région s'étendant de Trébizonde à Erzeroum et passe à l'offensive. La 3^e Armée ottomane a été divisée en trois colonnes. La première dirigée par le général Kazim Karabékir a pour objectif Kars en passant par Erzeroum. La seconde, sous les ordres de Chévki Pacha doit opérer le long de l'axe Trébizonde-Batoum. La troisième commandée par Ali Ishan Pacha doit atteindre Van, Bayazid et le nord de l'Azerbaïdjan perse.

La paix de Brest-Litovsk

Cette opération militaire n'a pas été déclenchée au hasard, car à Brest-Litovsk, où le Grand Vizir Talaat Pacha s'est rendu en personne, les pourparlers ont pris une tournure brutale. Le 10 février, les Allemands ont présenté un ultimatum aux bolchéviks: ou bien ceuxci acceptent des pertes territoriales considérables ou bien la guerre reprend. On le sait, les bolchéviks se divisèrent sur la réponse à donner. Boukharine et les « bolchéviks de gauche » sont pour une levée en masse et pour la poursuite de la guerre révolutionnaire. Lénine, conscient de l'impuissance militaire de la Russie, est prêt « à céder des territoires pour gagner du temps », ce temps nécessaire à la consolidation de la révolution prolétarienne. Trotski, qui compte sur la temporisation et la fraternisation, propose de se retirer du conflit sans signer de traité et invente la formule « ni guerre, ni paix ».

Mais le 18 février, les Allemands qui ont signé une paix séparée avec la *Rada* de l'Ukraine indépendante, reprennent les hostilités. La promenade militaire allemande oblige les soviétiques à accepter les clauses de la « paix dictée » de Brest-Litovsk (3 mars 1918). La Russie abandonne la Pologne, l'Ukraine, les Pays baltes, la Finlande, elle accepte des pertes territoriales en Biélorussie, et la rétrocession à l'Empire ottoman de Kars, Ardahan et Batoum.

Calquant en tout point leur conduite sur celle de leurs alliés allemands, les Ottomans reprennent l'offensive et pressent le Commissariat transcaucasien de signer une paix séparée. Le Seim qui s'est réuni à Tiflis, le 23 février, se divise immédiatement sur les propositions turques. La majorité géorgienne et musulmane est favorable à un rapprochement avec les germano-turcs et envisage de conclure une paix séparée sur la base du rétablissement de la frontière russo-turque de 1914. Cela signifie conserver Kars, Ardahan et Batoum mais renoncer à l'Arménie turque. Pour calmer les Arméniens catastrophés, le Seim s'engage à demander l'autonomie de l'Arménie turque dans le cadre de l'Etat ottoman.

Mais lorsque les conditions de la paix de Brest-Litovsk sont connues, la consternation est générale chez les Géorgiens et les Arméniens, et le Commissariat transcaucasien s'adresse par radio « aux gouvernements de toutes les nations » et au Sovnarkom pour signifier son refus et annoncer qu'il va traiter directement avec l'Empire ottoman.

La Conférence de Trébizonde

Trébizonde où il y a encore une garnison russe est choisie comme lieu de la Conférence de paix. Mais lorsque celle-ci commence le 14 mars, Trébizonde est aux mains des Turcs et Erzeroum vient de tomber. Et lorsqu'elle s'achève deux semaines plus tard, l'armée turque a atteint la frontière internationale de 1914.

Conduite par Tchekhenkéli, la délégation transcaucasienne est à la fois trop nombreuse et profondément divisée. Les Arméniens qui sont dans une situation précaire, sont représentés par l'ex-maire de Tiflis, A. Khatissian et par H. Katchaznouni, aidés de deux conseillers, Rouben Ter Minassian, un « militaire » du parti daschnak, et l'historien Léo. Présidée par Rauf Bey — un des futurs leaders du Mouvement National turc — la délégation ottomane forte des avantages acquis sur le terrain se montre intraitable. Elle exige que la Transcaucasie proclame son indépendance — une condition indispensable pour la signature d'un acte international — et accepte la rétrocession de Batoum, Kars et Ardahan conformément au traité de Brest-Litovsk. Comme il fallait s'y attendre, les Musulmans acceptent ces conditions. Les Géorgiens pour conserver Batoum sont prêts à transiger sur Kars. Les Arméniens n'admettent ni la perte de la province de Kars dont la population est à plus de 30 % arménienne, ni l'échange de populations (une pratique qui s'est instaurée avec les guerres balkaniques) comme solution du problème des réfugiés. Dans un sursaut d'héroïsme, le Seïm, soulevé par les orateurs menchéviques, rompt les pourparlers. A la guerre larvée va se substituer une guerre ouverte que l'on peut, sans exagération, considérer comme une guerre arméno-turque.

La fin de l'Arménie turque

Au cours des mois qui vont de novembre 1917 au printemps 1918, les Arméniens occidentaux réinstallés dans les vilayets orientaux font un voyage au bout de l'enfer.

Ils sont désormais totalement abandonnés. D'abord par les bolchéviks, le traité de Brest-Litovsk anéantissant les promesses du « Décret sur l'Arménie ». Certes le Sovnarkom ne se désintéresse pas entièrement de leur sort comme l'atteste un télégramme adressé par Tchitchérine et Karakhan aux dirigeants de Tiflis. Justifiant le retrait des troupes russes et l'avance turque consécutive par les exigences de l'Allemagne, ils rejettent sur celle-ci la responsabilité des massacres d'Arméniens qui se produiront « inévitablement ».

Les Arméniens occidentaux sont abandonnés ensuite par le Seim qui a décrété en toute hâte la levée des troupes arméniennes et géorgiennes mais se montre incapable de mener une action efficace et concertée. Vue de Van ou d'Erzeroum, Tiflis où se débat le Conseil National arménien paraît à peine moins éloignée que Moscou où s'est replié le gouvernement soviétique.

La disparition des autorités russes depuis octobre avait rendu les Arméniens occidentaux durant quelques mois seuls « maîtres » de l'Arménie turque. Accrochés à leur patrie ils cherchent désespérément les moyens d'y survivre. Pour cela il faut assurer le maintien de l'ordre, les liaisons avec le Caucase (routes, téléphone de campagne, télégraphe) et le ravitaillement. Au cœur de l'Arménie historique, séparés par les distances et par le relief, le Dâron et Van se sont dotés d'une administration auto-

nome. A Van, où les souvenirs de l'autodéfense arménienne de 1915 sont très vifs, le «gouverneur» Kosti Hambartzoumian, un populiste, fait battre monnaie, crée divers services administratifs. On songe même à y réunir un second Congrès des Arméniens occidentaux pour proclamer l'indépendance de l'Arménie turque (mars 1918).

Mais face à la majorité musulmane — Kurdes, Turcs, Lazes — dont l'hostilité contenue par la présence russe ne se cache plus à l'approche des armées ottomanes, les Arméniens ne forment que des colonies dispersées et isolées. Par ailleurs, le pillage de l'immense arsenal abandonné par les Russes, a permis à toutes les communautés de s'armer pour une dernière confrontation.

Arméniens et Kurdes

Surmontant leur méfiance et leurs préjugés vis-à-vis des Kurdes qui, d'Abd-ul-Hamid aux Jeunes Turcs ont été utilisés par le pouvoir central contre les Arméniens, lors des massacres de 1894-1896 et de 1915, les responsables arméniens redécouvrent les vertus du vieux projet des socialistes arméniens (hintchaks, daschnaks, sociaux-démocrates): réaliser l'alliance arméno-kurde contre les Turcs. Au même moment, le colonel Chardigny qui cherche à capter au profit de l'Entente le potentiel militaire des tribus kurdes encourage de son côté une tentative d'accord entre Assyro-Chaldéens, Arméniens et Kurdes de la région du lac d'Ourmiah.

Toutes les tentatives de rapprochement arméno-kur-

des échouèrent. On ne put prendre contact avec les Kurdes du Zilân (au pied du mont Ararat). Les Kurdes de Dersim qui avaient recueilli et sauvé nombre d'enfants arméniens en 1915 étaient restés sous le contrôle de l'armée turque. Mais au Dâron, les Arméniens réussirent à convoquer un Congrès à Khnouss (février 1918) où se présentèrent les Kurdes de Tekman, Maghalé, Bingœl, Varto.

Les Arméniens prêchèrent l'oubli du passé, la fraternité des deux peuples et les avantages d'une lutte commune contre les Ottomans. Ils firent miroiter les perspectives d'un Kurdistan libre et soutinrent qu'une victoire turque signifierait la fin du peuple kurde. Mais les Kurdes ne se laissèrent pas convaincre. L'organisation tribale, le pouvoir presque incontesté des chefs de tribus, l'influence des religieux étaient autant d'obstacles à l'émergence d'un mouvement national kurde et l'intelligentsia kurde nationaliste, réfugiée en Europe ou au Caire, avait peu d'audience. Par ailleurs les projets d'un Etat arménien indépendant ou autonome qui impliquaient des partages territoriaux et l'établissement d'un pouvoir local d'infidèles (quiaour) apparaissaient aux Kurdes plus intolérables que le retour d'un pouvoir ottoman et musulman avec lequel ils espéraient composer.

Au lendemain du Congrès les relations arméno-kurdes se dégradèrent de nouveau. A partir de mars 1918, tandis que les Kurdes harcèlent les troupes et les populations arméniennes en déroute, les partisans arméniens multiplient les opérations d'intimidation contre les campements et les villages kurdes. Dans le secteur compris entre Erzincan et Erzeroum, où l'agitation musulmane a pris des proportions dangereuses, les hommes de Mourad et de Sebouh sont chargés d'assurer la sécurité des Arméniens. Ils le font avec brutalité, dans un climat de haine et de peur réciproques.

Erzincan

Le 13 février les troupes turques de Kazim Karabékir sont devant Erzincan, défendu par le colonel Morel, un officier russe perdu dans ce « désert des Tartares ». La ville est évacuée en pleine nuit dans un climat de panique indescriptible. Bousculant les civils, les soldats arméniens cèdent à la peur, s'enfuient par la route d'Erzeroum. Au milieu des tempêtes de neige, civils et militaires subissent les assauts répétés des tribus kurdes. La rage au cœur, les fédaïs arméniens mènent de féroces combats d'arrière-garde. Désormais pour l'armée ottomane la guerre va nourrir la guerre. Affamée, déguenillée, sous-équipée elle trouve dans les arsenaux et les réserves abandonnés par les Russes les nourritures de bouche et les armes qui vont lui permettre de progresser. Le scénario d'Erzincan va se reproduire à plus grande échelle à Erzeroum et à Kars

Erzeroum

Moins de un mois après, Kazim Karabékir apparaît devant Erzeroum. Située à près de 2 000 mètres d'altitude, en proie à un hiver rigoureux, cette place-forte qui commande le plateau Arménien est défendue par une poignée d'officiers et d'artilleurs russes et environ

4 000 fantassins et 400 cavaliers arméniens. Mais depuis la fin du mois de février l'état-major du général Odichelidzé, un Géorgien commandant de l'Armée du Caucase, s'est prudemment replié sur Sarikamich. Au début de mars, le général Andranik arrive avec un millier d'hommes de la *Division Spéciale*. Il trouve à Erzeroum une situation dégradée. Le capitaine Torkom, un « *Don Quichotte arménien* » a proclamé l'indépendance de l'Arménie et a marqué cet événement par une salve de 101 coups de canons, malgré l'opposition des officiers russes et l'hostilité déclarée des 20 000 musulmans de la ville. Les combats menés autour d'Erzeroum par les *feda*is de Mourad et les cavaliers de Torkom n'ont pu empêcher la progression de l'armée turque soutenue par les tribus kurdes autochtones.

Andranik qui excelle dans la guérilla se montre incapable d'exploiter les avantages de la forteresse et de son artillerie, de discipliner ses troupes, de juguler la panique des chrétiens devant l'agitation des musulmans soulevés par la confrérie des Naksibendi. Au cours d'un conseil de guerre orageux, devant la menace d'encerclement, on prend la décision d'évacuer la ville. Les scènes d'épouvante qui ont eu lieu à Erzincan se reproduisent à Erzeroum, où l'armée turque pénètre le 12 mars 1918. Les chrétiens qui ne se sont pas enfuis sont massacrés. Les troupes arméniennes, mêlées aux réfugiés, se débandent sur la route de Kars. Leur retraite est couverte par les irréguliers arméniens qui dans des engagements très violents avec l'avant-garde turque et les pillards kurdes, donnent la preuve de leur pugnacité et de leur courage. Mais emportés par la fureur, le désespoir, le besoin de vengeance, ils tuent, sans distinction de sexe ou d'âge, les musulmans qui leur tombent sous la main, pillent et incendient les villages traversés. Ce sont ces événements, très ponctuels, du printemps 1918 qui seront utilisés plus tard par les historiens turcs pour nier le génocide de 1915 et faire endosser aux Arméniens la responsabilité des massacres.

La chute d'Erzeroum a pour les Arméniens des conséquences stratégiques et psychologiques catastrophiques. Désormais l'Arménie turque est perdue, les relations entre Van et Kars sont coupées et les forces ottomanes aguerries et requinquées progressent rapidement vers la frontière de 1914. Les soldats caucasiens, géorgiens et arméniens, battus, démoralisés, de moins en moins motivés, ne cessent de refluer dans le plus grand désordre. De son côté, le général Andranik abattu cède à ses impulsions, donne sa démission et regagne Tiflis. Abandonnés à eux-mêmes, les hommes de la Division Spéciale arrivent à Sarikamich que l'armée arménienne évacue en hâte pour se concentrer à Kars.

Dâron et Van

Au sud-est, de Khnouss à Van, le front a tenu jusqu'à la chute d'Erzeroum. Dans le Dâron, l'offensive du 4e corps d'armée turc rencontre par endroit des résistances opiniâtres. Le vieux pont de Souloukh sur l'Euphrate orientale est défendu par les Arméniens du Sassoun et le pont d'Akhlat par les hommes de Sembat. Force est de constater que les Arméniens occidentaux se montrent des combattants acharnés qui n'acceptent pas de brader « leur terre », la terre de « leurs ancêtres » et résistent jusqu'en avril à Khnouss et à Van où se sont concentrés quelques régiments de fusiliers.

Mais ici aussi il faudra se résoudre à évacuer. L'évacuation se fera en direction du Caucase et de la plaine de l'Ararat pour la population du Dâron, vers la Perse pour celle de Van. La dernière grande migration arménienne du printemps 1918, met en branle, d'Erzincan à Van, quelque 150 000 Arméniens. Elle n'est pas comme les migrations précédentes (de 1914 à 1917) déterminée par les mouvements stratégiques de l'armée russe et donc placée sous sa protection. Hommes, femmes et enfants, encadrés par les soldats et les irréguliers arméniens, doivent s'ouvrir un chemin par la force car les routes de l'exode sont coupées par la neige, les rôdeurs et les pillards. Les derniers combats entre Arméniens et Turcs sont d'autant plus féroces que les Arméniens savent qu'ils ne reviendront pas avant longtemps ou peutêtre jamais. Pour retarder la marche de l'armée turque, les troupes arméniennes pratiquent la guérilla, la tactique de la terre brûlée et transforment le pays en désert.

Le 4 avril, les Turcs entrent à Van que les Arméniens viennent d'évacuer. C'est la troisième évacuation arménienne de Van depuis 1915 et ce sera la dernière. Cet abandon du site de Van met fin à presque deux mille ans d'occupation arménienne ininterrompue. Environ 25 000 civils et soldats arméniens franchissent les défilés de Kotour talonnés par l'armée turque qui ne ralentira sa marche que devant les protestations de Tabriz.

Ourmiah

Lorsque les Vanétzi (les Arméniens de Van) apparaissent dans la région du lac d'Ourmiah en Perse celle-ci

est depuis plusieurs mois le théâtre de luttes impitoyables qui opposent les Azeris et les Kurdes autochtones aux Djélos. Les Djélos sont des tribus chrétiennes nestoriennes qui ont fui la Turquie en 1915 de peur de subir le sort des Arméniens et ont cherché refuge en Perse dans les districts de Khoï. Salmas. Ourmiah tenus alors par les Russes. Pour compenser l'effondrement de la puissance russe, empêcher la réalisation des objectifs pantouraniens et contrecarrer l'action pernicieuse des agents de propagande allemands dans le nord de la Perse. l'Entente a cherché à s'assurer la collaboration des chrétiens — Djélos, Assyro-Chaldéens, Arméniens - en leur promettant que « leur sort sera examiné dans le meilleur esprit » à la Conférence de la Paix. C'est ainsi que le lieutenant Gasfield a été dépêché par Chardigny à Ourmiah (décembre 1917) pour accélérer, avec l'accord de la Mission Dunsterville, l'organisation d'une «Division assyrienne». L'assassinat de Mar Simon, le Patriarche des Diélos et leur chef de file politique, par le chef kurde Simko est à l'origine d'une guerre féroce entre Djélos (qui se vengent en massacrant les musulmans d'Ourmiah), Kurdes et Azeris (mars 1918). Elle met fin aux espoirs des Français de s'appuyer contre les Turcs sur une politique d'entente des minorités. L'arrivée des colonnes arméniennes poursuivies par les Turcs est l'occasion pour Simko de manifester son récent lovalisme vis-à-vis de ces derniers: à la hauteur de Khoï ses hommes attaquent et massacrent environ 5 000 Arméniens. De leur côté, les Djélos, les Assyriens, les irréguliers arméniens tentent vainement de jouer le rôle que l'Entente leur a assigné: arrêter l'armée turque. Celle-ci entre à Salmas, le 21 juin. Mais auparavant la population chrétienne de Salmas et de ses environs - 30 à 50 000 Diélos, Assyriens, Arméniens — s'est réfugiée plus au sud, à Ourmiah. Le 31 juillet 1918, Ourmiah est enlevée par une coalition musulmane de Turcs, de Kurdes, de

Cosaques persans et d'irréguliers azeris. Les Assyro-Chaldéens qui ont cherché refuge dans la Mission française y sont massacrés avec les membres de la Mission et le délégué apostolique, Monseigneur Sontag. Mais prévoyant cette issue, la majorité des chrétiens d'Ourmiah, grossie des réfugiés de Salmas, environ 60 000 personnes s'est enfuie vers l'est. Près de 10 000 d'entre elles périssent d'épuisement, de malnutrition et de typhus, avant que les survivants soient recueillis par les Anglais et dirigés sur Hamadan. Parmi eux, il y a les Arméniens de Van qui poursuivront leur odyssée jusqu'à son terme: leur installation à Téhéran.

Cette suite ininterrompue de violences, ce retour « aux guerres zoologiques » (E. Renan) démontre que « la guerre qui a éclaté en Europe est une catastrophe qui a atteint tous les peuples d'Orient », selon le jugement d'un contemporain, l'écrivain arménien A-Do. Dans cet espace communautaire, compris entre l'Euphrate, le Caucase et la Perse, où ethnies et confessions sont inextricablement mêlées, la confrontation des grands belligérants — Russes, Turcs, Anglais, Français, Allemands — a donné un élan aux nationalismes locaux, exacerbé les antagonismes interethniques et inter-confessionnels, en a fait un des éléments de l'enjeu international.

Batoum

Lorsque le 25 mars 1918, les troupes turques franchissent la frontière internationale de 1914, il n'existe plus de défense commune caucasienne. Les Géorgiens se sont repliés sur le secteur Olti-Batoum qu'ils défendent mollement. Les Azeris cachent de moins en moins leurs sympathies proturques et leur Division Sauvage menace plus les arrières des unités arméniennes qu'elle ne les soutient. Sur l'ordre du général Nazarbékian, les unités arméniennes regroupées à Sarikamich ont abandonné la ville après l'avoir incendiée pour se concentrer autour de Kars.

Le 15 avril, l'entrée des armées ottomanes à Batoum a convaincu les dirigeants géorgiens de la nécessité de négocier. Le 22 avril, au cours d'une session historique, les députés menchéviks soutenus par les mussavatistes font voter par le Seim, malgré les réticences des députés arméniens, la création d'une République Démocratique Fédérative de Transcaucasie indépendante. Le Premier Ministre désigné, Tchkhenkéli, partisan de la paix, ne réussira pas à former un nouveau cabinet avant le 26 avril. On y trouve quatre ministres arméniens résignés à l'inévitable: A. Khatissian, H. Katchaznouni, Avédik Sahakian. Aramaïs Yerzinkian. L'indépendance de la Transcaucasie est, en effet, le préalable imposé par les Turcs à la signature de la paix. Elle implique la perte de Kars et d'Ardahan, puisque Tchkhenkéli a fait savoir à Véhib Pacha, installé à Batoum, qu'il accepte les clauses de Brest-Litovsk comme base des futures négociations. Elle entraîne aussitôt la démission des généraux russes qui servent encore sur le front. Elle a aussi pour conséquence l'ordre donné, le 24 avril, par le général Odichélidzé, le Ministre de la Guerre pressenti, au général Nazarbékian de suspendre immédiatement les hostilités avec les Turcs et de leur abandonner Kars. La FRA n'a pas été informée de cette décision, et c'est dans la confusion des ordres reçus et contestés entre Tiflis, Alexandropol où se trouve Nazarbékian, et Kars où agit le colonel Morel, que, le 26 avril, Kars la forteresse inexpugnable qui commande la Transcaucasie est remise

sans combat, avec son artillerie et ses énormes entrepôts, au général Kazim Karabékir. Au milieu de foyers d'incendies criminels, la population et les troupes arméniennes affolées prennent d'assaut la gare ou se ruent sur la route d'Alexandropol et de Erevan. Désormais les Arméniens du Caucase sont directement menacés par l'invasion turque et submergés par le flux de réfugiés arméniens. Préalablement reconnu par les Ottomans, le nouveau gouvernement transcaucasien a repris les pourparlers de paix. Le 6 mai les chefs des délégations transcaucasiennes — Tchkhenkéli, Rasul Zadé, Katchaznouni sont recus à Batoum par Véhib Pacha et Khalil bev. le Ministre de la Justice ottoman et apprennent que les Turcs ne se contentent plus des clauses de Brest-Litovsk. Ils réclament les districts peuplés d'Arméniens d'Akhalkalak et d'Akhaltsikha de la province de Tiflis et la majeure partie de la province de Erevan. Ils exigent outre la libre utilisation du chemin de fer Kars-Dioulfa pour transporter leurs troupes - des avantages commerciaux. Leur but est d'avoir un accès rapide à Bakou. de soulever les Tatares d'Azerbaïdian russe et persan, de barrer la route aux Anglais et par le Daghestan et la Transcaspie, de libérer les peuples turcs de la Volga et de l'Asie Centrale. On reconnaît dans ce plan grandiose et cette fuite en avant la vision pantouranienne d'Enver Pacha. Tandis qu'à Batoum, les pourparlers sont de nouveau dans l'impasse, les troupes turques reprennent leur marche en avant. Le 15 mai, elles bombardent et s'emparent d'Alexandropol et progressent à l'est et au sud suivant la ligne Karakilissé-Tiflis-Bakou, et suivant la ligne Erevan-Djoulfa. Les provinces arméniennes du Caucase sont à feu et à sang et en l'absence de toute profondeur stratégique un danger mortel menace l'existence même du peuple arménien.

C'est alors que les Géorgiens et les Arméniens se tour-

nent vers l'Allemagne et demandent sa médiation. En effet, le gouvernement allemand a envoyé à Batoum un observateur, le général von Lossow, avec des instructions précises: faciliter le passage des troupes turques vers la Perse et éviter le massacre des populations chrétiennes du Caucase. Le général Ludendorff qui espère retirer du front oriental assez de troupes pour obtenir en France une victoire décisive avant l'arrivée du gros des Américains, attend de l'armée turque qu'elle soutienne l'effort de l'armée allemande dans son offensive de printemps, en empêchant les Anglais de s'emparer de Mossoul et en les fixant au nord de la Perse. Von Lossow a reçu le renfort de la mission militaire de von Kress mais il n'arrive pas à freiner les ambitions turques en Transcaucasie qui contrarient les visées économiques des Allemands sur Bakou.

Devant l'opposition farouche des dirigeants Jeunes-Turcs — le Ministre de la Marine, Déjémal Pacha est venu en personne à Batoum accompagné de Bahaed-dine Chakir un des membres de l'Organisation Spéciale qui a joué un rôle décisif dans les déportations et les massacres arméniens de 1915 — les Allemands renoncent à proposer leurs bons offices en faveur des Arméniens. Mais ils proposent leur protection aux Géorgiens. Ils ont un besoin urgent d'accéder aux matières premières caucasiennes — manganèse, coton, pétrole — indispensables aux industries de guerre et les industriels allemands pensent déjà à l'avenir. Cependant ils mettent comme condition que la Géorgie se retire de la Fédération Transcaucasienne. Or, le 25 mai, Khalil bey a remis un ultimatum très dur expirant dans un délai de 3 jours.

L'indépendance de la Géorgie ...

Les menchéviks, Jordania, Tchekhenkéli, multiplient les démarches auprès des Allemands, et à l'insu des Arméniens fixent les frontières entre la Géorgie et l'Azerbaïdjan. Le 26 mai 1918, ils se retirent du Seïm et proclament l'indépendance de la République démocratique de Géorgie. Von Kress fait imméditament hisser des drapeaux allemands et géorgiens sur les bâtiments officiels de Tiflis et occuper par des petits détachements la voie ferrée Tiflis-Alexandropol, ce qui conduit effectivement à des heurts très violents avec l'avant-garde turque. Finalement les Allemands réussissent à protéger la Géorgie, à occuper la voie ferrée Batoum-Tiflis et à organiser vers l'Allemagne l'exportation de céréales, de tabac et de manganèse, à défaut de pétrole.

... de l'Azerbaïdjan

Le 27 mai, dans une chambre d'hôtel, à Tiflis, le Conseil National Musulman, après avoir reçu des Turcs l'assurance d'un soutien militaire pour libérer Bakou de la coalition arméno-bolchévique qui l'occupe, adopte une proclamation d'indépendance de la République démocratique d'Azerbaïdjan. L'Azerbaïdjan, un terme de référence géographique, devient le nom d'un Etat de 2 millions d'habitants désignés jusqu'alors comme Tatares ou Musulmans et qui deviennent Azerbaïdjanais ou Azeris. C'est aussi la première République musulmane. Le 28 mai, Khan Khoïski, un leader du Musavat, nommé Premier Ministre, constitue son cabinet et choisit

comme capitale provisoire Gandja (Elisabetpol). L'Azerbaïdjan avait été définie comme « *Transcaucasie orientale et méridionale* » ce qui impliquait des prétentions de souveraineté sur la province de Erevan. Cela ne pouvait laisser les Arméniens indifférents.

... et de l'Arménie

Il ne restait plus aux Arméniens restés seuls qu'à proclamer l'indépendance de l'Arménie. S. Vratsian témoigne que

« la défection géorgienne créa une situation terrible pour les Arméniens dont le désarroi fut sans bornes. »

A Tiflis où l'état de siège a été décrété, où l'avance turque a provoqué la panique de la population et des réfugiés arméniens, le Conseil National Arménien, au milieu des accusations de trahison et de forfaiture portées contre les menchéviks, se divise sur la conduite à tenir. Rentrés en toute hâte de Batoum où ils ont rencontré Khalil bey, Khatissian et Katchaznouni conseillent de choisir l'indépendance et de « traiter immédiatement » avec la Turquie pour empêcher une tragédie finale. Les sociaux-démocrates qui suivent l'exemple des menchéviks et les populistes se prononcent pour l'indépendance. Les SR et les neutres y sont opposés. Les daschnaks eux-mêmes sont partagés. R. Ter Minassian et A. Babalian sont contre une indépendance dont le moment est mal choisi et qui va laisser les Arméniens seuls en face des Turcs. S. Vratsian et Kh. Karjikian se disent favorables à « l'autodétermination et l'autogestion ». Après des

heures de discussions épuisantes le Conseil National se décide, le 28 mai 1918, à envoyer à Batoum, avant l'expiration de l'ultimatum, Khatissian, Katchaznouni et M. Papadjanian avec des pouvoirs illimités pour conclure la paix avec la Turquie au nom de « l'Arménie indépendante ». Il faudra encore deux jours pour que l'indépendance acceptée sous la contrainte des événements soit réellement assumée.

Le 29 mai, une conférence extraordinaire de la FRA décide que l'Arménie sera une République dirigée par un gouvernement d'union nationale jusqu'à la convocation d'une Assemblée législative. Elle décide aussi que le Conseil National doit se transférer à Erevan choisie comme capitale et désigne Katchaznouni comme candidat au poste de Premier Ministre.

Enfin le 30 mai, le Conseil National franchit le pas décisif et publie la déclaration suivante:

« Devant la situation nouvelle créée par la liquidation de l'entité politique transcaucasienne et les proclamations d'indépendance de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan, le Conseil National Arménien se déclare la seule et suprême autorité sur les provinces arméniennes. Remettant, pour une raison impérieuse, la constitution du gouvernement national des Arméniens à des jours prochains, le Conseil assumera provisoirement toutes les fonctions gouvernementales et administratives des provinces arméniennes. »

Cette proclamation prudente où les mots « indépendance » , « république » et « Arménie » ne sont pas même prononcés montre sans équivoque que le Conseil National agit sous la pression des événements et que les convictions idéologiques n'ont joué aucun rôle dans sa

décision. Mais au moment où le Conseil National s'engage sans enthousiasme sur « les chemins de la liberté », dans la province de Erevan, le peuple arménien oppose à l'armée turque une résistance héroïque. A la fin du mois de mai quatre divisions turques foncent en effet sur Erevan, la dernière ville arménienne, où 5 à 6 000 soldats démoralisés ne semblent devoir opposer aucune résistance sérieuse. Et pourtant le miracle aura lieu dans la plaine de l'Ararat, dans cette plaine qui

« allait devenir la plate-forme de la République arménienne ». (S. Vratsian)

La situation à Erevan

A Erevan, comme ailleurs, la Révolution russe de Février provoqua une «forte commotion». Le gouvernement de la province passa à un Comité Exécutif Provisoire présidé par un Arménien et à un Conseil Exécutif Militaire présidé par un Russe qui cherchèrent à harmoniser leur action avec les Soviets et à maintenir la concorde entre les nationalités. En effet, selon les statistiques officielles 1 120 242 habitants vivent en 1916, dans la province de Erevan dont 669 871 Arméniens, 373 582 Tatares, 36 508 Kurdes, 16 103 Russes, 12 624 Tsiganes. Ainsi près de 40 % de la population de cette province réputée arménienne est musulmane. Si à Erevan même les chiffres sont plus favorables aux Arméniens — sur 51 286 habitants, 37 204 sont Arméniens - avec 12 557 Tatares les musulmans forment le quart de la population de la ville. Les premiers mois se passèrent dans un calme relatif, mais à partir de l'été 1917 les villages se mirent à bouger et sous l'influence de la propagande bolchévique les désordres s'étendirent à l'armée. La situation s'aggrava après la Révolution d'Octobre. Lorsque les troupes russes se retirèrent la responsabilité de la défense pesa entièrement sur les Arméniens et par contrecoup le gouvernement de la province passa entre leurs mains.

L'autorité politique revint au Conseil National Arménien de Erevan où, comme à Tiflis, tous les courants politiques arméniens sont représentés. Il doit faire face à la situation créée par la disparition de l'administration russe et par la radicalisation de la révolution.

L'autorité militaire revint à Dro (H. Kanoyan) nommé Commissaire aux Armées arméniennes par le Commissariat transcaucasien. Ce militant daschnak fougueux et intrépide a dirigé un corps de volontaires en 1915. Son souci est l'assainissement de l'armée et le relèvement de l'esprit combatif. Il trouve à Erevan un grand nombre d'officiers arméniens que la débande de l'armée russe a rendus disponibles et en qui ils voient les cadres potentiels d'un « pouvoir arménien ».

Aram Pacha

Mais c'est l'arrivée, à la fin de décembre 1917, d'Aram Manoukian (1879-1919), l'organisateur de « l'auto-défense de Van », puis son éphémère gouverneur (maijuillet 1915) qui change la situation. Ce dirigeant daschnak expérimenté, patriote, dont toute la vie a été consacrée à la cause arménienne, a été délégué par le

Conseil National de Tiflis. Il trouve à Erevan une situation désespérée à la mesure de ses capacités. Nommé « dictateur » par le Conseil National, il est investi, tel un consul romain à l'heure des périls, de la tâche de sauver la province de l'invasion turque et d'empêcher l'anéantissement des Arméniens, une «nation condamnée» selon le jugement de Noé Jordania, un menchévik qui fait autorité à Tiflis. Persuadé que les Arméniens, oubliés du monde, ne doivent compter que sur eux-mêmes il jette à Erevan les bases du premier gouvernement arménien, dès le début de l'année 1918. En ce sens, celui que le peuple avait surnommé avec admiration «Aram Pacha » et appelait affectueusement « Aram », est le vrai « Père fondateur » de la République d'Arménie. Il obtient du Conseil National la création d'un Comité Spécial doté pour trois mois de pleins pouvoirs reconductibles. Ses guatre membres, tous daschnaks, A. Astvadzadourian, S. Torossian, H. Mélikian, M. Moussinian, en collaboration avec Dro et le général Silikian, commandant des troupes de la province, décrètent la mobilisation des hommes valides jusqu'à 28 ans et prennent les mesures nécessaires à l'organisation de la défense.

Conflits ethniques

Il faut d'abord protéger ou dégager chaussées, routes et chemins de fer indispensables aux liaisons avec le front, avec Tiflis et le piémont caucasien. Or la province de Erevan s'enfonce dans l'anarchie. La disparition de l'ordre colonial russe a donné un élan au nationalisme des populations subjuguées qui se retrouvent face à face dans un climat de compétition et de peur réciproques.

Les villages arméniens, de plus en plus isolés, vivent dans la crainte constante de l'attaque des « hordes tatares et kurdes ». Les agressions, les spoliations, les assassinats de plus en plus fréquents font craindre aux Arméniens des « massacres généralisés ».

De leur côté les Tatares qui n'avaient pas été mobilisés pendant la guerre, qui n'ont pas, comme les Arméniens, des cadres militaires hérités du tsarisme, s'insurgent contre la «junte militaire arménienne». Alors que les Arméniens accusent les Tatares de tendre des embuscades, de couper les voies ferrées afin d'empêcher les mouvements des troupes arméniennes, les Tatares revendiquent la possession de Erevan et accusent les Arméniens de chercher à créer «un territoire arménien» en ayant recours à la force.

Les Kurdes attaquent villages, voyageurs, trains civils et militaires pour se procurer « du pain et des armes ». Ils ne se contentent pas de piller les trains et d'interdire leur circulation. Ils détruisent les gares dont ils emportent jusqu'aux poutres et aux pierres. Pour ces « primitifs de la révolte » le chemin de fer, symbole de la « civilisation », ne profiterait qu'aux Arméniens et aux Tatares, et la destruction des gares se justifie par le fait que le matériel d'Etat doit être « équitablement partagé » entre les peuples du Caucase.

A partir de janvier 1918, heurts, échauffourées, embuscades sur les routes et les ponts, « jacqueries paysannes », actes de guérilla se multiplient, dressent Arméniens et Musulmans les uns contre les autres et entraînent l'abandon des villages par les paysans des deux communautés qui cherchent leur salut dans le déguerpissement.

Tandis qu'à Tiflis, le Seim assiste, impuissant, aux joutes oratoires et aux accusations réciproques des députés arméniens et musulmans, à Erevan, Aram et Dro prennent des mesures propres à rétablir un semblant d'ordre et de sécurité. D'abord ils estiment nécessaire de créer un novau militaire « sain » qui permettrait « de jeter les bases légales de l'œuvre de pacification du paus ». En quelques semaines. Dro, aidé de chefs de fédaïs expérimentés, récupère chevaux et armes abandonnés par les Russes, lève une cavalerie et six brigades de partisans, encadrées par des officiers, russes et arméniens, de l'armée tsariste qui ont accouru à Erevan à l'appel du Comité Spécial. Des mesures sévères, allant jusqu'à la peine de mort, sont prises contre les déserteurs et les brigands. Le « gouvernement » de Erevan n'hésite pas, enfin, à lancer des représailles et à organiser de véritables expéditions militaires appuyées par l'artillerie et la cavalerie contre les « repaires d'insurrection » qu'étaient devenus les centres musulmans. En définitive, il réussit à dégager les routes d'intérêt stratégique et à disposer de 10 à 12 000 hommes bien entraînés et à peu près disciplinés. Une taxe obligatoire pavée de bon gré, semble-t-il, par une population au demeurant pauvre (les capitalistes arméniens se trouvant non à Erevan mais à Tiflis et à Bakou) permet d'apurer momentanément la situation financière. Pour Simon Vratsian «Jamais peut-être le pouvoir et la communauté arménienne n'avaient été aussi soudés » qu'en ce printemps 1918.

Sursaut arménien

Après la chute d'Alexandropol (15 Mai) la situation était devenue proprement infernale dans la plaine de l'Ararat. Tandis que les troupes arméniennes reculaient en combattant, le pays, totalement coupé du monde extérieur, était envahi par une foule de réfugiés en provenance de Turquie, de Kars, d'Ardahan, d'Alexandropol. Progressant lentement à pieds ou en charrettes, poussant leurs animaux sur la route menant à Erevan et à Dilidian, ils se répandaient dans les champs, les villages et les bourgs, aggravant de jour en jour la crise de subsistances, les épidémies et la démoralisation. Dans ces circonstances l'offensive turque provoqua tout d'abord à Erevan une panique indescriptible. La résistance, et à plus forte raison la victoire, paraissaient impossibles. Le premier réflexe des habitants fut de fuir mais la fuite elle-même était devenue impossible. Toutes les issues étaient fermées. La voie ferrée vers la Perse était coupée par les musulmans de Charour-Nakhitchévan et les troupes turques avançaient irrésistiblement au sud et à l'ouest précédées de terribles rumeurs de massacres d'Arméniens. Vaincre ou mourir, telle fut l'alternative qui se posa au « gouvernement » de Erevan. La devise «La Liberté ou la Mort» des révolutionnaires balkaniques et arméniens retrouva dans la bouche et sous la plume des dirigeants daschnaks son sens impératif et mystique. L'inflexible volonté d'Aram, le labeur acharné du Conseil National qui révèle des capacités d'organisation inattendues en complétant les effectifs de l'armée et en la pourvoyant en équipement, les vibrants appels des généraux Nazarbékian et Silikian dont les ordres du jour raniment le courage des soldats, entraînent une véritable levée en masse de la population arménienne. Aux soldats et aux officiers de l'armée régulière, aux troupes qui s'étaient retirées d'Alachkert et de Van, se joignent des *féda*is daschnaks et hintchaks, des volontaires sans expérience recrutés parmi les Caucasiens ou les réfugiés. Accourus à pieds, en chars à bœufs ou à buffles, des paysans, des citadins, des vieillards, des femmes, des enfants apportent aux combattants munitions, nourriture, charpies et médicaments. Le docte évêque Karékine Hovsépian, futur catholicos de Cilicie, abandonne le monastère d'Etchmiadzine, pour se rendre, la croix à la main, sur les champs de bataille et exhorter les hommes à « mourir pour la patrie ».

Sardarabad

Entre le 21 et le 28 Mai 1918, au cours de trois batailles livrées simultanément à *Karakilissé* sous le commandement du général Nazarbékian, à *Sardarabad* sous celui des généraux Silikian et Daniel Beg Piroumian, à *Bach Abaran* sous la direction de Dro, les Arméniens arrêtent la marche de l'armée turque sur Erevan et gagnent par une victoire plus morale que militaire leur droit à une indépendance que le Conseil National de Tiflis acceptait le 28 Mai du bout des lèvres.

A Karakilissé, après quatre jours de résistance héroïque et de combats meurtriers qui vont jusqu'au corps à corps, les troupes arméniennes battent en retraite mais consolident leurs positions sur Dilidjan. A Bach Abaran, malgré leur évidente supériorité numérique, les Turcs abandonnent le terrain. A Sardarabad, à trois heures de marche de Erevan, la vague des conscrits arméniens

dont le futur maréchal Bagramian, balaie les soldats turcs comme en témoigne le capitaine Poidebard, jésuite et membre de la Mission Militaire Française.

«Le 24 Mai, le général Silikian tomba sur les Turcs avec une telle impétuosité qu'il les écrasa littéralement et la cavalerie arménienne pourchassa les Turcs sur les hauteurs d'Alexandropol. Seul le manque de munitions arrêta cette poursuite.»

Quelques jours après, à Batoum, Véhib Pacha confie au plénipotentiaire A. Khatissian que la «fougue, le courage et la valeur » dispensés pendant la bataille de Sardarabad lui avaient rappelé les combats les plus opiniâtres des Dardanelles. Et dans le livre qu'il consacre dix ans après à l'histoire de la République d'Arménie, Khatissian confirme que « Sardarabad et Karakilissé avaient donné à notre peuple cet esprit guerrier et cette volonté qui sont indispensables pour former un Etat indépendant. »

Très vite célébrée par le discours et par l'écrit, la bataille de Sardarabad devint épopée et mythe. C'est le général Silikian qui dans «l'Appel du 24 Mai» fixe les thèmes du mythe qui fonctionne encore aujourd'hui en Arménie et dans la diaspora. Contre le Turc, ennemi héréditaire et spoliateur de la terre arménienne, c'est un appel à la lutte et au sacrifice à l'exemple des grands ancêtres du Ve siècle. Soutenu par une partie de la noblesse, par le clergé et par le peuple, le prince Vartan Mamikonian avait péri en 451 en luttant contre les Perses mazdéens. En canonisant les 250 nobles tombés sur le champ de bataille d'Avarayr, en commémorant chaque année leur souvenir. l'Eglise arménienne avait déjà confondu soldats et martyrs, patrie terrestre et patrie céleste. Si les opérations militaires de la fin du mois de mai 1918 peuvent être considérées comme un succès à porter au crédit des Arméniens leur défaite politique ne fait aucun doute pour le colonel Chardigny qui s'est replié sur Vladikavkaz et veut tenter de créer sur le Térek un gouvernement capable de s'opposer aux Turcs. C'est aussi le constat du général Nazarbékian: l'Arménie est presque totalement occupée, les Arméniens sont isolés et l'ultimatum turc expire le 29 mai à 8 heures du soir. Aussi interdit-il au général Silikian qui se croit en mesure de reprendre Alexandropol de continuer le combat. De nouveau la délégation arménienne Khatissian, Katchaznouni, Papadjanian — qui a recu carte blanche du Conseil National de Tiflis se rend à Batoum. Dès son arrivée, elle informe, par écrit, Khalil Bey de la proclamation d'indépendance de l'Arménie et de l'acceptation de l'ultimatum turc. Elle cherche néanmoins à négocier une paix acceptable, mais selon certains historiens (dont les historiens soviétiques), mal informée des détails de la « victoire de Sardarabad » elle n'aurait pas su exploiter cet avantage. Pour Richard Hovannisian, au contraire, les succès arméniens sont connus à Batoum et amènent la délégation ottomane à consentir quelques concessions territoriales mineures.

Mais il ne fait pas de doute que Khalil Bey et Véhib Pacha tiennent le langage des vainqueurs. Au cours de la conférence, le plan turc apparaît clairement à Khatissian. Régler rapidement et « définitivement » la question arménienne avant la réunion de la future Conférence de Paix, et à cette fin reconnaître l'existence d'un « Etat arménien indépendant en Transcaucasie ». La Turquie donnerait ainsi une certaine satisfaction à l'opinion internationale et disposerait d'un territoire où refouler les Arméniens.

Le traité de Batoum

Le traité de Batoum est signé le 4 juin 1918 entre l'Empire ottoman et la République d'Arménie. Bien qu'il soit intitulé « Traité de paix et d'amitié », c'est un « diktat » qui « caractérise bien la manière jeune-turque de 1918 ». Traité extrêmement dur et sans réciprocité réelle, sa ressemblance avec le traité de Brest-Litovsk est frappante : texte très court, annexes nombreuses. Préparant les opérations militaires ottomanes vers Bakou et la Perse, il résume les objectifs pantouraniens d'Enver Pacha.

La République d'Arménie dont les frontières ont été dessinées sur la carte par Khalil Bey est un réduit de 11 000 km² de hauts-plateaux, de montagnes arides et de steppes centré autour de Erevan. L'Arménie renonce à toute revendication territoriale sur les provinces de Turquie ainsi qu'aux provinces de Kars et d'Ardahan dont la population arménienne a déjà fui. La province de Erevan est elle-même amputée des districts de Sourmalou, Daralakiaz et de Nakhitchévan. L'Arménie accepte l'occupation par les Turcs de la vallée de l'Araxe et de la voie ferrée Alexandropol-Djoulfa. De nombreuses annexes sur les relations économiques, sur la situation des musulmans en Arménie, sur la démobilisation des forces arméniennes font de l'Arménie une dépendance, ou presque, de l'Empire ottoman.

Les traités qui sont signés les jours suivants avec la Géorgie et l'Azerbaïdjan sont nettement plus amicaux même si la Géorgie doit céder à l'Empire ottoman Batoum, Artvin, Akhalkalak et Akhaltsikha. Un accord relatif au partage du matériel ferroviaire proportionnellement à la longueur des voies ferrées de chaque état est

conclu entre les trois républiques transcaucasiennnes et l'Empire ottoman. L'Arménie hérite de 13 « verstes » (13 km) de chemins de fer! Elle n'hérite d'aucun entrepôt, d'aucune ressource financière du régime précédent. Enfin le problème extrêmement litigieux des frontières entre l'Arménie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan n'est pas résolu.

C'est dans cette conjoncture qui faisait de l'Arménie « un pays où la mort est assurée » que débuta une indépendance qu'il fallait faire durer.

Lorsqu'il fut connu à Erevan, le traité de Batoum provoqua l'indignation de la troupe et de la population. Des réfugiés et des femmes manifestèrent pour exiger la poursuite des combats, mais le « dictateur » Aram qui jusqu'alors s'était tu, déclara publiquement, le 9 juin, qu'il n'y avait point d'autre issue que la paix. Aussi la naissance de la République ne donna-t-elle lieu à aucune manifestation de joie. A Erevan comme à Tiflis les circonstances qui avaient imposé l'indépendance faisaient peser sur elle de tels handicaps qu'elle en paraissait dérisoire.

Toutefois, au début de juin 1918, il existe encore en Transcaucasie deux foyers de résistance arménienne antiturque. Le premier s'est constitué autour de la personne du général Andranik. Le second s'est développé dans la ville de Bakou.

Andranik

Depuis la chute d'Alexandropol, le général Andranik qui avait démissionné a reconstitué une nouvelle Division de volontaires arméniens occidentaux, a mené des combats d'arrière-garde et a frayé un chemin à travers les colonies hostiles de sectateurs russes, les Molokans, à 20 000 réfugiés arméniens qu'ils mènent jusqu'à Dialal-Oghlu. Dans la panique de la mi-mai il a reçu l'ordre de défendre la plaine du Lori. Quelques jours après il n'a pas participé à la bataille de Karakilissé mais il a réussi à replier une partie des forces arméniennes à Dilidjan qu'il abandonne le 6 juin. Andranik en effet refuse d'accepter les « conditions honteuses » du traité de Batoum et par là même de reconnaître la République arménienne qui l'a signé. Rebelle à tout compromis, emporté par la fureur et la haine des Turcs, révolté contre les «traîtres» daschnaks, Andranik décide de rejoindre les Britanniques qui opèrent en Perse. L'appel d'Andranik aux hommes décidés à continuer la lutte trouve écho auprès des vrais « desesperados » que sont devenus les «fedaïs» de Van, Mouch et Sassoun.

A la tête de ses cavaliers, auxquels se sont joints des déserteurs de l'armée arménienne et des partisans de Zeïtoun, au total 3 500 combattants, traînant derrière lui deux canons, 40 chameaux et 20 000 réfugiés, Andranik rejoint Nakhitchévan, franchit l'Araxe à Djoulfa (19 juin) et entre en Perse. Abandonné alors d'une partie de ses fidèles qui remontent vers le Zanguézour, il prend la route de Khoï. Mais il est refoulé par les Turcs qui avancent sur Tabriz. Du moins peut-il protéger le tragique exode des Arméniens, des Djélos et des Assyro-Chaldéens de Salmast. Après avoir envisagé un moment

de se mettre au service du Soviet de Bakou, il se retire avec ses hommes dans le Karabagh et le Zanguézour après avoir tenté d'organiser l'auto-défense arménienne dans le Nakhitchévan.

Rapidement, en effet, durant l'été 1918, tout le haut pays du Karabagh, du Zanguézour et du Nakhitchévan où les populations arméniennes et musulmanes sont étroitement imbriquées, est embrasé par une sanglante guérilla. Aux vieux antagonismes ethniques, religieux, économiques, aux luttes agraires se sont ajoutées de nouvelles oppositions. Les Arméniens ont une orientation franchement prorusse tandis que les Tatares d'Azerbaïdjan, attendent de la Turquie qu'elle rétablisse l'hégémonie musulmane en Transcaucasie.

Malgré l'arrivée de 30 000 réfugiés qui amènent avec eux des menaces tout à fait fondées de famine et d'épidémies, les dirigeants arméniens du Zanguézour accueillent Andranik et sa «Division Spéciale d'Assaut» à bras ouverts car ils savent que l'armée turque dans sa marche vers le Karabagh menace leur province. Brutalement, systématiquement, Andranik et ses hommes, soutenus par la population locale arménienne, détruisent les villages musulmans qui contrôlent l'accès des principales vallées du Zanguézour, refoulent les nomades tatares montés de la plaine avec leurs troupeaux en cette période de transhumance. Ces opérations auront des conséquences durables: elles enclenchent un irrésistible processus d'arménisation du Zanguézour. L'installation dans le Daralakiaz des réfugiés du Dâron accélère ce processus. Durant l'hiver 1918, pour pouvoir conserver leurs liaisons avec l'Arménie araratienne où ils se fixeront plus tard, sur les pentes de l'Aragats, les « Darontzi » « nettoient » brutalement et méthodiquement les hautes vallées du Zanguézour de la présence tatare.

C'est dans ce contexte que se terminera l'épopée du général Andranik. En décembre 1918, les Anglais qui représentent, depuis l'armistice de Moudros, la seule force militaire alliée en Transcaucasie, empêchent Andranik de prendre le contrôle du Karabagh et de voler au secours des Arméniens de Chouchi. Au contraire en acceptant que le Dr Sultanov, un musavatiste proottoman, devienne gouverneur du Karabagh (janvier 1919) ils se montrent favorables à l'intégration de cette province à l'Azerbaïdian. Refoulé dans le Zanguézour, Andranik v trouve (fin décembre 1918) une situation intenable: la neige, la famine, les épidémies, une inflation galopante, qui entraînent une tension croissante entre réfugiés et autochtones. Une tentative de rapatrier avec l'aide des Britanniques 15 000 réfugiés du Nakhitchévan échoue. En février 1919, tourmenté par son inaction, Andranik informe la mission britannique qu'il ne restera pas plus longtemps dans le Zanguézour. Refusant de déposer les armes, il rejette la proposition du général W.M. Thomson de gagner Tiflis par le Karabagh. Il opte finalement pour une traversée hasardeuse: emprunter les cols et les passes enneigés du Daralakiaz pour descendre vers la plaine de l'Ararat. Un vent de panique s'empare des réfugiés qui le suivaient depuis des mois lorsqu'ils apprennent l'imminence de son départ et il lui sera très difficile de les persuader d'attendre l'arrivée du printemps et celle des secours américains pour bouger à leur tour. Le 22 mars 1919, Andranik, à la tête de sa Division Spéciale, quitte Goris, s'enfonce dans les congères glacées du Daralakiaz. Après trois semaines de marche, cavaliers et bêtes arrivent, épuisés, en gare de «Ararat» où les attendent Dro et Sarkis Manassian, délégués par le gouvernement arménien pour les transférer à Erevan. Mais Andranik refuse d'être reçu comme un héros national dans la capitale de l'Arménie « créée par la main des Turcs » car il considère que les « traîtres » qui y gouvernent partagent la responsabilité de l'anéantissement de son peuple et de la destruction de sa patrie bien-aimée, l'Arménie turque. Sans s'arrêter à Erevan, il se rend à Etchmiadzine auprès du Catholicos, mais à la veille de Pâques, par suite d'une rixe de marché entre ses hommes et des soldats gouvernementaux, Andranik ira jusqu'à faire pointer ses canons sur Erevan. Il reste persuadé que les Britanniques vont lui permettre de ramener au pays les milliers de réfugiés arméniens de Turquie. Mais les Britanniques qui suivent soupçonneusement ses mouvements refusent, comme ils refuseront son offre de mettre la Division Spéciale au service de leurs forces en Transcaucasie.

Ses espoirs effondrés, le vieux héros qui a atteint à travers les épreuves une grandeur tragique donne à la Division Spéciale — réduite à 1 350 hommes — l'ordre déchirant de dispersion. La majorité de ses partisans venus de Turquie s'engage dans l'armée de la République pour en devenir les éléments les plus sûrs, tandis que Andranik, entouré de 250 fidèles, gagne Tiflis d'où les Anglais facilitent son départ pour Constantinople (mi-mai 1919). Il se rend en France, puis en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, où inlassablement il demande aux arménophiles de ne pas surseoir à la libération de l'Arménie turque. Il mourra le 30 août 1927, à Fresno en Californie, sans avoir revu l'Arménie. Les autorités soviétiques refusèrent l'entrée de sa dépouille mortelle en Arménie. Le corps embaumé fut transporté à Paris. La communauté arménienne de Paris et les vétérans d'Andranik organisèrent, le 29 janvier 1928, en présence d'une pléiade de militaires et de hauts fonctionnaires français, des funérailles qui eurent valeur de liturgie nationale. Les cendres d'Andranik furent déposées au Père-Lachaise: elles y attendent toujours un visa pour l'URSS.

Bakou

Le Khanat de Bakou a fait longtemps partie des provinces iraniennes de la Caspienne. Rattaché à l'Empire russe en 1812. Bakou, un port stagnant peuplé de musulmans, connaît, grâce au «boom » pétrolier, une croissance spectaculaire dans le dernier quart du XIX^e siècle et devient, entre 1898 et 1901, le premier producteur mondial de pétrole. En 1917, avec 260 000 habitants (15 500 en 1870). Bakou est la métropole industrielle et cosmopolite de la Transcaucasie. Plus de 50 000 ouvriers font aussi de Bakou le bastion de la classe ouvrière caucasienne, une classe ouvrière multinationale (on y trouve 20 nationalités) au sein de laquelle «la nationalité renforce la classe»: au sommet une « aristocratie » ouvrière russe et arménienne, en bas un prolétariat tatare et un «lumpen proletariat» de travailleurs immigrés persans.

Les Azeris

Face aux Russes (79 000) et aux Arméniens, les Azeris (69 300) ont une position difficile. Sous l'impulsion d'une petite intelligentsia liée à la noblesse terrienne et à la jeune bourgeoisie industrielle musulmane de Bakou, la conscience nationale azerie se structure, dans les dernières années du tsarisme, moins contre le colonisateur russe que contre le clergé chiite traditionaliste et surtout contre les Arméniens qui occupent à Bakou des positions dominantes. Les élites réformistes musulmanes se montrent soucieuses du développement économique

régional et de l'éducation des masses arriérées musulmanes. Le rôle de ces dernières est à peu près inexistant jusqu'à la Révolution de 1905 qui engendre la « guerre arméno-tatare ». En 1904, le « Hümmet » (Effort), un groupe marxiste musulman clandestin (N. Narimanov, A. Azizbekov etc...) s'est affilié au Comité SD de Bakou où les bolchéviks arméniens sont nombreux mais — fait exceptionnel — a obtenu de Lénine de garder son autonomie tant les relations sont tendues entre Azeris et Arméniens. Ce sont d'anciens hümmetistes, comme Rasul Zadeh, qui fonderont en 1912, un parti libéral et nationaliste, le Musavat (Egalité), destiné à devenir la principale force politique des Musulmans d'Azerbaïdjan.

Les Arméniens

En 1917, avec 63 000 Arméniens, Bakou est la troisième « ville arménienne » du monde après Constantinople et Tiflis et avant Erevan. Quelques magnats du pétrole, les Mantachev, les Mirzœv, les Ljanozov, les Goukasov, les Aramiantz se mesurent avec les Nobel et les Rothschild et dominent la communauté arménienne. Philanthropes et mécènes, constructeurs d'éalises. fondateurs d'écoles, de bibliothèques, de théâtres et d'hôpitaux ils vivent dans de somptueux hôtels particuliers. Ils emploient dans leurs firmes des milliers de salariés en majorité arméniens. Ouvriers immigrés, mi-paysans mi-prolétaires, venus du Karabagh, du Zanguézour, du Mouch et de Van, refoulés dans les mornes faubourgs de Bibi-Heibat et de Balakhany. Ingénieurs, formés en Allemagne, en Suisse ou en Russie, techniciens, petits employés groupés dans «Armenikend», le quartier arménien. Les souvenirs de l'atroce « guerre arméno-tatare », ceux du gigantesque incendie d'août 1905 qui détruisit la presque totalité des puits de pétrole des firmes arméniennes privant pendant des mois les ouvriers arméniens de leur outil de travail et les contraignant à revenir dans leur village, sont encore vifs. Face aux Azeris, la solidarité communautaire arménienne l'emporte sur les conflits de classes. On le verra, quand, après la Révolution, le parti musavat prétendra faire de Bakou, ce carrefour entre l'Orient et l'Occident, la capitale de l'Azerbaïdjan.

La Révolution de Février a installé à Bakou, comme à Petrograd un double pouvoir : une Douma municipale peuplée de libéraux, un Soviet d'ouvriers, modéré, où tous les courants socialistes sont représentés. En réalité, le pouvoir est dans la rue et la bourgeoisie libérale assiste, impuissante, à la radicalisation progressive des ouvriers et des soldats sous l'influence des orateurs bolchéviks, lors d'immenses meetings.

Les bolchéviks

Faiblement représentés au début dans le Soviet de Bakou où dominent les S.R., les menchéviks et les daschnaks, les bolchéviks étendent leur influence au cours du printemps et de l'été 1917. Dirigés par Chahoumian, surnommé « le petite Lénine », et Djaparidzé, un bolchévik géorgien, ils tirent parti du mécontentement ouvrier face à la continuation de la guerre, à la disette, à la hausse vertigineuse des prix. Le succès de la grève générale du 27 septembre, soutenue par les marins et les

soldats de la garnison de Bakou, rehausse considérablement leur prestige. Cependant, après octobre, quoique nommé Commissaire pour les Affaires caucasiennes, Chahoumian ne pousse pas les bolchéviks à prendre le pouvoir par «l'insurrection armée » comme à Petrograd.

La situation particulière de Bakou l'incite à maintenir le système de coalition des partis de gauche, mais en consolidant la position des bolchéviks par la création d'une Garde Rouge « internationale » de 6 000 hommes recrutés par un Comité Militaire Révolutionnaire où s'illustre Anastase Mikoyan, un tout jeune propagandiste bolchévik arménien. Mais Chahoumian dénonce vigoureusement la « guerre défensiste » et surtout, refuse de reconnaître l'autorité du Seim. La rupture avec le Seim et le danger d'occupation de la Transcaucasie déterminent l'attitude des autres partis politiques de Bakou.

Les SR, en majorité russes, et les menchéviks se méfient des bolchéviks mais ne veulent pas rompre avec le Sovnarkom et veulent garder Bakou à la Russie. Les musavatistes souhaitent, comme les bolchéviks, l'arrêt immédiat de la guerre. Mais le massacre des soldats russes à Chamkhor et la multiplication des soulèvements musulmans en province détériorent rapidement leurs relations avec les bolchéviks. Ils attendent l'arrivée des Turcs pour se débarrasser de ces derniers et des daschnaks.

Les daschnaks

Anciennement et solidement implantés à Bakou où ils ont joué un rôle de premier plan en organisant l'autodéfense de la communauté arménienne, en 1905-1906. les daschnaks ont d'abord fait alliance, de février 1917 à mars 1918, avec le bloc des socialistes modérés favorables à l'effort de guerre. Mais lorsque, au début de l'année 1918. Bakou devient clairement un enieu stratégique pour les Turcs, les Allemands, les Anglais et les bolchéviks, lorsque la menace turque se précise après la chute d'Erzeroum (12 mars), ils recherchent l'alliance avec les bolchéviks, une alliance tactique, qui est acceptée. Certes Chahoumian lutte contre toutes les formes de nationalisme et s'il constate avec ironie que «les musulmans rêvent de faire de Bakou la capitale de l'Azerbaidjan», en comparaison, sa critique des daschnaks paraît beaucoup plus modérée. Et la réciproque est vraie. Dans ses souvenirs sur la Révolution en Transcaucasie, le K.D. russe A. Baïrov, souligne l'attachement des Arméniens à la Russie en qui il voit «leur seule protection contre l'annihilation physique» et il ajoute:

« C'est leur instinct de conservation qui dictait aux Arméniens la non-résistance aux bolchéviks et occasionnellement leur collaboration avec eux ».

Le Conseil National Arménien

Depuis la fin de décembre 1917, il existe aussi à Bakou un Conseil National Arménien, élu sur le modèle

de celui de Tiflis et présidé par le daschnak Abraham Gulghandanian. Toutes les autres populations de Bakou — russes, musulmans, géorgiens etc... — ont aussi leurs Conseils Nationaux. Mais ce qui fait la force du Conseil Arménien c'est qu'il s'est doté d'une milice formée de recrues entraînées. Il a confié au colonel Hamazasp — l'un des chefs des Volontaires de 1915 — l'enrôlement des soldats arméniens démobilisés du front austro-allemand et bloqués à Bakou. Equipés et armés par les soins du Conseil National qui obtient même de Staline l'autorisation de prélever à cette fin un impôt sur les riches, les 4 000 hommes du contingent arménien sont appelés à devenir une force d'appoint pour les bolchéviks.

Les rencontres entre des délégués du Conseil National musulman et du Conseil National Arménien pour mettre fin aux violences intercommunautaires qui ont éclaté dans les provinces de Noukhi, de Chamakh et à Gandzak sont sans résultat concret. Le Conseil National Arménien échoue aussi à rétablir les liaisons ferroviaires avec Tiflis et à expédier au front les troupes immobilisées à Bakou, mais il réussit à envoyer des armes et des instructeurs dans les régions peuplées d'Arméniens. Le but recherché est d'éviter tout affrontement mais d'être « prêt » au cas où les Tatares attaqueraient.

L'Armée de l'Islam

Au début de l'année 1918, Enver Pacha a envoyé en Azerbaïdjan son demi-frère, Nuri Pacha, un des leaders du Comité Union et Progrès. Il lui a donné comme mission d'organiser l'autodéfense des Azeris contre les Arméniens et contre les Russes. En quelques mois Nuri Pacha recrute une « Armée de l'Islam ». Constituée de quelques milliers d'irréguliers azeris et de soldats turcs, elle a pour objectif de prendre Bakou. Le soutien que l'Armée de l'Islam apporte aux musavatistes n'est pas sans ambiguïté car les projets d'Enver Pacha impliquent moins l'indépendance que l'incorporation de l'Azerbaïdjan dans un Etat panturc s'étendant d'Istanbul à l'Asie Centrale.

L'action des émissaires turcs encourage les musulmans du Daghestan à s'emparer, au nord de Bakou, du port de Petrovsk (25 mars), privant ainsi Bakou de ses communications avec la Russie et de son ravitaillement en blé. De leur côté, les musavatistes appuyés par la Division Sauvage, font des incursions à l'ouest et s'emparent, au sud, du port de Lenkoran. Ce sont les incidents consécutifs aux tentatives du Soviet de Bakou d'échapper à l'encerclement qui sont à l'origine des «Jours de Mars».

Les Jours de Mars

Le 30 Mars une délégation musavatiste menée par Rasul Zadeh échoue à s'entendre avec le Comité Exécutif du Soviet qui cherche à calmer le jeu en lui opposant le Hümmet musulman et probolchévik. Le 31 Mars la révolte des musulmans de Bakou rencontre la résistance conjuguée de la Garde Rouge dirigée par le Comité de Défense Révolutionnaire où les bolchéviks et les S.R. sont majoritaires et la milice du Conseil National Armé-

nien où les daschnaks sont prépondérants. Les combats extrêmement durs qui opposent près de 20 000 combattants et ont fait plus de 3 000 victimes en majorité musulmanes, se terminent le 2 Avril. Les miliciens arméniens ne se sont pas contentés d'assurer l'auto-défense des quartiers arméniens. Ils sont entrés dans les quartiers musulmans où ils ont brûlé, massacré et pillé. Même si le Conseil National Arménien débordé par les événements a nommé David Ananoun Inspecteur Général et l'a investi de pleins pouvoirs pour rassembler et protéger « les Tatares innocents », même si il a fait garder la personne et la maison du célèbre et populaire millionnaire azeri, Hadji Zeinal Taghiev, le fossé s'est approfondi entre Arméniens et Azeris. Dès lors, le Musavat se retire à Elisabetpol (Gandzak) dans le Karabagh, devenu pour des décennies le centre de gravité des rivalités politiques entre les deux peuples. Elisabetpol sera choisie comme capitale provisoire de l'Azerbaïdjan, en attendant le retour à Bakou.

La commune de Bakou

Les «Jours de Mars» qui se sont soldés par l'échec des musulmans de Bakou ont donné la victoire aux bolchéviks et aux daschnaks dans une ville partiellement désertée par sa population musulmane.

D'avril à juillet 1918, bolchéviks et S.R. de gauche prennent le contrôle du Soviet de Bakou. Cette courte expérience d'une administration municipale socialiste, fut appelée par analogie avec la Commune de Paris, la Commune de Bakou. Ses débuts coïncidèrent le 25 Avril 1918 avec la formation d'un Conseil de 26 Commissaires du peuple, tous bolchéviks ou S.R. de gauche, présidé par Chahoumian, dont l'objectif proclamé est l'instauration du pouvoir soviétique en Transcaucasie et au Daghestan. Maître de Bakou, le Conseil des Commissaires du Peuple nationalise les pêcheries, la flotte de la Caspienne, le pétrole, puis les terres. Hâtivement appliquées, ces mesures désorganisent la production et le ravitaillement et mécontentent la bourgeoisie libérale et les socialistes modérés. Or le Conseil des Commissaires du Peuple ne peut maintenir son pouvoir sans l'appui de ces derniers et surtout des daschnaks dont l'attitude est entièrement déterminée par les mouvements de l'armée turque.

En avril, Bakou est de nouveau menacée d'encerclement par les musavatistes, par l'Armée de l'Islam et les Daghestanais qui multiplient les opérations de harcèlement. En mai, après avoir dénoncé « l'acte de trahison » que représente la déclaration d'indépendance de la République Fédérative transcaucasienne — dénonciation approuvée par les daschnaks — la Commune de Bakou refuse de reconnaître l'indépendance des trois républiques transcaucasiennes, comme elle refuse de reconnaître les traités de Batoum. Enfin, après avoir sollicité l'aide militaire de Moscou, elle lance, le 10 juin, une offensive contre Elisabetpol (Gandzak), la « citadelle de la contre-révolution » où viennent d'arriver les secours turcs. Ainsi Bakou est la dernière ville, en été 1918, à lutter contre les forces ottomanes.

Pour faire face à la coalition turco-azerie qui menace la ville, le Conseil National Arménien de Bakou mobilise toutes ses ressources humaines et matérielles. En ces heures de péril l'homme qui s'impose au Conseil National, qui prend en mains les milices arméniennes, c'est Rostom, un révolutionnaire professionnel.

Rostom

Rostom (Stépan Zorian) (1867-1919) est le seul survivant de la triade des fondateurs de la F.R.A. en 1890. Membre du Bureau Occidental, une des deux instances dirigeantes de la F.R.A. et, à ce titre, membre de la rédaction de son organe officiel le *Drochak* (Drapeau), publié à Genève à partir de 1892, il est jusqu'à sa mort constamment renouvelé dans ses fonctions.

Homme d'action, à l'étroit dans les bureaux genevois, il mène à partir de 1895, des activités conjointes d'enseignant arménien et d'organisateur daschnak à Erzeroum, en Perse, à Tiflis, en Bulgarie où il suscite la collaboration des révolutionnaires macédoniens et arméniens contre les Turcs. En 1903, il organise la résistance des Arméniens du Caucase contre les autorités tsaristes lors de la sécularisation des Biens du Clergé arménien. Durant la « querre arméno-tatare » (1905-1906) il supervise l'ensemble des opérations d'auto-défense menées par la F.R.A. Au IV^e Congrès de la F.R.A. à Vienne (1907), ses interventions en faveur de l'adoption d'un programme socialiste sont décisives et préparent l'entrée de son parti dans la IIe internationale. En 1908-1909 on le retrouve à Tabriz où il met les fédaïs daschnaks au service des «constitutionnels» persans révoltés contre les «monarchistes» de Téhéran. Après la Révolution jeune-turque, il assume de 1910 à 1914 des responsabilités politiques et mène des activités culturelles à Erzeroum où la guerre le surprend. Revenu à Tiflis, il joue un rôle de premier plan dans le mouvement des Volontaires Arméniens (1915), dans l'organisation de l'aide aux réfugiés et dans le développement des relations avec les autres partis caucasiens. En février 1917, il ne se laisse pas emporter par l'enthousiasme général et il déclare:

« Vous ne comprenez pas ce qui se passe! Une révolution en pleine guerre! C'est la mort pour le peuple arménien! »

Mais de nouveau il se lance dans l'action. Durant l'année 1917, il est partout! Au Caucase, à Erzeroum où il constate l'ampleur de la catastrophe arménienne, à Petrograd, à Stockholm où, en automne et en hiver, il représente la F.R.A. à la Conférence Internationale des partis socialistes convoquée pour trouver une solution à la question de la guerre et de la paix. Mais finalement la Conférence n'aura pas lieu. Lorsqu'il revint à Petrograd, il a été élu député à l'Assemblée Constituante, les bolchéviks ont pris le pouvoir et les relations sont coupées avec le Caucase.

Inlassable, Rostom rétablit les liens avec les responsables arméniens restés à Petrograd et à Moscou, prend des contacts avec le « Sovnarkom » qu'il cherche à sensibiliser au sort de l'Arménie turque durant les pourparlers de Brest-Livosk. Avec le Dr. Zavriev, il obtient des autorités soviétiques qu'elles autorisent l'entrée à Bakou des officiers et des soldats arméniens avec leurs armes, avant d'accourir lui-même à Bakou et d'obtenir, en mars, du Conseil National, la mobilisation générale des Arméniens juqu'à 45 ans et la création d'un Conseil Militaire Suprême.

L'Armée Rouge

Mais fin avril, lorsque le Conseil des 26 Commissaires du Peuple fut constitué à Bakou, il entra en conflit avec le Conseil National Arménien auguel il arracha l'autorité sur les formations arméniennes pour les intégrer à l'«Armée Rouge» de Bakou. Les milices arméniennes - 10 à 12 000 hommes dotés de 50 bouches à feu constituèrent ainsi la seule force structurée du Soviet de Bakou. Elles représentent en effet 60 à 70 % des effectifs de l'Armée Rouge et ses éléments les plus combatifs. Son chef d'état-major, Z. Avetisov, ancien colonel de l'armée tsariste, est un daschnak, comme sont daschnaks la plupart de ses officiers même s'ils sont doublés par des commissaires politiques S.R. ou bolchéviks comme Anastase Mikoyan. L'« orientation russe » des Arméniens, qu'ils soient daschnaks, S.R. ou bolchéviks, n'a pas les mêmes causes, mais elle ne fait aucun doute et se traduit par une active collaboration entre daschnaks et bolchéviks aussi longtemps que l'Armée Rouge réussit à contenir les irréguliers musulmans.

La chute de Bakou

Mais du 27 au 30 juin 1918, trouvant en face d'elle des troupes régulières ottomanes, l'Armée Rouge est défaite près de la rivière Kura. De nouveau défaite du 8 au 10 juillet, à la bataille de Kiurdamir (une station ferroviaire), où ne manquent ni les trains blindés, ni les nuées de moustiques altérées de sang, décimée par la dysenterie et les désertions, elle bat en retraite par des

chemins encombrés de réfugiés arméniens qui refluent vers Bakou.

A la mi-juillet, les troupes turques sont aux portes de Bakou où la situation intérieure est devenue confuse. Pour conjurer le défaitisme, Chahoumian a subordonné tous les organes du Soviet au contrôle de la Tchéka, mais il ne peut empêcher les S.R. et les daschnaks obsédés par l'imminence d'une nouvelle tragédie arménienne de demander que l'on fasse appel aux Anglais. En effet, à la tête d'une colonne de 1 500 hommes et après de nombreuses péripéties, le Major Lionel Dunsterville est arrivé au port d'Enzéli sur la Caspienne. Il a pour instruction d'empêcher la pénétration allemande et turque dans la Transcaucasie, à Bakou et vers la mer Caspienne.

Le 25 juillet, au Soviet de Bakou a lieu alors un débat crucial. Pour Chahoumian qui a reçu de Staline des instructions ambiguës mais une mise en garde claire contre «l'impérialisme franco-britannique», l'appel aux Anglais signifie la séparation d'avec la Russie et l'acceptation de la tutelle britannique. Pour les daschnaks et les partisans de l'appel aux Anglais, qui ne souhaitent pas pour autant rompre avec le pouvoir central soviétique, si Bakou tombe aux mains des Turcs elle est, de toute façon, perdue pour la Russie. Finalement, les bolchéviks, les S.R. et les daschnaks de gauche sont mis en minorité et Chahoumian est contraint d'accepter l'intervention anglaise votée à 23 voix de majorité, avec 259 voix pour et 236 contre.

Le 30 juillet les Turcs attaquent. Le 31, les 26 Commissaires de Bakou abandonnent le pouvoir et sont remplacés par une « *Dictature Centrocaspienne* » de S.R. de droite soutenus par les daschnaks et les menchéviks.

Par miracle ce changement de direction provoque un sursaut de volonté chez les défenseurs de la ville qui résistent, jusqu'à l'arrivée des forces de Dunsterville (17 août 1918). Du côté turc l'attaque finale est retardée par les efforts conjoints des Soviétiques et des Allemands, inquiets des ambitions turques, qui signent à Berlin un nouveau traité (27 août 1918) par lequel la Russie reconnaît l'indépendance de la Géorgie, s'engage à défendre Bakou et à céder à l'Allemagne 25 % de sa production pétrolière. Mais ces lointaines négociations n'ont aucune influence sur l'Armée de l'Islam qui reprend l'initiative dès le 1^{er} septembre. Ce même jour, face à l'inertie générale, aux désertions, à l'anarchie, Dunsterville prend la décision d'évacuer Bakou et de l'abandonner à son sort.

Après deux semaines de bataille que la littérature daschnake surnommera «les journées héroiques de Bakou ». Bakou tombe. Dans la nuit du 14 au 15 septembre, sous la mitraille, des milliers d'habitants gagnent le port, prennent d'assaut navires et embarcations pour fuir la ville. Anastase Mikovan réussit à délivrer les 26 Commissaires arrêtés à la mi-août et assure momentanément leur salut en les faisant embarquer sur le « Turkmen », un navire commandé par un capitaine daschnak, Tatevos Amirian, frère de Arsène Amirian, l'un des 26. Débarqués à Krasnovodsk contre leur gré, ils sont de nouveau arrêtés et sans qu'il soit possible de préciser les responsabilités S.R. ou anglaises tant elles sont diluées, ils sont transportés dans la steppe et sommairement fusillés (20 septembre 1918). Le 15 septembre, au matin. Bakou est aux mains des musulmans. Le commandement turc lâche la bride à une partie de ses troupes et à la populace musulmane assoiffée de vengeance. Presque toute la population de «Armenikend», un des faubourgs arméniens de Bakou est massacrée, après le viol, devenu rituel, des femmes et des jeunes filles. Les bandes musulmanes se répandent dans la ville et recherchent leurs victimes arméniennes jusque dans les hôpitaux. Suivant les estimations, le nombre des victimes des « massacres de septembre » se situerait entre 9 000 et 30 000: celui de 15 000 semble le plus vraisemblable. Des milliers d'autres Arméniens — et parmi eux Rostom — trouvent refuge en Perse où ils survivent misérablement.

Le 16 septembre, pour la première fois depuis 1806, les musulmans contrôlent Bakou. Nuri Pacha y fait une entrée triomphale et invite Fathali Khan Khoïski, le chef du gouvernement azeri à quitter Elisabetpol pour s'installer à Bakou, proclamée capitale de l'Azerbaïdjan. Celle-ci fonctionnera sous le contrôle des forces turques jusqu'en novembre 1918, puis, après la fin de la guerre, sous celle des forces britanniques qui autorisent le retour des réfugiés arméniens.

Quatre mois à Constantinople

Jusqu'à la fin de la guerre des missions diplomatiques arméniennes se rendirent à Berlin et à Constantinople pour tenter de faire réviser le traité de Batoum. Dès le 7 juin, au nom du Haut-Commandement allemand, le général von Lossow garantissait les frontières de la Géorgie contre les empiétements éventuels de la Turquie et une mission militaire allemande se rendait à Erevan. Une délégation formée du daschnak H. Ohandjanian et du menchévik Archak Zohrabian, ex-secrétaire de Parvus, celui qui avait tant fait pour attirer la Turquie

dans le camp allemand, se rendit à son tour à Berlin pour y créer des dispositions favorables aux Arméniens.

Prévenu par von Kress de la convocation pour le 25 juin, à Constantinople, d'une Conférence des Puissances Centrales à laquelle les républiques caucasiennes étaient invitées afin de régler toutes les questions restées en suspens entre le Caucase et la Turquie, le Conseil National Arménien désigna une nouvelle délégation — A. Khatissian, A. Aharonian, M. Papadjanian — pour se rendre à Constantinople. L'impression qui prévalait à Tiflis était que l'Allemagne souhaitait une modification des clauses du traité de Batoum dans le sens de celles du traité de Brest-Litovsk.

Constamment ajournée, la conférence ne s'ouvrit pas. Mais durant plus de quatre mois, de juin au 1er novembre 1918, les plénipotentiaires arméniens, confortablement installés à l'hôtel Tokatlian aux frais du gouvernement ottoman et traités avec honneur, s'initièrent aux mécanismes élémentaires de la diplomatie en multipliant les entrevues avec le comte Bernstorff, ambassadeur d'Allemagne, avec Pallavicini, ambassadeur d'Autriche-Hongrie, avec Koltchef, ambassadeur de Bulgarie, mais surtout avec des membres du gouvernement, des hauts fonctionnaires, des journalistes et des ittihadistes turcs. A Khatissian a laissé un récit circonstancié de ces rencontres avec Khalil Bey, Ministre de la Justice, Raouf Bey, Ministre de la Marine, Ahmed Riza l'un des premiers idéologues du mouvement jeune-turc, avec Hussein Djahid Bey, l'ex-président du Parlement ottoman, avec le général Véhib Pacha, mais surtout avec le Ministre de la Guerre, Enver Pacha, et le Grand Vizir, Talaat Pacha. Pour les trois Arméniens formés à l'école russe et à l'école occidentale, il était difficile de pénétrer la dissimulation derrière la parfaite courtoisie des Pachas et des Beys turcs. Il leur était psychologiquement encore plus difficile de se trouver en face des responsables de « l'irréparable désastre » arménien et d'oublier les « horreurs du passé ». Mais la guerre continuait, et jusqu'en septembre son issue fut incertaine. Donc, il fallait négocier.

Mais c'est en vain que la délégation arménienne chercha à persuader les Turcs de se replier sur les frontières de Brest-Litovsk, de cesser le pillage des territoires arméniens du Caucase, et de donner à l'Arménie une réelle chance de devenir un Etat « viable ». Du côté turc. où l'on projette de «soumettre le Caucase à la Turquie en s'appuyant sur la majorité musulmane» ou bien de créer une alliance militaire des états caucasiens contre « l'ennemi séculaire russe », on excipe de l'exemple des petits états comme la Belgique - 30 000 km² et 6 millions d'habitants —, pour rejeter les prétentions arméniennes sur le Karabagh, le Zanguézour, Akhalkalak et le Lori, provinces revendiquées par ailleurs par les Azeris et les Géorgiens. Le refus d'Enver Pacha d'envisager l'élargissement des frontières de l'Arménie a valeur de testament politique.

« (...) J'ai réussi une chose nécessaire et vitale pour la Turquie. Mes amis et moi avons créé une Arménie. (...) nous avons résolu la question arménienne. Et cela nous l'avons fait hors de nos frontières en territoire russe (...) en conservant le territoire turc intact. A ce prix seulement nous avons consenti à une république d'Arménie. Et l'on viendrait à présent nous demander de céder de nouveaux territoires à l'Arménie? Comment le faire sans toucher à des territoires (...) Kars, Ardahan, Batoum qui viennent seulement de réintégrer le giron de la Mère-patrie? »

De son côté, Talaat Pacha se disculpa de toute responsabilité dans les massacres des Arméniens la rejetant tout entière sur les autorités militaires, sur les Kurdes, sur les autorités locales coupables selon lui d'avoir arbitrairement déformé les ordres venus d'en haut.

Fait significatif, tous les hommes politiques turcs, qu'ils fussent sincères ou non, insistaient sur le « besoin absolu pour la Turquie de l'amitié arméno-turque» et cela au moment même où la prise de Bakou par les Turcs et les Azeris en septembre 1918, le massacre de milliers d'Arméniens, la fuite de plusieurs milliers d'autres vers les ports de la Caspienne étaient autant d'épreuves dramatiques et démoralisantes pour les Arméniens du Caucase. Il est vrai que la propagande arménienne antiturque, l'intense activité des arménophiles en Europe et aux Etats-Unis, irritaient les Turcs et ternissaient sérieusement leur réputation à l'approche de la Conférence de la Paix. En octobre, lorsque les insuccès allemands se multiplièrent sur le front occidental, le comportement des officiels turcs se fit encore plus aimable vis-à-vis de la délégation arménienne. Elle fut même introduite par Enver Pacha auprès du Sultan Mehmed VI qui se déclara heureux de constater que les rapports « d'amitié séculaire » entre les Arméniens et les Turcs devenaient désormais une «amitié politique» entre l'Arménie et la Turquie.

L'Allemagne battue, la défaite de la Turquie ne faisait plus de doute. Le 7 octobre 1918, quelques heures avant la dissolution de son cabinet, Talaat Pacha reçut une dernière fois les délégués arméniens et leur déclara:

« Dans quelques heures, je vais abandonner le pouvoir. Nous sommes battus. Je vous envie. Vous, vous êtes dans le camp des vainqueurs. Nous dans celui des vaincus et nous perdons gros. Mais je vous le dis. N'oubliez jamais que l'avenir est incertain. Qui sait ce qui peut arriver?»

A la mi-octobre, la marge de manœuvre des Arméniens avait augmenté. Le nouveau Grand Vizir, Izzet Pacha, souhaitait démontrer aux Alliés victorieux qu'il n'existait plus d'animosité entre Turcs et Arméniens et pressait Aharonian de signer un accord. Il annonça bientôt que les armées ottomanes avaient reçu l'ordre de regagner les frontières de Brest-Litovsk; il promit de faire relâcher et indemniser les Arméniens contraints aux travaux forcés, de permettre aux réfugiés de rentrer chez eux, de faire rechercher les femmes et les enfants arméniens enlevés ou recueillis par les musulmans.

Le 30 octobre 1918, l'Empire ottoman capitulait et signait l'armistice de Moudros. La délégation arménienne n'avait plus rien à faire à Constantinople. Accompagnée de 60 prisonniers arméniens de l'armée russe qui lui avaient été remis obligeamment, après avoir reçu les vœux du Sultan et les honneurs militaires, elle s'embarqua pour Batoum.

L'Armistice de Moudros

La victoire des Alliés créait une situation nouvelle et apparemment favorable à l'Arménie « terre baignée du sang des innocents », selon les termes de Lloyd George. Durant toute la guerre les Alliés avaient multiplié les promesses vis-à-vis des Arméniens. La nation arménienne, « martyre et fidèle » — alors que les Azeris et les

Géorgiens avaient collaboré les premiers avec les Turcs et les seconds avec les Allemands — était assurée de recevoir des compensations territoriales pour les souffrances qu'elle avait subies. Un vaste mouvement philarménien de l'Europe aux Etats-Unis, semblait pouvoir soutenir en cas de défaillance la volonté des hommes politiques. Lors de la réunion de la Conférence de Paix à Paris (janvier 1919), les principes d'une telle politique furent clairement proclamés. Etant donné l'administration déplorable des gouvernements turcs vis-à-vis de leurs sujets, « de même que les terribles massacres commis à l'encontre des Arméniens et d'autres peuples au cours de ces dernières années, les Alliés et les Puissances associées sont d'accord pour que l'Arménie, la Syrie, la Mésopotamie, la Palestine et l'Arabie soient totalement séparées de l'Empire ottoman ». Les Arméniens de leur côté étaient conscients de la valeur de leur cause sur le plan international.

L'armistice de Moudros comportait des clauses très dures pour l'Empire ottoman. L'amiral anglais Calthorpe avait exigé et obtenu la démobilisation de l'armée turque, la libération de tous les Arméniens internés, l'internement des navires de guerre, le contrôle des Alliés sur les eaux territoriales turques, la reddition des garnisons de Mésopotamie et de Syrie. Il s'était montré intraitable sur l'occupation des Détroits, de Batoum et de Bakou, il avait aussi exigé l'évacuation de la Transcaucasie mais toléré l'occupation militaire turque des provinces de Kars et de Batoum, « en attendant que les Alliés aient étudié la situation ».

Ainsi plus de 50 000 soldats ottomans, qui s'étaient repliés depuis la Perse, l'Azerbaïdjan, l'Arménie et la Géorgie occupaient Kars et Batoum, tandis que 100 000 réfugiés arméniens de Kars campaient, en pleine rue,

dans des conditions terribles, autour de Erevan et de Tiflis, en attendant que l'on statuât sur leur sort.

Une clause prévoyait la possibilité pour les Alliés d'occuper les six vilayets arméniens en cas de désordres. Elle ne fut jamais appliquée, alors que dès le printemps 1919, Mustafa Kémal engageait en Anatolie orientale la lutte contre l'occupation étrangère et engageait l'armée et la nation turques à se révolter contre le Sultan et le gouvernement ottoman.

Dans ces conditions, la volonté des Alliés d'affranchir l'Arménie ne sera jamais suivie d'effets pratiques, « d'autant que l'Arménie turque privée de toute communauté arménienne devint un champ de rivalité internationale ».

RÉSURRECTION

PREMIERS PAS

L'Arménie avait accédé à l'indépendance « par le feu et par le sang ». La République s'installa lentement. A Tiflis où les rapports arméno-géorgiens s'étaient tendus depuis le 26 mai, régnait une confusion complète. Ainsi que le note Simon Vratsian:

«Les Géorgiens enivrés par leur indépendance, forts de la protection allemande voyaient d'un mauvais œil ces Arméniens 'pendus aux basques des Russes'. Les Arméniens à leur tour tenaient les Géorgiens pour traîtres et félons (...) »

Enfin l'opinion publique géorgienne, les menchéviks géorgiens qui dénonçaient au nom de la lutte des classes le riche « mokalake », cette variante locale de la bour-

geoisie arménienne, manifestèrent un étonnement courroucé en constatant que le gouvernement « d'un Etat étranger », en l'occurrence le gouvernement arménien, continuait à résider sur le sol de la « Géorgie souveraine ». Leur point de vue était assez clair : la place des Arméniens n'était pas à Tiflis, mais à Erevan.

Les Géorgiens montraient ainsi qu'ils entendaient prendre et garder le pouvoir politique dans leur capitale, Tiflis, une ville multinationale, où les rapports entre les nationalités sont soustendus par des conflits de classes. En 1801, en effet, au moment du rattachement de Tiflis à la Russie, les trois guarts des 20 000 habitants de la ville sont arméniens et moins du quart géorgien. Au recensement de 1897, Tiflis a 159 000 habitants. Capitale administrative et culturelle du Caucase, elle est devenue un centre industriel grouillant d'artisans et de boutiquiers. Parallèlement sa composition ethnique s'est modifiée. Les Arméniens ne représentent plus que 38 % de la population mais ils ont la majorité relative, les Russes représentent 24,7 % et les Géorgiens 26,3 %. Les Russes sont fonctionnaires, officiers et marchands. Les Arméniens ont une position économique dominante: ils possèdent à peu près les deux-tiers des entreprises (grandes ou petites) industrielles et commerciales. Les Géorgiens qui constituent la masse des travailleurs sont presque totalement exclus du pouvoir politique et du pouvoir économique jusqu'en 1917.

Depuis 1874, date à laquelle la réforme municipale a été introduite dans les principales villes du Caucase, le système d'élection des « doumas » municipales est censitaire, c'est-à-dire fondé sur la richesse et la propriété immobilière. Il permet à la bourgeoisie arménienne de consolider sa position politique à Bakou et à Tiflis. A Tiflis les riches Arméniens qui jusqu'à la Révolution

dominent la « douma » et élisent le maire — le dernier en date étant Alexandre Khatissian — sont objets d'envie et de haine pour la noblesse et l'intelligentsia géorgiennes.

D'abord désorienté, le Conseil National Arménien de Tiflis entreprit d'organiser le gouvernement de l'Arménie. Le 9 juin 1918, il confia à Hovannès Katchaznouni (1868-1938) le soin de former un gouvernement de coalition. Cet ingénieur intègre et austère dont la carrière professionnelle s'est déroulée à Bakou, a exercé des responsabilités au nom de la FRA à Van (1908), puis en Roumanie et a fait partie de la délégation qui vient de signer le traité de Batoum.

Il fallut trois semaines pour constituer le premier gouvernement arménien. Les SR et les SD refusèrent net de participer à un gouvernement où siégeraient les représentants de la bourgeoisie. Présidé par M. Papadjanian, ex-député KD à la Douma impériale, le parti Populiste refusa à son tour d'entrer dans le cabinet Katchaznouni. Avançant comme arguments que, par sa politique, la FRA était largement responsable des désastres arméniens, et qu'il fallait une force politique nouvelle pour s'entendre avec les Turcs, il exigea que la FRA se retirât de l'arène politique et lui laissât le champ libre. Mais, parti des intellectuels et de la bourgeoisie libérale arménienne résidant à Tiflis, le parti Populiste n'était pas cette force alternative.

Finalement le 30 juin, Katchaznouni put présenter une brève liste de ministres, tous daschnaks sauf le Ministre des Affaires Militaires. Sous la présidence du Premier Ministre Katchaznouni, Alexandre Khatissian devient Ministre des Affaires Etrangères, Aram Manoukian, Ministre de l'Intérieur, Khatchadour Kardjikian, Ministre

des Finances, et le général Hovannès Hakhverdian, Ministre des Affaires Militaires.

Divers travaux retardèrent le départ du gouvernement pour Erevan, ce qui fut cause de nervosité chez les Géorgiens et les Arméniens. La presse de Tiflis condamnait les lenteurs du Conseil National Arménien et les émissaires venus de Erevan pressaient de hâter le départ. Ces lenteurs étaient calculées. Bon nombre de députés du Conseil National envisageaient difficilement de troquer la « dolce vita » de Tiflis qui, avec son opéra, ses théâtres, ses parcs, ses boutiques de mode et ses salons de coiffure français et italiens, faisait figure de métropole occidentale, pour une existence austère et misérable à Erevan.

Le problème du transfert à Erevan fit l'objet de discussions interminables et passionnées. A la fin des fins, Katchaznouni avant menacé de démissionner, le Conseil National et le Gouvernement prirent le chemin de Erevan, le 17 juillet. Le départ eut lieu dans des conditions déplorables. Les Géorgiens qui sont des maîtres dans l'art d'organiser des banquets et des cérémonies d'adieux, n'envoyèrent aucun représentant officiel à la gare et ne firent rien, tant s'en faut, pour faciliter le voyage. Celui-ci fut interminable et éprouvant. Humiliés, ballottés dans un wagon vétuste et malpropre, les représentants du peuple arménien eurent la surprise d'une réception chaleureuse de la part du gouvernement d'Azerbaïdian lors de la traversée du territoire de cette république et ils furent accueillis triomphalement à Erevan où ils arrivèrent, enfin, le 19 juillet.

Dans le discours qu'il prononça le soir même au cours d'une réception officielle, Katchaznouni précisa que « Notre Etat n'est pas l'Etat Arménien, mais la Républi-

que d'Arménie. Cela signifie que notre Etat représente sa patrie pour chacune des populations qui l'habitent ».

Il fallait, maintenant, tirer « l'Etat du Néant ». On décida d'abord de tripler les membres du Conseil National et d'y inviter les représentants des autres nationalités: yézidis, tatares, russes. C'est ainsi que fut constituée la première Assemblée Législative d'Arménie qui prit le nom de « Khorhourd ». Le 1er août, l'ouverture solennelle du « Khorhourd » inaugura la vie parlementaire. Elle fut précédée du salut au drapeau. Celui-ci fut hissé sur le toit du théâtre de Erevan transformé pour la circonstance en hémicycle parlementaire, au son de l'hymne national, « Mer Hayrénik » (Notre Patrie).

Le drapeau

C'est le Khorhourd où siègent les représentants de tous les partis arméniens et même des députés yézidis et tatares, qui adoptent les couleurs — rouge, bleu, orange — du drapeau arménien. Car malgré l'urgence des problèmes on s'est d'abord soucié de doter la jeune république d'un signe métaphorique de ralliement. Une délégation formée de Katchaznouni et d'Aram Manoukian se rend à Etchmiadzine, le Saint-Siège arménien, pour consulter sur ce grave sujet le Catholicos Kévork V. On constitua une Commission où entrèrent les moines les plus doctes de la Congrégation d'Etchmiadzine. C'est elle qui proposa un drapeau tricolore par référence, sans doute, à la Révolution Française. Le choix des couleurs, rouge, bleu, orange a été inspiré par les armes des Lusignan — azur, rouge, or —, la dernière Maison

régnante arménienne en Cilicie jusqu'en 1375. Il est clair que la Commission a voulu effacer l'éclipse de l'Etat arménien pendant six siècles et qu'elle a tenu à souligner la continuité entre le royaume de Cilicie et la République araratienne. Approuvé par le Khorhourd et béni par l'Eglise, le drapeau tricolore qui devait, par la suite, susciter dans la diaspora tant de passions et tant de haines, est bien le drapeau de l'Etat arménien et non comme on l'a souvent dit celui d'un parti, la FRA dont l'emblème – plume, pelle et épée entrecroisées sur fond rouge — symbolise le programme populiste et révolutionnaire. Détail qui en dit long sur la pénurie qui règne à Erevan: on réussit à dénicher quelques pièces de tissus rouge et bleu, mais point d'orange. C'est pourauoi il faudra attendre le retour d'un émissaire envoyé à cette fin à Tiflis, pour pouvoir confectionner le premier drapeau tricolore arménien.

Le 3 août Katchaznouni lut au cours de la deuxième séance du «*Khorhourd* » la déclaration du gouvernement : son préambule ne manquait ni de grandeur, ni de lucidité.

«Le gouvernement que j'ai constitué a été installé dans une conjoncture particulièrement grave. Il est appelé à exercer la souveraineté dans un Etat qui vient tout juste de prendre naissance et n'est pas encore sorti de sa première phase d'organisation.

Mon gouvernement n'a aucun précédent sur lequel il puisse s'appuyer. Il ne recueille aucun héritage du gouvernement antérieur. Il n'hérite même pas des réserves constituées par le pouvoir central. Il doit tout commencer depuis le début. D'un chaos informe et d'un monceau de ruines, il doit tirer un organisme viable et fonctionnel.

D'autre part, le gouvernement trouve le pavs dans un état qui ne peut être qualifié que d'un seul mot : catastrophique! Quatre années de guerre, la grande Révolution, la retraite en désordre des armées russes de nos frontières, la dissolution de l'Empire, les défaites subies sur le front, les pertes de territoires, la partition de la Transcaucasie en états distincts, tous ces bouleversements ne pouvaient pas ne pas laisser derrière eux des traces épouvantables: délabrement total de l'économie et des finances, arrêt de la production et de l'échange des marchandises, pénurie extrême de munitions, absence ou renchérissement effrovable des matières les plus indispensables, cessation complète des importations, interruption des communications ferroviaires, puis des réfugiés sans feu ni lieu se chiffrant par centaines de mille. insécurité sur les frontières et conséquence inévitable de tout ce qui précède, l'anarchie. Voilà les conditions difficiles dans lesquelles est appelé à travailler mon gouvernement

Cette situation exceptionnelle détermine d'elle-même le caractère du Gouvernement. Il ne saurait prétendre à une action multiforme et exhaustive. Il ne saurait nourrir de vastes desseins. Il doit se borner à faire face aux questions dont la résolution est à la fois la plus impérieuse et la plus difficile à ajourner. Interrompre le processus de dissolution, tirer le pays hors de l'anarchie, créer les conditions favorables à la reconstruction, voilà comment le présent gouvernement comprend sa mission. »

L'intensité des exigences présentes excédant les possibilités du pouvoir, Katchaznouni a volontairement exclu de son programme « les promesses inexécutables », et les a réduites aux « garanties les plus indispensables pour assurer l'existence du pays ». Elles vont de la sécurité des personnes et des biens au rétablissement des

moyens de communication, du rapatriement ou de la réinstallation des réfugiés à l'amélioration du ravitaillement et à l'assainissement des finances. Le programme de Katchaznouni prévoit aussi la réunion d'une Assemblée Constituante. Il recommande le respect scrupuleux du traité de Batoum et la recherche d'accords frontaliers avec les républiques voisines en prenant pour base le principe des nationalités.

La République d'Arménie ne commença réellement à exister qu'à partir de décembre 1918. Le 11 novembre, l'armistice avait mis fin à la guerre sur le front occidental. Le 17, les troupes anglaises venant d'Enzéli sous le commandement du général Thomson entraient à Bakou évacuée par les forces turques et azeries. Le 21. A. Khatissian, le Ministre des Affaires Etrangères, arrivait enfin à Erevan et apportait au gouvernement des précisions sur l'armistice de Moudros. De son côté. depuis Paris, Boghos Nubar Pacha annonçait « la bonne nouvelle » de la victoire alliée au peuple arménien. A Erevan où les premières impressions d'A. Khatissian sont accablantes «l'hiver, la neige, le froid, la boue dans les rues, sur les places publiques la foule des affamés, au coin des rues, au pied des murs des réfugiés agonisants », où l'atmosphère s'est encore alourdie à la suite du meurtre du Ministre des Finances Kardjikian, tous les regards sont tournés vers Paris où va s'ouvrir la Conférence de Paix. Le «Khorhourd» désigna, le 3 décembre, une délégation de trois membres chargée de présenter les revendications arméniennes en Europe. La délégation reçut pour instruction de revendiquer le territoire de l'Arménie turque avec un accès sur la mer Noire. Cette question avait soulevé les passions. Les populistes avaient hautement manifesté leur préférence pour une Arménie débouchant sur deux mers, à Trébizonde et à Alexandrette, et les partisans d'une telle solution n'avaient pas manqué parmi les daschnaks. Seul Katchaznouni n'avait pas estimé nécessaire un accès à la mer. La question du mandat fut également discutée. La recherche d'une puissance mandataire chargée d'assister et de garantir la sécurité de l'Arménie divisa de nouveau le «Khorhourd». Les SR et les SD n'exigeaient rien moins que le rattachement à la Russie. Le «Khorhourd» trancha en optant pour un classement. Il mit en premier le mandat américain, puis l'anglais, puis le français et seulement en dernier le russe. Avant de quitter Erevan, le 12 décembre, la délégation se vit recommander d'agir solidairement avec Boghos Nubar Pacha à Paris.

Arménie année zéro

L'automne et l'hiver 1918-1919 furent une période de chaos et d'épouvante que l'on peut vraiment appeler « Arménie année zéro ». L'Arménie est devenue un lieu d'asile pour 450 000 réfugiés de toute provenance (Turquie et Transcaucasie). La plupart vivent dehors, cherchent un abri dans des constructions de fortune ou dans des ruines. Mais cet asile est un piège. Enfermée dans ses hautes montagnes, privée de moyens de communication, l'Arménie est totalement isolée. Tout fait défaut : la nourriture, les vêtements, les médicaments, les combustibles - bois, mazout, charbon, galettes de bouse séchée -. Depuis octobre les réserves de farine sont épuisées. En décembre, l'armée turque en se retirant des territoires occupés pille et emporte tout ce qui peut s'emporter jusqu'au foin et aux traverses de chemin de fer. La famine qui succède à la disette prend des formes particulièrement hideuses dans les régions d'Alexandropol et de Sourmalou. Dans une population affamée et sans hygiène, les maladies épidémiques se développent rapidement: le choléra puis le typhus fauchent ceux qui ne meurent pas tout simplement de faim. La famine et les épidémies engendrent à leur tour la hausse vertigineuse du prix des denrées de première nécessité, le marché noir, la corruption et l'insécurité. Des déserteurs, des réfugiés, des autochtones dépouillés de leurs biens se transforment en bandits de grands chemins, pillent isolément ou en groupe les maisons. Les bandes d'enfants abandonnés, comme les « bezprizornyé » qui errent par dizaines de milliers à la même époque en Russie, ne sont pas les moins féroces. Des hommes armés de Mauser sèment la terreur et attaquent les passants jusque dans les rues de la capitale. A Erevan où la présence de 40 000 réfugiés a doublé la population de la ville (30 000 habitants en 1914) le pain a totalement disparu. Dans la neige, dans le froid, dans la boue des rues, des réfugiés, adultes et enfants, agonisent. Chaque matin des charrettes ramassent des dizaines et bientôt des centaines de cadavres. Jusqu'à l'été 1915, 180 à 200 000 personnes périssent de faim et de maladie. Le typhus emporte le Ministre de l'Intérieur, Aram, (29 janvier 1919) privant l'Arménie de son meilleur organisateur, Minas Berbérian, contrôleur d'Etat, le Dr Andréassian, chef de l'Inspection Sanitaire créée en août pour lutter contre les maladies infectueuses, décime les rangs, déjà clairsemés par les massacres et par la guerre, des cadres arméniens. Rostom qui a contracté le typhus dans le train, en se rendant de Bakou à Tiflis, meurt le 18 janvier 1919, tourmenté par la nostalgie de ne pas avoir vu «l'Arménie indépendante». Avec des moyens de misère, sans aide extérieure jusqu'au printemps 1919, le gouvernement et le peuple arméniens firent face à cette situation proprement infernale. Pour tenter de structurer ce « chaos informe » le premier soin de l'Assemblée et du gouvernement fut de mettre en place les ministères, l'armée et l'administration. On se préoccupa de payer la solde des militaires et les salaires des fonctionnaires. L'argent manquait. On fit fonctionner la « planche à billets » s'engageant du même coup dans le cycle de la dépréciation monétaire et de l'inflation galopante. Des crédits, modestes comparativement aux besoins, furent alloués pour secourir les réfugiés, créer des « hôpitaux », regrouper les orphelins, ouvrir quelques écoles et « ateliers nationaux ». Aussi longtemps que les communications ne purent être établies avec le port de Batoum. les mesures destinées à améliorer le ravitaillement ne furent que des palliatifs décevants et en décembre, trois ministres s'étaient déjà succédé à la tête du Ministère du Ravitaillement

Elargissement des frontières

Les Arméniens se débattaient dans le chaos, mais, parallèlement, le territoire de l'Arménie s'agrandissait jusqu'à couvrir, en été 1919, 46 000 km². Le 6 décembre, à la tête des troupes arméniennes Dro entre à Alexandropol que les Turcs viennent d'évacuer.

Avant même la fin de la guerre, la Géorgie avait pris l'initiative de proposer à l'Arménie, à l'Azerbaïdjan et à la République des Montagnards du Nord-Caucase, la réunion d'une Conférence pour régler les rapports entre les Républiques, trouver une solution aux problèmes litigieux, en particulier aux problèmes frontaliers, et convenir d'une ligne diplomatique commune à la future

Conférence de Paix. En présence d'une carte ethnicoreligieuse particulièrement complexe, les revendications territoriales des républiques transcaucasiennes rendaient les délimitations frontalières particulièrement difficiles. Elles devaient entraîner d'âpres luttes arbitrées par les Hauts-Commissaires Alliés, eux-mêmes tiraillés entre des intérêts divergents.

Les relations arméno-géorgiennes déjà tendues depuis l'été 1918 devinrent carrément hostiles lorsque la Géorgie affirma ses « droits imprescriptibles » sur les provinces d'Akhalkalak, de Lori et sur le « cercle » de Pambak dans la province d'Alexandropol, toutes régions que le gouvernement de Erevan considérait, sans discussion possible, comme arméniennes. Lorsque, de part et d'autre, on eut épuisé les arguments historiques, démographiques et ethnographiques, ce fut la guerre! Le 13 décembre, les soldats de Dro passèrent à l'offensive avec l'ordre de purger le Lori de la présence des troupes géorgiennes. Menée dans des gorges encaissées où sévissait un froid terrible, la guerre mobilisa des effectifs fort réduits mais qui surent tirer parti du terrain accidenté. Les soldats arméniens, affamés, en guenilles, mais convaincus de la justesse de leur cause se battirent avec ardeur. Les Géorgiens se préparaient à résister en rase campagne, sur la route de Tiflis, lorsque les hostilités prirent fin, le 31 décembre, avec l'intervention des Alliés qui offrirent leur médiation.

Durant ces deux semaines, la guerre avait envenimé les passions. A Tiflis, l'office des réfugiés et les orphelinats arméniens furent fermés. La presse arménienne fut suspendue. Les fonctionnaires, les miliciens arméniens furent licenciés; les conseillers municipaux daschnaks accusés de haute trahison furent arrêtés; des expropriations furent prononcées. Cette « persécution » prit même

la forme d'une « chasse à l'Arménien » dans les rues de Tiflis.

Une conférence réunit à Tiflis, à la mi-janvier, des représentants de la Géorgie, de l'Arménie ainsi que des officiers britanniques et français. Elle normalisa les relations arméno-géorgiennes. L'administration d'Akhalkalak serait provisoirement géorgienne mais sous contrôle anglais et avec participation de la population arménienne (72 % de la population totale). C'est non sans répugnance que les Arméniens acceptèrent la proposition britannique de créer dans le Bortchalou une « zone neutre ». Placée sous le contrôle allié, la « zone neutre » du Lori englobait les fameuses mines de cuivre d'Alaverdi (qui appartenaient à une société française), six stations de chemin de fer et 43 villages à prédominance arménienne.

Le règlement définitif des frontières arméno-géorgiennes fut remis à la Conférence de Paix, à Paris, où pour conserver aux Arméniens la sympathie des Alliés, Michaël Varandian, le délégué daschnak à la II^e Internationale, s'empressa de publier un ouvrage justificatif, «Le conflit arméno-géorgien et la guerre du Caucase». Ce conflit eut des répercussions immenses sur les destinées des deux pays et engendra entre menchéviks et daschnaks déjà séparés par des divergences idéologiques, un climat de méfiance qui ne fut pas dissipé par la reconnaissance mutuelle des deux Républiques, au mois de mars 1919. La guerre retarda la lutte contre la famine qui sévissait en Arménie. Elle démontra que pour son approvisionnement en céréales, en provenance de l'Europe ou des Etats-Unis, l'Arménie enfermée dans ses montagnes dépendait de ses bonnes relations avec le gouvernement géorgien qui pouvait à chaque instant « affamer » l'Arménie en interrompant ses liaisons ferro-

viaires avec Batoum. La même situation de dépendance de l'Arménie existait vis-à-vis de Bakou pour son approvisonnement en mazout. En février 1919, le capitaine Poidebard, convova enfin depuis Batoum les deux premiers trains de farine pour l'Arménie, suivis au printemps des convois de blé américain. Il était temps! Le Premier Ministre Katchaznouni étant parti pour les Etats-Unis avec comme mission essentielle de procurer des vivres à l'Arménie. A. Khatissian qui fit dès lors fonction de Président du Conseil jusqu'à son élection au poste de Premier Ministre, en août 1919, se souvient que « les paysans fourrageaient dans les trous de souris avec des bouts de bois pour leur voler leurs réserves de graines. Les affamés fouillaient les tas d'ordures pour y récupérer des grains de blé et les mangeaient. Ils disputaient leurs os aux chiens et les rongeaient».

La guerre arméno-géorgienne retarda jusqu'en avril 1919 l'annexion par les Arméniens de la province de Kars dont les districts d'Ardahan et d'Olti étaient aussi revendiqués par les Géorgiens.

L'annexion de Kars

En décembre 1918, lorsque les Turcs évacuèrent Alexandropol, la 9^e Armée ottomane fut d'abord autorisée, conformément à une clause de l'armistice de Moudros, à prendre ses quartiers d'hiver à Kars. En effet sur le plateau Arménien recouvert de neige, les mouvements de troupes étaient pratiquement impossibles.

Informé de la décision du Conseil Suprême de Guerre

Allié à avoir à évacuer au plus vite Kars, Ardahan et Batoum, le général turc, Yacoub Chevki Pacha, s'enquit aussitôt auprès des autorités britanniques de l'identité des troupes appelées à prendre la relève des armées ottomanes. S'il acceptait le retour éventuel des Russes. il refusait formellement tout transfert d'autorité aux Arméniens et aux Géorgiens. Il objectait l'opposition unanime des musulmans à un tel transfert et la nécessité de les protéger contre les « violences arméniennes ». La carte ethnographique et religieuse de la province de Kars était il est vrai particulièrement complexe. Avant la guerre, elle comptait 404 000 habitants dont 123 700 Arméniens, 103 000 Tatares chiites ou sunnites, 55 000 Kurdes, 14 000 Yézidis, 19 000 Russes, 18 000 Grecs, 38 000 Tziganes, 4 226 Géorgiens, etc... Les Arméniens représentaient environ 30 % de la population et étaient l'élément majoritaire par rapport à chacun des autres éléments pris séparément, mais pris ensemble les musulmans étaient plus nombreux. Au moment de l'invasion turque les Arméniens avaient fui: 100 000 réfugiés attendaient avec impatience à Alexandropol, Tiflis et Erevan leur rapatriement. Pour empêcher le retour des Arméniens et surtout pour empêcher l'incorporation de la province de Kars à l'Arménie, dès le mois de novembre 1918, avec l'aide d'officiers ottomans et d'ittihadistes, les musulmans avaient jeté les bases d'un Conseil ou choura. En décembre, le Conseil National Musulman avait levé une légion de 8 000 partisans et prétendait étendre son pouvoir sur toute la province.

Au début de janvier 1919, le Haut-Commissaire anglais à Tiflis, le général Forestier-Walker, prit l'initiative d'un arrangement avec le Ministre des Affaires Etrangères arménien, S. Tigranian. Un délai de deux semaines serait donné à l'armée turque pour évacuer la province. Le colonel Temperley fut nommé gouverneur

militaire de Kars et Stéphane Korganian qui avait déjà exercé les fonctions de gouverneur de Kars à l'époque tsariste fut nommé gouverneur civil. L'un et l'autre étaient chargés d'organiser le retour des réfugiés arméniens avant la fin de l'hiver.

Ce projet souleva une levée de boucliers chez les musulmans. Réunis en Congrès (17-18 janvier 1919), une centaine de délégués musulmans proclamèrent la création d'une République Caucasienne du Sud-Ouest autonome, nommèrent un Gouvernement Provisoire. précisèrent que le territoire de la République s'étendait de la mer Noire à la frontière perse et englobait le Nakhitchévan, que sa langue officielle était le turc et son drapeau, le drapeau ottoman. Le Gouvernement Provisoire ou Choura de Kars prit immédiatement contact avec les fondateurs du mouvement national en Turquie et lança des appels à la Conférence de Paix. au Président Wilson, au roi d'Angleterre pour dénoncer le fait que les Anglais voulaient établir un pouvoir arménien dans un pays « où il n'v avait pas un seul Arménien». Au cas où l'on imposerait une domination arménienne, les musulmans prendraient les armes et, au nom des principes wilsoniens, se battraient jusqu'au dernier!

Le Choura emporta, sans conteste, la première manche. Impressionné par tant de résolution, le colonel Temperley s'inclina et demanda aux fonctionnaires arméniens et à Korganian de quitter la province. Certes, au même moment, Chevki Pacha retirait ses troupes. A la mi-février 42 000 soldats turcs sur 47 000 avaient franchi la frontière internationale de 1914. Plusieurs milliers d'entre eux se dispersèrent dans les vilayets de Van, Bitlis, Erzeroum, Trébizonde: ils y constituèrent le noyau des armées nationalistes turques de Mustafa Kémal et de Kazim Karabékir.

La déception des Arméniens fut immense et leurs protestations furent d'abord sans effet. Le sort de 60 000 réfugiés arméniens massés à Alexandropol, sans nourriture et sans abri, était tragique. Reconnu par l'Azerbaïdjan, soutenu par les Turcs, le *Choura* de Kars se consolida mais les progrès de l'agitation musulmane jusque sur le territoire de la Géorgie inquiètent de plus en plus le gouvernement menchévik et les autorités militaires britanniques. Après plusieurs volte-face, le nouveau Haut-Commissaire, le général Thomson qui a été muté de Bakou à Tiflis, donna au général Davie l'ordre de remettre l'administration des provinces de Kars et de Nakhitchévan au gouvernement arménien.

Au préalable le différend arméno-géorgien fut rapidement réglé. La Géorgie recevait la partie nord du district d'Ardahan. L'Arménie recevait la ville d'Ardahan et la totalité de la province de Kars avec son artère vitale, la voie ferrée Alexandropol-Kars-Sarikamich-Karaougan.

A la mi-avril, les troupes britanniques, 1 500 Sikhs et Gurkhas, firent mouvement sur Kars. Le 21, les réfugiés furent enfin autorisés à retourner dans la province par la route et par le rail. En un mois 50 000 d'entre eux étaient réinstallés. Le *Choura* tenta en vain de résister. Les Anglais arrêtèrent plus de 150 suspects qui furent déportés à Malte. Le 24 avril les troupes arméniennes, 2 000 hommes commandés par le général Ossipov (Hovsépian), entrèrent à Kars. Le 27 avril 1919, les Anglais transférèrent tous les pouvoirs aux Arméniens.

Le général Piroumian fut nommé commandant de la forteresse de Kars, le général Ossipov eut le commandement des troupes, S. Korganian hérita de l'autorité civile et fut nommé préfet. Presque immédiatement des conflits d'autorité, des divergences de vue sur les méthodes d'administration opposèrent les trois hommes et se répercutèrent sur tous les échelons inférieurs, civils et militaires. Les conséquences de ces querelles ne sont pas étrangères à la chute de Kars en octobre 1920.

Pour Khatissian « Korganian était partisan des méthodes pacifiques. Il cherchait à mettre en confiance tous les éléments de la population, à rallier les cœurs à la nouvelle domination arménienne. (...) Mais pour les deux généraux, il n'y avait salut et pacification qu'à la pointe du sabre. »

L'annexion de Kars fut l'occasion de débordements d'enthousiasme chez les Arméniens et, au début, la population musulmane, sauf les Kurdes qui s'insurgèrent à Arpaya, au nord, et à Olti, à l'ouest, resta calme.

L'annexion de la province de Kars présentait pour l'Arménie des avantages économiques et stratégiques considérables. Outre les richesses agricoles (forêts et riches pâturages) et les richesses minières (charbon, sel) le gouvernement bénéficia de la dévolution des biens laissés par le régime tsariste (machines, matériel ferroviaire, armes, vêtements militaires, bois). L'importance stratégique de la forteresse de Kars n'est plus à souligner. Il est vrai que les Arméniens n'avaient ni assez d'artilleurs, ni assez de troupes de forteresse pour en exploiter toutes les potentialités, mais sa possession permettait de consolider les frontières et de se préparer à passer en Arménie turque, dès que la Conférence de Paix à Paris aurait statué sur son sort.

L'éphémère annexion du Nakhitchévan

Grâce à l'appui des Anglais, les Arméniens prirent aussi possession du Nakhitchévan. En 1916, dans les districts de Nakhitchévan et de Charour-Daralakiaz, rattachés administrativement au gouvernement de Erevan, les musulmans étaient majoritaires comme le révèle le tableau suivant.

	Musulmans	Arméniens
Nakhitchévan	81 000	54 000
Charour-Daralakiaz	51 000	29 000

Ces données démographiques avaient été bouleversées par les événements de l'année 1918. Ces deux provinces avaient d'abord été annexées par les Turcs. Pour échapper aux violences et aux massacres la population arménienne s'était enfuie vers la Perse et le Zanguézour. Au retour de son périple persan, le général Andranik avait bombardé la ville de Nakhitchévan et s'était ouvert par la force un chemin vers le Zanguézour. En décembre lorsque les troupes turques se retirèrent, l'Azerbaïdjan fit connaître ses prétentions sur la province dont les musulmans avaient créé la République autonome d'Arasdayan. L'Arménie fit aussitôt valoir ses droits. La possession du Nakhitchévan avait un double intérêt économique et stratégique pour l'Arménie. La vallée de l'Araxe était une terre agricole riche et irriguée. Traversée par la voie ferrée Alexandropol-Erevan-Dioulfa. elle était une voie de communication essentielle vers la Perse, mais aussi vers le Vaspouragan (province de Van) que les Arméniens espéraient annexer bientôt. Enfin le Nakhitchévan constituait le glacis du Zanguézour.

Fin janvier 1919, un gouverneur militaire anglais fut installé au Nakhitchévan malgré les protestations du gouvernement arménien. Puis les Britanniques se rallièrent au plan du général Beach. Cet officier de l'Armée des Indes, véritable expert en nationalités caucasiennes, avait été chargé par le gouvernement britannique de soumettre à la Conférence de Paix un projet sur les frontières de l'Arménie. Beach décida que le Nakhitchévan, le Zanguézour, Kars et Sourmalou reviendraient à l'Arménie, tandis que le Karabagh reviendrait à l'Azerbaïdjan. Les Anglais finirent par donner aux Arméniens l'autorisation d'occuper le Nakhitchévan, à un moment où ils craignaient que les irréguliers azeris et les volontaires ottomans établissent une liaison stratégique avec la Turquie.

Le 13 mai 1919, le Premier Ministre par intérim A. Khatissian, accompagné du général Davie et de deux officiers anglais, vint par train spécial de Erevan pour installer à Nakhitchévan, le nouveau gouverneur civil, le parlementaire arménien Kévork Varchamian. La gare était déserte hormis un officier britannique, une garde hindoue, et Kalb Ali Khan Nakhitchevanski, ex-officier de l'armée russe, devenu Ministre de la guerre de la République d'Arasdayan. Ce descendant des Khans de Nakhitchévan protesta au nom de la population musulmane contre la décision des Grandes Puissances d'unir, fût-ce temporairement, le Nakhitchévan à l'Arménie. Au cours de l'entrevue qui suivit, les notables musulmans, civils et muftis, présentèrent à Khatissian leurs exigences. Sauf le préfet Varchamian, tous les fonctionnaires seraient des autochtones choisis parmi les musulmans. Les troupes arméniennes n'entreraient pas dans le Nakhitchévan. Les réfugiés arméniens ne seraient pas autorisés à revenir chez eux. Plus que les paroles lénifiantes de Khatissian, ce furent les injonctions énergiques du général Davie qui amenèrent les gens du Nakhitchévan à se soumettre et à accepter Varchamian. Khatissian et le général Davie continuèrent leur voyage jusqu'à Dioulfa où des télégrammes de congratulations furent échangés entre les gouvernements arménien et persan. Ils revinrent à Erevan enchantés d'avoir administré la preuve que l'Arménie pouvait désormais communiquer avec le monde extérieur. Mais cet optimisme fut de courte durée. Quatre jours après, le 20 mai, les premiers soldats arméniens entrèrent à Nakhitchévan. Aussitôt, sur un ordre impératif venu de Londres, les troupes anglaises commencèrent leur évacuation pour être relevées par les troupes arméniennes. Le départ des Anglais favorisa le soulèvement de la population musulmane qui n'avait jamais caché son hostilité à l'établissement d'un pouvoir arménien. Encadrée par les Khans, excitée par des agents azeris, elle attaqua, fin juin, les garnisons arméniennes dont les faibles effectifs furent rapidement débordés. Les communications ferroviaires avec la Perse furent coupées. En juillet, les troupes et les fonctionnaires arméniens étaient chassés. Les réfugiés arméniens qui s'étaient aventurés à rentrer dans leurs villages furent de nouveau contraints à l'exil. Le Nakhitchévan était perdu pour l'Arménie.

Le Haut-Karabagh: un échec

Les prétentions de souveraineté de l'Arménie sur le Haut-Karabagh, revendiqué également par l'Azerbaïdjan, engendrèrent des luttes très dures qui ensanglantèrent la région de 1918 à 1920.

Le Haut-Karabagh — un territoire dont les dimensions sont celles d'un département français — est une région de relief vigoureux culminant à près de 4 000 mètres morcelée en petites unités régionales. Le cloisonnement du relief s'explique par la complexité de la structure et par les directions du réseau hydrographique tributaire de la Koura et de l'Araxe. La vivacité du relief modifiant les excès de la continentalité, c'est un massif abondamment arrosé, aux saisons bien marquées, aux végétations étagées. Aux champs, aux vergers et aux vignobles des fonds de vallées, succèdent sur les versants, la forêt puis les alpages qui servent de pâturages d'été aux populations musulmanes nomades ou semi-nomades des steppes orientales. Annexé par la Russie en 1813, le Karabagh a été administrativement rattaché au plat pays des steppes tatares en 1868 lors de la création par les autorités tsaristes du gouvernement d'Elisabetpol (Gandzak), une entité totalement artificielle, sans homogénéité géographique ni ethnique. Le découpage territorial a été réalisé de telle façon que les Arméniens sont minoritaires, le rapport étant de un Arménien pour deux musulmans. A cela une exception: dans le Haut Karabagh. dans les districts montagneux de Chouchi, Djivanchir, Diibraïl, les Arméniens sont nettement majoritaires mais constituent un isolat

En 1917, ils sont 150 000 et forment 70 % de la population, tandis que les Tatares sont 58 000 et en forment 27 % et les Russes sont environ 5 000. Durant la Révolution et les années d'indépendance ces rapports démographiques seront modifiés et l'élément arménien sera renforcé.

En 1905 et en 1917 lorsqu'on a envisagé l'introduction des *zemstvos* en Transcaucasie, les Arméniens ont proposé la création d'une province détachée de la

plaine et centrée sur les régions montagneuses où ils seraient assurés d'avoir la majorité mais ces projets n'ont pas abouti.

Pour justifier ses revendications le gouvernement arménien invogue la communauté de langue, de religion et de culture entre les Arméniens de Erevan et ceux de Chouchi. Il avance aussi des arguments géographiques, stratégiques, économiques et historiques. Dans l'antiquité et au Moyen Age cette région a fait partie des principautés médiévales arméniennes de Outik, Siounik, Artzakh. Même lorsque ces principautés ont disparu, le Haut Karabagh nominalement dépendant des Etats tatares ou de l'Empire perse, a joué le rôle de « refuge » pour les chrétiens. Il a conservé sous la direction de ses méliks (l'aristocratie locale arménienne) une large autonomie. Durant des siècles le Karabagh a été un vivier d'écrivains, d'artistes, d'intellectuels, d'hommes d'église et de soldats arméniens. La féodalité arménienne s'est maintenue dans le Karabagh jusqu'à la conquête russe mais contrairement à la noblesse géorgienne ou tatare la noblesse arménienne n'a pas été reconnue par le gouvernement tsariste. Elle disparaît entre 1830 et 1840, en même temps qu'est supprimé, à Gandzasar, l'antique Catholicossat arménien d'Aghouanie.

Pour les Azeris, la question du Haut Karabagh n'est pas négociable. Quel que fût son degré d'autonomie dans le passé, depuis des siècles la région a été incluse dans les Khanats musulmans de Gandja et de Karabagh. Dans le gouvernement d'Elisabetpol les musulmans sont majoritaires dans 7 districts sur 8, et même dans le hautpays, Tatares et Kurdes constituent une minorité significative. Détacher cette région pour la rattacher à l'Arménie c'est détruire l'unité économique de la province d'Elisabetpol. Pour les Azeris, en effet, la montagne est

complémentaire de la plaine et indispensable à l'économie pastorale des éleveurs musulmans. Par ailleurs le développement industriel de Bakou a déterminé l'orientation des moyens de communication (routes, voies ferrées) et le sens des migrations saisonnières des travailleurs du Karabagh et du Zanguézour et a ainsi renforcé l'intégration de ces régions à l'Azerbaïdjan.

Les motivations politiques ne sont pas moins puissantes. La délégation Musavat à la Conférence de Paix à Paris présente un projet de « *Grand Azerbaïdjan* » de la Caspienne à la mer Noire, inspiré à la fois du panislamisme et du panturquisme, mais à l'échelle régionale. Outre les provinces de Bakou et d'Elisabetpol, il comprendrait les régions musulmanes du Daghestan et du Nord Caucase, le Zakatala peuplé de Géorgiens musulmans, les districts turcs des provinces de Erevan et de Kars, le Karabagh et le Zanguézour et il s'étendrait jusqu'au pays des Adjars, sur la côte sud-ouest de la mer Noire!

Comme toute la Transcaucasie, le Karabagh a accueilli la Révolution de Février avec enthousiasme. Un bureau interpartis arméno-tatare a été créé à Chouchi et un Comité exécutif mixte a été chargé d'expédier les affaires administratives courantes. Contrairement à ce qui s'est passé à Bakou ou à Erevan, la Révolution d'Octobre n'a pas détérioré l'harmonie des relations intercommunautaires.

Les choses se gâtent au début de l'été 1918. La création des Républiques transcaucasiennes pose le problème de leurs délimitations frontalières. En juillet la *Première Assemblée du Karabagh* jette les bases d'un *Gouvernement Populaire du Karabagh* qui se dit autonome et désigne un Conseil des Commissaires arméniens et tatares. Mais l'apparition à Gandzak de Nuri

Pacha et de l'Armée de l'Islam, la progression de l'armée ottomane qui entre, le 26 septembre, à Chouchi une ville à prédominance arménienne mais entourée d'un anneau de villages musulmans — met fin au fragile équilibre local. Pour mettre un terme aux violences et se prémunir contre les massacres turcs, la Troisième Assemblée du Karabagh décide d'accepter la souveraineté de l'Azerbaïdian. Mais en octobre, devant la recrudescence des violences antiarméniennes turco-tatares. les Arméniens du Karabagh appellent au secours le général Andranik installé depuis peu au Zanguézour. En novembre. lorsque Andranik fait mouvement sur Chouchi, la guerre mondiale est terminée, les forces turques se sont retirées du Karabagh et les britanniques occupent Bakou. Arrivé à quelques kilomètres de Chouchi, Andranik recoit un télégramme du général Thomson, le Haut-Commandant des forces britanniques au Caucase, lui ordonnant d'arrêter sa marche. Ce dernier soulique les conséquences désastreuses d'une action militaire et promet que le problème du Karabagh sera soumis à l'arbitrage de la Conférence de Paix à Paris. Le général Andranik s'incline et revient dans le Zanguézour. Cette occasion perdue ne se reproduira plus. L'occasion exceptionnelle que représente la disparition de l'armée turque et la vacance du pouvoir, en ces débuts d'occupation anglaise de l'Azerbaïdjan, ne pourra pas non plus être saisie par le gouvernement arménien Katchaznouni pour annexer le Karabagh.

En décembre une délégation militaire anglaise arrive à Chouchi afin de statuer sur le sort de la province. Pour les officiers anglais, le Karabagh et le Zanguézour doivent revenir à l'Azerbaïdjan. On a tenté d'expliquer les mobiles de ce choix par les sympathies pro-musulmanes des officiers britanniques ayant servi aux Indes. Les calculs stratégiques et les préoccupations impériales

n'ont sûrement pas été étrangers à la décision britannique de satisfaire les revendications azeries. Le 15 janvier 1919, le gouvernement de l'Azerbaïdjan, en accord avec le général Thomson, nomme le Dr Khosrov bey Sultanov gouverneur général du Karabagh et du Zanguézour que, d'emblée, les Arméniens accusent d'être un arménophobe et un massacreur.

Durant les mois qui suivent la situation devient de plus en plus complexe. Les relations se tendent entre Erevan et Bakou qui affirment toutes deux leur souveraineté sur le Karabagh. Tandis que le Dr Sultanov vient à Chouchi pour prendre ses fonctions de gouverneur général, le 12 février la Quatrième Assemblée du Karabagh déclare la région inséparable de l'Arménie, refuse de reconnaître les autorités azeries et nomme un Conseil National chargé d'appliquer cette décision. En mars, le major Monck-Mason à la tête de 400 soldats britanniques, arrive accompagné du général Thomson lui-même et de deux représentants daschnaks du Conseil National de Bakou pour tenter d'amener les Arméniens à la raison. Mortifiée, la population arménienne de Chouchi ferme boutiques et ateliers et manifeste contre les Britanniques qui de leur côté n'hésitent pas à expulser les deux représentants daschnaks. En avril, le colonel Suttleworth qui a pris la succession de Thomson, publie une déclaration destinée à calmer le jeu. Il renouvelle l'appui donné par les Britanniques au Gouverneur Général Sultanov et annonce la création, auprès du gouverneur, d'un conseil de six élus arméniens et azeris.

Ce plan provoque la protestation immédiate du gouvernement arménien dont le représentant est aussitôt expulsé de Chouchi par les Anglais et il est rejeté à l'unanimité par la Cinquième Assemblée du Karabagh. Celle-ci déclare que «ce projet est sans rapport avec les aspirations et les intérêts vitaux de la population » et repousse tout projet d'administration en corrélation avec l'Azerbaïdjan.

La crise qui s'aggrave au Karabagh de mois en mois conduisit au carnage. Depuis le mois de mai, les raids tatares contre les villages arméniens se sont multipliés. Fort de l'appui des Anglais, Sultanov engage, au début de juin, l'épreuve de force. Le 3, il fait occuper le quartier arménien de Chouchi par les troupes azeries. Le 4, une fusillade éclate entre les forces azeries et les groupes d'auto-défense arméniens. L'interposition des Anglais ne peut éviter le drame. Le 5 juin, Ghaïpalikent, un gros village arménien situé à deux kilomètres de Chouchi, est attaqué par la population tatare et kurde et se défend. Mais finalement, le village est pris d'assaut, pillé et incendié. Les bandes musulmanes, grossies des troupes azeries, se ruent ensuite sur les villages voisins. En guelques jours plus de 600 Arméniens ont été massacrés sans que les Anglais ou les Arméniens de Chouchi aient pu intervenir. Les événements ont démontré l'extrême vulnérabilité des communautés rurales arméniennes et l'incapacité des milices d'auto-défense de contrebalancer, seules, les forces azeries.

Les massacres de juin ont un retentissement immense dans toute la Transcaucasie. De Bakou à Erevan, de Erevan à Tiflis, le gouvernement, les Conseils Nationaux et les partis arméniens, protestent. Le Catholicos Kévork V exprime son indignation et sa peine. De grandes manifestations avec discours, défilés, motions ont lieu à Erevan et à Tiflis. Celle du 22 juin à Tiflis a été organisée avec la participation de 40 associations, elle réunit plusieurs milliers de personnes, elle est présidée par le poète Hovhannès Toumanian dont la statue à Erevan sera, en 1988, le point de ralliement des mani-

festations de soutien au Karabagh. La motion qui est votée exige l'intervention des Alliés, l'expulsion de Sultanov accusé d'avoir fomenté ou toléré les massacres, l'arrestation des coupables, le rattachement du Karabagh à l'Arménie. Même si l'histoire ne se répète pas, tout cela ressemble étrangement à une répétition générale des événements de 1988.

L'indignation arménienne fut largement partagée par les représentants officieux ou officiels des Etats-Unis en Transcaucasie qui jugèrent sévèrement l'échec de la politique britannique. A la fin du mois de juin, les Anglais, conformément à leur plan général d'évacuation du Caucase, avaient retiré leurs troupes du Karabagh. Le départ des Anglais coïncida avec le retour à Chouchi du Dr Sultanov, que la rumeur publique et une enquête britannique accusaient d'avoir organisé les « massacres de juin » afin d'avoir un moyen de pression sur les Arméniens. Le retour de Sultanov démontrait à son tour l'incapacité du gouvernement arménien d'aider ceux qui lui faisaient allégeance.

Les Arméniens du Karabagh, démoralisés, abandonnés, se divisèrent. Depuis plusieurs mois une opposition était apparue entre la population urbaine dont la volonté de résistance s'émoussait et la population rurale restée beaucoup plus intransigeante. Le maire de Chouchi, les commerçants, les artisans, la section locale du parti populiste inclinaient de plus en plus vers une solution de compromis. De leur côté, si les dirigeants daschnaks, les miliciens, les paysans qui accusaient les citadins de trahison étaient favorables à la résistance, ils pressentaient les risques et les échecs qu'une telle attitude pouvait entraîner. Encore sous le coup des massacres et du départ des Anglais, la Sixième Assemblée du Karabagh fut convoquée par Sultanov le 28 juin dans le village

de Varanda. Jouant habilement des divisions et des indécisions arméniennes, il obtint qu'une délégation du Karabagh fût envoyée à Bakou pour discuter avec le gouvernement azerbaïdjanais des conditions de reconnaissance de sa souveraineté.

La Septième Assemblée du Karabagh se réunit le 12 août 1919, dans le village de Chouch. L'atmosphère était tendue. L'Assemblée commença par protester contre l'assassinat d'un des trois délégués envoyés à Bakou et refusa d'entendre les appels à la conciliation de l'évêgue Vahan et de guelgues bourgeois de Chouchi dépêchés à cette fin par Sultanov. Le 14 août, Sultanov présenta un ultimatum à l'Assemblée. Si elle n'acceptait pas de ratifier dans les 48 heures l'accord conclu à Bakou, il menacait de « recourir à la force armée ». La discussion s'éternisa. Le 15 août enfin, lorsqu'elle fut convaincue qu'elle ne devait espérer aucune aide de l'Arménie, la Septième Assemblée, pesant sa propre faiblesse, accepta de se soumettre. Le 22 août 1919 ses délégués signèrent avec Sultanov l'Accord de Bakou. Considérant que la question du Haut Karabagh serait réglée à la Conférence de Paix et que quelle que fût la solution adoptée, les Arméniens et les Musulmans devraient vivre côte à côte, les deux parties acceptèrent cet accord provisoire jusqu'à ce que la Conférence de Paix se fût prononcée.

«Les régions montagneuses du Karabagh habitées par les Arméniens (...) sont provisoirement considérées comme incluses dans les frontières de la République d'Azerbaïdan »

Un Conseil de Six membres — trois Arméniens et trois musulmans — est établi auprès du Gouverneur Général et ses prérogatives sont précisées. La fonction

d'adjoint au Gouverneur Général pour les affaires politiques est créée au profit d'un titulaire arménien. Sous le contrôle du gouvernement azerbaïdianais qui a le droit de tenir garnison à Chouchi et à Khankend (aujourd'hui Stépanakert) une large autonomie administrative et culturelle est accordée aux Arméniens. Toutes les libertés seront reconnues et nul ne sera poursuivi pour sa participation aux luttes interraciales. L'accord de Bakou était un succès personnel pour Sultanov et il déclara qu'une « ère nouvelle s'ouvrait pour le Karabagh ». Il est exact que la vie se normalisa durant quelques mois. Mais Sultanov mit aussi à profit la paix retrouvée pour désarmer les paysans du Karabagh par le procédé habile qui consistait à racheter leurs armes aux paysans pauvres. Le désarmement des Arméniens du Karabagh interdira un an après toute résistance sérieuse et permettra de transformer le « temporaire » en « permanent». Quelques jours plus tard, le 28 août 1919, dans le journal « Azerbaïdjan » de Bakou (cit. par S. Vratsian) Sultanov expliquait la signification de cet accord:

« (...) si nous admettons une bonne fois cette vérité irréfutable que le Karabagh est économiquement et politiquement indivisible il devient aisé de répondre à la question de savoir à quelle nation doit revenir le Karabagh. A partir d'Evlakn s'étale une région de dense population musulmane. Lorsque nous approchons du pied de la montagne nous voyons une région de population mixte. En gravissant la montagne nous ne trouvons plus pratiquement que des Arméniens. Derrière cette région, il y a encore des régions musulmanes, le Zanguézour et le Nakhitchévan, après quoi commence le territoire arménien. Ainsi la zone arménienne est entourée de zones musulmanes. En dehors de cela il faut tenir compte que pendant les trois mois de l'hiver la route de Nakhitché-

van au Zanguézour et par conséquent de l'Arménie au Zanguézour est complètement coupée.»

Sa conclusion — qui reste celle des dirigeants soviétiques azerbaïdjanais 70 ans après — est que le « Karabagh en tant qu'ensemble économique composé d'une énorme majorité d'éléments musulmans et les parties arméniennes, étant entourées de zones musulmanes, n'ont aucun lien avec l'Arménie ».

Etat et partis

Les hommes qui proclamèrent l'indépendance de l'Arménie ne l'avaient pas souhaitée mais ils acceptèrent d'assumer cette indépendance imprévue. Ils avaient rêvé de libérer la Nation, ils eurent à construire un Etat pour en assurer la survie. La création d'un Etat arménien dans le chaos des années 1918-1920 posait un certain nombre de problèmes dont les uns étaient matériels et les autres spirituels.

Il fallait conquérir le sol, rassembler le patrimoine territorial et en assurer l'unification intérieure. La politique de rassemblement des terres arméniennes accapara toutes les énergies mais ne put être achevée. La nation arménienne, en tant que communauté religieuse singulière, avait franchi les siècles et préexistait à l'Etat. Mais, si elle avait tous les attributs nécessaires à la pérennité du groupe — langue, alphabet national, Eglise autocéphale, patrimoine spirituel et artistique, histoire et mémoire — elle était partagée entre plusieurs états, dispersée et dangereusement mutilée depuis 1915. Un tiers

seulement des Arméniens — dont un pourcentage important de réfugiés apatrides — vivaient sur le territoire de la République. Il existait chez eux un vif sentiment national et même cette «force sentimentale» qu'André Malraux appellera une «communauté des rêves», mais ils ne formaient pas une société politique. Il fallait ainsi institutionnaliser le pouvoir et assurer l'autorité de l'Etat.

La classe politique arménienne appartenait presque entièrement à cette intelligentsia qui avait dénoncé ou combattu l'autocratie russe et les despotismes orientaux en Turquie et en Perse et avait adhéré à l'idéal populiste. Du quartier Latin au bagne de Sakhaline, de Genève à Constantinople, de Tiflis à Tabriz, elle avait rêvé d'un monde juste et libre d'où auraient été bannies toutes formes d'oppression. Sincèrement démocrate, elle se préoccupa, avant même que l'Etat arménien fût consolidé, de jeter les bases d'une République parlementaire avec un cabinet responsable devant un Parlement élu au suffrage universel.

On a beaucoup ironisé sur cette tentative d'introduire en Arménie des institutions politiques calquées sur le modèle des démocraties occidentales, de doter l'Arménie d'une représentation diplomatique alors que son existence était hypothétique, sa souveraineté n'était pas assurée et que sa population était décimée par la famine et les épidémies.

Les élections

C'est durant l'été 1919, dans une période d'incertitude et de troubles, que fut élu le Parlement arménien ou «Khorhdaran». Auparavant une loi électorale avait accordé le droit de vote à tous les adultes y compris aux femmes, sans aucune discrimination raciale ou religieuse. Les élections eurent lieu au suffrage universel direct et à la proportionnelle, du 21 au 23 juin 1919. L'Arménie émergeait de l'enfer et les sociaux-démocrates et les populistes venaient de décréter le boycott des élections. Néanmoins il y eut guelque 260 000 votants sur 365 000 citoyens recensés et les élections se déroulèrent à peu près correctement. La victoire de la FRA qui recueillit 90 % des voix et 72 sièges fut écrasante. Les Socialistes Révolutionnaires eurent un peu plus de 13 000 voix et 4 sièges, les Tatares obtinrent 3 sièges, et l'Union des Paysans indépendants, 1 siège.

Les forces politiques en présence

La FRA

Les élections de 1919 confirment l'hégémonie de la FRA sur les Arméniens orientaux et lui permettent de renforcer son emprise sur le pouvoir. S'identifiant totalement à la Nation, la FRA légitime cette emprise par sa popularité, une popularité due au rôle qu'elle a joué en Transcaucasie depuis 1903. Les daschnaks ont organisé « l'autodéfense » de la communauté arménienne en

1905-1906, et, plus récemment, à Bakou, en 1918. Ils ont exercé des responsabilités importantes depuis 1917. Ils ont organisé la défense de Erevan au printemps 1918. Dans la mentalité populaire les daschnaks, mais aussi les hintchaks et les arménagans, incarnent le « mouvement fédai", un mouvement de partisans dont l'objectif était la défense des paysans arméniens de l'Empire ottoman. Le prestige des « fédais » daschnaks est très grand auprès des réfugiés d'Arménie turque qui ont été souvent guidés par eux jusqu'au Caucase. Un immense répertoire de chants et de poèmes, une imagerie naïve ont créé (et perpétuent jusqu'à nos jours en Arménie soviétique et dans la Diaspora) le muthe du «fédai». « homme nouveau » sorti du peuple qui sacrifie sa vie au peuple arménien pour l'affranchir des dominations étrangères.

Depuis 1907, date à laquelle la FRA a été admise dans la II^e Internationale, elle a adopté un programme socialiste, mais en mettant l'accent sur la guestion nationale, en soulignant la complexité de la lutte des classes dans les Etats où s'opposent nation dominante et minorités opprimées. Les daschnaks insistent sur la lutte menée par les travailleurs des nations opprimées pour la défense de leur langue et de leur culture, indispensables instruments de leur émancipation et ils affirment que les nations survivront dans la société socialiste future. On reconnaît dans ce dernier trait l'influence des austro-marxistes et en particulier celle d'Otto Bauer. Le double programme de 1907, l'un pour l'Arménie russe, l'autre pour l'Arménie turque prévoyait l'établissement de la démocratie et de l'autonomie dans des structures politiques différentes. Il a été balayé par la Révolution et la FRA s'est ralliée au principe nouveau de l'Arménie indépendante. Mais elle n'a pas renié les revendications communes de son programme minimum: séparation de

l'Eglise et de l'Etat, milices populaires, nationalisation des mines, impôt sur le revenu, journées de 8 heures, contrôle ouvrier, socialisation de la terre etc...

Bien qu'il soit impossible de donner des précisions chiffrées, bien que des milliers de militants daschnaks aient péri depuis 1915, la FRA reste un parti « panarménien » et un parti de masse traversé par des courants divergents. Les militants originaires de Turquie sont plus conservateurs, plus nationalistes et restent méfiants visà-vis des Russes. Ils recherchent la solution de la question arménienne y compris la solution du problème des réfugiés dans un accroissement du territoire de l'Arménie. Les militants daschnaks du Caucase sont plus instruits, plus russophiles, plus socialistes et internationalistes. C'est parmi eux que l'on trouve les « daschnaks de gauche » qui comme les SR de gauche cherchent un compromis avec les bolchéviks.

Par son poids électoral, par les responsabilités qu'elle a assumées du début à la fin de la République indépendante, la FRA a rempli la fonction de catalyseur du nationalisme arménien contemporain. Amenée à construire l'Etat arménien renaissant, assumant des fonctions multiples, elle s'est manifestée comme l'instrument de la modernisation de la société arménienne avant d'être supplantée dans cette tâche par le Parti communiste.

Face à la FRA, il existe une opposition partagée entre une « gauche » et une « droite » qui convoitent le pouvoir et ne sont pas d'accord sur l'essentiel : la création d'un Etat arménien indépendant. Leurs centres d'action sont d'abord situés à Moscou, à Tiflis, à Bakou avant d'être transférés à Erevan et à Alexandropol. La société arménienne a en effet une structure éclatée. La bourgeoisie

capitaliste s'est constituée dans les grands centres industriels et marchands de Russie et de Transcaucasie. La classe ouvrière est localisée à Bakou, Tiflis, Batoum. Le monde rural a pour terroir l'Arménie.

La gauche

La gauche est divisée entre plusieurs groupes formés des éléments autochtones et arméniens de tel ou tel parti panrusse: c'est dire que son orientation est clairement internationaliste et prorusse.

- Les Socialistes-Révolutionnaires (SR) sont une poignée. Ce sont les «Jeunes Daschnaks» qui ont quitté la FRA en 1907, ne la trouvant pas assez socialiste et trop engagée dans la lutte de libération nationale des Arméniens de Turquie. Les SR recrutent essentiellement dans l'intelligentsia, mais ils ont aussi leurs partisans parmi les ouvriers arméniens de Bakou où L. Atabékian, leur théoricien le plus prestigieux, a été tué lors des combats de 1918. Ils acceptent et même ils revendiquent de jouer loyalement le rôle de l'« opposition » dans le Parlement arménien. Mais à partir de 1919, leur marge de manœuvre est d'autant plus étroite que leur programme diffère peu du programme de la FRA.
- Les Sociaux-Démocrates sont un peu plus nombreux mais affaiblis par les rivalités qui opposent entre elles les différentes fractions marxistes depuis 1903: les menchéviks, les bolchéviks, les spécifistes. Constitués de lycéens, d'étudiants, d'intellectuels, ces groupes marxistes recrutent aussi parmi les employés de chemins

de fer, les soldats, les ouvriers d'usines, les mineurs, les travailleurs du pétrole à Batoum, Tiflis, Bakou, assez souvent parmi les Arméniens qui ont été précédemment touchés par la propagande hintchakian. Sauf à Bortchalou, dans le Lori, une province frontalière de la Géorgie, leur action est gênée par l'absence de vrai prolétariat dans les provinces arméniennes.

Minoritaires parmi les minoritaires, les menchéviks arméniens de Tiflis et de Bakou sont gênés par la « géorgianisation » du menchévisme et sont progressivement absorbés à partir de 1918 par les bolchéviks. Les bolchéviks arméniens sont eux-mêmes très peu nombreux. Depuis la révolution de 1905, Bakou où travaille la majorité des ouvriers arméniens, est leur bastion. Par un langage et une pratique plus internationalistes, les bolchéviks ont attiré autour d'un noyau d'ouvriers russes les sociaux-démocrates des autres nationalités.

C'est dans le Bortchalou et à Bakou que s'est déroulée la courte mais brillante carrière de Stépan Chahoumian (1878-1918). Etudiant à l'Ecole Polytechnique de Riga, puis à Berlin, traducteur en arménien du Manifeste du Parti communiste (1904), il a milité en Transcaucasie. Elu au Comité Central du Parti bolchévik (1917), Président du Conseil des Commissaires du peuple de Bakou (avril 1918), il dirige la «Commune de Bakou» qui, pendant 97 jours, d'avril à juillet 1918, est une coalition de bolchéviks et de SR soutenue par les daschnaks et soudée par le danger turc. Avec les 25 autres commissaires, il est fusillé par les Blancs, le 20 septembre 1918 et entre ainsi dans la légende soviétique. C'est aussi à Bakou que commence l'ascension politique d'Anastase Mikoyan (1895-1978) à qui son étonnante habileté vaudra de survivre à tous les avatars du stalinisme. Dispersés par la guerre et par la Révolution, on trouve aussi des

bolchéviks arméniens de la Biélorussie à l'Asie Centrale. du Nord Caucase à Moscou et à Petrograd. En décembre 1917 Staline, Commissaire aux Nationalités, a créé le «Commissariat aux Affaires arméniennes» dont il a confié la direction à un bolchévik chevronné. Varlam Afanassov. Ce dernier est secondé par le poète Vahan Dérian. Autour d'eux, les hommes qui travaillent dans le Commissariat aux Affaires arméniennes Ardachès Karinian, Achot Hovhanissian, Sarkis Lukachine sont des marxistes intransigeants et persuadés qu'il faut arracher les masses arméniennes à l'emprise du «nationalisme bourgeois » daschnak. Constatant que le réseau des organisations arméniennes philanthropiques, culturelles et religieuses de Russie est affilié au Conseil National de Tiflis, puis, depuis l'été 1918, à la République d'Arménie, le Commissariat n'a point de cesse qu'il ne l'ait démantelé. Ainsi dès mars 1918, le Comité arménien de Défense militaire de Petrograd est dissous. Le même mois, le célèbre Institut Lazarian de Moscou, créé en 1814 et dont le rôle avait été cardinal dans la Renaissance culturelle arménienne du XIX^e siècle est exproprié au profit du Commissariat aux Affaires arméniennes, et restructuré pour servir aux besoins du nouveau régime soviétique.

Par contraste avec ses voisines, l'Arménie fut, durant la première année de son indépendance, la seule république transcaucasienne à tolérer sur son territoire la présence de militants bolchéviks. En effet, chassé de Tiflis par les menchéviks, le Comité régional caucasien bolchévik dut se réfugier au Nord-Caucase d'où il ne cessa d'appeler les ouvriers et les paysans transcaucasiens à se soulever contre les « soi-disant républiques indépendantes », « laquais de l'impérialisme ». A Bakou — la citadelle ouvrière — la chute de la Commune, les occupations turque puis anglaise, portèrent un coup

sévère aux organisations bolchéviques. Mais dès février 1919. sous la direction énergique d'Anastase Mikoyan, les bolchéviks reprennent pied à Bakou, flattent les masses musulmanes et lancent le mot d'ordre d'un «Azerbaïdian soviétique indépendant». En Arménie, au contraire, les bolchéviks arméniens transfuges de Tiflis. Bakou, Batoum ne semblent pas effrayer le gouvernement qui espère établir et conserver par leur intermédiaire des contacts amicaux avec Moscou. Il n'en sera rien. Au contraire, les agitateurs bolchéviks savent tirer parti — à défaut de l'existence d'une base prolétarienne - des conditions apocalyptiques qui sévissent en Arménie pour gagner de nouveaux adeptes dans les écoles et les casernes. Grâce à l'étudiant Ghoukass Ghoukassian, qui a participé à Tiflis à la création de « l'Organisation des Jeunes Communistes 'Spartak' » (avril 1919), paraît, à Erevan, à l'occasion du 1er mai 1919, l'unique numéro de «Spartak», organe des jeunes communistes arméniens, appelant à la lutte contre « les bandits mauséristes », c'est-à-dire les partisans daschnaks qui, échappant au contrôle du gouvernement, se livrent à toutes sortes de brutalités.

Enfin, enthousiasmé par les déclarations du Commissariat aux Nationalités, par le fameux « Décret sur l'Arménie turque » (31 décembre 1917 / 13 janvier 1918) préconisant l'autodétermination des Arméniens de Turquie sur leur territoire, encouragé par Varlam Afanassov, un petit groupe d'intellectuels arméniens originaires de Turquie et menés par Kourken Haïkouni, crée, à Tiflis, au début de l'année 1918, un « Parti communiste d'Arménie ». Organisation extra-territoriale, elle a pour vocation la propagande communiste et révolutionnaire parmi les réfugiés arméniens de Turquie, et pour objectif la libération de l'Arménie turque et non la création d'une Arménie indépendante en Transcaucasie. Ce parti atteint son

apogée lorsque Haïkouni, qui a succédé à Vahan Dérian, représente les Arméniens au Congrès de fondation de la III^e Internationale (Komintern), à Moscou (4 mars 1919). Mais, tendant à étendre son influence sur l'ensemble des Arméniens, le «Parti communiste d'Arménie » se heurte très vite à l'hostilité des communistes caucasiens et russes et au Politburo. Il disparaît au milieu de l'année 1920, tandis qu'est mis en place un nouveau Parti communiste d'Arménie, simple extension territoriale du Parti communiste panrusse (b). Les communistes arméniens progresseront en nombre et en influence entre 1919 et 1920. Mais au total, à la fin de l'année 1920 au moment de la soviétisation de l'Arménie, leur nombre ne dépasse pas 3 000 selon l'estimation de l'historien soviétique B. Borian. Et avec 1 200 militants en Arménie, c'est là qu'ils sont les moins bien implantés.

Enfin on trouve en Arménie des spécifistes. Ce sobriquet de « spécifiste » avait été forgé par leurs adversaires, contre ces premiers marxistes arméniens qui fondèrent en novembre 1903, «l'Organisation ouvrière arménienne sociale-démocrate». Constatant la «spécificité» du fait national arménien elle préconisait, comme le Bund pour les Juifs de Russie, une organisation de classe autonome des ouvriers arméniens au sein du Parti Ouvrier Social-Démocrate de Russie. En accord avec les menchéviks et les bolchéviks sur le programme du Parti, elle ne l'était pas sur ses structures. Farouches adversaires des daschnaks, certains spécifistes sont devenus bolchéviks: c'est le cas de Al. Mardouni, mieux connu sous le nom de Alexandre Miasnikian. D'autres tels David Ananoun, B. Ichkhanian, critiquent les bolchéviks, et après le massacre des Arméniens de Bakou (septembre 1918) se rallient à la République d'Arménie où ils créent le « Parti ouvrier social-démocrate d'Arménie.».

Il faut enfin mentionner le *Parti Social-Démocrate Hintchakian* qui fut créé en 1887 par un groupe d'étudiants arméniens de Russie proches de Plekhanov. A mi-chemin entre le populisme et le marxisme, extrêmement affaibli au Caucase depuis la Révolution de 1905, il a connu une période de croissance dans l'Empire ottoman de 1908 à 1914. En Arménie indépendante, il réapparaît avec les réfugiés. Sa vieille rivalité avec la FRA ne se dément pas, mais son rôle politique reste mineur et ses transfuges passent au communisme.

La droite

L'opposition de droite, elle, se réduit d'abord au seul Parti Populiste arménien (Hav Joghovrtakan Kousaktsoutioun). Il a été créé en mars 1917, par des arméniens membres du Parti Constitutionnel Démocrate de Russie (K.D.). Parti libéral et réformateur, c'est un parti de cadres; il recrute presque uniquement parmi les riches commercants, les industriels et les membres des professions libérales de Tiflis, de Bakou et de Moscou, et est fort peu représenté à Erevan et en Arménie. Surmontant son scepticisme premier et ses préjugés vis-à-vis de l'indépendance, le parti populiste accepte de gouverner avec la FRA et entre dans un gouvernement de coalition (4 novembre 1918). Sa direction reste à Tiflis, mais ses partisans se rallient de plus en plus au principe de l'indépendance nationale. Toutefois l'« Acte du 28 mai 1919 », provoque une rupture irréversible entre populistes et daschnaks (juin 1919). Les ministres populistes qui ont voté à Erevan la déclaration d'union de l'Arménie turque et de l'Arménie russe sont démentis à Tiflis par le Comité Central de leur parti. Celui-ci partage le point de vue indigné de Boghos Nubar Pacha, qui dénonce, à Paris, l'illégalité d'un Acte qui compromettrait les droits des Arméniens de Turquie et indisposerait les Alliés.

Cette position est aussi celle du Parti Constitutionnel Démocrate Arménien ou Parti Ramgavar (Hay sahmanatragan ramgavar koussaktsoutioun), né en octobre 1908, à Alexandrie, de la fusion du Parti Hintchakian Verakazmial, et des survivants du Parti arménakan créé à Van en 1885. Le Parti Ramgavar affirmait sa volonté de démocratiser l'Empire ottoman, de contribuer à l'établissement de l'ordre intérieur. Il réclamait l'égalité des droits, et les libertés fondamentales. Ce parti qui a été le parti de la «bourgeoisie» arménienne ottomane a joué un rôle actif dans «l'autodéfense» de Van, a conservé des sympathies parmi les réfugiés de Van désormais nombreux en Arménie. C'est à Erevan et dans les conditions historiques nouvelles de l'Etat arménien, qu'il tient son deuxième Congrès (21-27 décembre 1919).

Par son programme économique (« Le capitalisme est un bienfait »), par sa méfiance à l'égard du socialisme, par son refus de la lutte des classes, par sa vieille hostilité vis-à-vis de la FRA, le parti ramgavar est assez proche du parti populiste. Il en diffère dans la mesure où il se présente comme un parti des Arméniens de Turquie et met davantage l'accent sur la question nationale et les besoins populaires. Un de ses leaders est le poète Vahan Tékéyan. Il jouera, bientôt, un rôle important dans les nouvelles orientations que le parti prendra dans la Diaspora.

Il existe aussi en Arménie un courant assez puissant de monarchistes. Ce courant n'est pas organisé mais il a de nombreux partisans parmi les Russes, les Molakans, les officiers russes ou arméniens de l'Armée de la République, certains Tatares et un nombre élevé d'Arméniens qui ne souhaitent pas ou ne croient pas à l'Arménie indépendante. Au mieux, les monarchistes acceptent l'indépendance comme un intermède jusqu'au retour de l'Arménie dans le sein de l'Empire russe.

Il faut remarquer que l'opposition — à l'exclusion des SR — en refusant de participer au fonctionnement du système parlementaire ne pouvait trouver d'exutoire que dans une critique, verbale ou écrite, extrêmement violente ou encore dans l'insurrection. Elle compromettait ainsi définitivement les chances d'une démocratie arménienne.

Le Parlement, élu en juin, se réunit le 1er août 1919. exactement un an après la première réunion du «Khorhourd ». La présence de députés daschnaks venus de Rostov-sur-le-Don, Bakou, Tiflis et même de Constantinople, crée une atmosphère d'intense émotion. Le 10 août, le Parlement approuve la formation d'un nouveau Conseil des Ministres de 6 membres. Sous la direction d'Alexandre Khatissian, Ministre-Président de la République d'Arménie, chargé des Affaires Etrangères, Abraham Gulkhandanian a les portefeuilles de l'Intérieur et de la Justice, Sarkis Araratian a les Finances, Avedik Sahakian, le Travail et l'Agriculture, Nikol Aghbalian, l'Education et la Culture, Kristapor Araratian, les Affaires militaires. Tous, sauf ce dernier, sont des militants daschnaks chevronnés. A 43 ans. Alexandre Khatissian est l'un des hommes politiques arméniens les plus expérimentés. Ce docteur en médecine que ses études ont mené à Moscou et en Allemagne, a commencé une carrière administrative à Tiflis dans la période troublée de la Révolution de 1905. En 1907, il est élu maire de Tiflis, fonction qu'il conserve jusqu'à la guerre. A ce titre, il est aussi élu au poste stratégique de Président de l'Union des Villes du Caucase. Les divers problèmes qu'il doit résoudre pendant la guerre développent ses compétences. Quoique sympathisant de vieille date il n'entre au parti daschnak qu'en 1917. Président du Conseil National arménien, il mène les négociations qui aboutissent au Traité de Batoum. A partir de juin 1918, il assume différentes responsabilités ministérielles. Ce véritable homme d'Etat, auquel l'opposition reproche d'avoir rétabli la peine de mort et de négliger les droits des musulmans en Arménie, cherche à libérer l'Etat de la tutelle du parti daschnak. Jusqu'au milieu de l'année 1920, il réussit à faire prévaloir ce principe dans l'administration

Le 9^e Congrès de la FRA

Le 9^e Congrès Général de la FRA qui se tient à Erevan, du 27 septembre au 2 novembre 1919, débat aussi cette question. A plus d'un titre ce Congrès est historique. Fait symbolique, le Congrès précédent, le 8^e Congrès s'était tenu à Erzeroum, sur le Plateau arménien, en été 1914. Quelques mois après, le parti daschnak — sympathisants, militants, cadres, organisations et presse — disparaissait dans l'Empire ottoman au cours de la catastrophe de 1915 qui s'abattait sur les Arméniens. Mais la FRA était devenue le parti dominant dans les provinces arméniennes de Russie, avait conservé des partisans inconditionnels parmi les réfugiés de Turquie. Désormais parti de gouvernement, il exerçait des responsabilités, il était représenté par l'intermédiaire

de la Délégation de la République arménienne, à la Conférence de Paix à Paris. Mais en même temps, il était l'objet de violentes critiques qui allaient jusqu'aux accusations devant l'ampleur de la tragédie arménienne et les souffrances des réfugiés.

Plus grave encore, les déceptions et l'incompréhension des règles du système parlementaire avaient installé un véritable climat de méfiance entre les militants et les ministres daschnaks. Il fallait réviser le programme de la FRA, adapter ses structures aux nouvelles conditions créées par l'existence d'un Etat arménien indépendant, préciser la nature des relations entre le parti et l'Etat.

Les délégués du 9^e Congrès qui se réunissent à Erevan ont été désignés en fonction de l'organigramme des comités de la FRA en 1914. Cela veut dire qu'à côté des délégués des EU, des Balkans, de Constantinople, de Tiflis, on a admis, par respect pour la mémoire des victimes, une représentation des comités du « Yerkir », « du Pays », (Van, Mouch, Khnouss, Alachkert, Erzeroum, Cilicie). Par contre, des militants prestigieux sont absents; Aram et Rostom ont été emportés presque en même temps par le typhus au début de l'année 1919. A. Aharonian, Mikaël Varandian, Armen Garo Padermadjian, H. Katchaznouni sont retenus à l'étranger par des fonctions diplomatiques.

Dans son discours d'ouverture, le Premier Ministre, A. Khatissian, souligne le rôle de la FRA dans l'établissement et la consolidation de la République et émet l'espoir que la communauté internationale reconnaîtra bientôt l'Arménie. Nikol Aghbalian, un intellectuel fin et enthousiaste, insiste sur les liens indéfectibles qui unissent la nation et le parti et réaffirme la loyauté de la FRA vis-à-vis des Alliés.

Il faudra près de six semaines pour épuiser l'ordre du jour établi par les deux Bureaux de la FRA en mars 1919. Très vite les congressistes se partagent entre trois tendances. A gauche, une minorité de daschnaks internationalistes menée par Vahan Khoréni représente le Comité Central de Géorgie et reste fidèle à la plateforme socialiste de 1907. Au centre, une majorité modérée d'Arméniens du Caucase, souhaite réaliser des réformes par étapes. Ses porte-parole sont le prince Hovsep Arghoutian et le souple Simon Vratsian qui dirige le nouvel organe du Bureau «Haratch» («En Avant»). A droite, les délégués de Turquie qui constituent un véritable bloc nationaliste, sont indifférents à l'idéologie socialiste et ont les yeux obstinément tournés vers les provinces arméniennes de Turquie. Leurs revendications et leurs critiques sont exprimées dans un questionnaire soupconneux en 33 points présenté par Sembat, un militant qui a appartenu à l'état-major d'Andranik.

Les débats sont en général passionnés. Le mouvement des Volontaires est l'objet de vives discussions. La majorité finit par rejeter l'idée que cet « épisode historique de l'auto-défense du peuple arménien » ait pu entraîner la décision des Jeunes Turcs de déporter et de massacrer les Arméniens. La politique étrangère et son corollaire, la «souveraineté» du gouvernement de la République sur un territoire qui s'étend sur 45 000 km² en été 1919, occupent une place importante dans ces débats. Ceux-ci révèlent les options pro-occidentales de la FRA en dépit de «l'orientation russe» d'une partie des Caucasiens, et du « maximalisme territorial » des 27 délégués de Turquie. Une résolution en 9 points confirme que l'indépendance de « l'Arménie réunifiée » constitue l'axe principal de la politique étrangère de l'Arménie, mais celle-ci doit, temporairement, devenir un pays sous mandat placé sous la protection d'une puissance

alliée, tout en conservant des relations de bon voisinage avec la Russie, la Perse, la Géorgie et l'Azerbaïdjan.

De nombreuses séances sont consacrées à la réorganisation de l'armée, à la cohabitation des Arméniens et des musulmans en Arménie et hors d'Arménie, aux problèmes économiques et sociaux. Bien que favorable au partage des grandes propriétés (relativement rares en Arménie) au profit des paysans, la FRA s'oriente vers des solutions réformistes: soutenir l'économie paysanne par le biais des institutions municipales et des coopératives, développer l'industrie, les transports et le commerce en attirant le capital étranger et arménien, résoudre le conflit entre capital et travail par une législation démocratique. Enfin le 9^e Congrès réorganise les structures du parti bouleversées par le Génocide, la Guerre et la Révolution, l'adapte à la nouvelle géographie politique arménienne. Une hiérarchie de comités de villages et de quartiers, couronnée par un directoire, désormais unique, de 7 membres, le Bureau, lui-même élu par l'organe suprême du parti, le Congrès, révèle une centralisation plus poussée. Toutefois les prérogatives du Bureau sont délimitées et un Tribunal indépendant de trois membres est chargé de trancher les conflits internes du parti.

C'est la question des relations du parti et de l'Etat qui entraîne les discussions les plus dures. Insistant sur les périls internes et externes qui menacent l'Arménie, Rouben Ter Minassian, un Caucasien dont les conceptions nationalistes et autoritaires ont été renforcées par son expérience de fédaï dans la région de Mouch-Sassoun, exige que, compte tenu de la conjoncture révolutionnaire, les ministres daschnaks se soumettent aux directives du Bureau. Au contraire, Simon Vratsian, débordant d'éloquence, fermement soutenu par A. Kha-

tissian, invoque les traditions démocratiques et décentralisatrices de la FRA et évoque l'exemple odieux de la « maladie bolchévique » pour faire rejeter l'Etat-Parti. Finalement la majorité se range du côté des « démocrates » et opte pour une solution de compromis qui limite et neutralise l'action du Bureau dans les affaires de l'Etat. Un nouveau Bureau est élu. Il comprend Archak Diamélian, Simon Vratsian, Rouben Ter Minassian, Sarkis Araratian, Abraham Gulghandanian, Hamazasp Ohandjanian. Armen Garo Pasdermadiian. Pour diverses raisons. seuls les trois premiers exerceront effectivement leur mandat. Lorsque le Congrès se sépare, le 2 novembre, bien des questions sont restées sans solution ou ont donné lieu à des compromis douteux ou douloureux. Toutefois les vieilles conceptions politiques, l'autonomie et le double programme, ont été abandonnés. La FRA assume désormais l'indépendance et l'unité de l'Arménie et la célèbre formule «l'Arménie libre, indépendante et réunifiée » restera, jusqu'à nos jours, la base inchangée de son programme. Il est aussi à peu près prouvé que c'est le 9^e Congrès qui prend la décision de l'« Opération Némésis»: poursuivre et exécuter les «criminels de guerre » turcs, Talaat, Enver, Diémal etc..., reconnus coupables du massacre des Arméniens lors du Procès des Unionistes qui s'est tenu à Istanbul en 1919.

RELATIONS INTERNATIONALES

Double Délégation Arménienne à la Conférence de Paix à Paris

Après une année d'indépendance le statut international de la République n'était pas clair. Les Puissances Alliées tout en reconnaissant les sacrifices et la lovauté des Arméniens durant la guerre prétextèrent des difficultés techniques pour expliquer leur refus de reconnaître l'Arménie comme une alliée à part entière. A défaut d'être admis à la Conférence de Paix à Paris, les Arméniens cherchèrent à utiliser à leur profit le capital de sympathie dont ils disposaient auprès des opinions publiques et des arménophiles. A Paris, ils furent représentés par une double délégation. Désignée par le Catholicas Kévork V, présidée par Boghos Nubar Pacha, la Délégation Nationale Arménienne est sur place depuis 1912. Dans son orbite on trouve des hommes comme l'écrivain Archak Tchobanian, une figure du monde littéraire parisien ou Gabriel Noradounguian, ex-ministre des Affaires étrangères de l'Empire ottoman. Ces hommes ont des relations et une expérience du monde politique. Pendant la guerre, Boghos Nubar Pacha a négocié avec succès à Paris et à Londres la création de la Légion d'Orient (15 novembre 1916) dont les recrues ont été à 90 % arméniennes, dans l'espoir d'obtenir des compensations pour l'Arménie au moment du règlement de paix. Ignorant des accords secrets Sukes-Picot (mai 1916), qui prévoient après la victoire le partage de l'Arménie et des Arméniens entre la Russie à qui

reviendrait le plateau Arménien et la France qui recevrait la Cilicie, il est persuadé de détenir la promesse d'une Cilicie arménienne sous protectorat français. Par ses origines (il est le fils d'un ministre égyptien, il a été directeur des chemins de fer égyptiens), par sa richesse, par son cosmopolitisme. Boghos Nubar Pacha (1851-1930), est un conservateur hostile aux partis révolutionnaires arméniens, et en particulier hostile à la F.R.A. Il fallut deux mois à la Délégation de la République arménienne pour arriver à Paris (février 1919). Désignée par le Khorhurd de Erevan, elle est dirigée par Avédis Aharonian, un écrivain romantique doublé d'un militant daschnak qui avait été président du Conseil National arménien de Tiflis et membre de la délégation qui s'était rendue à Constantinople en été 1918 pour négocier avec les Jeunes Turcs. Elle comprend le populiste Mikaël Papadjanian et le daschnak H. Ohandjanian. Plus tard elle sera complétée par le Général Korganov, et le populiste Artem Piralian. Aharonian n'avait ni l'expérience politique ni les relations ni l'entregent de Boghos Nubar Pacha qui jusqu'alors avait conduit en toute indépendance les affaires arméniennes auprès de l'Entente et, à la veille de l'Armistice, avait même inquiété les Français en revendiquant l'ensemble des territoires de «l'Arménie historique». L'apparition de la Délégation de la République irrita fort Nubar Pacha. Le conflit de légitimité entre les deux Délégations était inévitable et ne prit jamais fin. La Délégation Nationale parle de plus en plus au nom des libéraux et des Arméniens de Turquie, la Délégation de la République est identifiée, par ses détracteurs, aux Arméniens de Russie et pis encore au parti daschnak « socialiste ». A son départ de Erevan, Aharonian avait recu des instructions: demander l'élargissement du territoire de la République en Transcaucasie, l'annexion des six vilayets orientaux, et un corridor d'accès à la mer Noire à travers le vilavet de Trébizonde.

A Paris, la Délégation Nationale, comme la majorité des Arméniens de la Diaspora, se montrait beaucoup plus ambitieuse. Boghos Nubar Pacha insistait sur le fait que la République d'Arménie, qui n'était à ses veux rien d'autre que l'« Arménie Araratienne », une formule restrictive et quelque peu méprisante, devait accepter de se dissoudre dans une Arménie s'étendant du Caucase à la Cilicie. Pour diverses raisons — les souvenirs historiques se mêlant à des considérations économiques et stratégiques — nombreux étaient les Arméniens, clercs et laïcs, qui pensaient que sans la Cilicie un Etat arménien ne serait pas viable. Bien que personnellement en désaccord ave le F.R.A., Boghos Nubar Pacha avait des contacts suivis avec des daschnaks influents tels Armen Garo Pasdermadijan, Mikaël Varandian et Hamo Ohandianian dont les points de vue sur l'avenir de l'Arménie étaient proches des siens. Impressionné par l'optimisme qui régnait dans les milieux arménophiles parisiens. Aharonian se laissa convaincre de modifier les revendications de la République dans le sens de celles de la Délégation Nationale.

La Délégation de l'Arménie Intégrale

La création d'une « Délégation de l'Arménie Intégrale », à l'intérieur de laquelle chacune des deux délégations conservait jalousement son autonomie, précéda la rédaction d'un Mémorandum commun destiné à la Conférence de Paix (12 février 1919).

Le Mémorandum de l'Arménie Intégrale

Passant en revue six siècles de domination ottomane sommairement assimilée au règne de la barbarie, les auteurs du Mémorandum rappelaient les horreurs vécues par les Arméniens et les services rendus par eux aux Alliés. S'appuyant sur les innombrables promesses qui leur avaient été faites pendant la guerre, ils demandaient que l'on accordât à l'Arménie les moyens d'accéder à une indépendance complète. Pour cela, l'Arménie devrait comprendre, outre les six vilayets orientaux, le vilayet de Trébizonde, quatre sandjaks de Cilicie, le port d'Alexandrette et la République caucasienne agrandie.

Il fallait aussi obliger la Turquie à payer une indemnité aux Arméniens. De son côté l'Arménie s'engageait à régler sa part de la Dette ottomane. Insistant sur la nécessité de faire entendre « la voix des Arméniens vivants et morts », le mémorandum constatait l'ampleur des massacres mais refusait de tenir compte de ses conséquences: en effet partout en Turquie, face aux masses musulmanes les Arméniens étaient devenus minoritaires. Il ne tenait pas compte non plus ou à peine compte des revendications kurdes, grecques, assyrochaldéennes ou azeries vis-à-vis de ces mêmes territoires.

Le 26 février 1919, A. Aharonian et Boghos Nubar Pacha, furent autorisés à se présenter devant le Conseil des Dix et à exposer verbalement le contenu de leur Mémorandum. Ils furent attentivement écoutés. Dans les semaines qui suivirent, les deux Délégations inondèrent la Conférence de Paix de cartes, graphiques et mémoires, et trouvèrent un accueil favorable auprès des

Américains mais plus réservé auprès des Français. Cette « Arménie de la mer à la mer », cette « Grande Arménie », suscita l'ironie du quotidien parisien « Le Temps » qui titrait, le 28 février, « l'Empire arménien », mais elle souleva d'enthousiasme les Arméniens. A Erevan, seuls le Premier Ministre H. Katchaznouni et Rouben Ter Minassian, alors membre du Bureau de la F.R.A., mirent en garde, comme ils l'avaient déjà fait précédemment, contre les utopies territoriales dangereuses qui risquaient d'alimenter le levain du nationalisme turc.

Le Congrès National Arménien

Afin de réorganiser la Délégation Nationale sur de nouvelles bases et de lui donner une assise plus large et populaire. Boghos Nubar Pacha convogua, en octobre 1918, un Congrès National Arménien à Paris. Comme des élections générales n'étaient pas envisageables, on décida de recourir au système de représentation des organisations arméniennes, un système à vrai dire assez peu démocratique. Aux Etats-Unis, après une campagne de presse passionnée, les 100 000 arméno-américains désignèrent 4 délégués (3 daschnaks, 1 ramagavar). De minuscules communautés, comme la communauté arménienne de Grande-Bretagne, de Suisse et d'Italie, eurent chacune, droit à un délégué, c'est-àdire autant que la communauté de Roumanie forte déjà de 30 000 personnes. Mais du moins les principaux centres de l'Arménie turque furent-ils représentés et la Délégation de la République — A. Aharonian et H. Ohandianian — fut-elle invitée.

Parmi les 39 délégués, on constate la présence de personnalités religieuses (l'Archevêque Yeghiché Dourian), politiques (Gabriel Noradounguian et Krikor Sinapian qui furent, l'un et l'autre, ministres de l'Empire ottoman), d'hommes de lettres (Archak Tchobanian, Lévon Chant, Vahan Tékéyan). Les délégués se répartissent presque à égalité entre trois courants politiques: les ramgavars, les daschnaks et les « neutres » dont la sensibilité est très proche de celle des ramgavars.

C'est dans un Paris survolté par la réunion de la Conférence de Paix, que le Congrès siégea du 24 février au 22 avril 1919. Un de ses premiers actes fut d'approuver le Mémorandum présenté à la Conférence de Paix par Boghos Nubar Pacha et Avétis Aharonian. Puis sous le titre de « Tableau approximatif des réparations et indemnités pour les dommages subis par la nation arménienne en Arménie de Turquie et dans la République arménienne du Caucase » le Congrès rédigea son propre Mémorandum. Sur les 2 millions d'Arméniens vivant dans l'Empire ottoman en 1914, il estimait à 1 800 000 ceux qui avaient été déportés, massacrés ou contraints à la fuite. Il évaluait à 19 milliards de francs-or la totalité des dommages que les Arméniens avaient subis pendant la guerre, dont 14 milliards 600 millions pour les dommages subis par les Arméniens de Turquie.

Le Mémorandum fut examiné par un Comité spécialement chargé du cas des nations non représentées à la Commission des Réparations des Dommages. Cet examen ne fut suivi d'aucun effet, la Commission étant préoccupée par les problèmes européens et cherchant surtout les moyens de faire payer l'Allemagne.

Les Arméniens de Turquie constituaient la majorité des délégués du Congrès National, quant aux ramgavars

et aux neutres ils réunissaient la majorité des voix. Rien d'étonnant dès lors que le Congrès se révélât hostile vis-à-vis des Caucasiens et de la F.R.A. et méfiant vis-à-vis de A. Aharonian et de H. Ohandjanian. De nombreux congressistes se montraient ouvertement sceptiques à l'égard de la République arménienne dont l'existence n'avait pas, à leurs yeux, une signification positive pour l'avenir de la nation. Que l'Arménie russe ait acquis son indépendance ne signifiait pas pour autant qu'elle devait s'étendre aux dépens de l'Arménie turque et cette dernière devrait avoir un poids prépondérant dans une éventuelle «Arménie unifiée».

Aussi le Congrès rejeta-t-il la motion présentée par les délégués daschnaks reconnaissant dans la République le « noyau de l'Arménie unifiée ». Il se contenta de recommander à la Délégation Nationale de faire tout son possible pour créer une « Arménie unifiée » et de garder ainsi l'initiative politique.

En attendant la réunion d'un deuxième Congrès, différents Comités furent chargés de rechercher une puissance mandataire — de préférence les Etats-Unis — et de mettre au point le système de gouvernement de la future Arménie. Un comité constitutionnel travailla jusqu'à l'été 1919, il ébaucha un projet de Constitution à partir des modèles suisse et américain, et prévit la réunion d'une Assemblée Constituante de « l'Arménie unifiée » qui statuerait définitivement.

Avant de se séparer, le Congrès procéda à l'élection d'une nouvelle Délégation Nationale (2 avril 1919). Sous la présidence de Boghos Nubar Pacha, elle comprenait deux ramgavars, Archak Tchobanian et Vahan Tékéyan, deux daschnaks, Armen Garo Pasdermadjian et Hagop Nevrouz, et deux « neutres » Abraham Ter Ha-

gopian et Boghos Nubar Pacha lui-même. Les daschnaks étaient en minorité mais au moins étaient-ils représentés dans la Délégation Nationale: d'aucuns espéraient que cela permettrait de réaliser la fusion des deux Délégations. Le 22 avril, dans sa dernière session, le Congrès National adressa des appels à Wilson, Clemenceau, Lloyd George, Orlando ainsi qu'à l'opinion publique des nations alliées. Il rappela « la volonté du peuple arménien d'avoir une patrie libre avec toutes ses terres » et demanda à la Conférence de Paix de trouver une solution rapide à la Question arménienne.

Le Deuxième Congrès des Arméniens occidentaux

Au même moment se tenait à Erevan, du 6 au 13 février 1919, le deuxième Congrès des Arméniens occidentaux. Une cinquantaine de déléqués représentant différents centres de réfugiés, la rédaction des journaux de Van - «Achkhadank» et «Van-Tosp» -, des organismes d'entraide compatriotiques, se réunirent pour étudier les problèmes critiques que posait le sort des réfugiés de Turquie en ce premier hiver de «paix». Les congressistes furent d'abord bénis par le Catholicos Kévork V, puis ils entendirent le Premier Ministre Katchaznouni qui les mit en garde contre les excès du « patriotisme local », et après leur avoir rappelé qu'une génération de dirigeants arméniens de Russie avait sacrifié sa vie pour l'émancipation des Arméniens de Turquie, les adjura de mettre fin à la distinction entre «vous» et « nous ».

Les travaux du Congrès portèrent sur le rapatriement — que l'on croyait imminent — des réfugiés, sur les mesures de sécurité et sur l'organisation du ravitaillement que nécessiterait ce grand mouvement de population. Après de longues discussions et de nombreux amendements une résolution exigeant l'indépendance de l'Arménie libre et unifiée, la garantie des Alliés, la punition des criminels de guerre, de l'empereur Guillaume II à Talaat Pacha, le versement d'indemnités par le gouvernement ottoman, fut adoptée le 12 février 1919.

Texte de compromis, il révèle les incertitudes et les contradictions des réfugiés arméniens de Turquie, qui chargent leur « Comité Exécutif » de collaborer avec la République araratienne mais attendent incontestablement leur salut de Boghos Nubar Pacha. Un nouveau Comité Exécutif de neuf membres, élu à la dernière session, est chargé de veiller à l'exécution des décisions du Congrès. Ce Comité Exécutif, qui fait figure de contre-gouvernement des Arméniens de Turquie vivant dans la République, pressa Katchaznouni de déclarer officiellement l'Acte d'union et d'indépendance des territoires de l'Arménie situés en Transcaucasie et dans l'Empire ottoman.

L'Acte du 28 Mai 1919

A la mi-février 1919, Katchaznouni ayant été chargé par le gouvernement d'aller en Europe et aux Etats-Unis pour plaider sur place la cause de l'Arménie, A. Khatissian fit désormais fonction de Premier Ministre et prit les mesures préparatoires pour faire coïncider l'Acte

d'union et le premier anniversaire de l'indépendance. En vertu des pouvoirs spéciaux qui lui avaient été conférés par la décision du *Khorhourd* du 27 avril 1919, le cabinet prit deux décisions.

Le 26 mai, par un vote de cinq voix contre une et une abstention, il adopta le texte de la déclaration sur l'unification de l'Arménie. Mais il fut unanime à accepter les propositions du ministre populiste Mélik-Karagéozian de célébrer «l'indépendance et l'unité nationales » par la construction d'un monument commémoratif aux héros qui étaient tombés durant la lutte d'émancipation. par la publication d'un ouvrage consacré à l'histoire de cette lutte et par la frappe d'une médaille où seraient gravés ces mots «Pour services rendus à la Patrie». Le 27 mai, il autorisa le Comité Exécutif des Arméniens occidentaux à désigner 12 députés appelés à siéger dans l'Assemblée législative. Le 28 mai 1919, au cours d'une séance solennelle, le Khorhourd adopta l'Acte de l'Arménie unifiée, et accueillit les 12 nouveaux députés. Au nom de ces derniers, Vahagn Kermoyan lut une déclaration par laquelle il promettait la participation active des Arméniens de Turquie aux organes de la République afin de réaliser l'Arménie unifiée. Les orateurs se succédèrent. Le discours du Catholicos Kévork V qui, en présence des officiers britanniques, invita le peuple arménien «à ne rien espérer de l'étranger» et à compter exclusivement sur lui-même, fit une forte impression. Tandis que, tard dans la nuit, la fête se prolongeait dans les rues pavoisées de Erevan, le premier anniversaire de l'Indépendance était célébré dans tous les centres de la vie arménienne: en Azerbaïdjan, en Géorgie, en Cilicie, à Constantinople, aux Etats-Unis, dans les capitales européennes. A Paris, cette célébration fut particulièrement brillante et fut l'occasion pour les deux Délégations de manifester une apparente unanimité. En présence d'éminents arménophiles européens et des élites intellectuelles arméniennes, A. Aharonian glorifia en termes lyriques l'unité arménienne et Boghos Nubar Pacha, en termes plus mesurés, évoqua la naissance « de la nouvelle nation arménienne une et indivisible ».

Malheureusement l'Acte du 28 Mai eut, sur le plan national, les conséquences inverses: il aggrava les vieilles tensions entre Arméniens de Russie et Arméniens de Turquie, il dressa contre les daschnaks tous leurs adversaires.

La réaction des populistes de Tiflis fut de rejet et porta, définitivement, le coup de grâce au gouvernement de coalition. Il y avait loin de Tiflis, où siégeait le Comité Central du Parti populiste, à Erevan, où siégeaient les ministres populistes du gouvernement arménien. Au cours des derniers mois la collaboration avec la FRA avait été décevante et Samson Haroutounian. le ministre populiste le plus influent, était en voyage à Tiflis lors de la proclamation de l'Acte du 28 Mai. Par leurs conceptions politiques et économiques, par leur origine de classe, les populistes de Tiflis étaient plus proches de Boghos Nubar Pacha. A son retour de Tiflis, S. Haroutounian rapporta le verdict de son parti: l'Acte du 28 Mai, relevant d'une décision unilatérale qui n'avait été ni connue ni approuvée par Boghos Nubar Pacha, était illégal, le cabinet de Erevan n'avait pas le droit d'étendre sa juridiction sur l'ensemble des Arméniens et de parler en leur nom.

Cette attitude, difficilement acceptable mais qui montrait l'existence d'un axe Tiflis-Paris, entraîna la démission immédiate des quatre ministres populistes et le boycott par le Parti populiste des élections parlemen-

taires de juin 1919. A Paris, Boghos Nubar Pacha cria au coup d'Etat et c'est en vain que A. Aharonian, consterné par ces réactions négatives, multiplia les avances pour trouver avec lui un terrain de conciliation.

Quelle que fut la réalité des dissensions qui opposèrent l'une à l'autre, les deux Délégations, ce n'est pas à elles qu'il faut imputer l'effondrement des rêves arméniens. Indépendamment ou ensemble, Boghos Nubar Pacha et Avédis Aharonian cherchèrent à faire reconnaître la République arménienne, à obtenir le rapatriement des réfugiés arméniens en Turquie, à garantir leur réinstallation par une force d'occupation alliée et à trouver une puissance mandataire. Mais au lieu d'une reconnaissance diplomatique qui arriva trop tard, les Arméniens furent submergés de promesses mirifiques et de vagues assurances concernant leur sécurité. Lorsque les chefs d'Etat alliés guittèrent Paris, après la signature du traité de Versailles (juin 1919), la paix avec l'Empire ottoman n'était pas signée, la guestion du mandat sur l'Arménie n'était pas résolue, les réfugiés arméniens n'étaient toujours pas rapatriés. Enfin les rivalités entre les Alliés — Anglais, Français, Italiens, Grecs — se précisaient au Proche-Orient où les Américains montraient leur préférence pour le principe de la « porte ouverte ». Quant aux milieux d'affaires occidentaux, ils étaient de plus en plus favorables à l'intégralité d'une Anatolie turque.

Au même moment, la Russie qui depuis un siècle était le protagoniste au Caucase est embrasée par la guerre civile. Elle est comme rayée de la liste des agents susceptibles d'influer sur la situation politique régionale. Entre 1918 et 1920, les Alliés interviennent dans différentes régions de l'Empire russe, s'appuient sur certains mouvements nationaux, soutiennent en hommes, en

matériel et en argent l'action des «Blancs» contre le pouvoir bolchévik dont les jours semblent être comptés. Aussi pour la plupart des dirigeants politiques arméniens l'avenir de l'Arménie se préparait non pas à Moscou mais à Paris. Les députés S.R., L. Toumanian, A. Khondkarian, V. Minakhorian, S. Sahakian sont seuls au Parlement arménien à soutenir que sans la Russie aucun règlement durable ne serait possible en Transcaucasie. Sahakian avait même prédit dans un discours retentissant que «le moujik reviendra avec son gourdin et donnera un aperçu de la puissance russe».

En fait, les relations entre le gouvernement arménien et les Russes n'ont jamais cessé d'exister. Jusqu'à la fin, le gouvernement arménien chercha à s'assurer l'amitié de la Russie quel que fût son régime politique, économique et social. Cela explique que les daschnaks qui ont placé leurs espoirs dans les Alliés, aient en même temps cherché à établir des contacts avec les « Blancs ». Wrangel, Koltchak et surtout Dénikine, eux-mêmes en contact avec les Français et les Anglais. Jusqu'au début de 1920, les «Blancs» opèrent dans les immenses espaces et les greniers à blé de l'Ukraine, de la Crimée, de la Russie méridionale et contrôlent les vieilles colonies arméniennes de Rostov-sur-le-Don, Nor-Nakhitchévan, Théodosie, Sébastopol etc... qui se sont gonflées de dizaines de milliers de réfugiés de Turquie et du Caucase. Deux raisons qui s'ajoutent à la précédente pour expliquer les relations entre Erevan et les «Blancs». Malgré un nationalisme russe intransigeant et des conceptions impériales incompatibles avec l'indépendance des républiques transcaucasiennes. Dénikine autorisa une aide alimentaire à l'Arménie affamée et montra une certaine sympathie pour les aspirations arméniennes en Turquie. C'est cette attitude pragmatique vis-à-vis des Russes qui

explique que le gouvernement arménien n'ait jamais non plus perdu le contact avec les bolchéviks.

Les Réfugiés

Dans les mois qui suivirent l'armistice de Moudros (30 octobre 1918), les troupes anglo-françaises occupant diverses régions de l'Empire ottoman, les observateurs occidentaux purent constater l'immensité de la catastrophe qui avait frappé les Arméniens. Les provinces arméniennes étaient devenues des déserts et des centaines de milliers de réfugiés erraient depuis la Transcaucasie jusqu'en Mésopotamie, en Perse et en Syrie. Le rapatriement rapide des survivants, réclamé par toutes les organisations arméniennes et caritatives, répondait à un besoin élémentaire de justice. Il aurait permis de trouver une solution à l'immense détresse économique et psychologique des 5 à 600 000 réfugiés arméniens. Des rapports furent établis à la demande du Président Wilson et divers plans furent élaborés. Les noms du missionnaire Ussher, de l'ambassadeur Morgenthau. de Herbert Hoover, du colonel Haskell, du général Harbord sont liés à ces diverses propositions. Mais le rapatriement se révéla un «mirage» selon le terme utilisé par l'historien R. Hovannisian. Se refusant à tout engagement militaire sans lequel le rapatriement était impossible, les Américains, adoptant les suggestions de Hoover, finirent par dissocier rapatriement et aide humanitaire.

Cependant, individuellement ou en groupes, aidés par des missionnaires, par les autorités militaires d'occupation, ou profitant des nouvelles dispositions légales ottomanes, des milliers d'Arméniens quittèrent leurs refuges pour regagner leurs villes et leurs villages d'origine. Les Alliés s'étaient engagés à soustraire les Arméniens à l'autorité des Ottomans mais ils commencèrent à négocier le traité de paix avec la Turquie que durant l'été 1919, à un moment où la probabilité d'un mandat américain sur l'Arménie devenait de plus en plus aléatoire et la montée du nationalisme turc rendait l'avenir incertain. A Paris, Boghos Nubar Pacha et A. Aharonian inondèrent la Conférence de Paix d'appels et de rapports sur le sort des Arméniens de Turquie. Un rapport conjoint du Patriarcat arménien, du Patriarcat grec orthodoxe et des chefs des communautés arméniennes catholique et protestante de Constantinople dresse un tableau dramatique de la situation des rapatriés arméniens et des convertis de force dans les districts de Ismid, Eskishehir, Balikesir, Afion-Karahisar, Kastamuni, Angora, Yozgat, Eghin, Césarée, Talas, Chorum, Amasia, Tokat, Marsovan, Ordu, Sivas, Kharpert, Le gouvernement ottoman avant installé dans leurs maisons et sur leurs terres des mouhadjirs (réfugiés) musulmans d'Europe ou des tribus kurdes, beaucoup d'entre eux sont sans abri et sans terre, et n'ont aucune possibilité d'assurer leur subsistance. Les enfants, les jeunes filles et les femmes, enlevés et islamisés n'ont pas été rendus. Le gouvernement ottoman n'a pas non plus restitué les reliques et les trésors de quelque 200 monastères et 2 000 églises arméniens qui ont été pillés pendant la querre.

La Cilicie

L'occupation française de la Cilicie et avec elle la perspective de la création d'un Fover National Arménien apportèrent une note d'espoir. Conformément aux clauses de l'armistice de Moudros, les troupes anglo-francaises renforcées des bataillons de la Légion arménienne détachée en novembre 1918 de la Légion d'Orient, débarquèrent à Alexandrette le 28 novembre 1918. Sous la direction de son chef le lieutenant-colonel Romieu, la Légion arménienne suivit la retraite des troupes turques et arriva dans un pays en plein chaos. La Cilicie, conformément aux accords Sykes-Picot est placée sous la protection de la France. Répondant à l'appel du Haut-Commissaire Georges-Picot, 150 000 Arméniens déportés en Syrie et en Mésopotamie vinrent s'installer dans la région. Malgré d'immenses difficultés, malgré la résistance des populations musulmanes qu'il fallut briser par la force, les réfugiés furent recasés sous la protection des troupes arméniennes et françaises. En 1919, grâce à la construction d'écoles, à la restauration de l'artisanat et du commerce, à la reconstruction du port de Mersine, la Cilicie revit, mais la montée du nationalisme turc devait ruiner cette entreprise. Désignée par le Conseil des quatre, la Commission King-Crane, du nom de deux personnalités américaines, fut chargée, au printemps 1919, d'une vaste enquête dans l'Empire ottoman. Partie de Constantinople, la Commission King-Crane revint dans cette ville après une visite en Palestine, Syrie, Liban, et un bref passage en Cilicie. La Commission n'alla pas en Anatolie et en Mésopotamie, mais elle recueillit de nombreux témoignages turcs, arabes, arméniens. A son retour, fin août, la Commission fit un certain nombre de recommandations. Concernant l'Arménie, elles allaient dans le sens de la création d'un Etat arménien séparé de la Turquie. Mais elles condamnaient « l'impérialisme arménien » et, si elles admettaient le rattachement à la République caucasienne d'une partie des vilayets orientaux, rejetaient formellement les prétentions arméniennes sur la Cilicie.

Un mandat américain?

Presque en même temps, le gouvernement américain envoya l'imposante mission du général Harbord en Arménie, pour examiner sur place la possibilité d'un mandat américain (septembre 1919). Fastueusement recu à Erevan, le général Harbord délivra à son retour un rapport monumental sur la question arménienne. Mais au lieu d'une conclusion claire et tranchée, Harbord présenta une liste d'arguments pour ou contre un mandat américain. Dans l'ensemble le rapport de Harbord était plutôt favorable au mandat américain, mais les circonstances furent telles qu'il n'aboutit pas au résultat escompté. Il convient de s'arrêter un instant sur les espoirs que les Etats-Unis suscitèrent chez les Arméniens. Face aux « puissances impérialistes » — la France et l'Angleterre — les Etats-Unis paraissaient désintéressés. Ils ne réclamaient ni territoires, ni indemnités. Ils avaient été les alliés de la Russie et n'avaient pas déclaré la guerre à l'Empire ottoman. Les Quatorze Points et la Nouvelle Diplomatie de Wilson provoquaient l'enthousiasme des progressistes européens. Dès lors les Etats-Unis étaient particulièrement bien placés aux yeux des Caucasiens pour jouer le rôle d'arbitre entre les nations du Proche-Orient.

L'aide humanitaire à l'Arménie

Contrastant avec les lenteurs, les divisions et les échecs des projets politiques des Alliés, l'aide humanitaire concernant l'Arménie fut remarquable. Dans ce domaine, la palme revient au peuple et au gouvernement américains qui se montrèrent d'une exceptionnelle générosité.

Pendant la guerre un Armenian Relief Committee constitué de missionnaires, philanthropes, industriels, enseignants américains répondit dès 1915 aux appels alarmants lancés par l'ambassadeur Morgenthau en faveur des Arméniens de Constantinople et de Syrie. Après la guerre, le Comité prit le nom de American Committee for Relief in the Near East. Il lança une campagne de souscription de 30 millions de dollars et en avait recueilli 20 à la fin de 1919. Du personnel, des médicaments, des vêtements, de la nourriture furent envoyés d'abord vers la Turquie, puis vers le Caucase. Officialisé par le Congrès en août 1919, l'ACRNE devint le Near East Relief dont la générosité — devenue légende dans la mémoire arménienne — permit à la République de survivre.

Dès la fin de la guerre, le gouvernement américain créa l'American Relief Administration et dégagea les crédits nécessaires pour secourir les populations affamées de l'Europe Orientale et de la Transcaucasie. Placé à la tête de l'ARA le futur président Herbert Hoover étendit cette aide à l'Arménie. Remarquablement efficace, l'ARA qui devait sauver des millions de vies durant la famine de 1921 en Russie, fit parvenir des cargaisons de farine à Batoum à destination de l'Arménie, en mai

1919. A la fin de l'année, ayant atteint son but qui était de sauver l'Arménie de la famine, l'ARA garda sur place un représentant officiel, le colonel W. Haskell, mais remit au *Near East Relief* le soin de continuer son œuvre. En 1966, avant que les bulldozers les aient fait disparaître, on montrait encore à Erevan avec émotion les vieux bâtiments du *Near East Relief*.

L'ŒUVRE DE LA RÉPUBLIQUE

Du 28 mai 1918 au 2 décembre 1920, l'indépendance n'a duré que deux ans et demi. Dans un laps de temps aussi bref, durant lequel les opérations militaires et les problèmes internationaux ont mobilisé toutes les énergies, le bilan des réalisations ne pouvait être que modeste. Elles ont été accomplies entre 1919 et 1920, la période la plus faste de l'histoire de la République, sous le gouvernement d'A. Khatissian. C'est alors que, les bases de l'Etat ayant été précédemment jetées sous le gouvernement Katchaznouni, on put organiser les collectivités locales et restaurer l'économie. Pendant les derniers mois (5 mai 1920 - 2 décembre 1920), sans renoncer à effectuer des réformes, les ministères H. Ohandjanian, puis S. Vratsian durent surtout lutter contre l'opposition intérieure et les ennemis extérieurs. Faute de temps, faute d'argent, faute de cadres compétents, l'œuvre de la République restera inachevée, mais les options progressistes qu'elle révèle, vote des femmes, impôt progressif sur le revenu, autogestion administrative, nationalisation des grands domaines, création

de comités agraires, soutien au mouvement coopératif, alphabétisation obligatoire, permettent d'affirmer que les « dachnaktsakans » de la République, formés à l'école russe ou dans les Universités européennes, avaient la volonté et l'aptitude à reconstruire et à moderniser l'Arménie.

Amputée de ses territoires les plus riches, réduite à de hautes terres arides, encombrée de réfugiés, l'Arménie de 1918 est désespérément pauvre. La famine et les épidémies déciment la population. Estimée à 1 000 000 en 1913, celle-ci passe à 1 206 000 en 1918 pour tomber à 961 700 en 1919 et 780 000 en 1921! Dans une économie d'agriculture traditionnelle, dans une société à 90 % rurale, seul un accroissement du territoire pouvait permettre un accroissement des ressources. En 1919, l'annexion de la province de Kars et de quelques autres districts fit passer la superficie de l'Arménie de 11 000 à 42 000 km², permit le rapatriement des réfugiés arméniens du Caucase et entraîna une amélioration sensible de la situation.

Dirigé par A. Sahakian puis S. Vratsian, le ministère de l'Agriculture fut investi des plus hautes responsabilités. Son activité se développa dans deux directions. Aider les paysans arméniens à rétablir leur économie anéantie. Dresser l'inventaire des richesses naturelles et du potentiel hydraulique de l'Arménie.

L'agriculture et les ressources naturelles

Durant la guerre et sous l'administration tsariste, les surfaces cultivées diminuèrent d'un tiers et les récoltes de 40 %. L'occupation turque de 1918 fut désastreuse: villages pillés, 200 000 têtes de bétail enlevées, vignobles arrachés. Au printemps 1919, faute de semences, d'instruments aratoires, de bêtes de trait (80 % des familles paysannes n'ont pas de cheval et 50 % pas un seul bœuf) on ne put ensemencer que le quart des terres arables et le revenu agricole tomba au sixième de son niveau de 1913.

La réforme agraire était urgente. Le programme de la F.R.A. prévoyait la propriété communale de la terre et sa redistribution périodique entre les familles paysannes. On décréta la nationalisation des grandes propriétés, mais hormis quelques domaines monastiques, elles étaient rares en Arménie. Des commissions agraires furent chargées de faire des inventaires et de limiter la taille des propriétés pour combler les différences entre « paysans riches » et « paysans pauvres » sans terre. Mais ces réformes de structure restèrent lettre morte. On se contenta de partager quelques propriétés autour d'Etchmiadzine et de Karakilissé, d'installer des réfugiés arméniens sur les terres abandonnées par des fugitifs musulmans. Dans l'ensemble, les fonctionnaires du ministère de l'Agriculture, quoique compétents et dévoués, se heurtèrent à la méfiance et à l'incivisme des paysans. La disette permanente, la hausse vertigineuse des prix favorisèrent la corruption: les paysans cachèrent leur récoltes, refusèrent de louer le bétail, se montrèrent rebelles à toute obligation fiscale. L'aide à l'agriculture prit des formes diverses: création d'une école d'agriculture, installation de quelques fermes modèles à Kars et dans le Lori, campagne de vaccination du bétail, création d'ateliers d'outillage agricole. On encouragea, grâce à des subventions, la culture de la vigne et du coton et on créa, sous les auspices du gouvernement, l'usine de cognac «Ararat». La campagne nationale, lancée en 1920 afin que toutes les terres soient ensemencées fut couronnée de succès: cette année-là la récolte atteignit le niveau d'avant la guerre. L'inventaire des richesses naturelles fut mené sous la direction de l'ingénieur Vavalini, à qui on alloua des crédits et qui disposa d'une équipe de 70 géomètres et techniciens dont certains vinrent spécialement du Caucase. de Russie ou d'Europe pour se mettre au service de l'Arménie. Après le recensement des ressources hydrauliques et hydroélectriques, on fit un projet de construction de barrages sur les rivières Zangou, Arpa, Kazakh, Garni, Abaran. En même temps on dressa un premier inventaire du sous-sol : charbon à Olti, salines à Karzvan. à Gorb, à Nakhitchévan. Enfin un comité fut chargé de la commercialisation des produits agricoles (coton, cuir) destinés à procurer des devises et des matériaux de construction.

L'industrie

En contraste avec l'agriculture, les réalisations industrielles furent à peu près inexistantes. Avant la guerre, 6 à 7 000 travailleurs s'activaient dans les ateliers artisanaux ou des manufactures qui transformaient les produits agricoles: distilleries, tanneries, textiles. Durant la guerre ces activités cessèrent presque totalement. En 1919, stimulée par quelques commandes publiques, une modeste activité industrielle reprit à l'initiative d'artisans venus de Van et de Mouch. Quelque 5 000 ouvriers furent de nouveau employés par 3 à 400 petites entreprises. Sous l'impulsion de l'ex-spécifiste David Ananoun, le mouvement coopérativiste «Haycoop» fut en

couragé et le 1er juillet fut décrété journée des coopérateurs. Dans ces conditions, il était difficile de parler de l'existence d'une classe ouvrière arménienne. Toutefois, fidèle à son programme, forte de l'expérience acquise dans le monde ouvrier arménien de Bakou et soucieuse de ses attaches avec la II^e Internationale, la F.R.A. chercha à encadrer ces travailleurs par des syndicats professionnels. Ce fut un demi-échec. Au contraire, l'influence bolchévique l'emporta parmi les employés de chemins de fer, souvent russes, et parmi les employés des postes et télégraphe, plus radicalisés.

Un système judiciaire nouveau

Sous la responsabilité du ministre de l'Intérieur, Abraham Gulkhandanian, une réglementation réellement libérale fut élaborée. L'auto-administration des collectivités locales, rurales et urbaines, qui avait formé le point commun des programmes des libéraux et des socialistes arméniens pendant la Révolution de 1905 fut enfin réalisée. Les municipalités furent dotées d'importantes responsabilités en matière de voirie, d'éclairage et de ravitaillement. La nouvelle législation municipale fut d'abord appliquée à Kars, Igdir, Dilidjan etc. En janvier 1920 eurent enfin lieu les élections aux zemstvos (assemblées provinciales) à Etchmiadzine, Erevan, Alexandropol.

Tour à tour dirigé par Samson Haroutounian, par A. Gulkhandanian et par A. Tchilinguirian, le ministère de la Justice se préoccupa de vaincre la méfiance populaire vis-à-vis des tribunaux et de mettre la justice au service

du peuple. Dès décembre 1918, on se préoccupa d'élaborer un système judiciaire nouveau. Il prévoyait des tribunaux de conciliation élus pour les affaires mineures, des jurys pour les affaires civiles et criminelles importantes, une hiérarchie de tribunaux couronnée par une Cour d'Appel et une Cour de Cassation siégeant à Erevan. Au début, il fut impossible de mettre fin aux abus du système juridique hérité du tsarisme (brutalité, discrimination, usage du russe). Les abus furent même plus criants, la F.R.A. tendant à rendre sa « propre justice ». Mais à partir d'août 1919, la justice devint plus équitable, plus respectueuse de la dignité humaine. A partir du 15 novembre, sauf à Ardahan, les tribunaux de première instance furent tenus d'accepter les témoignages en arménien. Cette « harmonisation » progressive de la justice posa de sérieux problèmes. La plupart des juristes, juges et avocats formés en Russie ou en Europe, ne parlaient pas ou parlaient à peine l'arménien. Il fallut organiser à leur intention des cours d'arménien et inventer à partir des vieux codes arméniens et des codes occidentaux, une terminologie moderne. Sollicitée par le gouvernement d'Erevan, l'Association arménienne des Hommes de Loi de Tiflis mit même en chantier, sous la direction de Manouk Abéghian, un dictionnaire arméno-russe des termes juridiques. Le 15 mars 1920 eut lieu pour la première fois en Arménie un procès avec jury. La presse suivit l'affaire avec passion, tandis que les hommes politiques soulignaient publiquement l'importance du jury et de l'usage de l'arménien dans les cours de justice pour l'évolution démocratique du pays.

Pour une éducation et une culture laiques

Les dirigeants de la République appartenaient à cette intelligentsia qui depuis presque un siècle avait fait de l'éducation et de la culture populaires le fondement même de l'émancipation arménienne. L'Education nationale mobilisa toute leur attention. Nikol Aghbalian, ministre de l'Education Nationale et de la Culture, fut un véritable «saint laïque» qui exerça cette fonction comme un magistère et un sacerdoce. En automne 1919, le projet qu'il présenta remplaçait les anciennes écoles paroissiales par un enseignement primaire obligatoire de cinq ans et prévoyait l'ouverture de 900 écoles; mais il se révéla inapplicable. Les anciens bâtiments scolaires avaient été détruits ou transformés en centres hospitaliers, en orphelinats, en refuges. En 1920, on put importer des planches de la province de Kars, des vitres d'Italie, du matériel scolaire d'Europe et commencer des réfections, mais faute de chauffage, les Azéris refusant de livrer du mazout, on dut fermer les établissements scolaires durant l'hiver. L'absence de maîtres constituait un autre obstacle à l'ouverture de nouvelles classes. N. Aghbalian accueillit généreusement les intellectuels bolchéviks arméniens chassés de Tiflis par les menchéviks géorgiens. Il introduisit ainsi « des serpents » dans le sanctuaire scolaire, suivant l'expression de R. Ter Minassian, et favorisa involontairement la « bolchévisation » des jeunes collégiens arméniens. Malgré ces difficultés objectives, au début de 1920, le nombre des établissements secondaires à Erevan, Alexandropol, Dilidjan, Karakilissé, s'élevait à 22, avec 283 enseignants et 5 162 élèves. A la même date on comptait 1 420 écoles primaires arméniennes avec 38 000 élèves et un millier de maîtres dont la moitié étaient diplômés. Enfin, les « allogènes » d'Arménie disposaient de 25 écoles musulmanes, de 22 écoles russes et de 10 écoles grecques.

En octobre 1919, Aghbalian lança une campagne d'alphabétisation des adultes dont un grand nombre étaient illettrés. Approuvée par le Parlement elle aboutit à la création à Idjevan, Dilidjan, Karakilissé, Alexandropol et à Erevan d'Universités populaires ouvertes à tous, sans distinction de sexe, de race ou d'âge. A Erevan, une pléiade d'intellectuels se chargea des cours du soir pour adultes. Manouk Abeghian enseigna la langue et la littérature, Léo et Hakob Manandian, l'histoire, Yervand Frankian, la philosophie, Sirakan Tigranian, le droit, Simon Vratsian et Vahan Minakhorian, la science politique, David Ananoun, Baghchi Ichkhanian, Vahan Totomiantz et Archak Djamalian, l'économie et la sociologie. Mais faute de ressources locales et de cadres, le monde rural ne bénéficia pas des mêmes avantages.

Par rapport à Tiflis, Bakou ou Constantinople, Erevan faisait figure de désert culturel. Malgré l'immense misère, malgré les difficultés du présent et les incertitudes du lendemain, le gouvernement donna la priorité aux mesures de conservation du patrimoine national. La bibliothèque de la Société Ethnographique Arménienne fut transférée de Tiflis à Erevan. Créée en septembre 1919, la Direction des Antiquités fut chargée de préserver les monuments historiques et d'empêcher l'exportation des manuscrits et des objets d'art. Sous les auspices de cette même direction, l'architecte Toros Toromanian, réputé pour ses travaux à Ani, reprit les fouilles de Zvartnots, cette église à plan circulaire dont le modèle est reproduit sur une des portes de la Sainte Chapelle à Paris. Le Parlement vota des fonds pour la création d'un Théâtre National et d'une Ecole d'Art dramatique et une mission partit pour Constantinople afin d'y recruter acteurs et professeurs. En octobre 1919, le Conservatoire National de Musique fut fondé et confié à Grigor Suny et on prépara une première exposition d'arts plastiques, noyau d'une future Galerie Nationale. Le Parlement autorisa la création d'une Bibliothèque Nationale Arménienne et Aghbalian lança un appel aux Arméniens de l'extérieur pour le rapatriement des manuscrits et des trésors culturels dispersés à l'étranger.

La proclamation de l'arménien langue officielle et la création de l'Université d'Etat couronnèrent cette œuvre remarquable. L'arménien fut décrété langue officielle de la République, le 26 décembre 1919, sous la pression insistante des Arméniens de Turquie. Inaugurée solennellement le 31 janvier 1920 à Alexandropol, l'Université comprenait des Facultés d'histoire, de philologie, de droit, de médecine et de physique. Youri Gambarian, ex-directeur de l'Institut Polytechnique de Tiflis, fut nommé recteur, et David Zavriev, professeur de chimie dans le même Institut, vice-recteur. Les cours commencèrent le lendemain avec huit professeurs et 200 étudiants. L'Université dut être transférée à Erevan en automne 1920, à la veille de la soviétisation.

L'armée

De mai 1918 à décembre 1920, la République fut presque constamment en guerre, l'Azerbaïdjan et la Turquie fomentant sans cesse des troubles sur les frontières, dans les provinces de Sourmalou, Nakhitchevan, Zanguézour, Karabagh, Zanguibazar et Kars. Les forces arméniennes s'épuisèrent en opérations militaires, en

expéditions incessantes qui rendirent impossible la réforme militaire entreprise par les ministres de la Guerre, le général Aaratian puis Rouben Ter Minassian. En collaboration avec le général Nazarbékian, commandant en chef des Armées, le ministère dut résoudre trois problèmes: diriger les opérations, augmenter les effectifs, organiser l'intendance. En raison des pertes élevées dues aux combats et aux épidémies, les levées de recrues se multiplièrent. Les opérations de recrutement qui désorganisaient l'agriculture devinrent de plus en plus impopulaires et malaisées alors qu'il avait été décidé d'accroître les effectifs militaires jusqu'à 40 000 hommes. Au début, la fermeté et le lovalisme des troupes permirent de consolider d'appareil d'Etat, puis les levées trop fréquentes empêchèrent l'instruction des troupes et diminuèrent leur combativité. La précarité des moyens logistiques contribua aussi à leur démoralisation. C'est pourquoi, alors que le Nakhitchevan était déjà perdu. que le sort du Kharabagh semblait compromis depuis la soviétisation de l'Azerbaïdian, R. Ter Minassian mit à profit, durant l'été 1920, la dictature du «Gouvernement-Bureau» pour pratiquer une «Realpolitik». Des détachements de fédaïs d'Arménie turque, menés par Mouchegh, chassèrent les populations des districts musulmans de Zanguibazar, de Védibazar, de Charour et de la basse vallée de l'Araxe. L'arménisation des régions proches de Erevan fut un des acquis les plus durables de la République.

Les finances

En acceptant les portefeuilles des Finances et du Ravitaillement, Sarkis Araratian avait endossé des responsa-

bilités écrasantes compte tenu de la pauvreté absolue du pays. Les 90 millions de roubles inscrits au budget du ministère du Ravitaillement en 1919 ne représentèrent que 2 % de la valeur des marchandises envoyées par les organismes de secours américains. Pour survivre, l'Arménie dépendait totalement de l'aide étrangère. Un scandale consécutif à des spéculations sur le blé acheté au Caucase du Nord hâta la fin de ce ministère (1920). Les problèmes auxquels devait faire face le ministère des Finances étaient tout aussi terrifiants : effondrement économique, chaos monétaire, inflation astronomique, recettes budgétaires misérables. Une loi de juin 1920 permit de lancer un emprunt à l'étranger pour constituer un fonds monétaire et une caisse de réserves. On avait déjà recueilli 20 millions de dollars lorsque la chute de la République arrêta cette opération d'assainissement monétaire.

Les tribulations de l'émigration et les horreurs de la guerre

Le ministère de la Santé et du Travail devint, sous la direction de A. Babalian (médecin formé à Genève), le ministère le plus important dès qu'il reçut en avril 1919 de nouvelles attributions en matière de rapatriement et de reconstruction. Il lui revint la tâche écrasante de nourrir et de soigner des centaines de milliers d'invalides. De l'automne de 1918 au printemps de 1919, jusqu'à l'arrivée de l'assistance américaine, ses activités consistèrent à implanter des points de ravitaillement et à distribuer de la nourriture chaude.

Les statistiques concernant les réfugiés arméniens concentrés sur le territoire de la République sont imprécises. Ils sont estimés à 360 000 en 1919, dont un tiers sont des Arméniens du Caucase qui ont fui les provinces de Kars, de Nakhitchevan et de l'Azerbaïdian. Selon les chiffres donnés par le ministère de la Santé au début de 1920, les deux tiers de la population, soit 311 000 réfugiés et 270 000 indigents, ont reçu des secours quotidiens. Les réfugiés arméniens de Turquie sont entassés dans des baraquements de fortune à Erevan (50 000 alors que la population de la capitale compte 27 000 habitants en 1914), à Etchmiadzine (30 000), à Alexandropol (100 000). Affaiblie par les tribulations de l'émigration, par le froid et la malnutrition, choquée par les horreurs de la guerre, la population est la proie des épidémies de malaria, de choléra, de typhus et de grippe. A l'extérieur comme à l'intérieur la misère arménienne. le sort des orphelins squelettiques et loqueteux suscitèrent des dévouements admirables. En Arménie même. les fonctionnaires, les commissaires de districts, les comités dachnaks, les associations de secours soutinrent l'œuvre d'assistance du ministère. Mais l'extrême pauvreté engendra aussi la corruption et la violence. La presse dachnak dénonçait ces «vampires arméniens» qui s'engraissaient sur le dos des réfugiés, comme elle dénoncait les Grandes Puissances peu soucieuses de tenir leurs promesses en matière de restitution territoriale et de rapatriement.

Cependant, dès qu'on le put, on substitua le travail à l'assistance. Sous la direction de l'ingénieur Agoumian et grâce à l'aide américaine, des ateliers de cordonnerie, de mobilier, de vêtements se développèrent à Erevan, à Alexandropol, à Kars et ailleurs, mais aussi dans les villages dont la reconstruction fut entreprise sous la direction de Tamanian. Mais ces ateliers ne purent em-

ployer que quelques milliers de personnes et le manque de matériaux freina la reconstruction rurale.

La présence de plus de 40 000 orphelins constitua la préoccupation primordiale des autorités. Jamais on ne put atteindre l'objectif qui était d'admettre dans les orphelinats tous les enfants perdus ou abandonnés. Beaucoup continuèrent à vagabonder et à mourir dans les rues. La moitié d'entre eux put être accueillie dans des institutions spécialisées, mais on y manquait de combustibles, de vêtements, de médicaments et de pain. A partir du printemps 1919, le gouvernement transféra 13 000 de « ses » orphelins dans les orphelinats bien tenus et mieux ravitaillés de l'American Committee for Relief in the Near East où leur survie était mieux garantie

A la fin de 1919 les Américains prenaient soin de 21 000 orphelins répartis dans 80 orphelinats et 26 hôpitaux installés dans des écoles et des baraquements. Les 16 orphelinats d'Etat fondés par le Comité Arménien de Moscou furent aussi un exemple de réussite.

Au total, les progrès accomplis furent suffisants pour que le gouvernement, après la bonne récolte de 1920, décidât que la population arménienne ne devait plus être assistée mais devait subvenir à ses propres besoins : il décréta la suppression du ministère de la Santé pour le 1^{er} janvier 1921.

Certes, à la fin de l'année 1920, la pauvreté était encore le lot de l'Arménie. Si des progrès considérables avaient été accomplis depuis 1918, ces progrès étaient souvent plus moraux que matériels.

Mais, comme le constatait Sir J. Oliver Wardrop, chef

d'une mission envoyée par le Foreign Office, les Arméniens étaient travailleurs, capables d'efforts et montraient d'incontestables aptitudes pour une « vie politique libre ».

DES GRANDES ESPÉRANCES AUX TEMPS DIFFICILES

On peut se demander si l'Arménie a été un « acteur » dans les relations internationales au XX^e siècle et si elle pouvait vivre indépendante. Les obstacles étaient immenses. Les massacres arméniens de 1915, la guerre arméno-turque de 1918, les luttes pour le Karabagh et le Zanguézour, les rébellions musulmanes en Arménie entraînèrent le refus des Arméniens de s'unir aux régions musulmanes voisines et rendirent permanents les conflits avec l'Azerbaïdian. Bientôt les revendications territoriales de la Turquie kémaliste, les revendications de souveraineté de Moscou sur l'ensemble de la Transcaucasie compromettaient les chances d'un Etat arménien indépendant et rappelaient le poids déterminant du facteur géopolitique. Malgré l'extraordinaire vitalité dont les Arméniens donnèrent la preuve, malgré l'affirmation de leur identité nationale, malgré les immenses sacrifices consentis par les personnalités hors du commun qui se révélèrent durant cette période, l'Arménie ne pouvait vivre libre sans assistance extérieure. La tenace orientation pro-occidentale de la diplomatie arménienne reposait sur la conviction que le soutien économique et militaire d'une ou plusieurs puissances alliées était essentiel pour réaliser et rendre viable une Arménie réunifiée. Les dirigeants daschnaks n'étaient pas des « fourriers de l'impéralisme » comme les bolchéviks les en accusaient, mais ils eurent le tort de prendre au sérieux le Pacte de la SDN qui prônait la coopération entre les nations et le maintien des liens de solidarité noués durant la guerre entre les puissances alliées et associées. Et cette assistance — hormis une aide humanitaire qui permit de sauver des centaines de milliers de vies humaines — fit défaut.

Le 15 mai 1919, l'évacuation après une brève occupation militaire de Kars et de Erevan par les troupes britanniques renvoyait l'Arménie à son tragique isolement. Après des mois d'attente et de vaines espérances, le 1^{er} juin 1920, le Sénat américain, arguant du coût financier et militaire de l'opération, devait refuser par 52 voix contre 25 la demande du Président Wilson d'accepter un mandat sur l'Arménie et compromettait par avance l'application du traité de Sèvres.

La débâcle de l'Armée des Volontaires au début de 1920, la démission de Dénikine en avril, l'abandon de Batoum par les Alliés en juillet, l'évacuation de la Crimée par Wrangel ouvraient la route du Caucase aux bolchéviks.

L'Arménie est reconnue de facto

Ce n'est que lorsque l'échec des armées blanches fut patent que les Alliés se décidèrent enfin à renforcer les gouvernements transcaucasiens et à les reconnaître « de facto ». La reconnaissance de l'Arménie par le Conseil Suprême intervint en dernier, le 19 janvier 1920, mais avec des réserves et sous des auspices peu favorables « (...) le Gouvernement de l'Etat arménien sera reconnu comme un Gouvernement 'de facto' à condition que cette reconnaissance ne porte préjudice en aucune façon aux frontières éventuelles de cet Etat (...) »

La reconnaissance de la République fut célébrée en grande pompe en Arménie et dans toutes les communautés de la dispersion à Constantinople, à Smyrne, en Cilicie, en Perse, en Mésopotamie, en Egypte, en Grèce, en Bulgarie, en Roumanie, en Angleterre, en France, aux Etats-Unis. Elle souleva l'enthousiasme des petites et lointaines communautés d'Amérique latine, d'Inde, d'Insulinde et de Java qui proposèrent leur aide à la République. Elle réveilla les communautés d'Arméniens catholiques polonisées ou germanisées d'Europe orientale qui envoyèrent une députation enquêter sur les possibilités de rapatriement. D'une façon générale l'idée de rapatriement fit de nombreux adeptes au cours de l'année 1920: les Arméniens de Bulgarie se préparèrent à se transférer en Arménie.

L'entrée officielle de l'Arménie dans la famille des Etats nécessitait l'établissement de relations diplomatiques régulières. En quelques mois le gouvernement arménien accrédita de nombreuses, peut-être même trop nombreuses, missions diplomatiques soit auprès des états voisins, soit auprès des états dont l'attitude était déterminante pour l'avenir de l'Arménie, soit auprès des états où il existait des colonies arméniennes. Symboles de la « souveraineté » de l'Arménie, des ambassadeurs, des consuls ou des agents consulaires furent nommés à Tiflis, à Batoum, à Bakou, dans les principales villes

d'Ukraine et de Russie méridionale, à Kiev, à Odessa, à Vladikavkaz, à Rostov-sur-le-Don, à Helsinki, à Sofia, à Bucarest, à Belgrade, à Salonique, à Vienne, à Berlin. à Budapest, à Varsovie, à Anvers, à Genève, mais aussi à Yokohama, ville de passage à destination des Etats-Unis pour les Arméniens que la vague révolutionnaire russe avait projetés en Mandchourie, à Addis-Abbeba, à Diibouti etc... Il convient de citer quelques personnalités nommées à des postes stratégiques. Hovhannés Khan Masséhian, qui avait appartenu au corps diplomatique persan, fut nommé à Londres. Armen Garo Pardermadjian, qui avait occupé la Banque Ottomane à Constantinople en 1896 et avait été député de Van au Parlement ottoman après 1908, fut nommé à Washington. Mikaël Varandian qui était le représentant de la FRA auprès de la II^e Internationale fut nommé à Rome. Le prince Hovsép Arghoutian fut nommé à Téhéran. Outre le fait que l'Iran abritait de vieilles colonies arméniennes grossies par l'arrivée récente de dizaines de milliers de réfugiés, l'Azerbaïdjan iranien qui avait servi de base révolutionnaire arménienne à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, grouillait d'agents bolchéviks et turcs et jouait un rôle significatif pour la sécurité de l'Arménie. Tigrane Chaïyan fut nommé à un poste délicat, celui d'Athènes. Grecs et Arméniens étaient rapprochés par leur refus commun du pouvoir turc mais divisés par leurs ambitions rivales. L'annexion de la province de Kars par l'Arménie avait fait passer sans conflit majeur près de 30 000 Grecs sous administration arménienne. La revendication de Erevan d'obtenir un accès sur la mer Noire à Trézibonde où, d'une colonie jadis florissante, ne survivaient que quelques centaines d'Arméniens, posa le problème de l'avenir de la province du Pont. L'archevêque grec orthodoxe de Trébizonde, Chrysanthos, fit le voyage à Paris pour plaider, sans succès, la cause d'une République autonome du Pont.

Puis il se rendit à Erevan, au début de 1920, accompagné de Stavrodakis, le représentant de la République grecque au Caucase, pour proposer la création d'une Fédération Pontique plutôt que son incorporation à l'Arménie.

La politique anglaise en Transcaucasie avait été décevante pour les Arméniens. Elle avait consisté à occuper après la guerre des points stratégiques à Bakou, à Batoum, et dans des régions disputées entre les trois républiques. Elle était déterminée par des considérations politiques qui touchaient à la défense de l'Inde et au cours de la guerre civile en Russie et, dans une moindre mesure, par la recherche d'avantages économiques (mainmise sur le manganèse et le pétrole caucasiens). Le retrait des troupes britanniques - 23 000 hommes, en majorité des troupes indiennes — à partir de l'été 1919 fut ressenti comme un abandon par les Arméniens. Dès août 1919, Nor Achkhadavor (Nouveau Travailleur), l'organe de la FRA à Tiflis constatait avec déception que les sentiments humanitaires avaient cédé, à Paris et à Londres, la place aux intrigues diplomatiques et aux calculs politiques froids. Un thème que les bolchéviks arméniens sauront exploiter. De leur côté les militaires britanniques partageaient avec le War Office un mépris non déguisé pour les populations transcaucasiennes dont ils soulignaient l'incapacité à se gouverner eux-mêmes avant deux ou trois générations. Dans sa correspondance avec Londres, le Général Milne, responsable des opérations en Transcaucasie, écrivait en ianvier 1919

« (...) Je suis persuadé que le retrait des troupes britanniques provoquera probablement l'anarchie mais je ne pense pas que le monde perdra grand chose si tous les habitants de ce pays s'entrégorgent. Ils ne valent certainement pas la vie d'un seul soldat britannique! Les Géorgiens sont tout simplement des bolchéviks déguisés, menés par des hommes qui ont renversé Kerenski et ont été les amis de Lénine. Les Arméniens sont ce qu'ont toujours été les Arméniens, une race méprisable. Les meilleurs sont les habitants de l'Azerbaïdjan, mais, réellement, ils ne sont pas civilisés. »

Lorsque au début de 1920, les Anglais s'orientèrent vers une politique de « cordon sanitaire » constitué par des états indépendants autour de la Russie, Lord Curzon, le Secrétaire au Foreign Office donna son accord pour équiper l'armée arménienne, mais Winston Churchill, Ministre de la Guerre, retarda les livraisons d'armes durant six mois, persuadé que le matériel livré aux Arméniens tomberait entre les mains des bolchéviks ou des Turcs. Ce retard contribua dans une certaine mesure à la réalisation de sa prédiction. En juillet 1920, les Arméniens avaient reçu 40 000 uniformes, 25 000 fusils usagés et une grande quantité de munitions dont les Géorgiens prélevèrent une partie au passage.

Mustafa Kémal

Lorsque, le 30 octobre 1918, les Turcs signaient l'armistice de Moudros, ils acceptaient des clauses très dures. L'occupation de Constantinople par les Anglais, les Français et les Italiens — c'était la première occupation étrangère depuis la chute de Byzance — marqua « symboliquement le zénith de la victoire alliée » selon la formule de P. Dumont. Décriés par la défaite, poursuivis comme criminels de guerre, les Unionistes étaient

arrêtés ou en fuite. Epuisés par les guerres qui s'étaient succédé depuis 1911, le peuple turc, le Sultan Mehmed VI (monté sur le trône en juillet 1918) et son entourage, aspiraient à la paix et étaient prêts à bien des concessions et même à des abandons. Mais les projets de dépècement de l'Empire ottoman, les revendications des minorités, et surtout l'occupation de Smyrne par les Grecs (15 mai 1919), provoquèrent un violent sursaut national.

Mené par Mustafa Kémal, le courant nationaliste œuvre à Constantinople, manifeste sa présence dans l'intérieur du pays, là où, dans les régions menacées par les revendications des Grecs, des Arméniens, des Kurdes — la Thrace, les vilayets orientaux, la Cilicie, le littoral Pontique, les provinces Egéennes — se sont formées, dès l'armistice, des associations patriotiques. Les revendications arméniennes sur l'Est anatolien et la Cilicie, mobilisent tous ceux qui entendent créer un «foyer national turc» dans le cadre de l'Asie mineure.

Mouvement de rébellion contre l'occupant étranger, mais aussi contre le gouvernement ottoman, contre le Sultan et ses ministres, accusés d'être responsables de la situation désastreuse dans laquelle se trouve le pays, le mouvement kémaliste se développe d'abord dans ces provinces de l'Arménie historique qu'il s'agit de conserver coûte que coûte. Au Congrès d'Erzeroum (juillet 1919), « l'Association pour la défense des droits des provinces de l'Est » définit ainsi ses objectifs: défendre les foyers et les biens des musulmans contre les « visées expansionnistes » des Arméniens et des Grecs. Le Congrès de Sivas (septembre 1919) confirme l'approfondissement du mouvement kémaliste décidé à défendre par la force l'intégrité territoriale des provinces anatoliennes. Le 28 janvier 1920, la Chambre ottomane

vote le «Pacte National», consécration des doctrines développées dans les congrès précédents. En mars 1920, un coup de force allié à Constantinople, donne le signal d'un conflit ouvert entre les Turcs et les Alliés. Pour protester, le Parlement turc se saborde et ses membres rejoignent les nationalistes pour constituer le 23 avril 1920, à Ankara, la «Grande Assemblée Nationale de Turquie». Elu Président du Conseil des Ministres, Mustafa Kémal n'est plus un simple officier révolté. Il est désormais investi d'un pouvoir officiel même si c'est pour l'heure celui d'un contre-gouvernement.

Dès lors, les relations entre Ankara et Moscou vont se développer et évoluer très rapidement pour aboutir à la création d'un véritable « axe Ankara-Moscou » qui marquera le glas de la République d'Arménie. Tandis que les Alliés planifient le démembrement de l'Empire ottoman, Mustafa Kémal demande aux dirigeants soviétiques leur soutien contre l'ennemi commun « l'impérialisme occidental ». De leur côté les soviétiques saisirent très vite le rôle que pourraient jouer les Turcs pour retourner l'Orient musulman contre les puissances colonisatrices européennes.

Alors qu'ils lancent des appels aux paysans turcs, persans, afghans afin qu'ils participent à la Révolution mondiale, les bolchéviks ont sur le terrain anatolien une attitude pragmatique qui consiste à soutenir contre l'impérialisme anglais un mouvement ultranationaliste. Mustafa Kémal envoya dès 1919 des émissaires à Bakou — Fuad Sabi et Halil Pacha, l'oncle d'Enver — pour s'entendre avec les communistes azeris. A vrai dire des contacts avec les Soviets avaient déjà été pris par les ittihadistes réfugiés en Russie et au Caucase, comme Enver Pacha lui-même qui semble avoir été un moment «fasciné» par le bolchévisme, et malgré son hostilité

affichée contre Enver et les responsables ittihadistes, Mustafa Kémal sut utiliser leurs bons offices. La création à Bakou, au printemps 1920, d'un «*Parti communiste de Turquie*» couronna les efforts conjugués des kémalistes et des ittihadistes, et peut passer pour un gage de bonne volonté donné aux Soviétiques.

La réunion de la Grande Assemblée d'Ankara coïncida avec la déroute des armées blanches dans le Sud de la Russie et eut des conséquences immédiates sur le rapprochement — dans tous les sens du terme — entre les kémalistes et les Soviétiques séparés désormais par la fragile barrière des états transcaucasiens.

A la fin du mois d'avril 1920, Kémal écrivait à Tchitchérine, le Commissaire des Affaires étrangères soviétiques, qu'il considérait la Russie comme le champion de tous les peuples colonisés et l'assurait du soutien de la Turquie dans la lutte contre les puissances impérialistes. Pour permettre cette lutte commune, Kémal demandait à la Russie des livraisons de nourriture, d'armes et d'or, dont un acompte de 5 millions de livres-or. Violemment dénoncée par les dirigeants daschnaks, longtemps niée par leurs adversaires, la réalité de cette aide n'est plus remise en question par les historiens contemporains.

La soviétisation de l'Azerbaïdjan

Dénonçant le « gouvernement impérialiste arménien », les kémalistes et les ittihadistes fugitifs comme Halil Pacha contribuèrent à la soviétisation en douceur de l'Azerbaïdjan (27-28 avril 1920).

L'indépendance et le régime parlementaire avaient réveillé le mouvement socialiste plutôt languissant en Azerbaïdjan depuis l'échec de la Commune de Bakou (juillet 1918). L'atmosphère libérale, encouragée par la présence des Anglais, permit le retour des activistes bolchéviks. Les vieilles organisations musulmanes socialistes — Akinchi (Le Laboureur), Hümmet (L'Effort), Adalat (Justice), l'organisation des travailleurs immigrés persans — furent infiltrées par les bolchéviks et littéralement réveillées par le sang neuf qu'ils leur apportèrent.

A la tête du Comité de Bakou — une section locale du Parti Communiste Panrusse (b) — Anastase Mikoyan étend son contrôle sur les organisations ouvrières musulmanes, suscite leur éclatement entre « gauche » et « droite » pour les transformer en fer de lance du mouvement communiste.

Au début de l'année 1919, les hümmetistes sont à peine 300 à Bakou, dont deux tiers d'ouvriers. A la fin de l'année la «gauche» hümmetiste a pris le nom de «Parti Communiste d'Azerbaïdjan – Hümmet». Ce parti qui compte 4 000 membres en avril 1920 subit la pression de plus en plus forte des bolchéviks russes. géorgiens et arméniens du Comité de Bakou, du Kraïkom (Comité Régional) de Tiflis dont les dirigeants Nazaretian et Makharadzé font déjà figures de « vieux bolchéviks» et du Kauburo (Bureau Caucasien) du Parti Communiste Panrusse. Créé pour la circonstance, le 8 avril 1920, c'est-à-dire trois semaines avant la soviétisation de l'Azerbaïdian, le Kavburo est présidé par Ordionokidzé. A côté des Géorgiens Mdivani et Stopani il y a Kirov, un fidèle de Staline, qui vient de donner les preuves de sa brutalité et de son efficacité en Russie méridionale. A Moscou, Nariman Narimanov, un des fondateurs du Hümmet a été nommé à la direction de

la section Proche-Orient du Commissariat aux Affaires Etrangères. Il est sincèrement persuadé que les ouvriers azeris « ne sont pas aussi révolutionnaires que le prolétariat russe et arménien ». Déplorant leur « ignorance et leur inertie », leurs « préjugés nationaux et religieux », il demande l'aide de la Russie pour la soviétisation rapide de l'Azerbaïdjan. Toutefois il croit que la Russie soviétique respectera l'indépendance de sa patrie. C'est aussi la conviction du Ministre de l'Intérieur, l'ingénieur Hatchinski qui compte sur l'appui des Turcs pour résoudre le problème des futurs rapports avec les Soviets.

Tandis que les communistes intensifient leur campagne contre le régime musavatiste, dénoncent le caractère illusoire « d'une indépendance qui ne bénéficie qu'à 5 % de la nation, aux capitalistes et aux grands propriétaires », la XI^e Armée Rouge, forte de 70 000 hommes, se rapproche et consolide ses positions dans le Nord Caucase et le Daghestan. Dès le 17 mars Lénine dans une directive adressée à Ordjonokidzé hâte le mouvement et écrit « il est important, extrêmement important pour nous de prendre Bakou ». Dans la coordination des opérations militaires et des opérations politiques les agitateurs turcs et kémalistes vont jouer un rôle actif.

A Bakou, au nom du Parti Communiste de Turquie, Halil Pacha et Fuad Sabi recommandent de renverser au plus vite le gouvernement azerbaïdjanais probritannique pour le remplacer par un autre susceptible de coopérer avec les bolchéviks. Au début d'avril, dans les instructions qu'il envoie à la mission militaire turque à Moscou, le général Kazim Karabékir un des proches de Mustafa Kémal, précise que la Turquie fera pression sur le gouvernement de Bakou pour lui faire admettre « les buts et les principes » des bolchéviks. Si les dirigeants turcs et les communistes azeris répugnent à une inter-

vention de l'Armée Rouge, Halil Pacha de son côté tente de convaincre les Azeris qu'ils n'ont rien à craindre d'une telle intervention: l'Armée Rouge ne fera que traverser leur pays pour se rendre au Karabagh, en Arménie et pour aller à la rescousse du mouvement national turc en Anatolie. Argument vraisemblable si l'on sait que quelques semaines auparavant, dans la nuit du 22 au 23 mars, précédée de la 8^e Assemblée du Karabagh, a eu lieu une insurrection générale des Arméniens du Karabagh contre l'Azerbaïdian. A Chouchi, à Khankend (aujourd'hui Stépanakert) des combats sanglants ont tourné au désavantage des Arméniens. L'armée azerie avec canons et mitrailleuses est montée à l'assaut du haut pays. Le 4 avril. Chouchi qui avait été un centre économique et culturel arménien vivant, a été pillée et incendiée. Des scènes atroces ont eu lieu et sa population arménienne a été massacrée. Le 13 avril Dro arrive au secours des Arméniens du Haut-Karabagh avec un corps expéditionnaire. Il fortifie le front et immobilise l'armée azerie au moment précis où l'Armée Rouge se présente aux portes de l'Azerbaïdjan. Il convogue enfin la 9^e Assemblée des Arméniens du Karabagh qui refuse de reconnaître que le Karabagh soit partie intégrante de l'Azerbaïdian.

La soviétisation de l'Azerbaïdjan se déroula selon un scénario dont toutes les séquences avaient été préalablement mises au point. Dans la nuit du 27 au 28 avril, l'Armée Rouge et les bolchéviks, appuyés par les Turcs et forts de l'assentiment du Parlement de l'Azerbaïdjan qui a voté la soviétisation entrèrent à Bakou sans tirer une seule cartouche! Une nouvelle période commençait pour la Transcaucasie. Le lendemain, le gouvernement de l'Arménie recevait un ultimatum du « Gouvernement ouvrier et paysan de la République Soviétique de l'Azerbaïdjan » d'avoir à évacuer dans un délai de trois jours

le Karabagh et le Nakhitchévan. Erevan commença par télégraphier une longue série de protestations à Lénine, à Tchitchérine et à Ordjonokidzé. Pendant ce temps les troupes soviétiques russes et azeries faisaient mouvement vers le Karabagh. Placé devant la perspective d'en découdre avec l'Armée Rouge, le gouvernement arménien céda et donna l'ordre, le 26 mai, à Dro et à son corps expéditionnaire d'évacuer le Karabagh et de se retirer dans le Zanguézour. Le sort du Haut-Karabagh était scellé pour la longue durée.

La chute du parti Mussavat, la création d'une République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan, et le retour des bolchéviks (Armée Rouge et Comités Révolutionnaires), en qui les Arméniens voyaient d'abord des Russes et des chrétiens orthodoxes capables de contenir la « sauvagerie des masses musulmanes » avant de voir des adversaires idéologiques, furent dans l'ensemble bien accueillis par eux. Certains dirigeants arméniens n'en tiraient aucun pronostic dangereux pour l'Arménie et allaient même jusqu'à croire que la Russie soviétique serait favorable à une Arménie indépendante et unifiée. En apparence, la Russie ne cherchait pas à étendre son contrôle sur la Géorgie et l'Arménie.

Depuis 1918 la politique de la FRA vis-à-vis des bolchéviks obéissait à une constante. Considérer que les bolchéviks constituent la force dirigeante en Russie (fûtelle réduite aux dimensions de la Moscovie), tenter d'utiliser cette force pour la réalisation des objectifs arméniens, conserver une indépendance politique et idéologique à leur égard. Une partie d'autant plus délicate à jouer qu'elle entraînait des difficultés avec les Alliés en politique extérieure et qu'elle entretenait des malentendus en politique intérieure.

A partir de l'automne 1919 deux séries de faits vont modifier cette attitude. D'une part les bolchéviks de Géorgie et d'Arménie manifestent de plus en plus clairement leur volonté d'établir la « dictature du prolétariat », d'autre part les bruits qui ont commencé à courir sur les contacts entre kémalistes et bolchéviks à Bakou, à Trébizonde et à Constantinople sont confirmés lorsque le double d'un accord turco-soviétique signé le 29 novembre 1919 fut communiqué par un informateur au gouvernement arménien. Dans une telle conjoncture le risque d'une insurrection des Tatares d'Arménie n'était pas non plus négligeable. C'est pourquoi tous les membres du Bureau de la FRA présents à Erevan, Rouben Ter Minassian, A. Diamalian, S. Vratsian se rendirent à Tiflis pour rencontrer Nazarétian, secrétaire général du Kraïkom, et savoir « si l'Arménie allait être sacrifiée sur l'autel de l'amitié entre les bolchéviks et les Turcs», au nom de la politique orientale soviétique?

Les menaces qui s'accumulaient sur l'Arménie n'étaient pas imaginaires. Le 15 avril 1920, deux semaines avant la soviétisation de l'Azerbaïdjan, l'accord signé à Erzeroum entre le Général azeri Chikhlinski et Kazim Karabékir Pacha, commandant de la XV^e Armée turque est en partie dirigé contre l'Arménie. Presque à la même date une lettre de Kazim Karabékir confirme que les activistes turcs qu'ils soient panislamistes, panturquistes ou kémalistes se présentent comme autant de champions des Soviets en Orient et qu'en dépit de leurs rivalités ils sont unis par la même volonté d'abattre l'Arménie pour rendre inapplicables les clauses du futur Traité de Sèvres.

« Sur les bases des arrangements conclus entre nous, les Azerbaïdjanais et les bolchéviks, un grand nombre de nos officiers, médecins, fonctionnaires sont passés en Azerbaïdjan. Les bolchéviks nous ont proposé de lancer immédiatement des opérations militaires sur la frontière arménienne, contre les Arméniens, sur le front de la Cilicie contre les Français. L'Armée Verte constituée au Daghestan sous la direction d'Enver et de Halil doit tenter de pénétrer à Bakou début avril. Les forces azeries devront feindre la résistance afin de se blanchir aux yeux des Alliés. Se joignant à l'Armée Verte, les troupes de l'Azerbaïdjan devront étudier les possibilités de lutte contre l'Arménie. Elles devront, en liaison avec les troupes turques se trouvant en Anatolie, franchir les frontières de l'Arménie et commencer les opérations de guerre contre la République d'Arménie.»

Le gouvernement arménien saisit très vite la nécessité de contrebalancer le rapprochement turco-soviétique.

La Mission Chant

Aussi le 30 avril 1920, au risque de provoquer le courroux des Alliés, une mission arménienne, la Mission Chant, quitta Erevan pour Moscou. La Mission Chant était constituée d'une délégation de trois hommes: Lévon Chant, Hampartzoum Terterian et Lévon Zarafian. A son passage à Tiflis, A. Yerzinkian et S. Piroumian, deux menchéviks désignés par l'Association compatriotique des Arméniens du Karabagh ou Comité Karabagh se joignirent à elle. Ils étaient chargés d'expliquer au « public russe » la volonté d'autodétermination de la paysannerie arménienne du Karabagh. Mais empêtrés dans des raisonnements dialectiques et des calculs politiques ils présentèrent le rattachement à l'Arménie

comme un moindre mal. Une argumentation que Staline saura utiliser par la suite pour justifier le maintien des liens du Karabagh et de l'Azerbaïdjan.

La Mission Chant arriva à Moscou le 20 mai. Elle était chargée de négocier un traité d'amitié avec la Russie sur la base suivante. 1) Reconnaissance par la Russie soviétique de la République arménienne indépendante incluant le Karabagh, le Zanguézour et le Nakhitchévan. 2) Acceptation du principe de l'union de l'Arménie turque à la République arménienne. 3) Non-intervention de la Russie soviétique dans les affaires intérieures de l'Arménie. 4) Autorisation donnée aux réfugiés arméniens de Russie et du Nord-Caucase de retourner, avec leurs biens, en Arménie.

Pédagogue, poète, écrivain considéré comme le meilleur auteur du théâtre arménien contemporain, Levon Chant (1869-1951) a jusqu'en 1919 vécu à Etchemiadzine, à Tiflis, à Constantinople, en Allemagne, en Suisse, à Paris. S'il ne manque pas de finesse psychologique, s'il a une vaste culture littéraire et philosophique, il n'a aucune expérience diplomatique. Les discussions commencèrent immédiatement avec Tchitchérine et son adjoint d'origine arménienne, L. Karakhan. Tchitchérine assura que la Russie soviétique n'avait aucun désir de renverser le gouvernement arménien et qu'il donnerait son accord au retour des réfugiés en Arménie. Concernant les territoires litigieux, le Zanguézour et le Nakhitchévan pourraient faire partie de l'Arménie, mais le Karabagh devrait faire l'objet d'un plébiscite ou d'un arbitrage. Tchitchérine insista sur le fait que les soviétiques utiliseraient tous les moyens pour chasser de l'Asie mineure et de la Transcaucasie les «impérialistes occidentaux» et il souligna que par son alliance avec l'Entente le gouvernement daschnak gênait cette politique. En aucun cas l'Arménie ne devait faire obstacle au rapprochement et à la coopération des mouvements révolutionnaires russe et turc qui luttaient contre les impérialistes anglo-français. Par contre. Tchitchérine acceptait qu'une partie de l'Arménie turque soit incluse dans la République et offrait même la médiation soviétique pour trouver un arrangement acceptable avec les kémalistes. Et de fait, à la grande consternation de ces derniers, Tchitchérine exigera des Turcs, en août 1920, qu'ils cèdent Van et Bitlis à l'Arménie. La Mission Chant n'avait pas tout obtenu mais elle n'avait pas non plus essuyé un vrai refus. Le 10 juin, Chant télégraphiait à Erevan qu'un accord de principe, pour lequel il fallait l'aval du gouvernement arménien, avait été conclu. La réponse tarda indéfiniment. Le gouvernement arménien craignait probablement que l'annonce prématurée d'un traité d'amitié avec la Russie soviétique ne compromette la décision prise par les Alliés à la Conférence de San-Remo de créer un Etat arménien comprenant une partie des provinces de Trébizonde, Van. Bitlis et Erzeroum. Finalement les soviétiques interrompirent les négociations de Moscou, insistèrent pour les poursuivre à Erevan et nommèrent en juillet à cette intention une délégation dirigée par Boris Legran, un bolchévik d'origine française qui allait se révéler un très habile diplomate. On a donné diverses explications à ce changement d'attitude. Le nouveau gouvernement soviétique azerbaïdianais refusait, comme l'avait fait avant lui le gouvernement musavat, de laisser l'Arménie annexer le Nakhitchévan, le Zanguézour et le Haut Karabagh. Envoyés par le gouvernement d'Ankara, des plénipotentiaires turcs, Békir Sami, le Ministre des Affaires Etrangères d'Ankara, et Yusuf Kémal venaient d'arriver à Moscou le 19 juillet et faisaient des offres séduisantes. A Bakou, devenu un véritable «carrefour révolutionnaire » pour les kémalistes, les ittihadistes, et les authentiques communistes turcs comme Mustafa Suphi, les bolchéviks arméniens — A. Mikoyan, Avis Nouridjanian — ne cessaient de dénoncer la « Terreur » que les daschnaks faisaient régner en Arménie, depuis l'échec de l'insurrection communiste de mai 1920.

«Le Juillet et l'Octobre de la Révolution arménienne»

Depuis le début du XX^e siècle le conflit entre socialisme et nationalisme avait été le cauchemar des révolutionnaires caucasiens. La création et la consolidation des républiques transcaucasiennes avaient jeté le désarroi dans les rangs des bolchéviks qui, depuis la fin de l'année 1918, cherchaient à soustraire les « masses » à l'influence des partis « petits-bourgeois » — musavat, menchévik, daschnak -. Leur critique du Parti menchévik et de la FRA, partis « faussement » socialistes qui avaient su capter la confiance et alimenter le sentiment national du peuple géorgien et du peuple arménien, confinait à la haine.

En Arménie, le bolchévisme eut peu d'adeptes jusqu'en 1920. Mais le gouvernement arménien avait accueilli généreusement les bolchéviks chassés en 1919 de Géorgie — S. Kassian, A. Mravian, S. Khanoyan, D. Chahvertian, M. Sahakian, Avis Nouridjanian — et leur avait procuré des fonctions dans l'enseignement et l'administration.

A vrai dire la «fraktsia» (le groupe parlementaire), la presse et les militants daschnaks critiquaient le laxisme

du gouvernement. Mais celui-ci ne s'inquiétait pas trop des visées bolchéviques, rassuré qu'il était par l'absence de prolétariat arménien. Quant au Ministre de l'Intérieur A. Gulghandanian, il déclarait en toute bonne foi « Je ne peux pas être socialiste et devenir le persécuteur de mes camarades ». Mais la tension et le mécontentement augmentèrent lorsqu'il devint évident que les Turcs et les bolchéviks faisaient cause commune.

Grâce à quelques révolutionnaires professionnels envoyés par les comités régionaux du Parti communiste russe, un réseau de communistes arméniens, peu nombreux mais très actifs, s'était constitué en particulier dans les ateliers de réparation d'automobiles et les dépôts de chemins de fer, à Alexandropol et dans les casernes. En janvier 1920, les 22 participants de la première Conférence bolchévique tenue à Erevan structurèrent «l'Armenkom», le Comité arménien du Parti communiste panrusse, et lui assignèrent la tâche de renverser le gouvernement. Le « maximalisme » des communistes arméniens (« tout et tout de suite ») autant que leur faiblesse numérique, amenèrent la majorité d'entre eux à considérer que cet objectif ne pourrait être réalisé qu'avec l'aide de l'Armée Rouge.

Aussi la soviétisation de l'Azerbaïdjan et la présence fin avril de la XI^e Armée Rouge aux frontières de l'Arménie, au moment où les atermoiements des Alliés, les difficultés de la vie quotidienne, la sous-alimentation chronique, les maladresses du gouvernement daschnak entraînaient la radicalisation de certaines couches de l'armée et de la société, enhardirent les communistes arméniens. Ils choisirent les fêtes de célébration du 1^{er} mai organisées par les daschnaks pour lever l'étendard de la révolte. A Erevan, manifestants et orateurs bolchéviks troublèrent seulement les meetings officiels, mais à

Alexandropol de violentes manifestations tournèrent à l'insurrection. S'assurant de la sympathie ou tout au moins de la neutralité de la garnison locale, les bolchéviks s'emparèrent de la gare, se rendirent maîtres du train blindé « Capitaine Vartan » sur lequel le capitaine Moussayélian fit arborer un drapeau rouge, et quelques jours après ils y organisèrent le « Revkom » (Comité Révolutionnaire). Le 10 mai le « Revkom » — Moussayélian, Avis Nouridjanian, Artachès Melkonian — proclama que l'Arménie était une « République Soviétique » et annonça la liquidation du « gouvernement daschnak des fusilleurs et des spéculateurs impérialistes ».

Des désordres eurent lieu aussi à Sarikamich. Kars. Dilidian, Nor-Bavazit, etc... Mais les insurgés, en majorité des militaires, agirent en ordre dispersé et ne se montrèrent pas assez offensifs. «L'Armenkom» de Erevan se laissa surprendre par l'insurrection d'Alexandropol et le «Revkom» resta enfermé dans son train blindé. D'abord déroutés, le gouvernement et la FRA se ressaisirent. Le 5 mai, le gouvernement Khatissian fut remplacé par un gouvernement entièrement constitué par les membres du Bureau. Cette violation flagrante des principes établis quelques mois plus tôt par le 9e Congrès de la FRA était justifiée par les menaces qui pesaient sur l'existence de la République et par la nécessité de prendre des mesures énergiques. La « mobilisation générale» des daschnaks fut décrétée, le Parlement fut ajourné, le Bureau passa tout entier dans le gouvernement et instaura la dictature de la FRA. Présidé par H. Ohandjanian, Premier Ministre et Ministre des Affaires Etrangères, le «Gouvernement-Bureau» comprend R. Ter Minassian, aux Ministères de l'Intérieur et de la Guerre, A. Gulghandanian, aux Finances, A. Diamalian, aux Communications, S. Vratsian, à l'Agriculture et au Travail, S. Araratian, au Ravitaillement, G. Ghazarian,

à l'Education et aux Beaux-Arts. Dans la nuit du 14 au 15 mai, Rouben Ter Minassian, l'homme fort du régime, lança les troupes restées loyales et les unités fidèles de partisans arméniens de Turquie, menées par Sébouh, sur la gare d'Alexandropol. Le «Revkom» fut dispersé sans difficulté. L'exécution de quelques insurgés, l'arrestation ou la fuite des autres à Bakou, mirent fin à ce que certains historiens soviétiques qualifièrent dans les années 20, de «Juillet» arménien. Selon eux, l'« insurrection ouvrière et paysanne» de mai avait échoué comme avait échoué à Petrograd l'insurrection bolchévique de juillet 1917. Mais la lutte avait commencé. Elle devait mener à la victoire, et à la soviétisation de l'Arménie le 29 novembre qui, du coup, était qualifié d'Octobre arménien. Depuis, si d'autres historiens soviétiques ont porté des jugements négatifs sur l'impréparation et la hâte du «Revkom», les uns et les autres ont toujours flétri la répression daschnake et sa « politique aventuriste». En effet, en sauvant le régime, les daschnaks avaient retardé la soviétisation de l'Arménie et par conséquent l'avaient laissée sans défense devant l'assaut kémaliste.

La révolte de mai entraîna une vague de démoralisation dans le pays et fit mauvaise impression à l'étranger. Déçus par l'indépendance, gagnés par la lassitude, inquiets de l'avenir, les Arméniens et les militaires du Caucase retrouvaient leurs réflexes russophiles et, à défaut de mandat américain, envisageaient sans répugnance le retour du protectorat russe. Les événements de Mai avaient au contraire démontré « le sincère attachement à leur idéal d'indépendance pour l'Arménie » des soldats et des Volontaires arméniens de Turquie. Malgré les progrès manifestes de « l'orientation russe », le gouvernement resta persuadé qu'il fallait, à tout prix, conserver le pouvoir jusqu'à la signature du traité de Sèvres entre les Alliés et l'Empire ottoman. Il était

convaincu que les Alliés ne donneraient pas à l'Arménie les compensations territoriales prévues en Turquie, si l'Arménie était soviétisée.

L'été 1920 allait pourtant sonner le glas des grandes espérances arméniennes. Le 19 juillet, les pourparlers entre Bekir Sami, Tchitchérine et Karakhan avaient commencé à Moscou. Tout en lancant des appels à la Révolution en Orient, les soviétiques sont arrivés à des positions plus réalistes et sont prêts à soutenir le mouvement nationaliste turc contre l'impérialisme britannique. Ils proposent leur aide militaire et révèlent que la XI^e Armée Rouge a recu pour consigne d'occuper le corridor stratégique menant du Karabagh au Nakhitchévan afin d'établir le contact entre la Russie et la Turquie. Il est vrai que Karakhan plaide aussi la cause arménienne et cherche à obtenir des rectifications frontalières qui donneraient aux Arméniens Van, Mouch et Bitlis, moyennant des échanges de population. Il se heurte au refus catégorique de Békir Sami qui a reçu d'Ankara la consigne de ne pas céder un seul pouce du territoire des vilayets orientaux à l'Arménie. Au contraire Békir Sami obtient qu'un traité préliminaire, ne prenant pas en compte les problèmes territoriaux, soit signé entre Moscou et Ankara. C'est chose faite le 24 août 1920. Malgré les réserves exprimées par Tchitchérine et Karakhan, la décision a été emportée par Staline et Lénine, préoccupés par la lutte sur le front polonais et le front de Crimée. Par cet accord la Russie s'engageait à refuser de reconnaître tout traité international non ratifié par la Grande Assemblée Nationale turque et à lui livrer des armes et de l'or. Or le 10 août 1920 le gouvernement ottoman d'Istanbul signait enfin le traité de Sèvres. Mais contre lui, l'Armée Verte, un mouvement populaire qui « se réclame à la fois du bolchévisme, de l'Islam et du panturquisme » vient d'être lancé en Anatolie avec le

soutien de Mustafa Kémal. La machine qui allait broyer la République d'Arménie s'était mise en marche.

Le traité de Sèvres

On l'a dit et redit, le traité de Sèvres arrivait trop tard. Il dépeçait l'Empire ottoman et réduisait la Turquie à une peau de chagrin. Il répondait aux objectifs impérialistes anglo-français au Proche-Orient. Mais en même temps il répondait aux aspirations nationales tout à fait légitimes des Arabes, des Arméniens et des Kurdes.

Cosignataire du traité, l'Arménie était enfin reconnue « de jure » et le stylo qu'utilisa Aharonian pour parapher cet acte historique est conservé aujourd'hui comme une relique, au Musée de la FRA, à Paris. Par le traité de Sèvres, la Turquie « déclare reconnaître, comme l'ont déjà fait les Puissances alliées, l'Arménie comme un Etat libre et indépendant » (Article 88). La Turquie et l'Arménie acceptent de remettre à l'arbitrage du Président Wilson la délimitation de leurs frontières dans les vilayets d'Erzeroum, Trébizonde, Van et Bitlis (Article 89). L'Arménie semblait sauvée. Malgré la déception que représenta pour certains la non-mention de la Cilicie, le traité provoqua une effervescence indescriptible dans les communautés arméniennes. Mais dénoncé à Constantinople, refusé à Ankara par les kémalistes qui représentent à cette date le pouvoir réel en Turquie, le traité de Sèvres n'a jamais été ratifié. Et lorsque, comblant la longue attente des Arméniens, le Président Wilson prononce, le 22 novembre 1920, sa fameuse sentence arbitrale, qui attribue à l'Etat arménien la plus grande partie des vilayets de Van, d'Erzeroum, de Bitlis et une partie du vilayet de Trébizonde, l'Arménie indépendante n'a plus que quelques jours à vivre.

En août 1920, l'Armée Rouge qui a envahi la Pologne est arrêtée devant Varsovie. Cette guerre russo-polonaise qui devait, selon les prévisions des bolchéviks, être la première étape de l'expansion révolutionnaire en Occident, en marqua au contraire le reflux. C'est sans doute alors que Kémal réalisa que l'Armée Rouge n'était pas invincible et qu'il prit la décision d'attaquer immédiatement l'Arménie, d'occuper les vilayets orientaux avant la sentence wilsonienne et peut-être même de prendre des gages en occupant une partie de l'Arménie caucasienne pour pouvoir mieux discuter avec les bolchéviks lorsqu'ils reviendront en force au Caucase.

L'insurrection de mai et sa répression avaient tendu les relations arméno-soviétiques. Alors que la Géorgie était reconnue par le gouvernement soviétique le 7 mai 1920, les communistes arméniens et azeris de Bakou envoyaient une délégation à Moscou pour empêcher tout arrangement avec l'Arménie « daschnake ». Malgré cela, au début de juillet, Boris Legran prit le train pour Bakou où il arriva le 20. Il est accompagné par Halil Pacha qui a plaidé avec succès la cause des kémalistes à Moscou et revient en Anatolie avec « l'or russe ». Mais la délégation Chant ne « trouva » pas de moyens de transport avant août et fut empêchée d'arriver à Erevan avant la mi-septembre.

De Bakou, Legran s'est rapidement rendu à Tiflis puis à Erevan dont le gouvernement se montre peu empressé à reprendre les pourparlers avant l'arrivée de Chant. Visiblement il cherche à gagner du temps jusqu'à la conclusion du Traité de Sèvres. Il est persuadé que les

Alliés en garantiront l'application et que du même coup l'intégrité et la sécurité de l'Arménie seront assurées. Dans un télégramme qu'il adresse à Ohandjanian, Legran regrette ces atermoiements et le met en garde contre les menaces qui pèsent sur les frontières de l'Arménie. Toutefois une conférence destinée à mettre fin aux combats entre partisans arméniens et bolchéviks dans le Karabagh, le Zanguézour et le Nakhitchévan a lieu entre Legran et les représentants arméniens, A. Diamalian et A. Babalian. Le 10 août, le jour de la signature du Traité de Sèvres, un accord est signé à Tiflis entre l'Arménie et la Russie. L'Armée Rouge est autorisée à occuper les trois provinces revendiquées par les Arméniens et les Azeris. Cette occupation ne préjuge en rien de leur attribution définitive qui interviendra lors du traité à conclure entre l'Arménie et la Russie soviétique. Quelques jours après, la XI^e Armée Rouge traverse la Nakhitchévan et accomplit sa jonction avec l'armée kémaliste. La fraternisation des deux armées s'accompagne des livraisons d'or et d'armes promises par les Soviétiques aux divers émissaires turcs. En principe, or et armes doivent soutenir la lutte des Kémalistes contre les Alliés. En effet le 22 juin, les Grecs, avec l'aval de ces derniers, ont lancé une offensive en Asie Mineure. C'est le début d'un conflit très violent entre Grecs et Turcs. De ce conflit dont l'enjeu est l'existence même de la Turquie, les Kémalistes sortiront victorieux en 1922.

Créer une patrie « par le fer et par le feu »

Tandis que le gouvernement daschnak se résignait à accepter l'arbitrage russe et à opérer une retraite straté-

gique, Rouben Ter Minassian (1881-1951) mettait à profit la « dictature révolutionnaire » de la FRA pour passer aux actes. Ce révolutionnaire professionnel devenu Ministre de l'Intérieur et de la Guerre est un homme réaliste pour qui la politique résulte uniquement des rapports de force. Formé très jeune à l'école des fédaïs, il a vécu au contact des paysans arméniens, il a lutté contre les autorités ottomanes, il a guerroyé contre les Kurdes dont il a pénétré la mentalité et dont il a admiré le courage physique et le code moral. Les années passées dans les montagnes du Sassoun, au sein d'une nature magnifique et sauvage, l'ont plus marqué que trois années universitaires à Genève. Peu soucieux de « formalisme démocratique», insensible aux idéologies, il a un «compte à régler » avec l'Histoire, depuis qu'il a assisté, impuissant, au massacre des 150 000 Arméniens de la région de Mouch (été 1915): il veut donner au peuple arménien une terre et créer pour lui une patrie fût-ce « par le fer et par le feu ». L'été 1920, il prend, à l'insu du gouvernement, une décision qu'il appellera lui-même « un plan féroce ». celle « d'arméniser » le territoire de la République en expulsant les populations musulmanes. Son analyse repose sur des arguments politiques et économiques. Les 6 à 700 000 Musulmans qui vivent en Arménie (leur nombre ayant augmenté avec l'expansion territoriale) et qui supportent mal l'autorité de Erevan sont autant d'ennemis de l'intérieur susceptibles d'être utilisés contre l'Etat arménien par les Azeris et par les Turcs. Par ailleurs, les Musulmans occupent les deux tiers du sol, accaparent les meilleures terres, alors que les Arméniens, « les maîtres du pays », sont refoulés dans les montagnes et dans les steppes ou sont dépourvus de terres et de maisons comme les réfugiés de Turquie. Les premiers « mangent à satiété, ont du lait, du beurre, de la viande et du pain », les seconds meurent de faim. Le communisme prôné par les bolchéviks ne saurait être une solution. Cela consisterait à ramener les pauvres — tant l'Arménie est misérable — au niveau des gueux : le communisme suppose en effet l'existence d'une économie riche et développée. La seule solution c'est donc de « prendre la terre » aux musulmans.

Durant les quelques semaines qui s'écoulent de juillet à septembre 1920, des détachements de fédaïs d'Arménie turque sont chargés « d'encourager au départ » les musulmans d'Arménie. Toutes les méthodes, y compris les plus violentes (incendies des villages, massacre de leurs habitants) sont utilisées pour hâter l'exode des musulmans. A leur place, les réfugiés arméniens sont immédiatement installés et les districts de Zanguibazar. Védibazar, Charour, la basse vallée de l'Araxe sont définitivement arménisés. Il est impossible de chiffrer le coût humain de ces opérations, ni le nombre exact des réfugiés musulmans qui gagnèrent l'Azerbaïdian. Les statistiques concernant la population de la République d'Arménie sont incertaines. Il est admis cependant que cette population est passée de 961 700, en 1919, à 780 000 en 1921. La littérature soviétique attribue communément cette chute démographique aux conséquences catastrophiques de l'indépendance et quand elle l'attribue aux daschnaks, c'est pour passer sous silence l'expulsion des musulmans. Le premier recensement soviétique de 1926 permet cependant de se faire une idée plus précise des événements de l'été 1920. Sur 881 000 habitants, 84,4 % sont Arméniens, les Azeris ne sont plus que 10,1 %, et les Kurdes 0,3 %. C'est sur cette base que commence une évolution qui fait aujourd'hui de l'Arménie, avec presque 90 % d'Arméniens, la République ethniquement la plus homogène de toute l'Union Soviétique.

Dans un article (20/07/88) consacré à une entrevue

entre M. Gorbatchev et S. Hampartzoumian, Recteur de l'Université de Erevan, venu à Moscou pour plaider la cause des Arméniens du Kharabagh, la Pravda s'est faite l'écho de ces événements lointains.

Gorbatchev - (...) « Savez-vous combien il y avait d'Azeris à Erevan au début du siècle?

Hampartzoumian - Au début du siècle? Non ...

Gorbatchev - Vous devriez le savoir, 43 %. Et aujourd'hui?

Hampartzoumian - Aujourd'hui, 1 % ...

Gorbatchev - Oui, 1 % et moi je ne vais pas vous accuser d'avoir chassé les Azeris de Erevan!»

Le Congrès des Peuples d'Orient

Du 1^{er} au 8 septembre 1920 se tint à Bakou, devenue un véritable phare révolutionnaire depuis la soviétisation de l'Azerbaïdjan, le Premier Congrès des Peuples d'Orient: 1 891 délégués, pour l'écrasante majorité des musulmans d'Asie Centrale, se sont rendus à Bakou à l'invitation lancée par le Komintern aux représentants « des masses populaires asservies de l'Orient ». Sur ces 1 891 délégués, parmi lesquels on trouve 55 femmes et 1 273 communistes, 235 sont turcs, 192 persans, 157 arméniens, 100 géorgiens etc... Parmi les 266 délégués qui n'ont pas indiqué leur nationalité il existe un grand nombre d'Azeris. Il n'y a pas lieu d'analyser ici en détails le déroulement de ce Congrès qui a suscité de nombreuses études, mais il convient de rappeler que les musulmans sont venus à Bakou avec des vraies intuitions: la force de la solidarité turque et la spécificité de la révolution

coloniale. Les ténors du Komintern dont le IIe Congrès vient de s'achever - Zinoviev, Radek, Bela Kun sont arrivés décus par l'effondrement des espoirs de Révolution en Occident mais impressionnés par les thèses sur la question nationale et coloniale que Lénine a soutenues: dans sa lutte contre l'impérialisme, le mouvement prolétarien peut faire alliance avec les partis nationalistes et bourgeois. Ces thèses illustrent parfaitement la politique menée par Moscou vis-à-vis des kémalistes qui ont afflué en nombre à Bakou. Cela explique le ton du discours d'ouverture de Zinoviev qui préside le Congrès. Il appelle à la Révolution en Orient et soulève l'enthousiasme de la salle en appelant les délégués au « djihad » (Guerre Sainte) contre l'impérialisme. S'il y a à Bakou d'authentiques communistes turcs, comme Mustafa Suphi qui depuis l'été 1920 joue un rôle important dans les relations entre les soviétiques et les kémalistes, beaucoup d'ittihadistes turcs, dont Enver Pacha, Behaeddine Chakir ont aussi accouru. La déclaration d'Enver Pacha, où pullulent les formules anti-impérialistes fracassantes, est acclamée. La lecture des minutes du Congrès des Peuples d'Orient laisse peu de doute sur l'avenir de la République daschnake. Certes on trouve dans le rapport de la délégation arménienne des allusions aux souffrances subies par le peuple arménien sous les sultans et sous les tsars, mais la conjonction des éléments bolchéviks et turcs au Congrès de Bakou sonne le hallali de «l'Arménie maudite des hourreaux daschnaks».

La guerre arméno-turque

Le 23 septembre 1920 Mustafa Kémal donna au général Karim Karabékir l'ordre de mener une offensive contre l'Arménie. L'événement surprit les Arméniens qui décrétèrent aussitôt la mobilisation générale. L'armée arménienne est portée à 35 000 hommes mais elle aligne à peine 20 000 combattants. L'armée turque n'est quère plus nombreuse et si de part et d'autre les hommes sont également mal armés et mal nourris, les soldats turcs sont nettement plus combatifs que les jeunes recrues arméniennes dont l'amalgame n'est pas réalisé. Face au général Kazim Karabékir qui est un vrai politique et un chef de guerre, le commandant en chef de l'armée arménienne, le général Nazarbékian fait figure de héros fatigué. Il existe enfin un malaise de l'armée arménienne. L'état-major où il v a pléthore d'officiers russes ou russophones supporte mal l'autorité soupçonneuse du Bureau et il y a conflit d'autorité entre les officiers formés à la russe et les chefs militaires sortis des milices populaires, tels Dro et Sebouh, qui, comme en 1918, commandent les Volontaires pugnaces mais indisciplinés de Van et du Sassoun. Enfin la troupe est de plus en plus sensible à la propagande bolchévique en faveur d'une soviétisation rapide de l'Arménie qui apporterait la paix et la sécurité. Le jour même de l'offensive le gouvernement d'Ankara justifie par un long communiqué la raison de cette attaque brusquée.

« (...) Depuis la constitution de la République Arménienne, le gouvernement de Erevan a pour objectif d'anéantir les Tatares établis dans le pays ou de les obliger à émigrer alors qu'ils représentent la moitié de la population de la République. L'objet de cette politique suivie

opiniâtrement et qui obéit à un plan est d'élargir le territoire réservé aux Arméniens en exterminant les Tatares ou en installant des Arméniens dans les localités rendues vacantes en raison de leur départ.»

Et dans la péroraison, il brandit la bannière de l'antiimpérialisme

« (...) Le peuple turc ne nourrit aucune intention hostile ni à l'égard du peuple arménien, ni à l'égard d'aucun autre peuple. La responsabilité du sang versé doit retomber uniquement sur les daschnaks et sur leurs protecteurs impérialistes qui poursuivent la désagrégation du peuple turc. »

Comment réagissent les Soviétiques? Ils semblent avoir été aussi surpris que les Arméniens. Dans la mesure où ils n'envisagent pas de s'engager dans un conflit contre les kémalistes à qui ils viennent de livrer des armes, ils affectent de prendre au sérieux leur discours anti-impérialiste.

Dès le début de la campagne le gouvernement arménien saisit l'ampleur du danger et cherche du secours à l'extérieur. La Géorgie se déclare neutre. Quelques jours avant l'offensive turque, le Président Jordania, le Ministre des Affaires Etrangères Gegetchkori ont d'ailleurs reçu une délégation kémaliste menée par Youssouf Kémal. Sollicitées au début d'octobre, les grandes Alliées, la Grande-Bretagne et la France, refusent de faire une opération navale le long du littoral Pontique et encore moins de débarquer à Trébizonde « pour réduire à néant le plan turco-bolchévique d'occupation de l'Arménie » comme le demande Aharonian, à Paris, le 9 octobre.

Kazim Karabékir lance ses troupes en direction de Sourmalou et de Kars. Pendant près d'un mois les Arméniens résistent en particulier sur le front de Sourmalou où les hommes de Dro mènent des combats acharnés. Mais sur le front de Kars où l'organisation et la discipline des troupes tant de forteresse que de campagne sont relâchées, c'est le désastre. La forteresse de Kars tombe le 30 octobre. Le général Piroumian, chef de la forteresse, le général Araratian, quatre colonels, une trentaine d'officiers, 3 000 soldats sont faits prisonniers ainsi que le ministre Babalian, l'évêque Karékin Hovsépian, le préfet et le maire. La population arménienne n'avait pas pu fuir: durant trois jours soldats turcs et irréguliers kurdes pillent, violent et tuent. La chute de Kars que R. Hovannisian considère « comme un des plus grands fiascos de l'histoire militaire arménienne », s'explique par la panique, les désertions, l'inégalité de résolution et la démoralisation. Le 30 octobre, le colonel Mazmanian ne s'est-il pas suicidé devant les hommes du 1^{er} Régiment qui ont refusé d'obéir à l'ordre de contre-attaque? Dès lors la résistance arménienne est brisée et les jours de l'Arménie indépendante sont comptés. Les kémalistes entrent le 7 novembre à Alexandropol (Gümrü pour les Turcs) où, deux jours avant, un Comité révolutionnaire bolchévique s'est créé. Ils obligent le gouvernement Ohandianian à signer un armistice draconien qui leur donne le droit d'occuper Alexandropol et sa région. Le 10 novembre, les exigences accrues de Kazim Karabékir provoquent une dernière tentative de défense arménienne. Le 18 novembre, un nouvel armistice de 8 jours est signé.

Alexandre Khatissian qui est rentré en toute hâte de l'étranger où il était allé négocier auprès des communautés arméniennes un « Emprunt de l'Indépendance de l'Arménie » - 20 millions de dollars destinés à redresser

la monnaie et l'économie arméniennes — retrouve son rôle de plénipotentiaire. Bien que partisan d'une paix rapide, il part pour Tiflis afin de voir quelle assistance l'Arménie — enserrée dans un véritable étau — peut espérer de ses alliés.

Le gouvernement géorgien confirma sa neutralité. L'ambassadeur grec exprima la sympathie de son gouvernement. Le Haut-Commissaire anglais, le colonel Stokes, le Chef de la Mission Militaire française, le colonel Nonencourt, le représentant de l'Italie, le colonel Gaba, ne promirent aucune aide tangible. Bien au contraire, l'Angleterre, la France et l'Italie venaient de faire échouer à Genève l'entrée de l'Arménie et de la Géorgie à la SDN de crainte d'être amenées à leur prêter main-forte, en cas de nécessité, comme le Pacte de la SDN leur en faisait obligation.

Enfin, Lord Curzon au nom du gouvernement anglais envoya un télégramme à Tiflis, le 29 novembre, dont le sens général était « mieux vaut les Turcs que les Rouges »:

« Il est évident que nous ne pouvons entretenir aucun rapport avec les kémalistes mais nous pensons que l'Arménie n'a pas d'autre choix parce qu'un traité avec la Russie soviétique aurait à coup sûr une issue plus défavorable. »

A vrai dire, les Soviétiques étaient déjà devenus l'ultime recours des Arméniens. Le 12 octobre, la Mission Legran — 30 membres dont deux bolchéviks arméniens, Sahak Ter Gabrielian et Achot Hovhanessian — était réapparue à Erevan. Legran a reçu de Moscou, qui s'inquiète des succès turcs, des instructions précises pour soviétiser rapidement l'Arménie et lui accorder un

appui afin d'arrêter l'avance kémaliste. Legran demande au gouvernement arménien de dénoncer le traité de Sèvres, de rompre avec l'Entente, d'accorder la libre disposition des chemins de fer aux forces russes, turques et azeries, d'accepter la médiation russe dans le conflit avec la Turquie et la protection de l'Armée Rouge. Mais le gouvernement Ohandjanian qui attend la sentence arbitrale de Wilson, refuse. Il ne veut renoncer ni au Traité de Sèvres, seul espoir d'une Arménie indépendante et unifiée, ni à la possibilité d'un recours occidental et il ne veut pas d'une occupation soviétique.

Par l'accord Legran-Chant signé le 28 octobre, la Russie reconnaît enfin l'indépendance et la souveraineté de l'Arménie, qui accepte de son côté l'arbitrage russe dans les différends frontaliers avec la Turquie et les états voisins. Signé deux jours avant la Chute de Kars, cet accord ne sera suivi d'aucun effet.

Le 20 novembre, Legran est de retour à Erevan accompagné du bolchévik Boudou Mdivani, nommé médiateur du conflit arméno-turc par Tchitchérine. Legran qui demande au gouvernement arménien de laisser « entrer l'Armée Rouge pour placer les Turcs devant le fait accompli » essuie un nouveau refus. A Alexandropol où il s'est rendu pour négocier avec Kazim Karabékir, Mdivani fait aussitôt de « l'agitation », tient des meetings avec les bolchéviks arméniens et dénonce « l'Arménie contre-révolutionnaire ». Mais il n'est pas reçu par Karabékir qui refuse toute ingérence soviétique.

Dans la crise qui secoue l'Arménie on voit resurgir des images désormais habituelles : dans la neige hivernale, des colonnes de réfugiés mêlés à des déserteurs supplient que l'on fasse la paix. Discrédité, le « Gouvernement-Bureau » donne sa démission. Il est remplacé

par un gouvernement de coalition, le 23 novembre. Présidé par Simon Vratsian (1882-1969), il comprend les SR, Khondkarian et Minakhorian et les « daschnaks de gauche », Dro et Terterian.

Un article publié le 20 novembre dans « Haratch », l'organe du Bureau et cité dans son étude par S. Afanasyan, montre que la direction daschnake, ou tout au moins une partie d'entre elle, a évolué.

«L'existence de notre Etat n'a de valeur aux yeux des Puissances qu'autant qu'il sépare la Turquie de la Russie. Le jour où l'Arménie cesserait de remplir ce rôle et deviendrait le jouet de la Russie, toute raison du maintien de l'Arménie comme Etat cesserait d'exister pour les Puissances. Donc si l'Arménie veut vivre indépendante, elle doit éviter de se faire l'instrument de notre grand voisin du Nord. D'autre part, notre ennemi séculaire, la Turquie, ne saurait souffrir notre indépendance qu'au cas où nous renoncerions pour toujours à l'orientation moscovite. Il est vrai que la Turquie kémaliste est en querre avec nous, mais une grande sagesse politique n'est pas indispensable pour se rendre compte du caractère temporaire de l'alliance turco-russe (...) Pour son salut, l'Arménie n'a qu'une issue: trouver un «modus vivendi» avec les Turcs.»

Cette analyse de la «conduite diplomatico-stratégique» possible de l'Arménie reconnaît que celle-ci doit s'adapter à une conjoncture qui ne dépend pas d'elle. Soumise aux aléas des interactions internationales — les Puissances, la Russie soviétique, la Turquie — elle a néanmoins le choix entre différents alliés. En donnant la primauté à l'indépendance, le Bureau admet que celle-ci est incompatible avec les objectifs historiques de l'Arménie: l'élargissement de l'espace arménien.

Entre le marteau kémaliste et l'enclume soviétique

Le 23 novembre. A. Khatissian partait à la tête d'une délégation pour Alexandropol afin d'obtenir la paix à n'importe quel prix. Un des premiers actes de S. Vratsian fut de se mettre en rapport avec Boris Legran et de l'assurer que l'objectif de son gouvernement est d'obtenir l'amitié et l'assistance de la Russie soviétique. Mais le problème dont il s'inquiète est le suivant: la Russie est-elle en mesure de secourir rapidement l'Arménie? Legran répond en conseillant de rappeler immédiatement la délégation Khatissian, de rejeter l'ultimatum turc et de faire appel à l'Armée Rouge. Dans l'Histoire de la République d'Arménie qu'il a publiée plus de trente ans après les événements, S. Vratsian explique ses hésitations par les doutes qui l'ont assailli et qu'il a exposés à Legran. Quelle garantie a le gouvernement arménien que, d'ici l'arrivée des troupes soviétiques, l'armée turque ne marchera pas sur Erevan et ne se livrera pas à de nouveaux massacres? A cette objection Legran oppose sa conviction que «Les Turcs ne feront rien de semblable». Vratsian fait alors remarquer que l'armée soviétique est près de la frontière du nord et qu'il lui faudrait une semaine pour arriver à Erevan alors que les Turcs campent sur les rives de l'Araxe, « à proximité du pont du Prophète » à moins de 40 km de la capitale! En même temps Vratsian pressent que les Russes ne disposent pas d'une armée assez forte pour contenir les kémalistes et qu'en tout état de cause, ils n'entendent pas se battre contre eux. Il les soupçonne même d'être plus intéressés « par la soviétisation de l'Arménie que par sa protection». De leur côté, les Soviétiques ont expliqué les atermoiements des daschnaks et leur refus de rompre les pourparlers d'Alexandropol par leur duplicité et leur aveugle soumission à l'impérialisme britannique personnifié sur place par le colonel Stokes. La lucidité post-événementielle de l'historien qui doit « comprendre l'intrigue » (Paul Veyne) et la faire comprendre n'est pas celle des contemporains empêtrés dans des problèmes oppressants et dans des calculs stratégiques, ne disposant que d'informations parcellaires, et alignant leur conduite sur les rétentions de pensée et sur les projets qu'ils prêtent à leurs adversaires.

Il n'y a pas de doute que Vratsian souleva toute sorte d'objections à l'entrée de l'Armée Rouge en Arménie et à la soviétisation du pays. Coupée totalement de l'Europe et des Etats-Unis, l'Arménie serait dans ce cas privée de ses approvisionnements et condamnée à la famine, car la Russie, elle-même en proie à la disette, ne serait pas en mesure de la ravitailler. Enfin la soviétisation porterait un coup mortel à la cause arménienne et aux engagements internationaux la concernant. En effet, si « l'Arménie demeurait indépendante (...) elle resterait juridiquement maîtresse de sa cause. »

Ces dernières objections furent balayées par Legran:

«Les Arméniens doivent renoncer à jamais à l'Europe et à l'Amérique et tirer une croix sur le Traité de Sèvres. Les Arméniens doivent placer leurs espérances uniquement sur la révolution mondiale et sur la Russie ouvrière et paysanne. Il est ridicule de parler de la farine dans laquelle, en guise de consolation, banquiers et pasteurs américains roulent le peuple arménien. Qu'est-ce pour la Russie que d'expédier du Kouban quelques millions de pouds de farine à l'Arménie?»

Tandis que les pourparlers traînent et que les Turcs se font menacants, Legran annonce le 29 novembre, au gouvernement arménien, la décision du Comité Central du Parti communiste panrusse de soviétiser l'Arménie. Le même jour, le 29 novembre 1920, une poignée de bolchéviks arméniens venus de Bakou qui s'intitule Herkom (Comité Révolutionnaire), franchit la frontière. proclame à Itchévan que l'Arménie est une République socialiste soviétique et demande à l'Armée Rouge d'intervenir. Dans les jours qui suivent, cette situation sera légalisée par le gouvernement Vratsian. L'invasion de l'Arménie par la XI^e Armée ne rencontra aucune résistance et fut considérée par ses habitants comme une « contre-offensive antiturque ». Constamment rappelée par les historiens soviétiques cette interprétation des événements de novembre 1920 fait des Russes les « libérateurs » de l'Arménie. Mais en acceptant un gouvernement soviétique pour éviter les kémalistes, l'Arménie a du même coup sacrifié son indépendance.

L'accord du 2 décembre 1920

S. Vratsian assigna alors à Dro et à Terterian la tâche de mener à bien la passation des pouvoirs. L'agrément signé, le 2 décembre 1920, entre Legran au nom du gouvernement socialiste de Russie et les deux représentants du Gouvernement de la République d'Arménie laissait encore une lueur d'espoir. L'Arménie devenait une République socialiste soviétique indépendante. La Russie soviétique reconnaissait la souveraineté de l'Arménie sur tous les territoires qui étaient sous sa juridiction avant l'invasion turque, y compris le Zanguézour

et une partie de la province de Kars. Le commandement de l'armée arménienne, les membres de la FRA et des autres partis socialistes (SR et SD) ne feraient l'objet d'aucune poursuite. Provisoirement le gouvernement serait confié à un Comité Militaire Révolutionnaire comprenant cinq communistes et deux daschnaks de gauche agréés par le Parti Communiste Russe. En attendant l'arrivée du Comité Révolutionnaire, le Gouvernement de la République d'Arménie se retirerait et le pouvoir passerait aux autorités militaires commandées par Dro et au « Camarade Siline » désigné par la Russie soviétique comme Commissaire auprès de ces mêmes autorités.

Le traité d'Alexandropol

La délégation arménienne qui se rendit à Alexandropol comprenait A. Khatissian, A. Gulghandanian (Ministre des Finances), S. Korganian (Préfet de Kars) et quatre conseillers. Elle arriva le 24 novembre à 6 heures du matin en gare d'Alexandropol où elle fut accueillie par le général Kazim Karabékir avec cette courtoisie ottomane qui déroutait toujours les plénipotentiaires arméniens.

La délégation turque chargée de négocier avec les Arméniens était présidée par Kazim Karabékir lui-même et comprenait deux représentants, un civil et un militaire, d'Erzeroum. Ils avaient été choisis à dessein pour démontrer aux Arméniens que le traité de Sèvres et l'arbitrage du Président Wilson qui venait de prononcer, le 22 novembre, sa sentence arbitrale et attribuait Erzeroum à l'Arménie, étaient sans valeur.

Sans se départir de sa courtoisie apparente, Kazim Karabékir se montra immédiatement très ferme. Il refusa net de discuter en présence de Boudou Mdivani le médiateur désigné par les Soviétiques et il exigea que l'Arménie revienne aux frontières du traité de Batoum (juin 1918). De son côté, la délégation arménienne qui était venue de Erevan avec des pleins pouvoirs et des instructions précises concernant une « Arménie viable ». mit en forme un projet destiné à servir de base de discussion. L'Arménie comprendrait l'Arménie russe (y compris Kars), Van (avec son lac) et Mouch, mais elle renoncait à Erzeroum et à Trébizonde. Ce projet fut instantanément balavé, lorsque le 25 novembre, Kazim Karabékir annonca qu'il soumettait la poursuite des négociations à un préalable : l'Arménie devait renoncer au traité de Sèures

Cela impliquait pour les Arméniens une révision déchirante des fondements mêmes de leur diplomatie et la fin de toutes leurs espérances. Néanmoins, après avoir consulté Erevan par télétype, la délégation arménienne décida à l'unanimité de renoncer au traité de Sèvres. Dès le début des années 20, dans les articles qu'il publia dans la revue Hayrénik (à Boston), Khatissian justifia cette renonciation par les arguments suivants. Il était hors de question de reprendre les hostilités avec les Turcs. La vision des troupes kémalistes pillant la ville d'Alexandropol dans la neige, par un froid à pierre fendre et enlevant jusqu'aux portes et aux fenêtres, celle des milliers de jeunes Arméniens réquisitionnés pour des travaux forcés, poussés sur la route de Kars, l'ont persuadé de la nécessité de signer la paix au plus vite. Quant aux réactions possibles des Grandes Puissances à la renonciation unilatérale de l'Arménie à une convention internationale, son raisonnement et celui des plénipotentiaires arméniens, fut le suivant:

« ou les Grandes Puissances qui avaient donné satisfaction aux Arméniens en apposant leur signature sur le Traité de Sèvres entendaient le faire respecter et en avaient les moyens et alors notre renonciation arrachée manifestement sous la contrainte ne ferait pas obstacle à l'exécution du traité » ou au contraire elles renonçaient elles-mêmes au traité « — comme elles y renoncèrent en effet — et alors notre renonciation actuelle dans les conditions exceptionnelles du moment, ne pouvait que nous aider à établir des liens de bon voisinage avec la Turquie. »

Le 27 novembre la réponse de la délégation arménienne fut communiquée à la délégation turque. Le 28, après avoir de nouveau consulté Erevan et pris connaissance des dernières déclarations faites à Genève par la SDN au sujet de la question arménienne, le projet arménien concernant les frontières futures de l'Arménie fut remis à Kazim Karabékir. Le lendemain celui-ci exigea de Khatissian une entrevue seul à seul. Elle dura trois heures, au cours desquelles Karabékir tenta de persuader Khatissian que les Arméniens abandonnés de tous n'avaient d'autre choix que de s'entendre avec les Turcs. «Il mit l'accent sur la vanité des discours prononcés à la SDN et insista sur le fait que l'Europe après s'être servie de nous [les Arméniens,] n'avait plus besoin de nous. Il dit que la Russie dans sa progression historique vers le sud et les mers chaudes allait dévorer le Caucase.»

Rejetant brutalement les prétentions territoriales arméniennes et les perspectives de retour des 800 000 réfugiés arméniens dispersés en Europe orientale, au Caucase et au Proche-Orient et dont la délégation arménienne avait dressé un décompte, Karabékir termina l'entrevue par un ultimatum. Si les Arméniens n'accep-

taient pas de traiter au plus vite, l'armée turque marcherait sur Erevan! Lorsque le 30 novembre, les Turcs à leur tour présentèrent leur projet d'une Arménie réduite à 27 000 km² (sans Kars, ni Nakhitchévan, ni Zanguézour) aux dimensions ou presque de l'Arménie soviétique actuelle, le gouvernement Vratsian avait cessé d'exister, le pouvoir soviétique avait été proclamé et un gouvernement de « coalition » bolchéviko-daschnak venait d'être constitué. Dans les heures qui suivirent, A. Khatissian conscient des lourdes responsabilités qu'il devait assumer, fut enfermé dans un dilemme dramatique. Aux télégrammes qu'il envoya à Erevan demandant des instructions précises Dro répondit par télétype, le 2 décembre:

« Je vous déclare au nom du gouvernement révolutionnaire que vous êtes libre de signer ou de ne pas signer le traité. »

Puis, sollicité de nouveau, quelques heures après, sa dernière réponse fut:

« Je vous l'ai déjà dit : agissez comme vous l'entendez. Je parle au nom du camarade Siline et en mon propre nom. »

Dans la nuit du 2 au 3 décembre 1920, dans une atmosphère d'autant plus alourdie que les bolchéviks qui ont chassé l'administration daschnake d'Alexandropol ont déjà commencé à épurer et à fusiller, A. Khatissian se résigna à signer le traité d'Alexandropol (ou traité de Gümrü) avec la Turquie kémaliste dont ce fut le premier acte international. Par ce traité la Grande Assemblée Nationale de Turquie reconnaît l'indépendance de l'Arménie dans les limites évoquées plus haut. Les départements de Kars et Sourmalou sont confiés à la

Turquie mais il est prévu que leur sort définitif sera réglé par un référendum. Les Arméniens renoncent au traité de Sèvres. L'armée arménienne est réduite à 1 500 hommes, aux officiers nécessaires à leur encadrement et à quelques forces de gendarmerie. En cas d'agression contre l'Arménie, la Turquie la protégera. Tous les émigrés turcs ou arméniens pourront rentrer dans leurs foyers dans un délai de un an. Le Charour et le Nakhitchévan sont temporairement placés sous le protectorat de la Turquie. La Turquie commencera à évacuer les territoires occupés lorsque l'Arménie aura démobilisé.

Ce traité draconien qui faisait de l'« Arménie indépendante » une dépendance de la Turquie, comportait toutefois une clause qui ne fut pas respectée : le traité devra être ratifié dans un délai de un mois par le Parlement arménien et la Grande Assemblée Nationale d'Ankara. Les daschnaks allaient s'accrocher à cette clause pour entacher de nullité un traité qui avait été imposé par la force à l'Arménie.

Ainsi, dans des circonstances à la fois dramatiques et confuses, dont l'histoire — l'histoire de ce qui a été et l'histoire de ce qui aurait pu être — devait alimenter une polémique qui dure jusqu'à nos jours, entre le 29 novembre (soviétisation de l'Arménie) et le 2 décembre 1920 (renonciation au traité de Sèvres et à Kars) « l'orientation russe » se substitua à « l'orientation occidentale » et marqua la fin des rêves d'un Etat arménien indépendant et réunifié.

«Le peuple était silencieux...»

La soviétisation de l'Arménie fut accueillie avec soulagement, à défaut d'être accueillie avec enthousiasme, par le peuple arménien. Pour les paysans arméniens épuisés, et démoralisés par six années de guerre et trois années de Révolution, exaspérés par les réquisitions et les levées de recrues, la soviétisation signifiait le protectorat russe et donc la garantie de la paix. A. Khatissian témoigne de cette aspiration primordiale à la paix. Le 21 novembre, sur la route de Tiflis à Erevan, il est interpellé par une foule de réfugiés mêlés à des soldats de l'armée en déroute:

« Monsieur Khatissian, la Paix! Pour l'amour de Dieu, donnez-nous la Paix! »

Mieux valent les Rouges que les Turcs! Et même si d'aucuns s'inquiètent pour savoir en quoi «Les Russes d'aujourd'hui sont-ils (...) devenus des Russes différents?» le chef de partisans Sebouh confirme, fin novembre, que sur le front de Dilidjan, les soldats arméniens refusent de se battre contre l'Armée Rouge.

Pour les officiers, l'intelligentsia, les cadres caucasiens de la FRA, grandis dans l'admiration de la culture russe, nourris de Pouchkine, de Tolstoï et de Tchékhov, l'arrivée des bolchéviks comblait leur nostalgie de la Russie. La majorité renonça sans excès de larmes à une indépendance confisquée par la FRA qui livrait l'Arménie aux armées turques, pour accueillir le retour des Russes dont on attendait qu'ils apportent avec la paix, le pain, les bottes de cuir et les produits manufacturés d'avant-guerre.

Le régime créé par le « pacte Vratsian-Legran » du 2 décembre 1920, ne dura que deux jours. Le 4 décembre, le Herkom — Askanaze Mravian, Avis Nouridjanian, Achot Hovhannissian, Atarbékian – arriva à Erevan et sous la présidence de Sétrak Kassian entra en fonctions après avoir remercié sans ménagement Dro et Terterian. Le 6 décembre, les premières troupes de l'Armée Rouge, des soldats las, d'aspect misérable, entrèrent à Erevan. Les habitants avaient recu l'ordre de pavoiser de rouge les fenêtres de leurs maisons mais les rues étaient à moitié vides. Khatissian, quand il évoque cette scène qu'il observa de son appartement, rue Abovian, se remémore les vers de Pouchkine dans Boris Goudounov (...) «Le peuple était silencieux. » Le même jour le 6 décembre, sous la direction d'Atarbékian, la Tchéka, la police politique, se mettait à l'œuvre. Le traité signé avec Legran fut déclaré nul et les arrestations commencèrent. Elles frappèrent les cadres civils et militaires daschnaks et non daschnaks de la République. Ministres, députés, fonctionnaires, maires, conseillers municipaux, intellectuels, journalistes furent jetés en prison. N'échappèrent à cette épuration que Rouben Ter Minassian qui gagna les montagnes du Zanguézour, les trois plénipotentiaires d'Alexandropol, A. Khatissian, A. Gulghandanian et S. Korganian, qui furent autorisés à s'exiler en Géorgie, et S. Vratsian qui fut laissé en liberté. Fin décembre tous les officiers de l'armée furent fichés. Début janvier Dro et ses officiers furent exilés en Russie, puis le 24 janvier 1921, 1 500 officiers, ce qui restait des officiers de l'armée arménienne depuis le désastre de Kars, dont guatre généraux, Nazarbékian, Silikian, Hakhvertian et Ghanmazian, partirent à pied, dans un froid de loup, entourés de gardes russes armés de mitrailleuses pour une destination inconnue.

Le drapeau tricolore arménien et l'hymne « Notre Pa-

trie » furent supprimés et remplacés par le drapeau rouge et l'Internationale. Dans tout le pays les perquisitions, les réquisitions draconiennes et les violences se multiplièrent. L'historien communiste B. Borian, dans l'ouvrage qu'il publia en 1928-1929, à Moscou, ne ménage pas ses critiques au comportement du Herkom qui agit « sans discernement ni principe directeur », sans tenir compte de la situation économique et de la réalité psychologique des paysans arméniens. Les bolchéviks arméniens appartenaient à cette intelligentsia internationaliste et dogmatique convaincue du caractère téléologique et rédempteur de la lutte de classes, et de la victoire inéluctable de la Révolution prolétarienne et par ailleurs ils avaient une revanche à prendre sur les daschnaks.

Ils transférèrent brutalement en Arménie le communisme de guerre qui sévissait en Russie et qui peut être résumé par ces deux traits: nationalisation de tout et guerre civile. La propagande bolchévique avait promis qu'après la soviétisation le blé russe se déverserait en Arménie. Ce fut l'inverse qui se passa. Les conditions de vie empirèrent. Les stocks et les marchandises à destination de l'Arménie s'accumulèrent dans le port de Batoum et malgré les demandes réitérées du Herkom, la Géorgie hostile aux bolchéviks refusa leur transit. On nationalisa et on confisqua tout: logements, meubles, ustensiles, vêtements, chevaux, bétail, volaille, œufs et « jusqu'au fil et aux aiguilles ». De son côté la Russie était affamée. Des camions portèrent en «dons» de l'Arménie au « Camarade Lénine » et à l'Armée Rouge, les maigres stocks de l'Etat et les provisions des particuliers

L'Arménie n'avait pas connu la guerre civile. Le Herkom décréta que pour renforcer la dictature du prolétariat — dans un pays presque sans prolétaires — la guerre civile était nécessaire au développement de la conscience de la classe ouvrière et paysanne. Il fallait créer un gouffre infranchissable entre le prolétariat révolutionnaire arménien et la «bourgeoisie» dont les daschnaks se virent assignés à jouer le rôle de substitut local. Pour cela on créa des tribunaux populaires chargés de rendre une « justice révolutionnaire ». Des Comités d'immeubles, de rues et de quartiers eurent pour tâche de pratiquer la surveillance et la délation hissées au niveau de vertus révolutionnaires. Comme on manquait de cadres communistes, le Comité Central du Parti Communiste d'Azerbaïdian fut appelé à la rescousse. Il décréta la mobilisation de «310 travailleurs communistes arméniens d'Azerbaidjan » et les expédia en Arménie pour y «faire » la Révolution. La lutte de classes fut introduite dans les villages grâce à la création de Comités de paysans pauvres, ce qui fut l'occasion de règlements de comptes avec les voisins. Comme à Moscou, l'Art fut mis au service de la Révolution. On badigeonna sur les murs d'immenses fresques de style futuriste « d'où coulait » témoigne Katchaznouni « le sang impur des daschnaks et des autres contre-révolutionnaires ». Et il ajoute non sans raison « (...) le sang ne coulait pas seulement sur les murs mais aussi dans les prisons de la Tchéka».

Les espoirs que la propagande bolchévique avait nourris ne se réalisèrent pas non plus en politique étrangère : rétablir les relations avec le monde extérieur, régler les différends territoriaux, obtenir des kémalistes avec l'appui des Soviets l'évacuation des territoires occupés.

La Géorgie resta intraitable et n'ouvrit pas ses frontières. Le 30 novembre, une réunion du Comité Central d'Azerbaïdjan eut lieu à Bakou en présence d'Ordjono-

kidzé qui salua « la naissance de la République Soviétique d'Arménie ». N. Narimanov fut chargé d'envoyer au Herkom arménien un télégramme de félicitations et de rédiger une déclaration affirmant qu'il n'existait plus de différends territoriaux entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Le 1^{er} décembre, alors que les pourparlers entre Dro, Terterian et Legran sont engagés à Erevan, Narimanov lut devant le Soviet de Bakou la déclaration suivante:

« Aucun problème territorial ne saurait devoir causer d'effusion de sang entre deux peuples voisins séculaires. Le Zanguézour et le Nakhitchévan font partie intégrante de l'Arménie soviétique et le droit absolu à l'autodétermination est accordé au peuple du Karabagh. »

Cette déclaration arracha à Ordjonokidzé des commentaires lyriques sur la démarche généreuse du « chef de la République d'Azerbaïdjan» et il conclut: «Voilà qui est un acte sans pareil dans toute l'histoire de l'Humanité». Le 4 décembre, dans la Pravda, Staline publia lui aussi un article destiné à passer à la postérité: «L'Arménie martyre, en proie à la famine, à la destruction et à l'afflux des réfugiés par la grâce de l'Entente et des daschnaks » allait enfin trouver la paix et connaître un renouveau national grâce au pouvoir soviétique. A son tour il célébrait et confirmait la déclaration du 1er décembre. Mais les mois passèrent et il s'avéra que « cet arrangement fraternel entre les populations laborieuses de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan et de la Turquie » n'était qu'une déclaration d'intention destinée sans doute à faciliter la tâche des bolchéviks arméniens lors de la soviétisation de l'Arménie. Plus grave encore était la question des relations avec la Turquie: des dizaines de milliers de réfugiés arméniens, originaires de la province

de Kars, avaient envahi une fois de plus la plaine de l'Araxe.

Les autorités turques ne tenaient aucun compte des appels du Herkom en faveur d'un «accord fraternel» entre «l'Arménie soviétique et la Turquie révolutionnaire». L'armée turque campait toujours à Alexandropol, empêchait les liaisons ferroviaires entre Erevan et Tiflis. et le retour des réfugiés chez eux. La population masculine arménienne avait été réquisitionnée. Elle avait été contrainte de troquer, en plein hiver, ses vêtements contre des sacs de jute. Astreinte aux travaux forcés, elle avait été poussée jusqu'à Kars, Sarikamich et même Erzeroum. Pour la seule région d'Alexandropol les historiens d'Arménie soviétique estiment à 15 000 le nombre des déportés dont la majorité disparut à jamais, à 30 000 le nombre des victimes de violences diverses et à 32 000 le nombre de celles qui succombèrent à la famine

C'est en vain que, au nom du jeune pouvoir soviétique arménien, Alexandre Begzadian s'adressa directement, dès le 10 décembre, au gouvernement d'Ankara pour dénoncer le traité d'Alexandropol et obtenir sa révision. Dédaignant de répondre aux Arméniens, Ankara s'adressa à son tour à Moscou pour faire savoir que les Turcs garderaient les territoires cédés à Alexandropol, excipant de la nécessité de garantir la sécurité des populations musulmanes qui avaient tant souffert de la domination daschnake. Parallèlement, les communistes arméniens entreprirent une démarche pour amener Moscou à faire pression sur Ankara. Envoyés par Begzadian, Ter Gabriélian et Mravian sont reçus, le 12 décembre, par Lénine.

A l'exposé des difficultés rencontrées par le Herkom

en Arménie, Lénine répondit, agacé, «Votre difficulté provient du fait que l'un des fronts de la Révolution internationale passe par l'Arménie...» et s'il proposa du ravitaillement, de l'argent, un supplément de troupes soviétiques, il plongea dans la consternation ses interlocuteurs, en déclarant sans ambages « (...) nous ne nous battrons avec personne pour l'Arménie et pour Kars et à plus forte raison avec Kémal!»

Le soulèvement du 18 février 1921

On comprend que dans ces conditions les daschnaks aient pu revenir au pouvoir. Mais pour expliquer ce retour il faut quitter les rivages tourmentés de l'histoire arménienne pour aborder les rivages plus calmes de l'histoire géorgienne.

Pour diverses raisons, la Géorgie fait figure en 1920 d'un havre de paix, de prospérité, de stabilité et de modèle d'Etat socialiste. Par un traité, signé en bonne et due forme, le gouvernement soviétique a reconnu en mai 1920 l'indépendance de l'Etat géorgien dirigé par les menchéviks, ces frères ennemis dont l'organisation est interdite en Russie. Durant quelques mois la Géorgie réussit à capter la sympathie internationale. En septembre 1920, une délégation d'ouvriers et de socialistes européens menée par Kautsky, Vanderwelde et Ramsay Mac Donald s'est rendue en Géorgie et en janvier 1921, à défaut d'avoir été admise à la SDN, la Géorgie est reconnue « de jure » par les Alliés. Malgré cela les jours de la Géorgie indépendante sont comptés.

Au début de la guerre arméno-turque, lorsque la défaite de l'Arménie ne fit aucun doute, prétextant des nécessités stratégiques, les Géorgiens avaient occupé la «zone neutre» du Lori et même signé un accord en ce sens avec le gouvernement de Erevan, le 13 novembre 1920. Dès que l'Arménie fut soviétisée le Herkom demanda le retrait des troupes géorgiennes et déclencha une agitation antimenchévique dans la «zone neutre». Cette agitation se développa d'autant plus rapidement que la population arménienne du Lori — ouvriers d'Alaverdi, paysans des domaines ecclésiastiques de Haghbad et de Sanahin — était depuis longtemps infiltrée par les organisations bolchéviques.

Avec l'aval du « Kavburo », le Herkom créa le 7 février un Comité militaire et révolutionnaire sous la direction de Hovsep Lazian. Dans la nuit du 11 au 12 février, ce Comité déclencha à son tour une « insurrection populaire » dans le Lori. La résistance fut un prétexte pour appeler à l'aide la XI^e Armée Rouge qui fut « autorisée » par Ordjonokidzé à pénétrer dans la « zone neutre ». De là elle envahit la Géorgie. En toute hâte un Revkom géorgien (comité révolutionnaire) est constitué pour lancer un appel fraternel à Moscou, selon une recette qui restera inchangée jusqu'à l'invasion de l'Afghanistan en 1978.

Malgré une belle résistance géorgienne, il ne faudra que quelques jours aux 80 000 soldats soviétiques, aguerris par la Guerre Civile, pour s'emparer de Tiflis. Le 25 février 1921 le drapeau rouge flottait sur Tiflis où était proclamée la République soviétique de Géorgie. Bien que la version soviétique des événements fût celle d'une « insurrection populaire spontanée », l'occupation militaire de la Géorgie, le mépris du droit à l'auto-détermination prouvé par la résistance de la population géor-

gienne, créèrent dans le Parti Communiste Panrusse d'importants remous. On impute généralement à Staline. Commissaire aux nationalités, et aux « centralistes » du Kavburo, comme Ordjonokidzé, la responsabilité de cette décision malgré l'avis et les protestations de la majorité des bolchéviks géorgiens. L'« affaire géorgienne» (qui fut redécouverte par la gauche marxiste en Occident dans les années 60) divisa jusqu'en 1923 les communistes transcaucasiens, provoqua les palinodies de Trotsky, amena à plusieurs reprises Lénine à recommander « de se conduire avec tact avec les camarades géorgiens », et finalement le hanta jusque sur son lit de mort (1924). C'est elle, parmi d'autres raisons, qui aurait amené Lénine à découvrir la «brutalité» de Staline. devenu Secrétaire Général du Parti Communiste en 1922, et lui aurait inspiré les termes de son fameux « Testament ». Mais quels que soient les doutes et les scrupules d'un Lénine entre deux attaques de paralysie, on ne peut s'empêcher de penser qu'en 1921, Staline et le Kavburo n'ont été que les exécutants d'une politique décidée ou tout au moins approuvée à Moscou.

A la mi-février 1921, mettant à profit la disparition providentielle de l'Armée Rouge qui n'avait laissé que quelques troupes de couverture, la population arménienne exaspérée par la brutalité et les maladresses du Herkom se souleva. Le signal de l'insurrection fut donné par les paysans sassouniotes, venus de Turquie, et installés sur les flancs du Mont Aragatz. La révolte se propagea extrêmement vite. Sous la direction de chefs populaires, comme Kouro et Mardiros, les insurgés investissent dès le 16 février Erevan où la Tchéka se livra à des exécutions sauvages de prisonniers. Reconnaissant son impuissance, le Herkom s'enfuit sous la protection de deux trains blindés vers le Nakhitchévan. Le 18 février 1921, se constitue, sous la présidence de

Simon Vratsian, un gouvernement révolutionnaire qui prend le nom de «Comité du Salut de la Patrie». Il réunit autour du « Comité de Salut Public de Erevan ». créé quelques jours auparavant, des daschnaks, membres du Bureau, du Gouvernement, du Parlement, mais aussi des SR et des SD. Cette insurrection fut qualifiée par les communistes et par les historiens soviétiques qui lui contestent tout caractère spontané de « contre-révolution», «d'aventure criminelle» ourdie par les «nationalistes » daschnaks au service des impérialistes de l'Entente. Qualifié « d'orientation turque » l'appel adressé par S. Vratsian à la Grande Assemblée d'Ankara pour solliciter sa bienveillance et son aide a été aussi très sévèrement jugé. Au contraire dans le calendrier révolutionnaire daschnak, le 18 février occupe une place presque aussi importante que le 28 mai. Symbole de l'insurrection du peuple arménien, contre la dictature bolchévique, et symbole de sa volonté d'indépendance, elle est encore célébrée chaque année à Buenos-Aires, à Los Angeles, à Sydney, à Beyrouth, dans les différentes colonies de la diaspora.

Mais l'insurrection arménienne de février n'est pas un événement isolé. Elle s'inscrit dans une série de soulèvements populaires qui éclatent en Russie depuis la fin de la guerre civile contre la dictature des bolchéviks: soulèvements des paysans de la Volga, grèves des ouvriers de Moscou et de Petrograd, révolte des marins de Kronstadt, résistance géorgienne. En Arménie, totalement isolée du monde avec la soviétisation de la Géorgie, le régime soviétique sera rétabli par la force. Revenue de sa promenade militaire en Géorgie, la XI^e Armée Rouge entre, le 2 avril 1921, à Erevan d'où elle chasse les daschnaks.

La République Arménienne de la Montagne

Chassés de Erevan, militants et sympathisants daschnaks se regroupent dans le Zanguézour. Le Zanguézour, l'ancienne principauté médiévale de Siounik, est une haute chaîne de montagnes culminant à plus de 3 900 mètres, qui avance en éperon entre le Karabagh et le Nakhitchévan, et domine la basse vallée de l'Araxe. Scié de profondes vallées aux pentes ravinées, couvertes de « cheminées de fées », c'est un pays pittoresque, compartimenté, d'accès difficile, qui reste jusqu'à nos jours une sorte de conservatoire d'ethnographie rurale arménienne.

Depuis les combats menés par Andranik durant l'hiver 1918-1919, la population arménienne y est devenue majoritaire. Cette population rustique a donné dans le passé maintes preuves de son esprit de résistance. Elle n'accepte pas la présence de l'Armée Rouge qui a occupé, en juillet 1920, Goris, la métropole du Zanguézour, conformément aux accords passés entre Legran et le gouvernement arménien. Karékine Njdéh (1888-1954), un daschnak qui s'est illustré en luttant contre les Turcs en Bulgarie en 1913, prend la tête du mouvement de résistance paysan. Suivi de guelque 2 500 combattants, reconnu par eux comme leur sparabed (chef de la cavalerie et de l'infanterie à l'époque féodale), il libère, à la mi-octobre, une partie du Zanguézour et contraint, fin novembre, l'Armée Rouge à se retirer en Azerbaïdjan. Alors que la République d'Arménie a cessé d'exister, il réunit un congrès de paysans dans le monastère de Tadev, dans ce qui fut le centre d'une prestigieuse Université médiévale arménienne, pour proclamer le «Siounik autonome». C'est là que certains dirigeants daschnaks dont R. Ter Minassian, se fixent après la première soviétisation de l'Arménie.

Le 26 avril 1921, le gouvernement de Salut Public ayant été chassé de Erevan, un congrès de daschnaks jette, à Tadev, les bases d'une éphémère « République arménienne de la Montagne ». Durant presque trois mois, ce sanctuaire daschnak coupé du monde, résiste aux assauts des bolchéviks. Des combats acharnés ont lieu autour des points stratégiques — ponts, cols, bourgs, villages, monastères — . A la mi-juillet, une foule d'environ 10 000 personnes — combattants et civils, hommes, femmes et enfants — talonnées par l'Armée Rouge franchit une dernière fois l'Araxe pour aller grossir les rangs des réfugiés arméniens en Perse.

Très sévèrement jugée par les Soviétiques, cette nouvelle « aventure daschnake » qui trouva un incontestable soutien populaire, eut deux conséquences. Le Zanguézour fut rattaché à l'Arménie soviétique. Sa population resta toujours suspecte de sympathies daschnakes aux yeux des autorités soviétiques et subit un véritable assaut de la part du Parti Communiste lors de la collectivisation des campagnes (1929-1931).

Deuxième soviétisation

L'Arménie fut donc soviétisée une deuxième fois. Cette deuxième et définitive soviétisation fut confiée par Lénine à Miasnikov (Alexandre Miasnikian, 1886-1925). Ancien spécifiste devenu bolchévik, il a donné les preuves de son savoir-faire pendant la guerre civile et a joué

un rôle important dans la fondation de la Biélorussie. Les communistes dont il s'entoure, pour constituer le 21 mai le Conseil des Commissaires du peuple d'Arménie, n'appartiennent pas à l'ancienne équipe du Herkom qui a été écartée, sauf Mravian et Begzadian. Ils viennent souvent de Russie comme Loukachine (S. Srabionian) et A. Karinian, ou de Tiflis comme A. Yerzinkian. Leur tâche — pacification, reconstruction et développement économiques, « enracinement » national du communisme — sera grandement facilitée par le fait que l'installation du nouveau régime coïncide avec la mise en train de la NEP dans la deuxième moitié de 1921. Le remplacement du « communisme de guerre » par une Nouvelle Politique Economique fondée sur un marché libre était une concession tactique accordée aux paysans et une réponse à la révolte du prolétariat contre la dictature du prolétariat. Elle permit aux petits paysans, aux artisans et aux petits commerçants arméniens de survivre pendant quelques années. La «libre compétition des tendances esthétiques » prônée par le Parti Communiste en 1925, permit aussi de rallier ce qui restait de l'ancienne intelligentsia. La paix avec la Turquie et l'évacuation des territoires occupés permirent enfin à l'Arménie de souffler et de commencer l'intégration des réfugiés de Turquie qui formaient plus du tiers de la population.

Bolchéviks et kémalistes

Il est difficile voire impossible de présenter la soviétisation de l'Arménie tant en novembre 1920 qu'en avril 1921 comme un exemple de révolution prolétarienne. Elle résulte de la guerre arméno-turque, de la stratégie bolchévique en Orient et de tortueux accords, mettant en jeu les intérêts de la Russie soviétique et ceux de la Turquie kémaliste. Elle met fin aux espoirs d'unité nationale arménienne et permet de comprendre comment les structures peuvent être transformées par les événements.

Certes du côté soviétique on a relevé quelques hésitations (surtout chez Tchitchérine) qui ressemblent à des scrupules sur la politique qu'il convient de mener en Arménie dont la cause avait sensibilisé depuis vingt ans tant de militants socialistes. Mais ces scrupules s'ils ont existé, ont été largement balayés par la décision de soutenir Mustafa Kémal dans la « lutte contre l'impérialisme » qui prélude à la Révolution mondiale. Il est vrai que cette vision utopiste des relations internationales se modifie avec le reflux révolutionnaire de 1920.

C'est précisément durant le tournant de 1920-1921, au moment où le réalisme l'emporte sur l'utopie, au moment où l'économie et la géopolitique pèsent plus lourd que l'idéologie, que les trois républiques transcaucasiennes sont soviétisées. Si, à la faveur de la guerre civile et de l'intervention étrangère, la Finlande, les Pays Baltes, la Pologne ont recouvré leur indépendance, il est nécessaire pour la Russie soviétique de reprendre le contrôle du pétrole de Bakou et de renforcer ses positions stratégiques au Proche Orient en consolidant son glacis méridional de la mer Noire à la mer Caspienne. Dans son «Histoire de la Guerre Froide» André Fontaine note avec raison que les traités de 1921 avec la Turquie kémaliste installent une frontière intangible, la première «frontière de guerre froide».

Du côté kémaliste dans les situations mouvantes et ambigues créées par la Guerre Mondiale, par la Révolution russe, par les luttes d'indépendance en Turquie et en Transcaucasie, par l'intervention étrangère, on sait combiner la ruse et la violence pour obtenir la victoire politique. La ruse qui, de Ulysse à de Gaulle, implique l'intelligence de la situation et « l'instinct des combinaisons » dicte à Mustafa Kémal l'alliance momentanée des objectifs du nationalisme turc avec ceux de la Russie des Soviets contre les Puissances impérialistes.

Dans ses discours, mais surtout dans les lettres et les télégrammes qu'il envoie à ses généraux et à ses diplomates, Mustafa Kémal précise ses intentions. Utiliser les bolchéviks, obtenir d'eux une aide matérielle mais ne pas les laisser bolchéviser l'Anatolie. Empêcher à tout prix que la soviétisation de la Transcaucasie ne signifie l'expansion communiste en Asie Mineure.

Entre 1919 et 1921, les relations entre Moscou et Ankara passent par Erevan, Bakou et Tiflis. Or Kémal et la Grande Assemblée Nationale d'Ankara n'envisagent pas de céder un seul pouce du territoire des vilayets orientaux et encore moins de « l'Alsace-Lorraine turque » (Kars et Ardahan) à l'Arménie, que celle-ci soit daschnake ou soviétique. Les Turcs qui avaient encouragé en 1918 la création de la République indépendante d'Azerbaïdjan contribuent à sa soviétisation, comme ils acceptent la soviétisation de l'Arménie et de la Géorgie à condition, en contrepartie, de conserver la totalité de l'Asie Mineure. Cela implique que les kémalistes rompent avec les projets panturquistes comme ils rompront avec les projets panislamistes en renonçant aux pays arabes, ce que les Arméniens ne saisissent pas immédiatement. Obnubilés par la présence dans les rangs des nationalistes turcs à Bakou, à Moscou, à Erzeroum, à Ankara d'ittihadistes notoires et même du plus notoire d'entre eux. Enver Pacha, ils affirment, ce qui est exact,

qu'il n'existe pas de solution de continuité entre ittihadistes et kémalistes mais ils ne comprennent pas les mutations et les ruptures que le surgissement du nationalisme turc introduit dans la politique extérieure de la Turquie moderne. Aujourd'hui encore, la presse daschnake de la diaspora continue à analyser en termes de politique panturquiste le conflit turco-chypriote ou le conflit arméno-azeri réapparu récemment en URSS autour du Haut-Kharabagh, tout en dénonçant la candidature de la Turquie à l'entrée de la Communauté Economique Européenne et ses tentatives pour s'ancrer en Occident.

La mystérieuse noyade au large de Trébizonde de Mustafa Suphi et de 14 communistes turcs, revenant de Bakou, fin janvier 1921, au moment où la question arménienne a été réglée à l'avantage de la Turquie, arrive à point nommé pour débarrasser les kémalistes d'un allié encombrant dont la disparition ne suscite aucune protestation de la part des soviétiques, pas plus que la disparition du *Parti Communiste Populaire de Turquie*, issu de l'Armée Verte, qui est amené à se « saborder » en février 1921.

Bien au contraire la Russie soviétique continue ses livraisons d'or et d'armes au mouvement kémaliste jusqu'en 1922. Prolongée par une force de frappe qui permet de remporter des succès sur le terrain anatolien et de battre tour à tour les Arméniens, les Français et les Grecs, la diplomatie kémaliste bénéficie de la longue tradition de la diplomatie ottomane. Montrant un sens aigu de la manœuvre, le gouvernement d'Ankara joue avec efficacité sur les contradictions entre les soviétiques qui subordonnent tout à la nécessité de soutenir le mouvement national turc contre les impérialistes anglo-français et les Occidentaux dont l'objectif est d'empêcher à tout prix l'expansion du bolchévisme en Orient.

La Conférence de Londres

Dans cette conjoncture les Arméniens, militairement battus, vont d'échec en échec. Le 21 février 1921 s'ouvrait la Conférence de Londres. Elle avait pour origine la résistance opposée par la Turquie à se soumettre au Traité de Sèvres. Les Turcs sont représentés par deux délégations. La délégation ottomane menée par le frileux Tevfik Pacha et la délégation kémaliste menée par le Circassien Bakir Sami Bey, Ministre des Affaires Etrangères d'Ankara, dynamique, moderne et de surcroît un des meilleurs négociateurs de son temps. Forts de leurs succès en Arménie et en Cilicie, de l'appui de la République des Soviets et du soutien moral du monde islamique (le mouvement kémaliste a de plus en plus d'échos en Perse, en Afghanistan, en Inde) les kémalistes sont arrivés avec un programme de révision du traité de Sèvres qui doit aboutir à la restauration de la souveraineté de la Turquie sur l'ensemble de l'Asie Mineure. Les Alliés sont prêts à faire des concessions mais ils attendent des Turcs la réciprocité: reconnaître l'autonomie locale des Grecs de Smyrne et « les droits des Arméniens sujets ottomans à posséder un Foyer national sur les frontières orientales de l'Anatolie». Tel sera le dernier mot de Lloyd George au cours de la séance de clôture du 12 mars.

Le 12 mars, la Conférence fit connaître sa décision aux Grecs et aux Turcs sous la forme d'un projet en dix points qu'il fallait accepter ou refuser en bloc. Les Alliés avaient fait d'importantes concessions à la Turquie — qui se voit proposer un siège à la SDN — au sujet de Constantinople, des Détroits, du Kurdistan. Le point 9 concernait les Arméniens :

« Un Foyer national est garanti aux Arméniens sur la frontière orientale de la Turquie dans certaines frontières qui seraient déterminées par une Commission nommée par la Société des Nations. »

Ce concept de «Foyer» marquait un net recul par rapport à l'article 88 du Traité de Sèvres qui reconnaissait l'indépendance et la souveraineté d'un Etat arménien et devait se révéler une «nébuleuse juridique» pour reprendre l'expression d'A. Gaspard. Pour les Arméniens présents à la Conférence de Londres ce fut la consternation. A côté de la Délégation Nationale représentée par Boghos Nubar Pacha, la Délégation de la République représentée par Aharonian a été renforcée par le général Bagratouni, M. Varandian, G. Pasdermadjian et par A. Khatissian qui a quitté Tiflis le 13 février pour rallier Londres deux semaines après. L'arrivée de ce dernier accrédite la thèse selon laquelle il existe une relation non fortuite entre l'insurrection daschnake du 18 février 1921 et l'ouverture de la Conférence de Londres. La Délégation de la République cherche à faire valoir auprès des hommes politiques anglais et français l'existence d'un Gouvernement de Salut Public garant d'une Arménie indépendante comme elle cherchera plus tard à faire valoir l'existence d'un embryon d'Etat indépendant dans le Zanguézour puis d'un gouvernement arménien en exil en Perse.

Boghos Nubar Pacha et A. Aharonian avaient été totalement solidaires pour demander à la Conférence le maintien inchangé des dispositions du traité de Sèvres, mais la Délégation Nationale finit par se résigner à l'idée d'un Foyer où les Arméniens pourraient se regrouper et pratiquer librement leur langue et leurs coutumes. La Délégation de la République la rejeta formellement et continua à défendre la revendication d'une

Arménie indépendante et unifiée. Athènes, où l'on se préparait à une offensive en Anatolie, et Ankara, où l'on souhaitait plus de concessions, refusèrent les propositions des Alliés, au grand soulagement des Arméniens. Mais ce répit fut de courte durée.

Moscou

Au moment où Békir Sami Bey négocie à la Conférence de Londres, la mission kémaliste d'Ali Fuad Pacha et de Yusuf Kémal Bey arrive à Moscou. La concomitance est troublante et elle n'est pas non plus fortuite. Quelques jours auparavant, le 23 février, les Turcs, profitant de la confusion créée par les opérations de soviétisation menées par l'Armée Rouge en Géorgie, avaient obligé le gouvernement géorgien aux abois à leur céder Ardahan et Artvine. Tandis que la presse occidentale commence à s'inquiéter du rapprochement turco-soviétique, les dirigeants bolchéviques s'inquiètent quant à eux des propos antisoviétiques tenus par Békir Sami Bev à Tiflis, à Constantinople et à Paris et craignent un rapprochement entre la Turquie et les puissances occidentales. Le 11 mars, l'occupation par les troupes de Kazim Karabékir de Batoum, port terminal du pipe-line Bakou-Batoum auguel Moscou ne pouvait renoncer, balaie les dernières hésitations de Lénine. Le traité « d'amitié et de fraternité», signé à Moscou le 16 mars 1921. entre la Russie soviétique et le gouvernement d'Ankara, est incontestablement favorable à la Turquie et désastreux pour l'Arménie. La Turquie conservait Kars, Ardahan et Artvine, mais rétrocédait Batoum à la Géorgie devenue soviétique. Le Nakhitchévan demeurait « sous protectorat » azerbaïdjanais et ne pouvait « être cédé à un Etat tiers », c'est-à-dire à l'Arménie. Celle-ci perdait en outre la plaine d'Igdir et le mont Ararat que la nouvelle frontière, fixée sur l'Araxe, faisait passer sous souveraineté turque.

Par ailleurs les Soviétiques reconnaissaient la souveraineté de la Turquie sur les Détroits, et reconnaissaient aux peuples d'Orient le droit de choisir librement leur régime politique (ce qui était un engagement à ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures de la Turquie). La Turquie recevait une aide en armes, en or et en pétrole qui serviront quelques mois après à battre les Grecs à Sakarya. Enfin Moscou s'engageait à faire accepter par les trois républiques soviétiques transcaucasiennes la nouvelle frontière.

Quelques jours avant, Staline qui n'a que méfiance pour les « penchants impérialistes » arméniens a invité, dans un article publié à Moscou, dans « La Vie des Nationalités », les communistes arméniens que les circonstances ont rendus amers à consentir aux « sacrifices nationaux les plus importants dans l'intérêt du communisme ».

Kars

C'est dans des termes presque identiques que fut conclu, le 13 octobre 1921, le traité de Kars, signé entre la Turquie et les trois républiques soviétiques transcaucasiennes, en présence et avec l'accord du représentant de la Russie soviétique. Du côté kémaliste, Kazim Kara-

békir donna, une fois de plus à cette occasion, la preuve de son talent de négociateur. S'il n'obtint pas que Batoum devînt un port franc, il refusa d'accepter des modifications frontalières, même minimes, en faveur de l'Arménie. En particulier il refusa de lui restituer les ruines d'Ani — la prestigieuse capitale des rois arméniens Bagratouni (IX^e - XI^e siècle) — comme il refusa le retour des réfugiés arméniens dans les territoires annexés par la Turquie.

La Cilicie

En Anatolie, après la bataille de Sakarya (23 août -13 septembre 1921) l'armée kémaliste est restée maîtresse du terrain et le commandement grec a donné l'ordre de retraite générale. Si à Londres on est encore circonspect, à Paris on est persuadé que les kémalistes ont gagné la partie et on souhaite désormais parvenir au plus vite à une entente avec le gouvernement d'Ankara. En effet, les Français qui doivent, au même moment, faire face à l'Emir Fayçal en Syrie, ont été amenés, au cours de deux campagnes très dures en Cilicie, à céder du terrain aux forces kémalistes appuyées par une population musulmane fanatisée. Aux côtés des Français dont les effectifs sont dérisoires, les Arméniens retranchés dans leurs quartiers se battent désespérément à Zeïtoun, à Sis, le siège du Catholicossat arménien de Cilicie, à Hadjine, à Aïntab qui change plusieurs fois de main. Le quatrième siège d'Aïntab, véritable «Verdun de l'Anatolie», dure six mois, d'août 1920 à février 1921! En août 1920, c'est la consternation chez les rapatriés arméniens, lorsqu'ils apprennent que la Cilicie

a été exclue des possessions arméniennes par le traité de Sèvres: la proclamation, à Adana, de la « *République Arménienne de Mésopotamie cilicienne* », ne fut qu'un baroud d'honneur sans lendemain.

En France l'opinion publique évolue rapidement et penche de plus en plus pour l'abrogation du traité de Sèvres (qui nulle part n'a été ratifié) et pour un désengagement rapide en Turquie. Œuvre de Henry Franklin-Bouillon, l'accord franco-turc du 20 octobre 1921 met fin à l'état de guerre entre la France et le gouvernement d'Ankara. Les Français s'engagent à évacuer la Cilicie, à l'exclusion du sandjak d'Alexandrette, moyennant quelques concessions minières et quelques avantages financiers. C'est une victoire pour Mustafa Kémal. Même si Ankara s'est engagée à « respecter les droits des minorités », les Arméniens nourris de promesses depuis tant d'années sont désespérés. Qu'ils se sentent « abandonnés » et « trahis » par les Alliés n'a rien d'étonnant. Instruits par l'expérience, craignant des représailles turgues et des massacres généralisés, ils n'accordent aucune foi aux discours de Franklin-Bouillon et du général Gouraud venus, en personne, leur certifier qu'ils n'ont rien à craindre pour leur sécurité et que les kémalistes vont respecter leurs engagements.

C'est au contraire un sauve-qui-peut général! Pris d'une panique indescriptible, les Arméniens reprennent le chemin de l'exil. En janvier 1922, 60 000 d'entre eux ont déjà gagné les camps d'hébergement improvisés en Syrie et à Chypre et quelques-uns sont même arrivés à Marseille et à Paris. En 1923, ils sont 175 000 à avoir quitté la Cilicie et près de la moitié s'est installée dans les pays sous mandat français, en Syrie et au Liban. En ces jours de détresse, diverses sociétés charitables — Near East Relief, Société danoise, Société allemande,

Société de Bienfaisance arménienne — portèrent assistance à ceux qui sont devenus définitivement des « réfugiés arméniens » et des apatrides. Tandis que s'accomplit «la Passion de la Cilicie», pour reprendre le titre du livre de Paul du Véou, le dernier acte du drame se joue à Smyrne où l'armée kémaliste entre le 9 septembre 1922. Le 13, dans la ville survoltée où des dizaines de milliers de réfugiés chrétiens venus de l'arrière-pays se sont entassés, un incendie éclate dans le quartier arménien. Il se propage rapidement, transforme Smyrne en brasier. A la faveur de l'incendie, des scènes de pillage et de violence atroces ont lieu et l'on compte des milliers de morts et de blessés parmi les Grecs et les Arméniens. Des milliers d'autres, affolés, se sont rués sur les quais pour prendre d'assaut des embarcations de fortune ou pour se jeter à la mer afin de tenter de gagner les navires de guerre anglais et français mouillés dans la rade et dont les officiers assistent, impassibles, à l'agonie de la ville. Les survivants trouveront leur salut dans la fuite en Grèce ou en Egypte. Un mois après, le 11 octobre, les Grecs qui ont été contraints de signer l'armistice de Mudanya, évacuent la Thrace et déclenchent l'exode des Arméniens d'Andrinople et de Rodosto vers la Bulgarie, tandis que l'entrée triomphale des armées kémalistes à Constantinople (19 octobre) provoque un réflexe de fuite chez les Arméniens de la capitale ottomane.

Le Traité de Lausanne

Au début de novembre s'ouvrait à Lausanne, la conférence qui devait aboutir à la révision du traité de Sèvres. Bien que les Arméniens n'aient pas été invités, A. Aharonian, A. Khatissian, G. Noradounguian qui a remplacé Boghos Nubar Pacha, démoralisé et malade, L. Pachalian qui dirige une Agence arménienne en Suisse, hantent pendant plusieurs mois les coulisses de la Conférence, frappent à toutes les portes, s'épuisent en démarches pour rappeler aux Alliés leurs promesses, mènent une dernière et vaine bataille diplomatique autour de la question arménienne.

Le Mémorandum commun qu'ils présentent à la Conférence est un résumé du drame et des échecs arméniens et un rappel des engagements pris par les Alliés et la SDN. Pour les 700 000 réfugiés arméniens dispersés de l'Europe balkanique à la Perse, du Caucase à l'Egypte, ils demandent la création d'un Foyer arménien en Turquie, foyer situé soit à l'intérieur du territoire délimité par le Président Wilson, soit en Cilicie et suggèrent même la cession d'une portion du territoire turc à la «République Arménienne du Caucase».

Cette dernière proposition, compromis assez confus entre le projet de «Foyer Arménien» et le projet d'Arménie indépendante et unifiée se heurtait à l'hostilité des Puissances Alliées qui ne souhaitent pas l'accroissement territorial d'une Arménie soviétique, et de surcroît fédérée, depuis 1922, à la Russie soviétique. Les revendications arméniennes en Turquie ne trouvèrent pas non plus l'appui de Tchitchérine qui proposa, au nom des gouvernements de la Russie et de l'Ukraine, « d'installer à l'intérieur de leurs frontières les réfugiés arméniens dont le nombre reste à déterminer».

Les appuis, les conseils et la sympathie des personnalités politiques françaises et anglaises et des associations philarméniennes suisses, américaines et protestantes ne leur manquèrent pas. Ils furent même autorisés à exposer la question arménienne devant une Sous-Commission Politique, réunie toutefois en « séance spéciale » par suite du refus absolu de la délégation turque de participer à l'examen d'une question « qui n'existait pas » et que les traités avec les Soviétiques avaient définitivement réglée. Ils eurent la satisfaction d'entendre Lord Curzon haranguer les Turcs: «Le monde civilisé tout entier vous regarde. Il attend que vous donniez satisfaction aux Arméniens » et tirèrent peut-être une satisfaction morose de la réplique d'Ismet Pacha: « C'est bien plutôt vous que le monde civilisé regarde, parce que c'est vous qui avez fait des promesses à n'en plus finir aux Arméniens. Nous, nous n'avons rien promis! » La question arménienne n'était déjà plus une question politique mais était devenue un noumène moral.

Négociateur habile et coriace, Ismet Pacha Inonü, représentant d'une Turquie sûre d'elle et victorieuse, se refusa à toute concession politique et territoriale. Le traité de Lausanne (24 juillet 1923) qui annule le traité de Sèvres fut une incontestable victoire politique turque. Il réalisait la presque totalité du Pacte National — abolition des capitulations, souveraineté turque sur la Thrace, les Détroits, l'Asie Mineure — au prix de quelques abandons provisoires (Mossoul, le sandjak d'Alexandrette). Il n'est plus question ni d'Arménie indépendante, ni d'un Foyer arménien. Sous le titre de «Protection des minorités », les articles 37 à 45 de la 3^e section du traité font obligation à la Turquie de reconnaître des droits religieux et culturels aux minorités non musulmanes les Grecs, les Juifs, les Arméniens, les Assyro-Chaldéens - qui vivent sur son territoire. Débarrassée par la fuite ou l'échange de populations de la présence de 1 100 000 Grecs, la République kémaliste respecta dans l'ensemble ces dispositions mais « encouragea » les départs et «fabriqua» des réfugiés en portant la mention

« sans retour possible » sur les passeports des Arméniens candidats à l'émigration. Les résultats de la politique de déportation et d'intimidation des Arméniens depuis 1915 sont nettement enregistrés par le recensement de 1927 qui dénombre en Turquie 77 433 Arméniens dont 120 vivent à Adana, la principale ville de la Cilicie, et la majorité à Istanbul. La rétrocession, en 1939, du sandjak d'Alexandrette (Hatay) à la Turquie par la France sera l'occasion du dernier exode collectif: 15 000 Arméniens abandonnent leurs terres et leurs villages pour partir en Syrie.

Karabagh et Kavburo

Echouant à obtenir la création d'un Foyer Arménien en Turquie, les Arméniens échouèrent à réaliser le rassemblement des terres arméniennes en Transcaucasie.

La frontière entre la Transcaucasie et la Turquie avait été fixée par le traité de Moscou (mars 1921). Avant de la faire entériner par le traité de Kars (octobre 1921), il fallait mettre fin aux conflits frontaliers entre les républiques transcaucasiennes, devenues toutes trois soviétiques mais toutes trois réputées indépendantes et donc délimiter les frontières entre les républiques ellesmêmes.

La réorganisation politique de l'espace suivant des frontières linéaires nationales était une concession — presque obligée — des communistes russes et caucasiens aux mouvements nationaux qui leur avaient permis de prendre le pouvoir en Transcaucasie. Elle se heurtait

à une carte ethnographique et religieuse particulièrement complexe et à un héritage historique que la Révolution russe et les indépendances transcaucasiennes venaient de bouleverser. La situation centrale de l'Arménie, entre la Géorgie et l'Azerbaïdjan et la dispersion de la population arménienne rendaient la délimitation des frontières de l'Arménie particulièrement difficile.

Entre 1918 et 1920, les combats les plus acharnés avaient été ceux qui opposaient Arméniens et Azeris qui se disputaient le Zanguézour, le Karabagh et le Nakhitchévan et avaient entraîné des chassés-croisés de réfugiés et une homogénéisation tangible des populations. Les Arméniens justifiaient leurs revendications par des arguments géographiques, historiques et démographiques. Cet ensemble de hautes chaînes vigoureusement relevé au-dessus de la plaine de la Koura et de la plaine de l'Araxe, appartenait par sa géologie et son orogénie au plateau Arménien, et constituait la «frontière naturelle » de l'Arménie. Ces provinces avaient formé dans l'Antiquité et au Moyen Age les principautés arméniennes du Siounik et de Artzakh avant d'être submergées par les invasions tatares. L'Artzakh, devenu Karabagh, avait joué au 17e et au 18e siècle un rôle focal dans le réveil national arménien

Présidée par Kirov, une commission où sont représentés les délégués des Partis communistes des trois républiques fut convoquée à Tiflis, du 25 au 27 juin 1921, sur décision du Kavburo. A. Begzadian plaida la cause de l'Arménie amputée de ses territoires, encombrée de réfugiés et demanda le rattachement à l'Arménie des deux provinces à majorité arménienne, Akhalkalak (72 %) et le Haut-Karabagh (94 %), provoquant de violentes réactions géorgiennes et azeries. Au même moment, se référant aux promesses antérieures d'Ordjonokidzé et de

Narimanov sur l'attribution du Karabagh à l'Arménie, le communiste A. Mravian s'est rendu sur les lieux pour y défendre les prérogatives arméniennes.

C'est le Kavburo, réuni le 4 juillet en présence de Staline, qui tranchera. Après un vote favorable à l'Arménie, une volte-face d'Ordjonokidzé et de Nazarétian à laquelle Staline n'est pas étranger, permet de faire valoir

« la nécessité de maintenir la paix entre musulmans et Arméniens, et les liens économiques entre le Haut et le Bas Karabagh pour décider de maintenir le Haut Karabagh en Azerbaïdjan, en le dotant d'une large autonomie. »

La Géorgie conservait Akhalkalak et la plus grande partie du Lori mais les mines d'Alaverdi revinrent à l'Arménie. Le problème des réfugiés caucasiens ne fut pas non plus résolu en faveur des Arméniens. La commission chargée de la question des réfugiés, décida de maintenir les réfugiés azeris, ayant fui l'Arménie et le Zanguézour, dans les villages abandonnés par les Arméniens en Azerbaïdjan et dans le Nakhitchévan.

En juillet 1923, le Haut-Karabagh (4 400 km²) fut érigé en Région autonome et définitivement rattaché à l'Azerbaïdjan. Tel fut aussi le cas du Nakhitchévan, à cette différence près qu'il fut hissé au rang de République autonome, en février 1924, quelques jours après la formation de l'URSS.

La commission azerie chargée de tracer les frontières de la Région autonome avait soigneusement veillé à ne pas inclure dans la région, désormais insularisée, les terres peuplées d'Arméniens contiguës à l'Arménie so-

viétique. L'existence d'un « couloir » azeri de quelques kilomètres prévenait toute tentative d'annexions futures.

Epilogue

Théoriquement indépendante, de 1921 à 1922, l'Arménie soviétique entre, avec l'Azerbaïdjan et la Géorgie, dans l'Union fédérale des républiques socialistes soviétiques de Transcaucasie (12 mars 1922), dans laquelle chaque république conserve une représentation diplomatique et un système douanier séparés. Mais en quelques mois, l'Union cède tous ses droits à la RSFSR et en décembre 1922, se transforme en République socialiste fédérative soviétique de Transcaucasie, qui se fédère elle-même avec la Russie soviétique. La Transcaucasie, qui avec ses microcosmes nationaux était considérée par Lénine, bien avant la révolution, comme une sorte de laboratoire où expérimenter le modèle de l'internationalisme — un parti unique et centralisé utilisant les langues locales comme courroies de transmission pour la propagande et l'agitation - fournit ainsi le modèle des formes fédératives de l'URSS qui sont étendues à l'Ukraine, à la Biélorussie, etc. et sont couronnées par la constitution de 1924. Concession en faveur des nationalités, le mot Russie disparut de l'Etat soviétique devenu Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

Mais en 1936, lorsque la nouvelle constitution redistribue les compétences entre le pouvoir fédéral et les unités fédérées, au profit, d'ailleurs, du premier, la Fédération transcaucasienne disparaît. L'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie se séparent, deviennent des républiques fédérées et comme telles sont déclarées souveraines. Les amendements constitutionnels de 1944 vont jusqu'à restituer aux républiques le droit d'entrer en relations directes avec les Etats étrangers et d'avoir même leurs formations militaires. Mesures staliniennes de circonstance qui n'ont pour but que de marchander et d'obtenir des sièges supplémentaires pour l'URSS à l'O.N.U. mais qui n'entraînent aucun changement pour l'Arménie soviétique.

La nouvelle constitution soviétique de 1977 confirme l'existence des 15 républiques fédérées, maintient leur droit à la sécession, mais supprime leur droit, tout théorique, d'avoir des formations militaires. La Constitution de l'Arménie soviétique, adoptée en 1978, est conforme à la constitution précédente, à ceci près que sous la pression des « patriotes » arméniens, l'arménien est décrété langue d'Etat.

En pratique, quelle que soit la complexité raffinée des institutions représentatives soviétiques, l'Arménie soviétique, comme les autres républiques, est soumise au quadruple centralisme du Parti, de l'Etat, du Plan, et de la Prokuratura, cette gardienne de la légalité socialiste, chargée d'unifier le système juridique sur tout le territoire de l'URSS, en faisant disparaître les dernières concessions aux spécificités locales.

LA QUÊTE DE L'INDÉPENDANCE?

La déchirure

Les échecs répétés entre 1915 et 1923 — génocide, perte de l'indépendance, évacuation de la Cilicie, traité de Lausanne, dispersion des réfugiés — ont créé chez les Arméniens une catastrophe morale, une humiliation, et un complexe de persécution dont ils se relèvent à peine depuis une dizaine d'années. Comme après toute grave défaite, l'autopsie de la défaite, la recherche des responsabilités, les accusations réciproques ont brisé les solidarités au sein des communautés arméniennes et l'histoire de l'indépendance et de la soviétisation de l'Arménie — le réel et la représentation du réel — ont provoqué des déchirures qui 60 ans après ne sont pas encore résorbées.

C'est entre 1923 et 1924, au moment où le traité de Lausanne et la formation de l'URSS exigent des partis politiques arméniens l'élaboration de nouvelles stratégies politiques que s'opèrent les profondes divisions qui traversent encore la diaspora.

Interdits en Turquie et en Arménie, les partis politiques affirmèrent leur présence dans la diaspora. En 1923, le parti SD hintchakian, considérant que ses objectifs ont été réalisés par la soviétisation de l'Arménie, se saborda en Arménie pour se reconstituer il est vrai à Athènes, en 1924. Dans les années 20 et les années 30 c'est dans ses rangs que se recrutèrent les kominterniens et les premiers communistes arméniens — au demeurant peu nombreux — aux Etats-Unis, en Grèce, en France, en Syrie, au Liban, et en Iran. Le parti ramgavar, parti de la bourgeoisie libérale, se réorganisa entre Constantinople et Le Caire, au début des années 20. Tout en restant fidèle à ses options fondamentales - libéralisme économique et politique, poursuite de la cause de l'Arménie turque — il s'engage à soutenir le gouvernement de l'Arménie dans son œuvre de reconstruction matérielle et morale, à «consacrer ses efforts (...) à la survie physique du peuple arménien ». En 1924, au Congrès de Paris, il réaffirme sa reconnaissance du gouvernement de l'Arménie et prend l'engagement que les Arméniens de la diaspora ne tenteront aucune politique particulière, ne participeront à aucune démarche diplomatique « indépendamment de la politique et de la diplomatie du gouvernement de l'Arménie », c'est-à-dire de l'URSS. C'est un refus, sans ambiguïté, de revendiquer l'indépendance de l'Arménie et même de revendiquer la réunification des provinces arméniennes de Transcaucasie (Karabagh, Nakhitchévan, Lori, Akhalkalak) dont la perte a été « acceptée » par les communistes arméniens. Cette politique « réaliste » qui entend garantir au peuple arménien, sous le bouclier protecteur de l'URSS, la sécurité physique, la paix dont il a besoin pour guérir ses plaies et assurer son développement,

trouve un large écho auprès des « neutres ». Ceux-ci sont groupés autour de l'Eglise et autour de la riche et puissante Union Générale Arménienne de Bienfaisance présidée durant quelques années par G. Gulbenkian, « Monsieur 5 % », le magnat du pétrole irakien. L'UGAB apportera une contribution matérielle importante à des actions ponctuelles en Arménie soviétique (rapatriement des réfugiés, constructions de villages, larges subventions au Catholicossat d'Etchmiadzine depuis une trentaine d'années).

Après la catastrophe de 1921, la FRA qui a traversé une très grave crise d'identité et dont la direction a été momentanément brisée s'est reconstituée à l'étranger. Deux conférences, à Bucarest (1921) et à Vienne (1923), ont été l'occasion de durs affrontements. Bien que fin novembre 1923, la FRA se soit « autoliquidée » en Arménie, au cours d'un Congrès monté comme une pièce de Berthold Brecht, elle réussit à convoguer à Paris (novembre 1924 – janvier 1925) son 10^e Congrès. C'est une véritable entreprise de rénovation qui va permettre au parti daschnak de s'implanter progressivement dans les nouvelles colonies de la diaspora et de conserver encore aujourd'hui, grâce à ses organisations satellites et à sa presse, une importante clientèle populaire dans des régions aussi différentes que le Liban et la Californie. Il maintient dans son programme la revendication de «l'Arménie libre, indépendante et réunifiée». Mais instruit par l'échec de l'insurrection du 18 février 1921 et de l'insurrection géorgienne de 1924, il précise qu'il ne fera aucune tentative pour renverser le régime soviétique par la force. Toutefois c'est le début d'une longue période de luttes idéologiques menées contre le régime soviétique et qui culminent dans la dénonciation de l'Etat totalitaire stalinien

Seul à commémorer pendant 65 ans le 28 mai, date anniversaire de la fondation de la République d'Arménie, alors que les « progressistes » arméniens célèbrent tous les 29 novembre la soviétisation de l'Arménie, le parti daschnak a maintenu par le discours et par l'écrit une mémoire arménienne qui n'était pas seulement celle du malheur absolu et du génocide. Créateur de symboles — drapeau tricolore, dates commémoratives, chants révolutionnaires, figures emblématiques —, il mène autour d'eux de véritables batailles contre la famille hétérogène de ses adversaires. Il est aussi créateur d'un mythe qui véhicule les rêves et les souffrances du peuple arménien: le rassemblement des Arméniens dans un Etat national indépendant constitué sur la base des deux Arménie.

Question nationale et nationalisme

De 1921 à nos jours l'histoire de l'Arménie soviétique, la plus petite des 15 Républiques fédérées de l'URSS, s'inscrit rigoureusement dans l'histoire de l'URSS. Mais à chacune de ses étapes — NEP, collectivisation agraire, stalinisme, Grande Guerre Patriotique (1941 — 1945), après-guerre, déstalinisation contrôlée sous Khrouchtchev, « socialisme réel » sous Brejnev, « perestroïka » et « glasnost » avec Gorbatchev — la question nationale ressuscite. Elle est objectivée par la dispersion même du peuple arménien. Si 3 000 000 d'Arméniens vivent aujourd'hui en Arménie soviétique (dont la population s'élève à 3 300 000) plus de 1 500 000 Arméniens vivent dans une diaspora soviétique qui commence en Transcaucasie (plus de 900 000 Arméniens se partagent

presque également entre l'Azerbaïdjan et la Géorgie) et s'étend jusqu'à l'immense RSFSR (365 000) et l'Asie Centrale. Ainsi avec 120 habitants au km², l'Arménie a la plus forte densité de l'URSS, elle est la république la plus homogène sur le plan ethnique et culturel (près de 90 % d'Arméniens), mais elle est aussi une nation dispersée. Car les Arméniens soviétiques arrivent au dernier rang des nationalités de l'URSS ayant une république fédérée à vivre sur leur territoire. Ils sont ou ils se sentent menacés par une russification spontanée qui commence par la perte linguistique — dans les centres urbains situés hors d'Arménie —. Ainsi à Bakou, où depuis 40 ans il n'existe plus une seule école arménienne, la majorité des 250 000 Arméniens est russophone.

Par ailleurs un nombre indéterminé — sans doute plus de 2 000 000 — d'Arméniens vivent dans une diaspora mondiale qui s'étend aux dimensions de la planète et comprend en 1988 plus d'une cinquantaine de communautés. Ce sont les descendants des réfugiés de Turquie dont la dispersion a commencé entre 1921 et 1923. Pour faciliter les migrations de ceux qui avec les Russes blancs et les Juifs hongrois sont les premiers «apatrides», la SDN crée en 1924 un titre Nansen portant la mention « Réfugiés arméniens ». Entre les deux guerres c'est à proximité de l'Arménie turque dans les Etats du Proche-Orient et dans les Balkans qu'est concentrée la masse des réfugiés arméniens. Depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale, la transformation des Etats de l'est européen en démocraties populaires, l'indépendance, les révolutions, les guerres entre les Etats du Proche-Orient, la crise chypriote, les coups d'état militaires en Turquie ont déstabilisé les communautés orientales, ont déclenché un flux migratoire ininterrompu de l'Orient vers l'Occident. Aujourd'hui, avec plus de 600 000 Arméniens, les Etats-Unis constituent la première communauté de la diaspora, la France avec plus de 300 000 Arméniens arrive au deuxième rang. De plus en plus les Etats-Unis, le Canada et l'Australie qui offrent des possibilités d'intégration rapide attirent les nouveaux émigrants et on peut s'interroger avec la géographe Aïda Boudjikanian « Quel Orient pour les Arméniens et quels Arméniens en Orient? »

Le nationalisme est l'idéologie dominante aussi bien chez les Arméniens soviétiques que chez les Arméniens de la diaspora. Le nationalisme arménien a une histoire déjà ancienne. Sous sa forme prémoderne il est confusion de la conscience nationale et de la conscience religieuse, il est fort attachement à une collectivité définie par son terroir. Au XIX^e siècle l'intelligentsia arménienne emprunte à l'Occident le concept de l'Etat national et exalte la nécessité de faire coïncider un groupe de référence et un territoire. Aujourd'hui un vif nationalisme culturel exprime la diversité existentielle des Arméniens pour qui — comme dans les siècles passés — Etat et patrie ne coïncident pas et il s'accommode de l'absence de souveraineté nationale.

Exacerbé par des siècles de domination, par le traumatisme du génocide devenu un élément constitutif de l'identité arménienne contemporaine, par l'échec du mouvement national, par la dispersion mondiale qui fait peser sur la nation ses menaces d'assimilation et donc de disparition, le sentiment national, au sens fort et vague de ce terme, a créé entre les Arméniens soviétiques et les Arméniens de la diaspora un consensus que n'altèrent ni la forte implantation communiste chez les premiers (186 637 membres du PC d'Arménie en 1986) ni l'extraordinaire diversité culturelle des seconds. Même ignorants de leur histoire, les uns et les autres savent qu'ils constituent une nation, une nation plus

que jamais hétérogène, une nation en miettes mais qui a franchi avec succès les épreuves du temps et de l'espace. Cette réelle « conscience nationale » a été renforcée ces trente dernières années.

Depuis 1957, date du premier voyage « touristique » autorisé en Arménie, chaque année c'est par milliers que les Arméniens de la diaspora visitent l'Arménie soviétique. A l'inverse, grâce à leurs contacts nombreux, intimes, de nature souvent familiale, avec les Arméniens de la diaspora, les Arméniens soviétiques — intellectuels, population citadine et dans une moindre mesure population rurale — sont mieux informés que la moyenne des citoyens soviétiques et ont une ouverture relativement large sur le monde occidental, bien qu'ils soient supplantés dans ce domaine par les Baltes.

En Arménie, les expressions du sentiment national furent férocement pourchassées sous Staline à qui, comme les autres peuples de l'URSS, les Arméniens payèrent leur tribut en chair humaine. Elles furent tolérées sous Khrouchtchev — c'est avec le « dégel » que commencent les premières réappropriations et réévaluations du passé national — contrôlées sous Brejnev mais soigneusement canalisées dans les années 70 et au début des années 80 vers un antiturquisme dont le corollaire dans la diaspora fut l'apparition d'un terrorisme arménien (1975 — 1985) dirigé contre les symboles (diplomates ou institutions) de l'Etat turc.

Pendant les années 20 et les années 30, à l'époque stalinienne, lorsque l'URSS était liée par un pacte d'amitié avec la Turquie, les allusions au génocide arménien, que l'on appelait « massacres arméniens », étaient interdites. En France même des débats très houleux opposaient les communistes arméniens aux daschnaks lors

de la commémoration du 24 Avril, date anniversaire des premières déportations arméniennes en 1915. Il va sans dire que toute l'histoire contemporaine des Arméniens — mouvement national, partis révolutionnaires, événements de 1915, indépendance et soviétisation de l'Arménie — fut réécrite de façon à légitimer l'instauration du pouvoir soviétique, présentée comme une libération du peuple arménien de la tutelle de la « bourgeoisie » daschnake, de celle des impérialistes occidentaux et de la menace turque.

C'est pourquoi les manifestations de 1965 à Erevan marquent un tournant. Fidèles au rendez-vous de l'Histoire fixé par Talaat Pacha qui aurait prétendu en 1915. en ordonnant de déporter les Arméniens, résoudre la question arménienne pour 50 ans, les Arméniens cherchent à donner au cinquantenaire du génocide un éclat particulier. Pour la première fois, une manifestation pour la commémoration du 24 avril 1915 est autorisée à Erevan. Elle se déroule en présence des autorités officielles du Parti, des Soviets, de la municipalité de Erevan, du Catholicos Vaskène Ier, des représentants des arts et des sciences. Soigneusement préparée (certains manifestants sont venus spécialement de Bakou, de Moscou et de Tiflis), la manifestation dégénère et échappe au contrôle des autorités: 100 à 150 000 personnes. dont de nombreux jeunes, déferlent dans les rues de Erevan aux cris de « Nos terres », « Justice ». Des banderoles demandant la juste solution de la question arménienne sont déployées. L'Opéra où se déroulent les cérémonies officielles est envahi par les manifestants. Bien que les slogans ne soient pas dirigés contre l'Etat soviétique mais contre l'Etat turc on évite de peu l'intervention de l'armée. Dans les jours qui suivent des manifestants sont arrêtés et de nombreux limogeages touchent les cadres du Parti (dont le Premier Secrétaire Zaroubian) et de l'Etat.

On ne saurait assez insister sur le choc provoqué par cet événement. Dans la diaspora, les manifestations du 24 avril se dérouleront désormais non plus dans des salles closes, des stades ou des cours d'église, mais dans les rues, à Téhéran, à Beyrouth, à Marseille, à Paris, à Rio de Janeiro, à Los Angeles.

A Paris, la Délégation de la République Arménienne qui avait survécu depuis 1921 sous la présidence successive de trois personnalités daschnakes, A. Aharonian, A. Khatissian, H. Samuélian, fut supprimée en 1965 et la création du Comité de Défense de la Cause Arménienne (C.D.C.A.) inaugura dans la diaspora une nouvelle stratégie de la question arménienne: faire reconnaître le génocide arménien. Il faudra un peu plus de 20 ans pour que des résultats honorables soient remportés dans ce domaine dans le cadre de l'ONU (1986) et du Parlement européen (1987).

En Arménie, c'est dans la foulée du cinquantenaire que commencent à s'élever les premières « voix sous les décombres », que circulent les premiers samizdat (auto-édition). Protestant contre une sévère campagne lancée contre le nationalisme arménien, les poètes qui sont « bouches d'or » en Orient, Parouïr Sévak, Sylva Gaboudikian se font les porte-parole des déceptions du peuple arménien. Les premiers samizdat arméniens qui commencent à circuler à la même époque, sont remarquables par l'unité des thèmes. Reconnaissance du génocide arménien et référence au génocide juif perpétré par l'Allemagne nazie. Lutte pour la défense de la langue et de la culture arméniennes contre toutes les formes de russification. Irrédentisme national. Il faut s'arrê-

ter sur ce dernier thème. Dans des analyses historiques, signées ou anonymes, il s'agit d'une réappréciation des événements de 1917 à 1921. C'est souvent un cataloque des « erreurs » commises par les bolchéviks (Staline, Ordjonokidzé, Mikoyan) au moment de la soviétisation de l'Arménie. C'est une remise en question des traités et des frontières de 1921, une appréciation positive du traité de Sèvres et donc des revendications arméniennes en Turquie. Trois séries de samizdat concernent spécifiquement le Haut-Karabagh. Historique du problème du Haut-Karabagh. Analyse de la « politique de stagnation économique et culturelle » pratiquée volontairement par le PC d'Azerbaïdjan pour inciter les Arméniens à émigrer. Pétition signée par 2 500 Arméniens du Haut-Karabagh adressée à N. Khrouchtchev et demandant le rattachement de leur région à l'Arménie (1963).

Vingt-cinq ans après on retrouve la totalité de ces revendications dans l'explosion qui secoue l'Arménie en 1988.

Le Karabagh ... encore

Depuis l'automne 1987 les événements se sont succédé à un rythme accéléré au Karabagh (123 000 Arméniens sur 162 000 habitants) puis en Arménie soviétique. Pétitions arméniennes massives, interventions auprès de Gorbatchev de « perestroïkistes » notoires, l'économiste Aganbekian ou le journaliste Zori Balayan, délégation arménienne constituée du même Zori Balayan et de Sylva Gaboudikian à Moscou, référendum populaire au Karabagh, vote du Soviet Suprême du

Karabagh pour son rattachement à l'Arménie, grèves. et vagues de manifestations à Stépanakert (capitale du Haut Karabagh) et à Erevan, intervention de Gorbatchev. pogrom antiarménien à Soumgaït (un centre pétrolier sur la Caspienne), refus réitérés de Moscou aux demandes arméniennes en mars, en juin, décision du 12 juillet, sans précédent dans l'histoire de l'URSS, des députés du Haut-Karabagh proclamant unilatéralement le rattachement de leur région rebaptisée Artzakh à l'Arménie, refus le 18 juillet 1988, du Soviet Suprême de l'URSS de donner satisfaction aux demandes arméniennes, heurts à l'aéroport de Zvartnotz entre manifestants et armée soviétique (deux morts, un par balle, l'autre par crise cardiaque), nomination d'une sorte de « préfet » russe, Volsky, chargé d'appliquer les mesures économiques et culturelles décidées en faveur du Haut-Karabagh, radicalisation du mouvement arménien, manifestations en faveur de l'indépendance, etc... Cette liste non exhaustive montre que le Mouvement du Karabagh constitue le fait majeur dans l'histoire du peuple arménien depuis la soviétisation de l'Arménie. Tout laisse supposer qu'il comptera aussi dans les annales de la « perestroika ».

Par son ampleur (des centaines de milliers de manifestants), sa spontanéité (le mouvement s'est développé suivant sa dynamique propre), sa durée (les grèves de Stépanakert ont duré plusieurs mois), sa créativité (invention constante de nouvelles formes de contestation), le Mouvement du Karabagh a valeur de mouvement révolutionnaire, même si la « prudence » politique prêchée inlassablement par les responsables a contenu ces foules immenses et leur a inspiré un comportement discipliné qui n'a pas dégénéré en violences.

Pour la première fois dans l'histoire arménienne, les

masses populaires, chères aux historiens des révolutions, ont réellement surgi. Comme dans les rues de Téhéran, au début de la Révolution islamique, la « foule » est devenue « peuple ».

La structuration du mouvement, l'apparition des comités Karabagh, chapeautés par un Orgkomité (Comité d'Organisation), la multiplication des comités de soutien (nourrir les manifestants et les grévistes n'était pas la moindre des tâches) et des réseaux d'associations volontaires capables d'intégrer le Parti Communiste, les Komsomols, les Soviets et les syndicats d'Arménie ont montré l'importance des solidarités familiales et professionnelles. Le mouvement du Karabagh a démontré qu'il existe un consensus national arménien autour d'un projet d'unité arménienne. Mais surtout, et c'est sans doute cela le plus important pour l'avenir, il a démontré que les Arméniens soviétiques ont vaincu leur peur, une peur remontant aux époques ottomanes et persanes et amplifiée par le stalinisme. En 1955, Léopold Senghor voyait dans la Conférence de Bandoung « la fin du complexe d'infériorité » des peuples colonisés. Le Mouvement du Karabagh à l'heure de la « perestroika » aura eu la vertu de mettre fin au complexe d'infériorité des Arméniens qui ont clairement affirmé les droits de leur nation et leur désir de liberté. Le Mouvement du Karabagh a jusqu'ici échoué à réaliser son objectif — unir le Karabagh et l'Arménie — mais, dans un certain sens, il a dépassé cet objectif.

Le Mouvement du Karabagh ressemble à ces résurgences qui émergent au grand jour après avoir capté durant leur voyage souterrain mille cours d'eau: irrédentisme, nationalisme culturel, écologie, reconnaissance du génocide, dissidence. Depuis 1921, l'irrédentisme arménien du Haut-Karabagh auquel répond un irréden-

tisme azeri non moins intransigeant qui s'appuie sur la puissance publique et sur le PC d'Azerbaïdjan, ne s'est jamais démenti.

Le nationalisme culturel est un mouvement ancien, extrêmement diversifié qui s'étend des vrais contestataires aux « patriotes » du PC d'Arménie et qui entend défendre la langue et le patrimoine culturel arméniens contre les menaces de russification. Une des victoires de ce mouvement qui a bénéficié des manifestations des Géorgiens bien décidés à défendre leur langue dans leur république, a été le maintien de l'arménien comme « langue officielle » en Arménie, lors de la révision contitutionnelle de 1978.

Récent, comme dans les autres pays de l'Europe de l'Est, le mouvement écologique a grandi après la catastrophe de Tchernobyl. Il résulte de l'urbanisation poussée — la moitié de la population de l'Arménie est concentrée dans trois villes et un tiers vit à Erevan — et de la « surindustrialisation » et il apporte la preuve de la modernisation et du haut développement culturel de l'Arménie. Il débouche sur une nouvelle forme de patriotisme soucieux du respect de la nature, conscient de « l'étroitesse du territoire national », inquiet des conséquences biologiques de la pollution industrielle dans un espace vital réduit. Ses préoccupations démographiques traduisent, encore et toujours, l'angoisse obsessionnelle du génocide.

Longtemps marginalisés, sévèrement persécutés sous Brejnev, les dissidents et leurs mots d'ordre sont aujourd'hui dans la rue, en Arménie.

Fondé à Erevan en 1966, au lendemain du cinquantenaire du génocide, le Parti National Unifié (PNU) pré-

tend agir dans la sphère politique au sein d'un Etat à parti unique, et exige l'indépendance de l'Arménie. Sa « direction » passe en 1968 à Parouïr Haïrikian, un étudiant de 20 ans dénué, comme la poignée de jeunes gens qui l'entourent, de culture et d'expérience politiques. Condamné à diverses reprises, c'est en prison que Parouïr Haïrikian «fait ses universités». En 1987, à 39 ans, il a accumulé 19 années de Goulag. Le Manifeste qu'il réussit à diffuser en 1976 précise les objectifs du PNU: résoudre la question arménienne par l'établissement d'un Etat national sur tout le territoire de l'Arménie historique et par le retour des Arméniens dans leur patrie. Le « moyen » pour y parvenir est « l'indépendance de l'Arménie », de l'Arménie soviétique comme le souligne le Manifeste. Le PNU demande l'organisation d'un référendum sous le contrôle de l'ONU en application de l'Article 17 de la Constitution de 1936 (il deviendra Article 72 dans la Constitution soviétique de 1977) accordant aux Républiques fédérées le droit à l'autodétermination. Persuadé que la population arménienne préalablement «informée» se prononcera en faveur de l'indépendance, le PNU demande, en bonne logique, sa légalisation et la libération de ses militants. En cas d'échec référendaire il souhaite présenter ses candidats aux élections soviétiques. Enfin, il remet à une Assemblée Constituante le soin de décider du régime politique et économique de l'Arménie indépendante qui sera, toutefois, «terre des libertés». Le caractère totalement antisoviétique et l'inspiration daschnake de ce programme sont clairs. Mais alors que dans la diaspora la revendication de l'« Arménie libre, indépendante et réunifiée » est devenue pour la FRA une formule apprise et courante dont la réalisation est renvoyée dans un avenir indéterminé, le PNU en fait une nécessité immédiate. En 1988, dans le bulletin «Ankakhoutioun» (Indépendance) qu'ils publient presque ouvertement en Arménie, les militants du PNU tiennent toujours le même langage.

L'existence du « Groupe arménien des Accords d'Helsinki» a été très brève (avril 1977 – début de l'année 1978). Encore moins étoffé que le PNU ce groupe a été rapidement démantelé par la police. En relation avec Sakharov, cherchant à agir dans le cadre de la légalité soviétique, à faire passer dans les faits le contenu de la «corbeille humanitaire» auguel l'URSS a souscrit à Helsinki, en 1975, il réussit, tout en présentant des revendications spécifiquement arméniennes (Karabagh, langue, culture), à s'arracher à l'isolement ethnocentrique pour s'élever jusqu'à une réflexion générale — encore balbutiante il est vrai — sur les Droits de l'Homme. les libertés, l'Etat de droit, et les conséquences de la déstanilisation limitée du XX^e Congrès du PCUS (1956). Si les dissidents ont trouvé peu d'échos dans les années 60 et 70, s'ils ont été arrêtés voire enfermés dans des hôpitaux psychiatriques à une époque où l'opposition était assimilée à une maladie mentale et traitée comme telle, leurs idées ont cheminé en Arménie et dans la diaspora arménienne soviétique où l'étonnante diversité actuelle des opinions traduit l'existence d'une véritable société civile

En février 1988 les manifestants de Erevan se réclamaient de l'autodétermination nationale léniniste. Le 10 septembre, ils étaient 100 000 à scander « indépendance » sur la Place de l'Opéra. La radicalisation du mouvement arménien, consécutive aux affrontements interethniques arméno-azeris au Karabagh et à Soumgaït et à la recherche des responsabilités, pose le problème des rapports entre les Arméniens et les Russes. Depuis 1921, malgré les traités inégaux, malgré le lourd bilan du stalinisme, malgré un déficit démographique considérable

dû aux pertes de la Seconde Guerre Mondiale et aux purges, Moscou a signifié pour les Arméniens « la paix », la « sécurité physique », le « bouclier anti-turc ». A l'inverse, Moscou a toujours su que des trois principaux peuples de la Transcaucasie, le peuple arménien est le plus russophile. Depuis des mois, les Arméniens font appel aux Russes comme arbitres et comme médiateurs pour régler le conflit régional de nature politique qui oppose l'Arménie et l'Azerbaïdjan. La façon dont Gorbatchev a géré la crise a donné aux Arméniens l'impression qu'ils ont été « lâchés » par Moscou et pour la première fois depuis un siècle ils sont potentiellement antirusses.

La radicalisation du mouvement arménien a engendré aussi ses propres antidotes. Désignés comme « extrémistes », les indépendantistes, c'est-à-dire les membres du PNU grossis d'un nombre impossible à évaluer de sympathisants, ont fait l'objet d'une répression limitée. Arrêté de nouveau en mars 1988, Parouïr Haïrikian, a été conduit en juillet, manu militari, à Moscou d'où il a été. contre son gré, expulsé à l'étranger. Il est trop tôt pour dire si, ce faisant, les autorités soviétiques ont décapité le mouvement indépendantiste ou fabriqué un martyr. Il faut noter que le PNU a tenté de profiter de la « perestroika» pour demander, en vain, en automne 1987 sa légalisation. Tout en répétant que l'indépendance est un objectif à réaliser à court terme, Parouïr Haïrikian a changé le nom de son parti pour l'appeler « Union pour l'autodétermination nationale ». Cette question d'appellation n'est pas une simple formalité. Destinée à ne pas gêner le mouvement du Karabagh, elle peut avoir une importance politique considérable si elle réussit à rallier le Comité Karabagh sur le programme commun de l'autodétermination et de l'autonomie

Dirigé par des intellectuels, dont de jeunes historiens et

des anthropologues, le Comité Karabagh, comité d'organisation et de liaison présidé par Lévon Der Bédrossian. a évolué vers sa transformation en parti, comme le montre le programme qu'il a diffusé en août 1988. Ce programme pour un « Mouvement national panarménien » a un objectif plus modeste: «la réunification de l'Artzakh (c'est l'ancien nom arménien du Haut-Karabagh) et de l'Arménie ». Constatant le réveil du peuple arménien autour de ce « problème vital », les auteurs du programme précisent les bases idéologiques de leur mouvement. C'est un programme de démocratisation de l'Arménie qui fait largement appel aux principes des démocraties occidentales: droits naturels, droit au bonheur, justice sociale, souveraineté nationale incarnée dans un Parlement élu au suffrage universel, autodétermination et autonomie, défense de la langue comme moyen de « perpétuation de la nation » arménienne. Il n'est pas question d'indépendance mais l'Article 4 confirme qu'une véritable révolution s'est accomplie dans les esprits concernant les rapports des Arméniens avec le « Grand Frère » russe et « l'ennemi héréditaire turc »

«Le peuple arménien pour réaliser son objectif national doit s'appuyer sur ses propres forces et ne jamais compter sur la protection d'autrui qui, comme l'histoire le prouve, nous jette dans l'asservissement moral. Penser qu'une nation puisse avoir un ami éternel ou un ennemi éternel est l'expression d'une âme servile.»

Gagnée à la « perestroïka » la haute intelligentsia (académiciens, savants, artistes et écrivains médaillés) qui a joué le rôle de courroie de transmission entre Moscou et le peuple arménien n'a pas cherché à se créer un contre-pouvoir. Condamnant les « extrémistes », elle prêche la « prudence », le ralliement au nouveau Premier Secrétaire du PC d'Arménie, Souren Haroutounian, et

s'en remet à Gorbatchev pour obtenir — à force de loyalisme — le rattachement du Haut-Karabagh à l'Arménie ou tout au moins sa transformation en République autonome.

Secouée par l'explosion d'un mouvement qu'elle n'avait pas prévu, la diaspora, une fois passé l'enthousiasme des débuts, s'est montrée inquiète de son évolution. Obsédés par la « peur du Turc », elle-même ravivée par les massacres de Soumgaït, les Eglises et les partis politiques de la diaspora ont cherché à éviter toute expression antisoviétique et à réduire l'affaire du Karabagh aux dimensions d'un simple conflit arméno-azeri.

Cette attitude traduit à la fois la psychologie et les espérances des Arméniens de la diaspora. Leur objectif n'est pas l'indépendance de l'Arménie soviétique, comme le montre leur froideur vis-à-vis des dissidents, mais son renforcement économique et culturel et son accroissement territorial. Pour cela ils s'en remettent à Gorbatchev et à la perestroika, comme ils s'en sont remis à Staline lorsqu'il réclama à la Turquie, Kars et Ardahan, et la révision de la Convention des Détroits (1945).

A deux années de son centenaire, la FRA a vu pousser avec stupéfaction dans les rues d'Arménie un grain qu'elle avait semé ailleurs. Elle a reconnu ses propres symboles et son propre discours. Confrontée à cette nouvelle responsabilité, elle a choisi de signer avec le parti ramgavar et le parti hintchakian une Déclaration commune et d'appeler les Arméniens soviétiques à cesser leurs grèves, à mettre fin aux « expressions extrémistes qui gênent l'ordre public » (4 octobre 1988). Comme l'Occident elle accepte de faire confiance à Gorbatchev, sans doute « en gardant les yeux ouverts » comme le recommande Sakharov.

CONCLUSION

En cette fin de XX^e siècle, il existe, léguée par le siècle précédent, une question arménienne comme l'ont montré les réveils successifs de l'Arménie et de la diaspora dont le terrorisme n'a été que l'un des aspects. En Arménie les aspirations nationales, la recherche de l'autonomie et de l'unité traduisent les exigences de dignité et la quête confuse de la souveraineté et de l'indépendance d'un peuple de haut niveau culturel.

Aucun Etat, ni à l'Est, ni à l'Ouest ne souhaite l'indépendance de l'Arménie. En se repliant sur le seul problème territorial les Arméniens sont menacés d'un échec prévisible. Sauront-ils avec les autres peuples de l'URSS, les Baltes, les Géorgiens, les Ukrainiens, mais aussi avec les Russes et avec les Turcs transformer l'Union Soviétique en une vraie Fédération dont Lénine disait qu'elle équivalait à l'indépendance ?

Post-scriptum

L'enchaînement des événements et leur accélération dramatique depuis le 10 novembre 1988, date de la rédaction de cette conclusion — adoption de la nouvelle Constitution soviétique, pogroms antiarméniens à Kirovabad, chassés-croisés de près de 200 000 réfugiés entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, séïsme du 7 décembre qui a ravagé l'Arménie et révélé l'ampleur des carences passées et présentes du système soviétique, arrestation des membres du Comité Karabagh et administration du Haut-Karabagh par un Comité relevant de Moscou — ont confirmé, au-delà des mesures palliatives, la nécessité d'un profond changement.

CHRONOLOGIE

1878

13 juillet Traité de Berlin. Rattachement de Kars, Ar-

dahan et Batoum à la Russie. Internationali-

sation de la Question arménienne.

1887

août Fondation à Genève du parti social-démo-

crate Hintchakian (parti hintchak).

1890

août Fondation à Tiflis de la Fédération Révolu-

tionnaire Arménienne ou Daschnaktzou-

tioum (parti daschnak).

1894 - 1896 Massacres arméniens dans l'Empire Otto-

man.

1905 - 1906 Révolution russe.

« Guerre arméno-tatare » en Transcaucasie.

1907

été Au Congrès de Stuttgart la FRA est admise

dans la II^e Internationale.

1908

23 juillet Révolution jeune turque. Le Comité Union

et Progrès oblige le Sultan Abd-ul-Hamid II à rétablir la Constitution de 1876 et à

convoquer le Parlement.

1909

13 avril Tentative de contre-révolution à Istanbul.

14 avril Début des massacres arméniens d'Adana.

8 octobre - 3 décembre Première guerre balkanique. La diplomatie russe relance la question arménienne.

1913

iuin

Mise en place du triumvirat dictatorial Enver

- Talaat - Diémal du Comité Union et Pro-

grès.

30 juin - 20 juillet

Deuxième guerre balkanique.

1914

8 février

Accord russo-turc sur les réformes à accom-

plir dans les six vilayets orientaux transfor-

més en deux provinces.

avril

Nomination de deux inspecteurs généraux: le hollandais Westenenk pour la province d'Erzeroum et le norvégien Hoff pour la

province de Van.

juillet

8^e Congrès de la FRA à Erzeroum.

28 juillet

Début de la Première Guerre Mondiale.

2 août 7 septembre Traité secret d'alliance germano-turque. Le gouvernement ottoman décrète l'aboli-

tion des Capitulations.

28 octobre

Bombardement des ports russes de la mer

Noire par des navires turcs.

3 novembre

La Russie déclare la Guerre à l'Empire otto-

man.

5 novembre

La France et la Grande-Bretagne déclarent

la guerre à l'Empire ottoman.

1915

ianvier

Défaite de l'armée ottomane à Sarikamich.

7 (20) avril *

Insurrection et organisation de l'autodéfense des Arméniens de Van. Début de la

« Commune de Van ».

^{*} La première date correspond à l'ancien style qui s'est maintenu en Russie jusqu'en 1918. La deuxième correspond au calendrier occidental en avance de 13 jours.

taines d'intellectuels arméniens de Constantinople. 12 (25) avril Débarquement des troupes franco-britanniques dans la presqu'île de Gallipoli. 6 (19) mai Première occupation de Van par les Russes. 7 (20) mai Aram Manoukian est nommé gouverneur de Van Extermination des Arméniens des vilavets mai - juillet orientaux Evacuation de Van par les Russes, Les réfu-18 (31) juillet giés arméniens au nombre de 200 000 gagnent la Transcaucasie. C'est la « Grande Retraite » août - décembre Déportation des Arméniens d'Anatolie et de Cilicie 1916 Les Arméniens déportés dans les déserts de Mésopotamie et de Syrie périssent victimes de massacres, de la famine et des épidémies. L'armée russe occupe l'Arménie turque. L'organisation de la FRA se reconstitue dans les territoires occupés (à Erzeroum, Mouch, Sassoun, Van). Accords Sykes-Picot. mai 15 novembre Création de la Légion d'Orient. 1917 23 - 28 février Révolution de « Février ». Insurrection de Petrograd. Formation du Soviet de Petrograd. Formation du Gouvernement Provisoire. 1er - 2 mars Abdication de Nicolas 1er. 9 mars Comité Spécial de Transcaucasie ou Ozakom.

Arrestation et déportation de plusieurs cen-

11 (24 avril)

mars

Fonds A.R.A.M

Création du parti Populiste arménien.

287

auril Première Conférence des musulmans du Caucase à Bakou 26 avril Décision du Gouvernement Provisoire au sujet de l'Arménie turque. 1^{er} mai Congrès panrusse des Musulmans à Mos-COU. mai - septembre Rapatriement des réfugiés arméniens en Arménie turque. Premier Congrès des Arméniens occiden-2 - 15 mai taux à Erevan. 28 septembre -Congrès des Arméniens orientaux à Tiflis. 13 octobre Formation du Conseil National Arménien 24 - 25 octobre Insurrection d'Octobre. Les bolchéviks (6-7 novembre) prennent le pouvoir à Petrograd. Lénine est élu Président du Soviet des Commissaires du Peuple. 2 novembre Déclaration des Droits des Peuples de Russie 15 novembre Formation du Commissariat transcaucasien. Elections à l'Assemblée Constituante. 5 décembre Armistice d'Erzincan. 16 décembre Stépan Chahoumian est nommé Commissaire temporaire pour les affaires caucasiennes. 23 décembre Convention franco-britannique sur l'action des Alliés en Russie. 31 décembre Décret sur l'Arménie turque signé par Lé-(13 janvier 1918) nine et Staline 1918 Le Président W. Wilson énonce « les 14 8 ianvier points ». 8 - 10 janvier Les Tatares attaquent les convois militaires russes en gare de Chamkhor. début ianvier L'armée ottomane passe à l'offensive. A Erevan, Aram Manoukian est nommé « dictateur ».

Fonds A.R.A.M

14 février Kazim Karabékir reprend Erzincan aux Rus-

ses.

23 février Formation du Séïm.

3 mars Signature du traité de Brest-Litovsk.

12 mars L'armée ottomane s'empare de Erzeroum.

31 mars « Jours de Mars » à Bakou : la révolte des

Musulmans est écrasée.

4 avril Les Arméniens évacuent Van.

avril - juillet Commune de Bakou.

26 avril Reddition de Kars à l'armée ottomane.

15 mai Les Turcs s'emparent d'Alexandropol.

26 mai Indépendance de la Géorgie.

27 mai Indépendance de l'Azerbaïdjan.

28 mai Indépendance de l'Arménie.

21 - 28 mai Batailles de Karakilissé, de Sardarabad et

de Bach Abaran : les Arméniens arrêtent

l'offensive turque.

4 juin Traité de Batoum entre l'Empire ottoman

et la République d'Arménie.

30 juin Premier gouvernement arménien Katchaz-

nouni.

été - hiver Luttes entre populations arméniennes et

musulmanes dans le Haut-Karabagh, le Zanguézour et l'Arménie. Le général Andranik et la « Division Spéciale » contrôlent le

Zanguézour.

juillet Première Assemblée des Arméniens du Ka-

rabagh.

19 juillet Le gouvernement arménien arrive à Ere-

van.

25 juillet Le Soviet de Bakou fait appel aux Anglais.

31 juillet Les 26 Commissaires de Bakou abandonnent le pouvoir et cèdent la place à une

« Dictature Centrocaspienne ».

1er août Ouverture du Khorhourd à Erevan. Drapeau tricolore de la République: rouge, bleu, orange. 17 août Les forces du Major Dunsterville débarquent à Bakou. 1^{er} septembre Les forces anglaises évacuent Bakou. Les forces musulmanes s'emparent 15 septembre Bakou, Massacres des Arméniens Bakou. Bakou devient la capitale de l'Azerbaïdjan. 16 septembre S. Chahoumian et les 25 autres Commis-20 septembre saires sont fusillés 30 octobre Armistice de Moudros. 11 novembre Fin de la Première Guerre Mondiale en Europe. 28 novembre Les Troupes anglo-françaises débarquent à Alexandrette en Cilicie. hiver 1918 - 1919 Famines, épidémies en Arménie. 6 décembre Les troupes arméniennes de Dro entrent à Alexandropol. 13 - 31 décembre Guerre arméno-géorgienne. 1919 Le Docteur Khosrov bey Sultanov est 15 janvier nommé gouverneur du Karabagh et du Zanguézour. 6 - 13 février Deuxième Congrès des Arméniens occidentaux 12 février La Délégation de l'Arménie intégrale présente un Mémorandum à la Conférence de Paix à Paris. 24 février - 22 avril Congrès National Arménien à Paris. 27 avril Les Anglais transfèrent leurs pouvoirs aux Arméniens à Kars.

1^{er} mai

Publication à Erevan du premier et unique numéro de *Spartak* par l'« Organisation des Jeunes Communistes Arméniens ». Installation d'un gouverneur civil arménien à Nakhitchévan.

28 mai Acte du 28 Mai 1919: Arménie libre, indépendante et réunifiée.

début juin «Massacres de Juin» des Arméniens du Haut-Karabagh.

21 - 23 juin Elections du Parlement arménien.

28 juin Sixième Assemblée des Arméniens du Kara-

28 juin Sixième Assemblée des Arméniens du Karabagh.

juillet Les troupes arméniennes sont chassées du Nakhitchévan.

10 juillet Mustafa Kémal prend la tête du mouvement turc pour la défense des provinces orientales.

13 juillet Talaat, Enver, Djemal condamnés à mort par contumace par un tribunal à Constantinople.

août Création du Near East Relief.

23 juillet - 6 août Congrès de l'Association pour la défense des droits des provinces orientales à Erzeroum.

22 août Accord dit de Bakou entre Arméniens et Azeris: statut provisoire du Haut-Karabagh.

4 - 13 septembre Congrès national de Sivas.

27 septembre - 9^e Congrès de la FRA à Erevan. 2 novembre

janvier - novembre Rapatriement de 150 000 réfugiés arméniens en Cilicie.

21 - 27 décembre Deuxième Congrès, à Erevan, du Parti Ramgavar.

T)-----1---1----1

26 décembre L'arménien est proclamé langue officielle de la République d'Arménie.

1920
19 janvier
L'Arménie est reconnue « de facto » par le
Conseil Suprême.

Création à Erevan de l'Armenkom (Comité 22 janvier arménien du Parti Communiste Panrusse). Inauguration de la première Université ar-31 janvier ménienne à Alexandropol. Insurrection des Arméniens du Haut-Khara-22 - 23 mars bagh. 4 avril Massacre des Arméniens de Chouchi. 27 - 28 avril Soviétisation de l'Azerbaïdian. 1er mai Insurrection des communistes arméniens à Alexandropol. 5 mai Création du Gouvernement-Bureau 7 mai La Russie soviétique reconnaît la Géorgie. Mission Chant à Moscou. 20 mai - août 1^{er} juin Le Sénat américain rejette le mandat sur l'Arménie 22 juin Offensive grecque en Asie Mineure. 10 août Le traité de Sèvres. Accord Legran - Djamalian - Babalian: l'Armée Rouge est autorisée à occuper le Karabagh, le Zanguézour, le Nakhitchévan. L'Armée Rouge est arrêtée devant Varsomi-août vie. été « Arménisation » de la République d'Armé-1^{er} - 8 septembre Congrès des Peuples d'Orient à Bakou. 23 septembre Mustafa Kémal donne l'ordre d'une offensive contre l'Arménie. 28 octobre Accord Legran — Chant: la Russie soviétique reconnaît l'Arménie. Chute de Kars. 30 octobre 7 novembre Entrée des troupes turques à Alexandropol. 18 novembre Armistice

> Sentence arbitrale du Président Wilson attribuant à l'Arménie la plus grande partie des

22 novembre

vilayets de Van, d'Erzeroum, de Bitlis et une

partie du vilayet de Trébizonde.

automne - hiver Création par Njdeh du « Siounik autono-

me » dans le Zanguézour.

29 novembre Le Herkom (Comité Révolutionnaire) pro-

clame la soviétisation de l'Arménie.

1^{er} décembre Télégramme de Narimanov.

2 décembre Pacte Vratsian - Legran. Traité d'Alexan-

dropol (Gümrü).

6 décembre L'Armée Rouge entre à Erevan.

1921

11 - 12 février Insurrection du Lori. Invasion de la Géorgie

par l'Armée Rouge.

18 février Insurrection antisoviétique en Arménie.

Comité du Salut de la Patrie.

21 février Début de la Conférence de Londres.

25 février Proclamation de la République soviétique

de Géorgie.

28 février Insurrection de Cronstadt.

mars NEP.

16 mars Traité de Moscou entre la Russie soviétique

et la Turquie kémaliste.

2 avril L'Armée Rouge reprend Erevan.

26 avril - mi-juillet République arménienne de la Montagne.

23 août - 13 septembre Bataille de Sakarya: retraite générale de

l'armée grecque.

13 octobre Traité de Kars.

20 octobre Accord franco-turc: la France s'engage à

évacuer la Cilicie.

1922

janvier 60 000 Arméniens ont quitté la Cilicie.

12 mars Union fédérale des Républiques socialistes

soviétiques de Transcaucasie.

9 septembre Entrée des troupes kémalistes à Smyrne.

13 septembre Incendie de Smyrne. 11 octobre Armistice de Mudanya. 19 octobre Entrée des troupes kémalistes à Constantinople. 1923 4 juillet Le Kayburo décide de maintenir le Haut-Karabagh en Azerbaïdian et de le transformer en région autonome. 1924 février Le Nakhitchévan devient une République autonome rattachée à l'Azerbaïdian. novembre Ouverture du 10e Congrès de la FRA à Paris L'Arménie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan de-1936 viennent des Républiques fédérées. 1945 Staline réclame Kars et Ardahan et la révision de la Convention des Détroits 1946-1947 Staline autorise le « rapatriement » en Arménie de 100 000 Arméniens de la Diaspora. 1957 Premier voyage « touristique » autorisé en Armónio 1965 24 avril Manifestations arméniennes à Erevan: 100 à 150 000 manifestants. « Nos terres! Justice | » Création du Comité de Défense de la Cause Arménienne en France. 1966 Création du Parti National Unifié: demande l'indépendance de l'Arménie soviétique. 1977 Création du Groupe Arménien des Accords avril d'Helsinki.

1978 L'arménien est « langue officielle » selon la

Constitution de 1978.

1988

18 février Débuts du Mouvement du Karabagh.

28 - 29 février Des Azeris attaquent et massacrent des Ar-

méniens à Soumgaït.

26 mars Erevan, « ville morte ».

28 mai Les drapeaux tricolores de la République

indépendante apparaissent dans les rues de

Erevan.

18 juillet Le Soviet Suprême de l'URSS confirme le

maintien du statut du Haut-Karabagh qui

reste rattaché à l'Azerbaïdjan.

20 juillet Parouïr Haïrikian est expulsé d'URSS.

19 août Le Comité Karabagh fait connaître son pro-

gramme pour un « Mouvement pannational

Arménien ».

10 - 11 septembre Manifestations à Erevan aux cris de « Indé-

pendance ».

7 novembre Les manifestants déploient le drapeau trico-

lore sur la Place Lénine à Erevan lors du 71^e anniversaire de la Révolution d'Octobre.

23 novembre-décembre Pogroms antiarméniens de Kirovabad.

Chassés-croisés de réfugiés arméniens et

azeris.

7 décembre Tremblement de terre à Léninagan, Spitak,

Kirovagan: 55 000 morts(?), 100 000 morts

(ou plus?), 500 000 sans abri.

11 décembre Arrestation de 6 à 7 membres du Comité

Karabagh.

1989

7 janvier Arrestation des 4 autres membres.

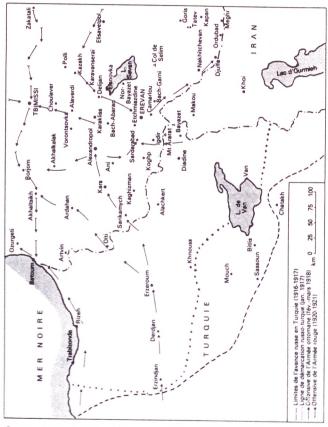
12 janvier Décret du Soviet Suprême de l'URSS créant

une administration spéciale du Haut-Karabagh (toujours rattaché à l'Azerbaïdjan).

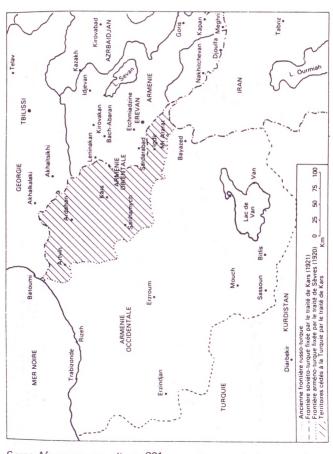
14 janvier Dissolution du Soviet régional du Haut-Ka-

rabagh.

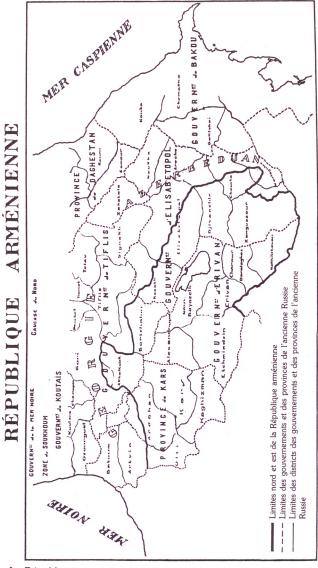
CARTES



Carte extraite de : Serge Afanasyan, L'Arménie et la Géorgie de l'indépendance à l'instauration du pouvoir soviétique (1917-1923), p. 46.



Serge Afanasyan, op. cit., p. 201.



La République arménienne et ses voisines — Questions territoriales par la Délégation de la République Arménienne. Paris 1919.

TOPONYMIE

Les transformations politiques intervenues dans la région se sont accompagnées de changements toponymiques.

Nom Ancien

Alachkert Alexandrette

Alexandropol, Gümrü

Angora

Bach-Abaran Bayazid

Constantinople

Gandja, Gandzak, Elisabetpol *

Karakilisé Khankend

St Pétersbourg, Petrograd

Sardarabad Smyrne Tiflis Zeïtoun

NOM NOUVEAU

Eleskirt
Iskenderum
Leninakan
Ankara
Abaran
Dogu Bayazit
Istanbul
Kirovabad
Kirovagan
Stepanakert
Léningrad
Hoktemberian
Izmir

Tiblissi Süleymanli

^{*} Gandja pour les Tatares, Gandzak pour les Arméniens, baptisée Elisabetpol par les Russes.

INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

Ce livre doit tout ou presque tout à ceux qui l'ont précédé. D'une bibliographie en langue arménienne importante mais de valeur inégale nous n'avons retenu que quelques titres, nous efforçant de proposer au lecteur français des titres d'ouvrages publiés dans les langues européennes. Longtemps il n'a pas été possible d'écrire l'histoire de la République d'Arménie. Au manque d'intérêt évident des chercheurs et des éditeurs pour une expérience sans lendemain qui présentait moins d'intérêt à leurs yeux qu'un épisode de la Guerre du Péloponèse s'ajoutait la difficulté d'accès aux documents. Pour des raisons différentes les archives turques et les archives soviétiques sont sévèrement contrôlées et il est significatif que l'histoire contemporaine des Arméniens, une petite nation éliminée du jeu des relations internationales, soit sous haute surveillance.

Recueil de documents

Arthur Beylérian — Les Grandes Puissances, l'Empire Ottoman et les Arméniens dans les Archives Françaises (1914 — 1918). Paris, Publications de la Sorbonne, 1983.

- **Gabriel Lazian** L'Arménie et la Question arménienne (Documents). Le Caire, 1946 (en arménien).
- N. Mnatzagarian, A.M. Hagopian, S.G. Bordoumian, Gh. M. Dallakian, V.K. Kzartinian. La Grande Révolution socialiste d'Octobre et la victoire du pouvoir socialiste en Arménie (Recueil d'archives et de documents). Erevan, Publications de l'Académie des Sciences. Erevan, 2ème édition, 1960 (en arménien).

Ouvrages généraux (en arménien)

Témoignages des principaux dirigeants daschnaks sur l'histoire de la République d'Arménie

- Alexandre Khatissian Les origines et le développement de la République d'Arménie. Athènes, 1930, 1ère édition ; Beyrouth, 1968, 2ème édition. Traduction française sous presse, de J. Mouradian.
- **Rouben (Ter Minassian)** Les Mémoires d'un révolutionnaire arménien. Los Angeles, 1952, tome 7.
- Simon Vratsian République d'Arménie. Beyrouth, 1958, 2ème édition. Nous avons emprunté à la traduction française inédite de J. Mouradian certaines citations de cet ouvrage. Qu'il en soit remercié.

L'interprétation marxiste d'un « spécifiste »

David Ananoun — Le développement social des Arméniens de Russie (1901-1918). Venise, 1926, tome 3.

Le point de vue soviétique

Histoire du peuple arménien 1917-1941. (Sous la direction

- de **J.P. Aghayan**). La victoire du pouvoir soviétique en Arménie. Erevan, Publications de l'Académie des Sciences, 1967, tome 7.
- **Tsadour P. Aghayan** La Révolution d'Octobre et la libération du peuple arménien. Erevan, 1957, 1ère édition; 1982, 2ème édition.
- **Aramaïs N. Mnatzaganian** La Révolution en Transcaucasie et les envoyés de Russie (1917 1921). Erevan, 1965.
- On doit à l'historien américain **Richard G. Hovanni**sian une histoire totalisante mais encore inachevée
- Armenia on the Road to Independance 1918. Berkeley and Los Angeles, 1967.
- The Republic of Armenia. The first Year 1918-1919. Berkeley-Los Angeles-London, 1971.
- The Republic of Armenia. From Versailles to London 1919-1920. Berkeley-Los Angeles-London, 1982.
- « The Ninth General Meeting of the Armenian Revolutionary Federation, 1919 » in: The Armenian Review. Boston. March 1981. N° 1-133.

Sur le mouvement révolutionnaire arménien avant 1914

- **Louise Nalbandian** The armenian revolutionary movement. Berkeley and Los Angeles, 1967.
- **Anahide Ter Minassian** La question arménienne. Roquevaire, Editions Parenthèses, 1983.
- **Anahide Ter Minassian** « Aux origines du marxisme arménien : les spécifistes » in *Cahiers du Monde russe et soviétique*, Paris XIX, (1-2) janvier juin 1978.

Anahide Ter Minassian — « Particularités de la Révolution de 1905 en Transcaucasie » in 1905, La Première Révolution russe, édité par F.X. Coquin et Céline Gervais-Francelle, Paris, Publications de la Sorbonne, 1986.

Sur le génocide

Gérard Chaliand et Yves Ternon — Le génocide des Arméniens. Bruxelles, Ed. Complexe, 1980.

L'Arménie dans les relations internationales

- A.B. Borian L'Arménie, la Diplomatie internationale et l'URSS. Moscou-Léningrad, 1928-1929, 2 volumes (en russe).
- **Hugues de Courtivron** La Mission militaire française au Caucase (1917-1921). Mémoire de maîtrise, exemplaire dactylographié, Université de Paris I, 1983.
- **Armand Gaspard** Le combat arménien entre terrorisme et utopie 1923-1983. Lausanne, l'Age d'Homme, 1983.
- **Gotthard Jaschke** « Neues zur russisch-turkischen Freundschaft von 1919-1939 » in *Die Welt der Islams*, VI, 3-4 (1961).
- **Firuz Kazemzadeh** The Struggle for Transcaucasia (1917-1921). New-York-Oxford, 1951.
- **Kiazim Karabékir** *Istiklal Harbimiz* (Notre Guerre d'Indépendance), Istanbul, 1960.
- M. Larcher La guerre turque dans la Guerre mondiale. Paris, 1926.

- André Mandelstam La Société des Nations et les Puissances devant le Problème Arménien. Paris, 1926.
- **A. Poidebard (s.j.)** «La Transcaucasie et la République d'Arménie dans les textes diplomatiques du traité de Brest-Litovsk au traité de Kars (1918-1921) » in *Revue des Etudes Arméniennes*, Paris, 1923.
- A. Poidebard (s.j.) « Rôle militaire des Arméniens sur le front du Caucase après la défection de l'Armée russe » in Revue des Etudes Arméniennes, Paris, 1923.
- **Werner Zürrer** Kaukasien 1918-1921 Der Kampf der Grossmachte um die Landbrucke zwischen Schwarzen und Kaspischen Meer. Dusseldorf, 1978.

Sur le monde extérieur

- **Serge Afanasyan** L'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie de l'indépendance à l'instauration du pouvoir soviétique 1917-1923. Paris, l'Harmattan, 1981.
- **Edward H. Carr** La révolution bolchévique. La Russie soviétique et le Monde (traduction française), Paris, Les Editions de Minuit, 1974.
- Paul Dumont Mustafa Kémal. Bruxelles, Editions Complexe, 1983.
- S. et N. Gougouchvili, D. et O. Zourabichvili La Géorgie. Paris, P.U.F. Que sais-je?, 1983.
- J. K. Hassiotis « Shared illusions: Greek-armenian cooperation in Asia Minor and the Caucasus (1917-1922) » in Greece and Great Britain during World War I. Thessaloniki, 1985.
- **Marjorie Hovsépian** Smyrna 1922. The Destruction of a City. London Faber and Faber, 1972.

- **Bernard Lewis** The emergence of Modern Turkey. London, 1961.
- **Ronald G. Suny** The making of the Georgian nation. Stanford (Calif.), 1988.
- Edited by **Ronald G. Suny** *Transcaucasia. Nationalism and Social Change.* The University of Michigan, 1983.
- **Tadeusz Swietochowski** Russian Azerbaïdjan 1905 1920. The shaping of national identity in a muslim community. Cambridge-London New-York, 1985.

Sur Sardarabad

Serge Afanasyan — La victoire de Sardarabad-Arménie (21-29 mai 1918). Paris, L'Harmattan, 1985.

Sur Bakou

- **Paul Dumont** « Bakou, carrefour révolutionnaire 1919-1920 » in *Passé turco-tatare*, présent soviétique. Etudes offertes à Alexandre Bennigsen. Louvain-Paris, Editions Peters, 1986.
- L. C. Dunsterville The Adventures of Dunsterforce. London, 1920.
 - Le Premier Congrès des Peuples de l'Orient Bakou 1920. Réédition, Paris, F. Maspero, 1971.
- M. Mathossentz The Black Raven. London, 1988.
- **Ronald G. Suny** *The Baku Commune 1917-1918.* Princeton New Jersey, 1972.

Sur le Karabagh

- Gharabagh Documenti. Milano, Oemme Edizioni, 1988.
- Dossier Karabagh Faits et documents sur la question du Haut-Karabagh 1918-1988. Paris-Cambridge, Institut Zoryan, Sevig Press, 1988.
- L. Mkertchian La région d'Artsakh ou Garabagh Passé et Présent. Publications du Bureau de la F.R.A., Athènes, 1988.
- **Claire Mouradian** « Sur le fil de l'histoire » in *Cahiers* Arméniens n° 4. Ani. Paris, 1988.
- Claire Mouradian « La question du Karabagh hier et aujourd'hui » in Les Temps Modernes — Arménie — Diaspora — Mémoire et modernité. Juillet-août-septembre 1988.

Témoignages littéraires

- **Michael Arlen** Embarquement pour l'Ararat. A la recherche de l'identité arménienne. Paris, Le Seuil, 1975.
- **Kurban Saïd** Ali and Nino. New-York, 1972 (traduction anglaise d'un roman publié en allemand par un Azeri).
- **Kostan Zarian** *Le bateau sur la montagne.* Paris, Le Seuil, 1985 (traduction française).

La Revue mensuelle *Hayrénik* (Patrie) publiée à Boston (USA) de 1922 à 1967 par les intellectuels daschnaks est un véritable mémorial de l'histoire du mouvement national arménien et de l'histoire de la République. On y trouve, notamment les vingt premières années, des articles remarquables.

INDEX

Nous avons supprimé les entrées Arménie, Turquie, Russie, Empire ottoman, Anatolie, Caucase, Transcaucasie, bolchéviks.

Abachidzé (prince), 17. Alexandropol (traité de), 229, Abd-ul-Hamid II, 12, 58. 233, 239. Abéghian (M.), 182, 184. Ali Ishan Pacha, 54. Adana, 12, 255, 259. Allemagne, 12, 52, 68, 100, 104, A-Do, 65. 273. Afanassov (Varlam), 146, 147. Amirian (Arsène), 100. Aganbekian, 274. Amirian (T.), 100. Aghbalian (Nikol), 33, 34, 151, Ananoun (David), 40, 94, 148, 153, 183, 184, 185. 180, 184. Aghouanie, 131. Andranik (Ozanian Andranik), 23, Agoumian, 188. 31, 50, 61, 62, 82-86, 127, 133, 154. Aharonian (Avedis), 34, 102. 105, 153, 158, 159, 160, 161, Ani, 184, 254. Ankara, 198, 199, 212, 233, 239, 162, 163, 167, 168, 171, 221, 251, 256, 273. 243, 248, 251. Aïntab, 254. Arabie, 106. Akhalkalak, 21, 52, 53, 67, 81, Aram voir Manoukian. 103, 120, 121, 260, 261, 266. Aramiantz, 88. Ararat, 10, 59, 63, 72, 77, 85. Akhaltsikha, 52, 67, 81. Alachkert, 51, 78. Araratian (Sarkis), 151, 156, 186, Alaverdi, 121, 261. 210, 222. Alexandrette, 116, 255, 259. Arasdayan, 127. Alexandropol, 20, 66, 67, 69, 77, Ardahan, 41, 53, 55, 56, 66, 77, 79, 80, 118, 120, 123, 183, 103, 125, 182, 252, 282. 184, 185, 209, 210, 211, 222, Aréchian, 50. 224, 226, 239. Arghoutian (Hovsep), 154, 194.

Armée de l'Islam, 92, 93, 95, 133. Armée Verte, 205, 212, 249. Armenakan, (parti), 11, 150. Armenikend, 88, 100. Armenikend, 209. Arpaya, 126. Artvin, 81, 252. Artzakh, 131, 260, 275, 281. Assemblée Constituante, 16, 18, 19, 38, 39, 40, 41, 116. Astvadzadourian (A.), 74. Atabékian (Lévon), 34, 144. Atarbékian, 235. Autriche-Hongrie, 12. Avarayr, 79. Averianov (P.), 22. Avetisov (Z.), 98. Azerbaïdjan, 9, 10, 11, 54, 67, 69, 70, 71, 81, 82, 92, 93, 106, 112, 119, 127, 128, 132, 133, 135, 166, 188, 191, 199, 202, 209, 237, 238, 261, 269, 277, 284. Azkayin Khorhourd (Conseil National), 34, 78, 80, 111, 112. Azizbekov (A.), 88. Babalian (Ardachès), 34, 70, 187,	56, 65, 66, 67, 68, 70, 71, 79, 80, 81, 103, 122, 174, 236, 252, 254. Batoum (traité de), 81, 82, 83, 102. Bauer (Otto), 142. Bayazid, 18, 50, 54. Beach (général), 128. Beg-Piroumian (Daniel), 50, 78. Beg-Piroumian (Pavel), 50. Begzadian (Alexandre), 239, 246, 260. Begzadian (Tigrane), 34. Békir (Sami), 207, 212, 250, 252. Berbérian (M.), 118. Berlin, 102. Berlin (Congrès de), 12. Bernstorff (compte), 102. Bibi-Heibat, 88. Bingoel, 59. Bitlis, 22, 26, 207, 212, 213. Borian (Bagrat), 148, 236. Bortchalou, 121. Boukharine, 54. Boulgaratzi Krikor, 51. Bréjnev (L.), 271, 277. Brest-Litovsk (Paix de), 36, 41, 45, 48, 54, 55, 56, 66, 67, 81, 97, 102, 103, 105.
215, 222. Bach Abaran, 78. Bagdad, 49. Baghdassarian (T.), 51. Bagramian (Maréchal), 51, 79. Bagratouni (Général), 251. Baïrov (A.), 91. Bakou, 12, 16, 19, 22, 27, 29, 36, 47, 48, 49, 53, 67, 68, 76, 81, 87, 101, 104, 116, 122, 132, 181, 200, 201, 204, 211, 218, 237, 272. Bakou (Accord de), 137. Bakou (Commune de), 94-96. Balakhany, 88. Balayan (Zori), 274. Bandoung (Conférence de), 276. Bapert, 51. Bassé, 24. Batoum, 29, 41, 51, 52, 53, 55,	Castro (Fidel), 49. Chabin Karahissar, 50. Chadir (Bahaeddine), 68. Chahoumian (Stépan), 16, 28, 29, 36, 39, 40, 42, 43, 44, 89, 90, 99, 145. Chahvertian (D.), 208. Chaïyan (T.), 193. Chakir (B.), 219. Chamakh, 92. Chamkhor, 52, 53, 90. Chant (Lévon), 23, 162, 205, 206, 214, 224. Chardigny (lieutenant-colonel), 47, 58, 64, 80. Charour-Daralakiaz, 77, 127, 186, 217, 233. Chévki Pacha, 54, 123, 124. Chikhlinski (général), 204.

ardigny (lieutenant-colonel), 47, 58, 64, 80. arour-Daralakiaz, 77, 186, 217, 233. névki Pacha, 54, 123, 124. nikhlinski (général), 204.

Chouchi, 18, 85, 130, 131, 133, 134, 135, 136, 138, 202, Chrysanthos (Archevêgue), 194. Churchill (Winston), 196. Cilicie, 10, 47, 114, 158, 159, 160, 166, 172, 173, 197, 205, 250, 254, 257, 265. Clemenceau (Georges), 164. Comité Karabagh, 276, 280, 284. Comité Union et Progrès, 92. Conférence de la Paix, 64, 80, 104, 106, 116, 120, 126, 133, 157-161, 162, 171. National Arménien, Congrès 161, 164. Conseil National Arménien voir Azkayin Khorhourd. Constantinople, 11, 12, 41, 86, 93, 101-107, 166, 174, 184, 204, 252, 256. Crimée, 48, 169, 192, 212. Curzon (Lord), 196, 223, 258. Daghestan, 29, 67, 95, 132, 205. Daralakiaz, 81, 84, 85. Darbinian (Ar.), 23. Dardanelles (bataille des), 26, 79. Dâron, 57, 59, 62, 63, 84. Daschnak (parti) ou FRA, 11, 12, 16, 17, 19, 20, 22, 23, 24, 28, 29, 30, 31, 32, 34, 36, 38, 40, 44, 50, 58, 66, 70, 91, 99, 114, 121, 141, 143, 158, 161, 162, 164, 167, 179, 181, 182, 210, 216, 233, 234, 267-268, 278, 282. Davie (général), 125, 128, 129. Délégation nationale arménienne, 157, 251. Délégation de la République arménienne, 158, 161, 251. Dénikine, 169, 192. Dérian (Vahan), 44, 146, 148. Dersim, 59. Der Zakarian (H.), 23. Dilidjan, 77, 83, 181, 183, 234. Djafarov (M.), 17.

Djahid Bey (H.), 102.

Djamalian (Archak), 184, 204, 210, 215. Djaparidzé, 89. Djémal Pacha, 13, 68, 156. Djibraïl, 130. Djivanchir, 130. Djoulfa, 67, 83, 129. Donskoï, 37. Dourian (Yéghiché), 162. Dro (H. Kanayan), 73, 74, 76, 78, 85, 120, 203, 220, 222, 228, 232, 235, 238. Dumont (P.), 196. Dunsterville (L.C.), 49, 64, 99, 100. Elisabetpol, 20, 29, 52, 70, 92, 94, 95, 101, 130, 131. Entente, 64, 158, 206, 224. Enver Pacha, 13, 53, 67, 81, 92, 93, 102, 103, 156, 205, 219, 248. Enzéli, 49, 99, 116. Erevan, 9, 10, 16, 19, 20, 22, 29, 31, 32, 50, 53, 67, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 81, 82, 85, 86, 110, 112, 131, 132, 135, 150, 158, 161, 164, 167, 169, 183, 184, 203, 209, 232, 238, 239, 241, 272. Erzeroum, 22, 54, 56, 57, 59, 60, 61, 62, 91, 96, 97, 197, 207, 213, 229, 230, 239. Erzincan, 42, 51, 53, 59, 60, 63. Essayan (Zabel), 23. Etats-Unis, 12, 27, 45, 161, 163, 165, 166, 173, 227, 269. Etchmiadzine, 78, 86, 179. Fedais, 12, 23, 50, 51, 60, 61,

Février (Révolution de), 15, 18, 21, 26, 89, 132. Finlande, 17, 45, 55. Fontaine (A.), 247. Forestier-Walker (général), 123. FRA voir daschnak. FRA (9° Congrès de), 152-156. France, 12, 48, 158, 173, 270,

78, 83, 217.

271. Frankian (Yervand), 184. Franklin-Bouillon (H.), 255. Fresno (Californie), 86. Fuad (Ali) Pacha, 252. Fuad (Sabi), 198, 201.

Gaboudikian (Sylva), 273, 274. Gambarian (Youri), 185. Gandja ou Gandzak (voir Elisabetpol). Gandzasar, 131. Gasfield (lieutenant), 64. Gaspard (A.), 251. Gegechkori, 37, 221. Genève, 11. Georges-Picot (C.), 172. Géorgie, 18, 48, 68, 69, 71, 81, 82, 106, 119, 120, 166, 204, 214, 221, 236, 237, 240, 241, 243, 261, 269. Ghaïpalikend, 135. Ghanmazian, 235. Gharabékian (Micha), 34. Ghazarian (G.), 210. Ghoukassian (G.), 147. Gorb, 180. Gorbatchev (M.), 10, 218, 268, 282. Goris, 85, 244. Goukassov, 88. Gouraud (général), 255. Grande-Bretagne, 12, 48, 173. Groupe arménien des Accords d'Helsinki, 279. Guillaume II, 165. Gulbenkian (G.), 267. Gulghandanian (Abraham), 34, 92, 151, 156, 181, 209, 210,

Hadjine, 254. Haïkouni (Kourken), 147, 148. Haïrikian (Parouïr), 278, 280. Hakhverdian (H.), 112, 235. Halil (Pacha), voir Khalil. Hamadan, 49, 65. Hamazasp, 92. Hambartzoumian (K.), 58.

(Samson), 34. Haroutounian 167, 181. Haroutounian (Souren), 281. Harbord (général), 170, 173. Haskell (W. colonel), 170, 175. Hatchinski, 201. Herkom, 228, 235, 236, 238, 239, 241, 242. Hintchakian (parti social-démocrate), 11, 23, 31, 58, 149, 266. Hoover (Herbert), 170, 174. Hovannissian (Richard), 80, 170, 222. Hovhanissian (Achot), 146, 235.

Hampartzoumian (S.), 218.

Hovhanissian (Achot), 146, 235. Hovsépian (Karékine), 78, 222. Hümmet, 88, 200.

Ichkhanian (B.), 148, 184. Igdir, 181. Indes, 11.

Ille Internationale, 12, 121, 142, 181, 194. Ismet Pacha Inonü, 258. Ispahan, 11.

Ittihadistes voir Comité Union et Progrès.

Ivanovo-Voszenessensk, 28. Izzet Pacha, 105.

Jaurès (Jean), 12. Jeunes-Turcs, 12, 13, 50, 58, 68, 154, 158. Jordania (Noé), 16, 37, 53, 69, 74, 221.

Kalb Ali Khan, 128.
Kalikian (H.), 23.
Kamsarakan (S.), 32.
Karabagh ou Haut-Karabagh, 9, 10, 32, 84, 94, 103, 128, 129-138, 185, 191, 202, 203, 205, 206, 212, 215, 238, 259, 260, 266, 274, 275, 282, 284.
Karabékir (Kazim), 54, 60, 67, 124, 201, 204, 220, 222, 224, 229, 230, 231, 253.
Karakhan (L.), 57, 206, 212.

229, 235.

Karakilissé, 67, 78, 79, 83, 179, 183, 184. Kardjikian (Kh.), 24, 34, 70, 111, 116. Karinian (Ardachès), 146, 246. Kars, 20, 29, 32, 41, 42, 53, 54, 55, 56, 60, 61, 62, 66, 67, 77, 81, 103, 122-126, 128, 179, 181, 183, 185, 188, 222, 224, 229, 230, 232, 239, 240, 252, 253, 282. Karzvan, 180. Kassian (Sétrak), 208, 235. Katchaznouni (Hovannès), 56, 66, 67, 70, 71, 80, 111, 112, 114, 115, 116, 122, 133, 153, 161, 164, 165, 237. Kautsky (K.), 240. KD (parti constitutionnel-démocrate), 17. Kémal (Mustafa), 13, 26, 107, 124, 196-199, 201, 213, 214, 220, 240, 247, 248, 255. Kémal (Yusuf), 207, 221, 252. Kerensky (A.), 22, 26, 27, 31, 47, 196. Kermoyan (V.), 24, 166. Kévork V, 113, 135, 157, 164, 166. Khalil bey, 67, 68, 70, 80, 81, 102, 198, 201, 202, 205, 214. Khankend, 138. Khan Khoïski (F.), 69, 101. Khan Masséhian (H.), 194. Kharlamov (V.), 17. Khatissian (Alexandre), 16, 56, 66, 70, 71, 79, 80, 102, 111, 116, 122, 126, 128, 151, 152, 153, 156, 165, 177, 210, 222, 226, 229, 230, 231, 232, 234, 235, 251, 256, 273. Khnouss, 59, 62. Khoï, 64. Khondkarian (A.), 169, 225. Khoréni (Vahan), 154. Khorhrdaran (Parlement arménien), 141.

Khorhourd, 113, 114, 116, 117,

151, 166.

Khrouchtchev (N.), 268, 271, 274. Kiev, 28. King-Crane (Commission), 172. Kirov, 200, 260. Kirovabad, 284. Kiurdamir, 98. Koltchak, 169. Koltchef, 102. Korganian (S.), 50, 124, 125, 126, 158, 229, 235. Kornilov, 28. Kotour (défilés de), 63. Koutaïs, 29. Krasnovodsk, 100. Kress (von), 68, 69, 102. Kronstadt, 243. Kurdistan, 48, 49. Kütchük Khan, 49.

Lausanne (conférence de), 256-259, 265. Lazarian (Institut), 146. Lazian (H.), 241. Lebedinski, 49. Légion d'Orient, 47, 157, 172. Legran (Boris), 207, 214, 215, 224, 226, 228, 235, 238, 244. Lénine (Vladmir Illitch Oulianov), 29, 35, 36, 43, 44, 88, 196, 201, 203, 212, 236, 240, 242, 283. Léo, 56, 184. Liban, 172, 255. Ljanozov, 88. Lloyd George (D.), 164, 250. Londres, 129, 250, 252. Lori, 18, 21, 83, 103, 120, 121, 179, 241, 261, 266. Lossow (général von), 68, 101. Ludendorff (général), 68. Lukachine (Sarkis Srabonian), 44, 146, 246. Lvov (Prince), 21.

Mac Donald (Ramsey), 240. Madénataran, 9. Maghalé, 59. Malraux (André), 140.

Mamikonian (Stépan), 31, 34. Mamikonian (Vartan), 79. Manassian (S.), 85. Manchester, 11. Mandian (Hakob), 184. Manouk de Sassoun, 24, 51. Manoukian (Aram), 23, 34, 73, 76, 77, 82, 111, 118, 153. Mantachev, 88. Mar Simon (Patriarche), 64. Mdivani (B.), 200, 224, 230. Mehmed VI, 104, 197. Mélik-Chahnazarian, 50. Mélik-Karagéozian, 166. Mélikian (H.), 74. Menchéviks, 15, 28, 31, 36, 37, 38, 40, 53, 66, 70, 90, 121, 145. Mersine, 172. Mésopotamie, 25, 48, 106, 170, Miasnikian ou Miasnikov (Alexandre), 148, 245. Mikoyan (Anastase), 90, 98, 100, 145, 147, 208, 274. Milioukov (P.), 21, 43. Milne (général), 195. Minakhorian (Vahan), 169, 184, 225. Mirzoev, 88. Monck-Mason (major), 134. Morel (colonel), 60, 66. Morgenthau (H.), 170, 174. Moscou, 10, 11, 19, 22, 27, 28, 57, 146, 169, 191, 212, 237, 239, 242, 243, 248, 252, 253, 272. Mossoul, 68. Mouch, 22, 24, 26, 180, 212, 216, 230. Mouchegh, 51, 186. Moudros (armistice de), 85, 105-107, 116, 172. Mourad, 51, 59, 61. Moussinian (M.), 74. Mravian (A.), 208, 235, 239, 246, 261. Mudanya, 256.

Musavat (parti), 16, 19, 38, 40,

66, 69, 88, 94, 132. Nabokov (V.), 21. Nakhitchévan, 77, 81, 83, 84, 85, 124, 125, 127-129, 180, 185, 188, 203, 206, 212, 215, 232, 238, 242, 252, 260, 261, 266. Nakšibendis (confrérie des), 61. Nansen (F.), 269. Narimanov (N.), 88, 200, 238, 261. Nazarbékian (Thomas), 47, 49, 66, 77, 78, 80, 235. Nazarétian, 261. Near East Relief, 174, 175, 189, 255. Nevrouz (Hagop), 163. Nicolas (N., Grand Duc), 16. Niessel (général), 47. Nivelle (général), 47. Njdéh (Karékine), 244. Nobel, 88. Nonencourt (colonel), 223. Noradounguian (Gabriel), 162, 257. Nor-Nakhitchévan, 169. Noukhi, 92. Noulens, 47, 48. Nouridjanian (A.), 208, 235.

Nubar Pacha (Boghos), 47, 116, 117, 150, 157, 158, 160, 162, 163, 164, 165, 167, 168, 171, 251, 257.

Nuri Pacha, 92, 93, 101, 132.

Octobre (Révolution de), 27, 28, 35, 36, 37, 39, 44, 46, 73, 132.

Odichelidzé (général), 61, 66.

Odichelidzé (général), 61, 66.
Ohandjanian (Hamo), 38, 101, 156, 158, 159, 161, 163, 210, 215, 222, 224.
Olti, 65, 126, 180.
ONU, 13, 263, 273, 278.
Ordjonokidzé, 200, 201, 203, 237, 241, 242, 260, 274.
Orlando, 164.
Ossipov (général), 125.
Ourmiah, 58, 63, 64, 65.
Outik, 131.

Ozakom, 17, 18, 19, 28, 37.

Palestine, 25, 26, 106, 172. Pallavicini, 102. Papadjanian (Michaël), 17, 34,

71, 80, 102, 111, 158. Papazian (Vahan), 23, 24, 31.

Paris, 86, 126, 157, 159, 161, 162, 166, 168, 169, 171, 252, 255.

Parti national unifié, 277-279, 280.

Pasdermadjian (Armen Garo), 26, 156, 159, 163, 194, 251.

Perse (Empire), 10, 13, 45, 48, 49, 51, 63, 64, 70, 79, 81, 96, 101, 106, 170.

Pétrograd ou St Petersbourg, 15, 20, 21, 22, 27, 28, 35, 37, 39, 47, 97, 146, 243.

Petrovsk, 93.

Pike, 48.

Piralian (Artem), 158.

Piroumian (général), 125, 222.

Piroumian (S.), 205.

Poidebard (P.), 79.

Pologne, 17, 55, 214. Popov (D.), 16.

Populiste arménien (parti), 20, 30, 34, 70, 149, 167.

POSDR (parti ouvrier social-démocrate de Russie), 28, 34, 58.

Pouchkine, 234, 235. Prjéwalsky (général), 26, 42.

Ramgavar (parti), 23, 150, 162,

266.

Ramichvili, 53.

Rauf bey, 56, 102.

Rasul Zadé (Mehmet Emin), 19, 67, 88, 93.

Renan (E.), 65.

République des Montagnards du Nord-Caucase, 119.

Revkom, 210, 211.

Riza (Ahmed), 102.

Romanov, 15.

Rostom (Śtépan Zorian), 38, 96-97, 101, 118, 153.

Rostov-sur-le-Don, 151, 169. Rothschild, 88.

Sahakian (Avédik), 66, 151, 178.

Sahakian (M.), 208.

Sahakian (S.), 169. Sakharov, 282.

Sakarya, 253.

Salmas, 64, 65.

Samuélian (H.), 273.

Saratov, 16, 28.

Sardarabad, 78, 79, 80.

Sarikamich, 61, 62, 66, 239. Sassoun, 50, 62, 220.

Sassouni (Garo), 23, 24.

SD (Sociaux-démocrates), 111, 117, 144.

SDN, 192, 223, 231, 240, 250, 269.

Sébastopol, 169.

Sébouh, 23, 51, 59, 211, 220, 234.

Seïm, 40, 55, 56, 57, 66, 69, 76, 90.

Sembat, 23, 51, 62, 154.

Senghor (L.), 276.

Sévak (Parouïr), 273.

Sèvres (traité de), 192, 204, 213-214, 224, 227, 229, 231, 233, 250.

Silikian (général), 50, 74, 77, 78, 79, 80, 235.

Siline, 229, 232.

Simko, 64.

Sinapian (Krikor), 162.

Siounik, 131, 244, 260.

Sis, 254.

Sivas, 197. Smyrne, 197, 256.

Soumgaït, 10, 275, 282.

Sourmalou, 81, 118, 128, 185, 232.

Sovnarkom, 35, 36, 43, 44, 55, 57, 90, 97.

Spécifistes, 31, 148.

SR (socialistes-révolutionnaires), 15, 16, 29, 30, 34, 36, 38, 39, 70, 90, 94, 98, 111, 117, 141, 144, 243.

Staline (Joseph), 35, 44, 46, 206, 212, 238, 242, 253, 261, 271, 274, 282. Stamboltsian (Anouchavan), 34. Stavrodakis, 195. Stockholm, 97. Stokes (colonel), 223. Stopani, 200. Sultanov (Khosrov bey), 85, 134, 136, 138. Suny (Grigor), 185. Suphi (Mustafa), 208, 209, 249. Suttleworth (colonel), 134. Sykes-Picot (Accords), 157, 172.

Tabriz, 63, 83, 96. Tadev, 244, 245. Taghiev (Hadji Zeinal), 94. Talaat Pacha, 13, 54, 102, 104, 156, 165. Tamanian, 188. Tchéka, 235, 237, 242. Tchernobyl, 277. Tchilinguirian (A.), 181. Tchitchérine, 57, 203, 206, 207, 212, 247, 257. Tchkheidzé, 37. Tchkhenkéli (A.), 17, 56, 66, 67,

Syrie, 106, 170, 172, 174, 255,

259.

Tchobanian (Archak), 157, 162, 163. Téhéran, 65. Tékéyan (Vahan), 150, 162, 163.

Tekman, 59. Temperley (colonel), 123. Ter Gabriélian (S.), 239.

Ter Ghazarian (Ghazar), 34. Ter Hagopian (A.), 163.

Ter Minassian (Rouben), 24, 34, 56, 70, 155, 156, 161, 183, 186, 204, 210, 211, 216, 235,

245. Ter Ohanian (Hayk), 34.

Terterian (H.), 205, 228, 238. Terzibachian (A.), 23, 31. Tevfik Pacha, 250.

Thomson (W.M. général), 85,

116, 125, 133, 134. Tiflis, 11, 12, 15, 16, 17, 20, 24, 27, 28, 29, 31, 32, 36, 37, 39, 40, 42, 43, 47, 48, 49, 50, 53, 57, 62, 67, 69, 70, 76, 82, 96, 110, 120, 121, 123, 135, 167, 182, 183, 239, 241, 251, 252, 272. Tigranian (S.), 24, 123. Tigranian (Sirakan), 184. Torkom (capitaine), 61. Toromanian (Toros), 184. Torossian (S.), 74. Totomiantz (Vahan), 184. Toumanian (Hovhannès), 135. Toumanian (L.), 169. 221, 230.

Trébizonde, 22, 54, 56, 116, 158, 160, 193, 204, 207, 213, Trotski (Léon), 41, 45, 54.

Tseretelli, 37. Turkestan, 17, 48, 53.

Ukraine, 17, 48, 55, 169. Union Générale Arménienne de Bienfaisance, 267. URSS, 249, 262, 263, 265, 268, 269, 271. Ussher, 170.

Van, 11, 22, 23, 24, 42, 51, 54, 57, 58, 62, 63, 73, 78, 111, 150, 164, 180, 207, 212, 213, 220, 230. Vanderwelde, 240. Varanda, 137.

Varandian (Michaël), 121, 159, 194, 251.

Varchamian (Kévork), 128.

Varto, 59.

Vaskène I^{er}, 272 Vaspouragan, 127.

Vavalini, 180.

Védibazar, 186, 217. Véhib Pacha, 26, 42, 53, 66, 67, 79, 80, 102.

Véou (Paul du), 256. Versailles (traité de), 168.

Veyne (Paul), 227.

Vladikavkaz, 80. Volontaires (corps des), 27, 50, 92, 154, 211. Volsky (A.), 275. Vratsian (Simon), 31, 32, 34, 70, 72, 76, 109, 138, 154, 155, 156, 177, 178, 184, 204, 210, 225, 226, 227, 228, 232, 235, 243.

Wardrop (J.O.), 189. Willoughby-Smith (F.), 27. Wilson (Woodrow), 45, 124, 164, 170, 173, 192, 213, 224, 229, 257. Wrangel (général), 169, 192.

Yerzinkian (Aramaïs), 34, 66, 205, 246. Youdénitch, 25, 26. Zakarian (Pétros), 34. Zakatala, 132. Zanguézour, 21, 50, 83, 84, 85, 103, 127, 128, 132, 134, 138, 139, 185, 191, 203, 206, 215, 228, 232, 235, 238, 244, 245, 251, 260, 261. Zanguibazar, 186, 217. Zarafian (L.), 205. Zaroubian, 273. Zavriev (David), 185. Zavriev, 21, 22, 26, 97. Zeïtoun, 254. Zemstvo, 18, 19, 20, 32, 130, Zilân, 59. Zinoviev, 219.

Zohrabian (A.), 101.

Achevé d'imprimer en février 1989 sur les presses de Gedit en Belgique (CEE).

Illustration de couverture: Affiche, H.K. Shahbegian, mai 1963.

ISBN 2-87027-280-4 D/1638/1989/13

© Editions Complexe, 1989 SA Diffusion Promotion Information 24, rue de Bosnie 1060 Bruxelles

295

1918-1920 LA MEMOIRE DU SIECLE

Les années 1988-1989 voient des centaines de milliers de manifestants déferler périodiquement dans les rues de Erevan, la capitale de l'Arménie soviétique.

La radicalisation du Mouvement du Haut-Karabagh qui demande le rattachement de cette région à l'Arménie a fait surgir la revendication de l'indépendance et le drapeau de l'éphémère République d'Arménie (1918-1920), libérant une mémoire arménienne confisquée par 70 années de régime soviétique.

C'est en Transcaucasie dans le sillage de la Première Guerre mondiale et de la Révolution russe que sont jetées les bases d'un minuscule Etat arménien au milieu du chaos et de la famine. Après six siècles de domination étrangère, le peuple arménien venait de sortir de la terrible épreuve du Génocide de 1915.

Durant cette brève période le pouvoir est assumé par la Fédération Révolutionnaire Arménienne ou parti daschnak qui tente de créer un Etat démocratique au prix d'immenses sacrifices.

Bien que les Alliés aient pris l'engagement de garantir l'existence et la sécurité du peuple arménien, ils renoncent à appliquer le traité de Sèvres et à rapatrier les réfugiés arméniens.

Enjeu de la politique internationale, située au carrefour de deux mouvements révolutionnaires, la Révolution russe et la Révolution kémaliste, la République d'Arménie succombe sous les coups portés par l'armée kémaliste au moment où se forme un «Axe Ankara-Moscou».

La soviétisation de l'Arménie laissera en suspens la question arménienne.

Maître de Conférences à l'Université de Paris I, Anahide Ter Minassian dirige depuis plus de dix ans un Séminaire consacré à l'histoire contemporaine des Arméniens, à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales.

ISBN 2-87027-280-4



Fonds A.R.A.M 9 782870 272800